

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY**

Séance du Conseil communautaire : 5 mars 2025

**DÉLIBÉRATION**

Le cinq mars deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-sept février deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle FAMISOL à Sainte-Cécile pour une troisième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louissette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	P	PICARD Sophie	P
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUULT Christian	P	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	E
BONNENFANT Didier	E	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	E	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	E	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	E	ZOUBAIRI Ingrid	E
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absents et excusés avec pouvoir :

M. AUBINEAU Jérôme a donné pouvoir à Mme BILLAUDEAU Louissette – Mme GOURMAUD Catherine a donné pouvoir à M. PAILLAT Dominique – Mme MOREAU Laëtitia a donné pouvoir à M. CORNIÈRE Jean-Louis – Mme ZOUBAIRI Ingrid a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34

Nombre de conseillers communautaires présents : 25

Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Valérie MARTINEAU pour remplir les fonctions de secrétaire.

**N° 2025-57 DÉCISIONS PRISES PAR LA PRÉSIDENTE SUITE AUX DÉLÉGATIONS  
DONNÉES PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Nomenclature des actes : 5.4

La Présidente présente les décisions qu'elle a prises suite aux délégations données par le Conseil communautaire :

Numéro et titre de la décision	Compléments d'information	Montant
DP 2025-47 Renonciation à l'exercice du droit de préemption	Bien mis en vente au prix de 190 000 €, situé à 28 rue de l'Oiselière, sur la commune de Bournezeau, d'une contenance de 3 156 m <sup>2</sup> , cadastré section XI n° 216.	

.../...

Numéro et titre de la décision	Compléments d'information	Montant
DP 2025-48 Devis entrepreneur individuel BONNAUD MEHDI - MEHDI MÉDIA – Réalisation de la vidéo « sortir du cadre » saison 2 pour les vœux 2026 de la Présidente	-	2 900,00 € HT
DP 2025-49 SELARL GÉOUEST – Division foncière - Bornage et division de la parcelle cadastrée section AN n° 6 – Polaris Sud à Chantonnay	-	1 550,00 € HT
DP 2025-50 Devis Association COMPAGNIE ÉPI'C'TOUT – Représentations de spectacles – Base de loisirs de Touchegray	Montant total, net de taxe, comprenant les deux représentations et incluant les frais de déplacement	2 705,00 €
DP 2025-51 Devis SAS ENVOLiS – Remplacement et création de nouveaux postes – Commande de matériels informatiques	<i>Remplacement</i> - du poste à la Maison de l'Emploi - du poste du saisonnier à l'Office de Tourisme <i>Acquisition</i> - d'un troisième ordinateur portable (stock) - de nouveaux écrans et des stations d'accueil (pour améliorer le confort de travail des agents)	4 215,00 € HT
DP 2025-52 Attribution d'aides pour la réhabilitation des assainissements individuels non conformes – Programme 2025	BECHEUR - Chantonnay GUYONNET - Chantonnay BAFFREAU - Saint-Martin-des-Noyers TURCAUD- Saint-Vincent-Sterlanges GODREAU - Sainte-Cécile	1 000,00 € 1 000,00 € 1 000,00 € 1 000,00 € 1 000,00 €
DP 2025-53 Devis SAS PICARD INVEST – Location d'un box destiné au stockage des affaires professionnels pour les kinésithérapeutes de la Maison de Santé – Centre Épidaure	-	1 500,00 € HT
DP 2025-54 Devis entrepreneur individuel BONNAUD Mehdi - MEHDI MÉDIA – Reportages photos et capsules vidéo pour le site internet, les réseaux sociaux et création d'une vidéothèque en UHD	-	2 250,00 € HT
DP 2025-55 Devis entrepreneur individuel BONNAUD Mehdi - MEHDI MÉDIA – Reportage photos et capsules vidéo pour le suivi de chantier de la Maison de Santé – Centre Épidaure	-	1 550,00 € HT
DP 2025-56 Avenant n° 1 au marché public n° 2024-20 – Maîtrise d'œuvre - Construction d'un ensemble immobilier composé de 2 ateliers-relais à Saint-Prouant – Fixation du forfait définitif de rémunération	Groupement conjoint, dont la SARL DGA ARCHITECTES est mandataire : - un coût prévisionnel définitif des travaux retenu à un montant de 583 500,00 € HT (initialement à 550 000 € HT) ; - une rémunération définitive du maître d'œuvre selon un taux de 8,5 % définie à un montant de 49 597,50 € HT, soit 59 517,00 TTC.	

... / ...



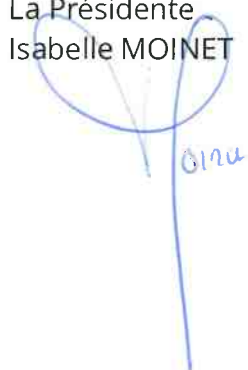
Le Conseil communautaire prend acte de la présentation des décisions de la Présidente.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

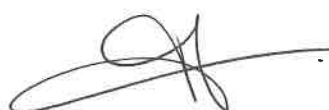
Transmis en Préfecture le 07/03/2025

Publié le 07/03/2025

La Présidente  
Isabelle MOINET



Le Secrétaire de séance  
Valérie MARTINEAU



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 5 mars 2025

### DÉLIBÉRATION

Le cinq mars deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-sept février deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle FAMISOL à Sainte-Cécile pour une troisième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louissette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	P	PICARD Sophie	P
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMÉAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	P	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	E
BONNENFANT Didier	E	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	E	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	E	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	E	ZOUBAIRI Ingrid	E
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absents et excusés avec pouvoir :

M. AUBINEAU Jérôme a donné pouvoir à Mme BILLAUDEAU Louissette – Mme GOURMAUD Catherine a donné pouvoir à M. PAILLAT Dominique – Mme MOREAU Laëtitia a donné pouvoir à M. CORNIÈRE Jean-Louis – Mme ZOUBAIRI Ingrid a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 34

Nombre de conseillers communautaires présents : 25

Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Valérie MARTINEAU pour remplir les fonctions de secrétaire.

#### N° 2025-58 COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU BUREAU COMMUNAUTAIRE

Nomenclature des actes : 5.7

Conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, la Présidente rend compte des travaux du Bureau communautaire.

Le Conseil communautaire n'a pas délégué d'attribution au Bureau communautaire. Aussi, celui-ci ne prend pas de délibération.

Le Bureau communautaire s'est réuni le 26 février 2025.

.../...

Les principaux points abordés ont été :

- 26/02/2025 :

- POUR AVIS : Plan Intercommunal de sauvegarde / Mobilité – Choix définitif du box vélo / Attribution de subventions entrant dans le champ du règlement : associations culturelles, sportives et/ou de loisirs / Attribution de subventions n'entrant dans le champ du règlement mais entrant dans le champ de compétence de la CCPC / Délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de travaux de réhabilitation de l'Espace Jeunesse de la Ville de Chantonnay, dans le cadre des travaux de construction de la médiathèque intercommunale.
- POUR INFORMATION : Révision du PLUi / Statistiques frelons asiatiques / Statistiques ordures ménagères / Vendéopôle Vendée Centre – Extension n° 2 – Rapport de concession – Compte-rendu financier et révision du bilan au 30 septembre 2024 / Adhésion à un groupement de commandes pour « la fourniture et l'acheminement d'énergies » coordonné par le SyDEV / Transfert de personnel de la bibliothèque de la ville de Chantonnay vers la Communauté de communes et création des emplois / Remboursement d'accréditations professionnelles pour le festival Région en scènes / Budget principal n° 67000 – Autorisation de dépenses – Investissement 2025 en complément de la délibération n° 2024-475 / Diffusion des documents aux communes.

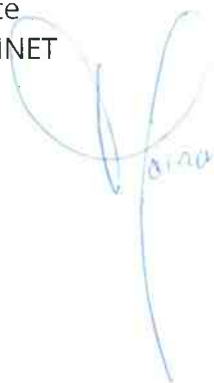
Le Conseil communautaire prend acte de cette présentation des travaux du Bureau communautaire.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/03/2025

Publié le 07/03/2025

La Présidente  
Isabelle MOINET

A blue ink signature of Isabelle Moinet, consisting of a large, stylized 'M' with a vertical line extending downwards.

Le Secrétaire de séance  
Valérie MARTINEAU

A black ink signature of Valérie Martineau, featuring a stylized 'V' and 'M' with a horizontal line extending to the left.

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY**

Séance du Conseil communautaire : 5 mars 2025

**DÉLIBÉRATION**

Le cinq mars deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-sept février deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle FAMISOL à Sainte-Cécile pour une troisième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louissette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	P	PICARD Sophie	P
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	P	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	E
BONNENFANT Didier	E	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	E	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	E	ZOUBAIRI Ingrid	E
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absents et excusés avec pouvoir :

M. AUBINEAU Jérôme a donné pouvoir à Mme BILLAUDEAU Louissette – Mme GOURMAUD Catherine a donné pouvoir à M. PAILLAT Dominique – Mme MOREAU Laëtitia a donné pouvoir à M. CORNIÈRE Jean-Louis – Mme ZOUBAIRI Ingrid a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34

Nombre de conseillers communautaires présents : 26

Nombre de conseillers communautaires votants : 30

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Valérie MARTINEAU pour remplir les fonctions de secrétaire.

**N° 2025-59 DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025**

Nomenclature des actes : 7.1

Vu l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), qui renforce le rôle et le cadre légal du débat d'orientations budgétaires (DOB) ;

Vu l'article L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoyant que « les articles L. 2312-1 et L. 2313-1 ne s'appliquent qu'aux établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus » ;

... / ...

Vu l'article L. 2312-1 du CGCT précisant que « *Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires* » ;

Vu le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu et aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires (ROB) ;

Vu la Commission plénière du 12 février 2025 ;

Considérant que le DOB est une étape essentielle et obligatoire de la procédure budgétaire à mener dans les deux mois qui précèdent le vote du budget ;

Considérant que ce DOB est voté au cours d'une séance distincte du vote du budget, et qu'il ne peut intervenir ni le même jour que ce dernier ;

Considérant que le ROB doit permettre aux élus de discuter des orientations budgétaires tout en étant informés de la situation économique et financière de la Communauté de communes, permettant ainsi d'éclairer leur choix lors des votes des Budget Primitifs ;

Considérant que le ROB ci-joint en annexe présente les orientations budgétaires de l'exercice 2025 du budget général et des budgets annexes ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de prendre acte des orientations budgétaires 2025 du budget général et des budgets annexes présentées et débattues en séance ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/03/2025

Publié le 07/03/2025

La Présidente  
Isabelle MOINET



Le Secrétaire de séance  
Valérie MARTINEAU



**RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS  
BUDGÉTAIRES, LES ENGAGEMENTS  
PLURIANNUELS ENVISAGÉS AINSI QUE SUR  
LA STRUCTURE ET LA GESTION DE LA DETTE  
2025**

---

# Sommaire

## Table des matières

<b>1. prÉambule .....</b>	<b>3</b>
<b>1.1. ÉLÉMENTS DE CONTEXTE.....</b>	<b>3</b>
1.1.1. Le contexte économique.....	3
1.1.2. Perspectives des finances publiques.....	3
1.1.3. La Loi de finances pour 2024.....	4
<b>2. PrÉsentation – RÉSultats prÉvisionnels 2024.....</b>	<b>5</b>
2.1. BUDGET ANNEXE SPANC n° 67001 .....	5
2.2. BUDGET ANNEXE ZONES D’ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES n° 67004 .....	5
2.3. ATELIERS RELAIS n° 67003 .....	6
2.4. OFFICE DU TOURISME n° 67010 .....	7
2.5. Maison de SantÉ Pluridisciplinaire n° 67005 .....	7
2.6. BUDGET PRINCIPAL .....	8
<b>3. Les engagements pluriannuels .....</b>	<b>13</b>
<b>4. La structure et la gestion de la dette .....</b>	<b>15</b>
<b>5. La structure et l’Évolution des effectifs .....</b>	<b>16</b>
5.1. Évolution des effectifs.....	16
5.2. Évolution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail .....	17
<b>6. Les ratios obligatoires.....</b>	<b>18</b>
<b>7. Orientations budgÉtaires 2025.....</b>	<b>19</b>
7.1. Budget Principal.....	19
7.2. Budget Annexe Zones d’Activités.....	21
7.3. Budget Annexe Ateliers Relais .....	21
7.4. Budget Annexe SPANC .....	22
7.5. Budget Autonome Office du Tourisme .....	22
7.6. Budget Annexe Maison de SantÉ Pluridisciplinaire .....	22
7.7. La prospective pluriannuelle.....	23

## 1. PRÉAMBULE

Le budget est un acte essentiel dans la vie de toute collectivité territoriale et établissement public de coopération intercommunale (EPCI), car il traduit en termes financiers les choix politiques pour la structure.

Le cycle budgétaire est rythmé par de nombreuses étapes dont la première est le rapport d'orientation budgétaire (ROB). **Sa tenue doit avoir lieu dans les 10 semaines précédant le vote du budget primitif.** La loi NOTRe a précisé et renforcé les conditions de débat et de présentation des orientations budgétaires. Désormais, conformément aux articles L. 2312-1, et L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales, l'exécutif doit présenter à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les évolutions prévisionnelles des recettes et des dépenses de fonctionnement en précisant les hypothèses d'évolution retenues ;
- l'évolution des dépenses de personnel, la structure des effectifs, la durée effective du travail, les avantages en nature ... ;
- les caractéristiques et l'évolution de la dette contractée ;
- les engagements pluriannuels envisagés, notamment en matière d'investissement.

Ce rapport doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée actant ainsi de la tenue du débat et de l'existence du rapport, être transmis au représentant de l'État dans le département et faire l'objet d'une publication ou d'une mise en ligne sur le site internet de la collectivité pour une bonne information du public. Il doit également être transmis aux communes membres dans un délai de quinze jours à compter de son examen par le conseil communautaire.

### 1.1. ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

#### 1.1.1. Le contexte économique

L'année 2024 a été marquée par une croissance estimée à 1,1%, liée à une baisse de l'inflation, qui devrait s'établir à 2% en moyenne sur l'année, avec un ralentissement de la hausse des prix de l'énergie, en lien avec la baisse des prix des produits pétroliers. Les prix des produits alimentaires et manufacturés se seraient stabilisés en 2024. L'investissement privé souffre des taux d'intérêts bancaires élevés et de l'épargne des ménages qui reste élevée.

Pour 2025, la croissance prévue à 1,1% repose à la fois sur une hausse de la consommation intérieure privée (1,3%) et sur la poursuite de la baisse de l'inflation (1,8%), en moyenne sur l'année.

#### 1.1.2. Perspectives des finances publiques

Dans le cadre de la Loi de Programmation des Finances Publiques, la trajectoire pluriannuelle visait un retour du déficit public sous le seuil des -3 % du PIB en 2027 (-2,7 % précisément). Il



est notamment envisagé de faire passer les dépenses publiques 55,9 % du PIB en 2023 à 53,8% en 2027).

Cependant, la réalité de 2024 était tout autre, avec un creusement du déficit des comptes publics. Ainsi le déficit prévisionnel de 2024 de 146,9Milliard d'euros est passé à 166,6 milliards d'euros, pour atteindre 6,1% du PIB.

Les prévisions de recettes pour 2024 sont donc revues à la baisse de 24,4 milliards d'euros.

### **1.1.3. La Loi de finances pour 2025**

Dans le contexte politique national, une Loi de Finances a finalement été votée pour 2025 et repose sur diverses hypothèses : La croissance est estimée à 1,1 % en 2025 dans un contexte de baisse de l'inflation estimée à +1,8%.

Ainsi le déficit public s'établirait à 5% du PIB, avec un montant de 135,6 milliards d'euros.

La nouvelle trajectoire d'évolution du déficit vise un retour sous les 3% en 2029 mais pour 2025, le ratio de la dette publique représenterait 114,7% du PIB.

Pour arriver à ces 5% du PIB, l'effort porte sur 60 milliards d'euros, dont 40 milliards seraient supportés par une baisse de la dépense publique et 20 milliards par des contributions fiscales exceptionnelles des entreprises et ménages pouvant participer à l'effort de solidarité.

Ainsi l'effort sur la réduction des dépenses seraient supporté à la fois par l'Etat, ses opérateurs, les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale. Les dépenses publiques des APUL (Administrations Publiques Locales) ne devraient pas évoluer (hors transfert et hors crédits d'impôts) en 2025.

Il est à noter le décalage entre cette prévision et la réalité des collectivités locales qui voient leurs dépenses de fonctionnement et d'investissement augmenter, du fait de dépenses supplémentaires assumées localement (impact du coût haussier de l'énergie, des produits alimentaires, des ressources humaines avec les augmentations imposées des valeurs d'indice ou la prise en charge de la prévoyance, etc.) et de la traduction des projets politiques locaux, notamment en matière de construction et/ou rénovation de bâtiments publics, résultant du cycle électoral.

Concrètement, la LF 2025 va entraîner la mise en place d'un fonds de précaution (ou renommé *Dilico* pour « *Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales* ») pour les collectivités (ne sont pas concernées le plus petites et les plus fragiles), alimenté par un prélèvement sur les recettes plafonné à 2% des recettes réelles de fonctionnement. Cela concerne 2 000 collectivités environ mais pas la Communauté de communes.

La CCPC sera impactée par le gel au niveau de 2024 de la TVA perçue pour compenser la suppression de la TH sur les résidences principales et la CVAE.

La baisse du FCTVA de 9,5% initialement prévue sera abandonnée.

En revanche, le report dans trois ans de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) va impacter les entreprises directement.

La DGF va être abondée de 150 millions d'euros. Dans le même temps, la DETR est maintenue au même niveau qu'en 2024, alors que la DSIL diminue de 150 millions d'euros et que le fonds vert est rabaissé de 2,5 milliards d'euros.

La DCRTP va baisser de 429 millions d'euros.

Les bases des valeurs locatives vont augmenter le 1.7% en 2025.

Il est à noter qu'en marge de la LF2025, un décret a été publié, actant l'augmentation annuelle de la cotisation de 3% de la CNRA, concernant les cotisations employeurs des agents titulaires au moins à 28h, pendant 4 ans à compter de janvier 2025.

## 2. PRÉSENTATION – RÉSULTATS PRÉVISIONNELS 2024

### 2.1. BUDGET ANNEXE SPANC N° 67001

#### Exercice 2024

Présentation synthétique des résultats :

Section de Fonctionnement			
Dépenses	<b>96 104 €</b>	Recettes	<b>82 731 €</b>
		Résultat de l'Exercice	-13 373 €
		<i>Résultat antérieur</i>	59 568 €
		<b>Résultat de clôture</b>	<b>46 195 €</b>

Les dépenses 2024 correspondent notamment aux :

- ✓ Rémunérations des prestataires : 56 173,80 € (contre 72 286 € en 2023 et 66 150 € en 2022)
- ✓ Remboursements de frais : 29 454,90 € (contre 32 781 € en 2023, 30 355 € en 2022).

Les recettes concernent les redevances pour 82 185€ (contre 102 006 € en 2023 et 94 885 € en 2022). Les pénalités ont été perçues en 2024 sur le budget principal, à hauteur de 35 000 € (contre 16 650 € en 2023 et 18 870 € en 2022).

### 2.2. BUDGET ANNEXE ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES N° 67004

#### Exercice 2024

Présentation synthétique des résultats :

(Comptabilité de lotissement – gestion de stocks)

Section de Fonctionnement			
Dépenses	<b>2 659 585 €</b>	Recettes	<b>2 727 241 €</b>
		Résultat de l'Exercice	67 655 €
		<i>Résultat antérieur</i>	1 074 126 €
		<b>Résultat de clôture</b>	<b>1 141 782 €</b>

Section d'Investissement			
Dépenses	<b>2 655 166 €</b>	Recettes	<b>2 235 451 €</b>
		Résultat de l'Exercice	-419 715 €
		<i>Résultat antérieur</i>	-1 179 646 €
		<b>Résultat de clôture</b>	<b>-1 599 361 €</b>

Les dépenses ont concerné principalement les travaux de renforcement de la chaussée centrale du Vendéopôle, d'aménagement des accès à l'Actipôle de l'Etang ou bien l'aménagement de l'espace détente sur Polaris.

Les recettes proviennent des ventes de terrains notamment à Polaris et Pierre Brune ou au Vendéopôle (SCI AMI ou BTV Hydraulique), aux 3 Pigeons, sans compter les 19 700 € versés par la Région Pays de la Loire, dans le cadre du solde du contrat nature.

→ État des avances au 31 décembre 2024 du Budget Général vers le Budget Annexe ZAE :

Versement	1 020 000,00 €
Remboursement	0,00 €

### 2.3. ATELIERS RELAIS N° 67003

#### ***Exercice 2024***

Présentation synthétique des résultats :

Section de Fonctionnement			
Dépenses	<b>222 731 €</b>	Recettes	<b>221 582 €</b>
		Résultat de l'Exercice	<b>-1 450 €</b>
		<i>Résultat antérieur</i>	126 900 €
		<b>Résultat de clôture</b>	<b>125 751 €</b>

Section d'Investissement			
Dépenses	<b>613 702 €</b>	Recettes	<b>252 753 €</b>
		Résultat de l'Exercice	<b>-360 948 €</b>
		<i>Résultat antérieur</i>	511 199 €
		<b>Résultat de clôture</b>	<b>150 250 €</b>

#### En fonctionnement

Les dépenses réelles (37 047,90 €) concernent principalement le fonctionnement de la pépinière d'entreprises (eau, électricité, combustible, ménage) ainsi que les assurances et les taxes foncières des autres ateliers.

Le reste des dépenses (186 486,89 €), pour atteindre les 223 814 €, correspondent à des opérations d'ordre.

Les recettes réelles proviennent essentiellement des loyers (134 676,80 €).

#### En investissement

Les dépenses réelles concernent principalement la maîtrise d'œuvre et les travaux pour la construction de deux ateliers relais à Chantonay (504 874 €), la maîtrise d'œuvre des ateliers-relais de Saint-Prouant (2 840 €) et des améliorations à la pépinière de Benêtre (installation du 380 V).

Les Restes à Réaliser 2024 s'élèvent à 124 168,01€ et concernent la fin des travaux des deux ateliers-relais de Chantonay et les prestations intellectuelles (Maîtrise d'œuvre, SPS, contrôle technique) pour les ateliers de Saint-Prouant.

→ État des avances au 31 décembre 2024 du Budget Général vers le Budget Annexe AR :

Versement	1 089 000,00 €
Remboursement en 2018	600 000,00 €
Solde de l'avance	489 000,00 €

## 2.4. OFFICE DU TOURISME N° 67010

### Exercice 2024

Présentation synthétique des résultats :

Section de Fonctionnement			
Dépenses	<b>101 291 €</b>	Recettes	<b>160 882 €</b>
		Résultat de l'Exercice	<b>59 590 €</b>
		<i>Résultat antérieur</i>	4 006 €
		<b>Résultat de clôture</b>	<b>63 597 €</b>

Section d'Investissement			
Dépenses	<b>149 €</b>	Recettes	<b>2 416 €</b>
		Résultat de l'Exercice	<b>2 266 €</b>
		<i>Résultat antérieur</i>	-1 776 €
		<b>Résultat de clôture</b>	<b>490 €</b>

2024 aura été la première année pleine d'activité de l'Office du tourisme sous sa nouvelle forme. Les charges sont surtout celles de personnel (1 agent à temps plein toute l'année et deux saisonniers + remboursement de la moitié du poste de Direction) et des animations sur la saison touristique.

En recettes, l'année est marquée par un haut niveau de taxe de séjour (près de 70 000 €) et le versement de la subvention du budget principal.

En investissement, des restes à réaliser de 11 291 € sont inscrits au budget 2025 et concernent l'achat de mobilier pour la modernisation de l'Office.

## 2.5. MAISON DE SANTÉ PLURIDISCIPLINAIRE N° 67005

### Exercice 2024

Présentation synthétique des résultats :

Section de Fonctionnement			
Dépenses	<b>83 790 €</b>	Recettes	<b>75 676 €</b>
		Résultat de l'Exercice	<b>-8 114 €</b>
		<i>Résultat antérieur</i>	0 €
		<b>Résultat de clôture</b>	<b>-8 114 €</b>

Section d'Investissement			
Dépenses	<b>617 396 €</b>	Recettes	<b>8 381 €</b>
		Résultat de l'Exercice	<b>-609 015 €</b>
		<i>Résultat antérieur</i>	0 €
		<b>Résultat de clôture</b>	<b>-609 015 €</b>

La Communauté de communes a acquis le Centre Epidaure le 30 septembre 2024, pour un montant de 520 000 €, hors frais de notaire. L'année 2024 a permis de préparer le montage relatif au remboursement de la part de la Commune de Chantonay, sous forme de fonds de concours, à concrétiser en 2025.

En fonctionnement, les dépenses concernent les bâtiments modulaires loués par l'EPCI pour accueillir les médecins le temps des travaux de rénovation. Les recettes de fonctionnement correspondent aux loyers y relatifs.

En parallèle, la maîtrise d'œuvre a préparé le nouveau projet dont les travaux sont entrés en phase préparation dès décembre 2024.

Les Restes à Réaliser 2024 s'élèvent en dépenses 758 436,49€ et concernent les travaux de réhabilitation/ extension qui seront financés par une partie des Restes à Réaliser en recettes de 637 015€.

## 2.6. BUDGET PRINCIPAL

### **Exercice 2024**

Présentation synthétique des résultats :

Section de Fonctionnement			
Dépenses	<b>12 498 423 €</b>	Recettes	<b>12 685 443 €</b>
		Résultat de l'Exercice	<b>187 020 €</b>
		<i>Résultat antérieur</i>	<i>3 712 504 €</i>
		<i>Reprise résultat fonctionnement Centre aquatique</i>	<i>-286 428 €</i>
		<b>Résultat de clôture consolidé</b>	<b>3 613 096 €</b>

Section d'Investissement			
Dépenses	<b>2 466 019 €</b>	Recettes	<b>1 850 190 €</b>
		Résultat de l'Exercice	<b>-615 828 €</b>
		<i>Résultat antérieur</i>	<i>3 734 118 €</i>
		<i>Reprise résultat investissement Centre aquatique</i>	<i>-400 103 €</i>
		<b>Résultat de clôture consolidé</b>	<b>2 773 999 €</b>

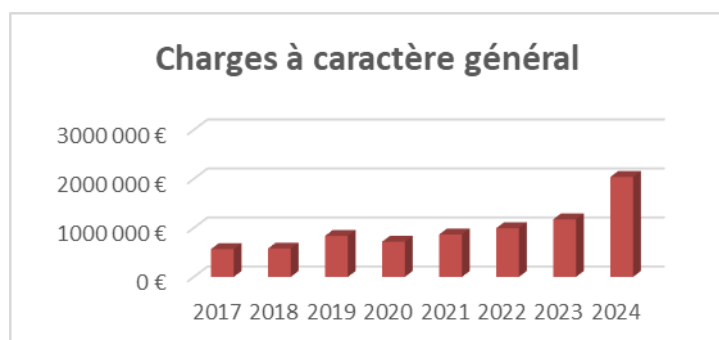
**Le total des résultats des deux sections représente un montant de 6 387 095 €.**

En fonctionnement

**Les dépenses totales de fonctionnement** (réelles et d'ordre, hors résultat exceptionnel du centre aquatique) augmentent nettement, passant de 11 349 953 € en 2023 à 12 493 980 € en 2024,

notamment à la suite de l'intégration des coûts liés à l'Odysse, figurant désormais dans le budget principal, et non plus en budget annexe.

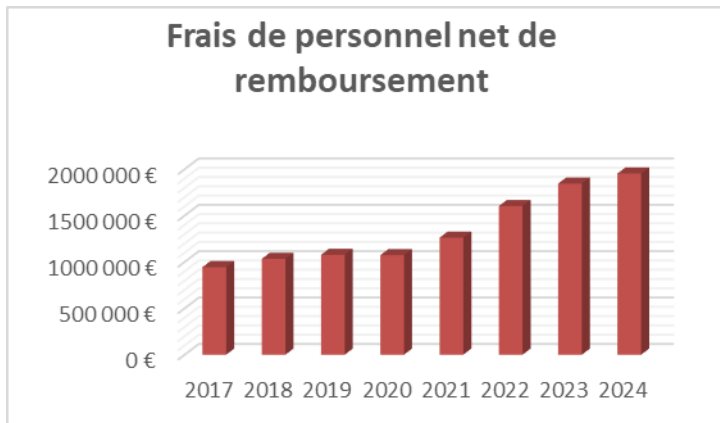
Les charges à caractère général, les charges de personnel et les autres charges de gestion sont en augmentation et sont le reflet des projets qui se poursuivent (pcaet, pat, actions culturelles, santé...) et de nouveaux qui se lancent (médiathèque, mobilité).



année	montant	évolution
2017	565 873 €	13,30%
2018	578 173 €	2,17%
2019	835 706 €	44,54%
2020	716 183 €	-14,30%
2021	864 783 €	20,75%
2022	993 267 €	14,86%
2023	1 173 963 €	18,19%
<b>2024</b>	<b>2 038 660 €</b>	<b>73,66%</b>

Les principales dépenses générales sont : les prestations de services (1 377 202 €), comprenant 853 350 € pour le Centre aquatique, l'entretien des terrains (98 260 €), les actions de communication (85 593 €), l'énergie (48 366 €) la maintenance (29 566 €)

Frais de personnel -remboursements		
année	montant	évolution
2017	944 086 €	52,91%
2018	1 033 045 €	9,42%
2019	1 076 753 €	4,23%
2020	1 072 807 €	-0,37%
2021	1 261 702 €	17,61%
2022	1 602 577 €	27,02%
2023	1 844 705 €	15,11%
<b>2024</b>	<b>1 953 433 €</b>	<b>5,89%</b>



Les charges de personnel augmentent en 2024. Elles sont liées aux recrutements réalisés (communication, géomaticien, bibliothécaire mutualisé, informaticien partagé avec la Ville à mi-temps) et des remplacements d'agents pour congé maternité ou congé maladie.

Des subventions ont été perçues pour le prolongement du poste conseiller numérique (17 500 €), le financement par la CAF du RPE et pour le poste du Coordinateur Ambition Famille (environ 127 000 €), de la DRAC pour le CLEA. Le Sydev finance le poste pour le PCAET à hauteur de 9 000 € annuel et l'ADEME le poste de chargé de PAT (subvention de plus 38 000 € versée en 2024).

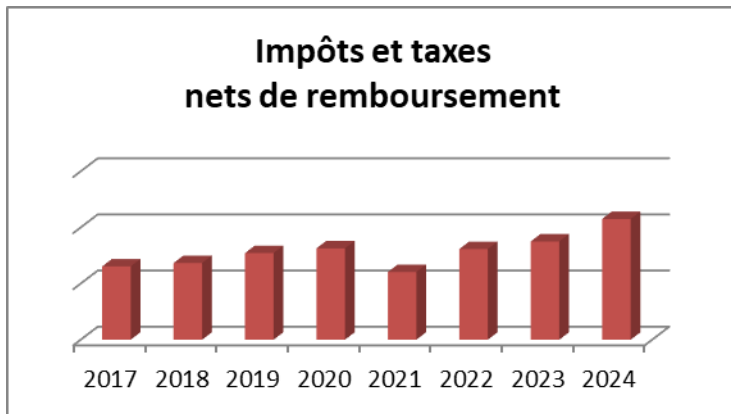
Les autres charges de gestion courante concernent notamment les aides versées aux ménages pour la rénovation des logements ou de l'assainissement (201 166 € en 2024, pour 160 849 € en 2023) et les subventions aux associations et structures (297 711 € en 2024 pour 155 116 € en 2023). En 2024, la CCPC a versé une contribution de 343 601 € au SDIS, pour le compte des communes.

### **Les recettes**

Les recettes réelles de fonctionnement (12 625 788 € en 2024) sont en progression de 531 000 € environ.

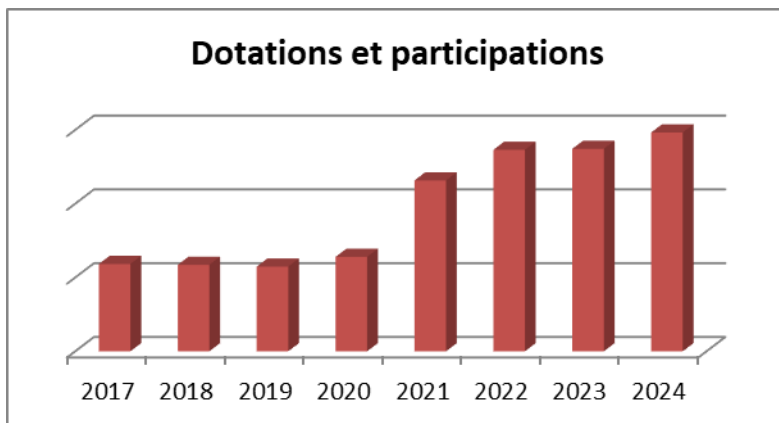
Les impôts directs locaux sont en progression, grâce notamment à la hausse de la valeur locative de 3.9 % et l'augmentation du taux de CFE (+150 000 €).

Impôts et taxes nets de remboursement		
année	montant	évolution
2017	2 611 421 €	0,75%
2018	2 732 334 €	4,63%
2019	3 087 019 €	12,98%
2020	3 254 664 €	5,43%
2021	2 412 640 €	-25,87%
2022	3 228 546 €	33,82%
2023	3 500 106 €	8,41%
<b>2024</b>	<b>4 301 134 €</b>	<b>22,89%</b>



Les dotations de l'État ont été supérieures en 2024 de près de 220 000 € par rapport à 2023.

Dotations et participations		
année	montant	évolution
2017	1 183 400 €	183,85%
2018	1 172 014 €	-0,96%
2019	1 147 648 €	-2,08%
2020	1 279 631 €	11,50%
2021	2 315 685 €	80,97%
2022	2 730 064 €	17,89%
2023	2 743 751 €	0,50%
<b>2024</b>	<b>2 965 484 €</b>	<b>8,08%</b>

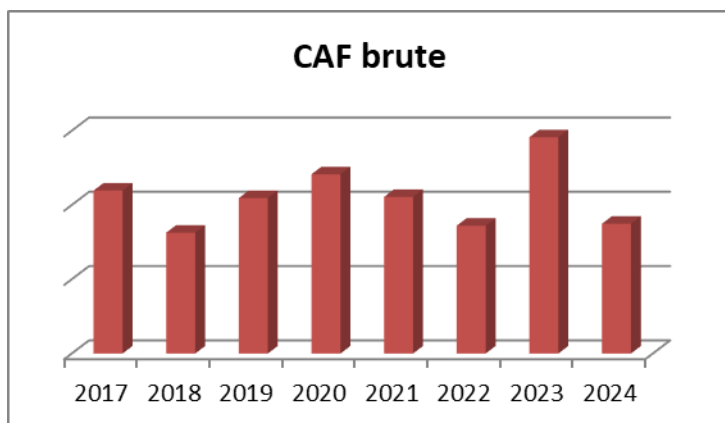


### La capacité d'autofinancement

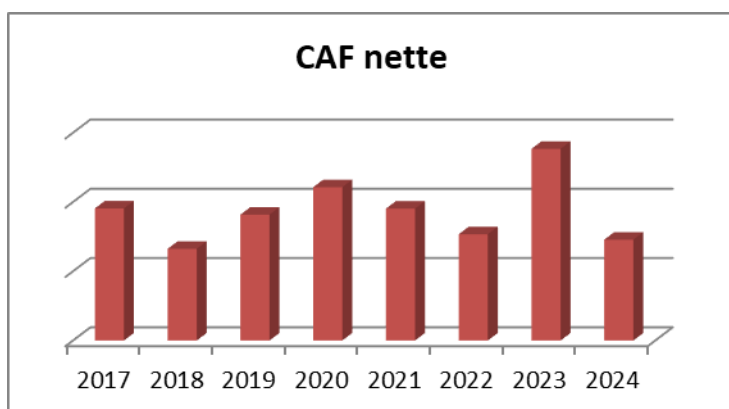
Les CAF (capacité d'autofinancement) brute et nette se situent à un niveau correct et reviennent au niveau de 2022.



CAF brute		
année	montant	évolution
2017	2 194 223 €	26,57%
2018	1 627 096 €	-25,85%
2019	2 093 052 €	28,64%
2020	2 413 743 €	15,32%
2021	2 108 058 €	-12,66%
2022	1 720 956 €	-18,36%
2023	2 912 007 €	69,21%
2024	<b>1 747 072 €</b>	-40,00%



CAF nette		
année	montant	évolution
2017	1 906 794 €	31,37%
2018	1 324 032 €	-30,56%
2019	1 817 298 €	37,25%
2020	2 213 266 €	21,79%
2021	1 904 371 €	-13,96%
2022	1 534 561 €	-19,42%
2023	2 767 443 €	80,34%
2024	1 456 466 €	-47,37%



En investissement

### **Les dépenses 2024**

Les opérations réelles, en dépense, sont réparties de la manière suivante :

<b>Nature</b>	<b>Dépenses réelles</b>
Fonds de concours	400 000 €
Aménagement numérique	126 701 €
Bâtiments communautaire	160 700 €
Gendarmerie	15 000 €
Bâtiment innovant	6 700 €
Tourisme	8 000 €
Site internet, matériel, mobilier, informatique, ...	170 000 €
Projet lecture publique	278 000 €
Signalétique, voirie ZA	41 500 €
Planification	85 800 €
Gens du Voyage	19 000 €
Mobilité durable	19 600 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 331 001 €</b>

**Les restes à réaliser (RAR) sont cependant élevés (près de 1 880 800,55€ en dépenses et 170 000 € en recettes) et résultant principalement des engagements liés aux travaux des Érables.**

En effet, il est rappelé que depuis novembre 2023, les bâtiments accueillant les EPHAD les Humeaux et les Erables et la résidence autonomie les Grands-Parents relèvent de la gestion du CIAS. Cependant, des contrats de mandats conclus entre la Communauté de communes et le CIAS ont donné délégation à la CCPC pour la gestion des opérations de réhabilitation des deux EHPAD. Les dépenses correspondantes sont donc payées par la Communauté de communes et seront remboursées progressivement, en décalé par le CIAS à la CCPC.

**En 2024, les dépenses correspondantes s'élèvent à 674 070 € et se ventilent en 425 006 € pour les Érables et 249 063 € pour les Humeaux.**

Le capital de remboursement de la dette sur le budget principal s'est élevé à **290 606 €** en 2024.

### **Les recettes**

**126 000 €** ont été reçus au titre du **FCTVA** et **108 000 €** au titre de plusieurs **subventions** distinctes, dont celle de 42 800 € versée par l'Etat pour les investissements pour la micro-folie et les 53 700 € de la Préfecture pour les travaux sur l'aire d'accueil des gens du voyage. À cela s'ajoutent 11 500 € pour les abris à vélo installés sur le parking de la CCPC versés par la Fédération des Usagers de la Bicyclette (FUB).

## **3. LES ENGAGEMENTS PLURIANNUELS**

La Communauté de communes a contracté précédemment certains engagements pluriannuels, comme présentés ci-dessous :

- **En matière de garantie d'emprunt, en vue de développer des projets d'intérêt général sur le territoire :**

Emprunteur	Objet	Montant du prêt	Durée du prêt	Taux	% garanti	Début	fin
Vendée Habitat	Construction EHPAD Chantonnay	7 500 000 €	40	Livret A +60 pdb	30	2016	2055
Vendée Habitat	Construction Maison de vie à Saint Germain de Prinçay	1 754 205 €	40	1,35 %	30	2017	2057
SOLIHA BLI Pays de la Loire	Résidence autonomie à Bournezeau	417 443 €	30	0 %	30	2022	2052
Agence de Services aux Collectivités Locales	Extension 2 du Vendéopôle Opération n°5932	696 000 €	5,5	0,65 %		2019	2024

➤ **En matière d'aménagement du territoire :**

Année	Objet	Envers	Nature	Montant	Versé en 2024
2017	Aménagement numérique	SYDEV	Participation financière	1 013 608 €	126 700 €

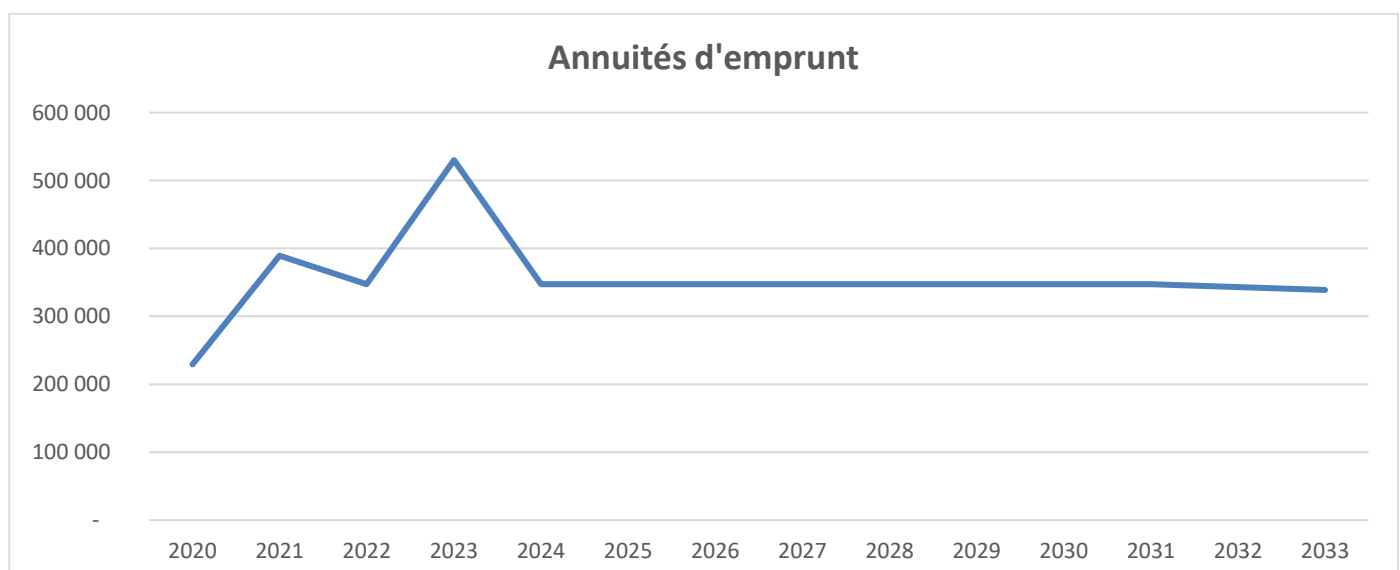
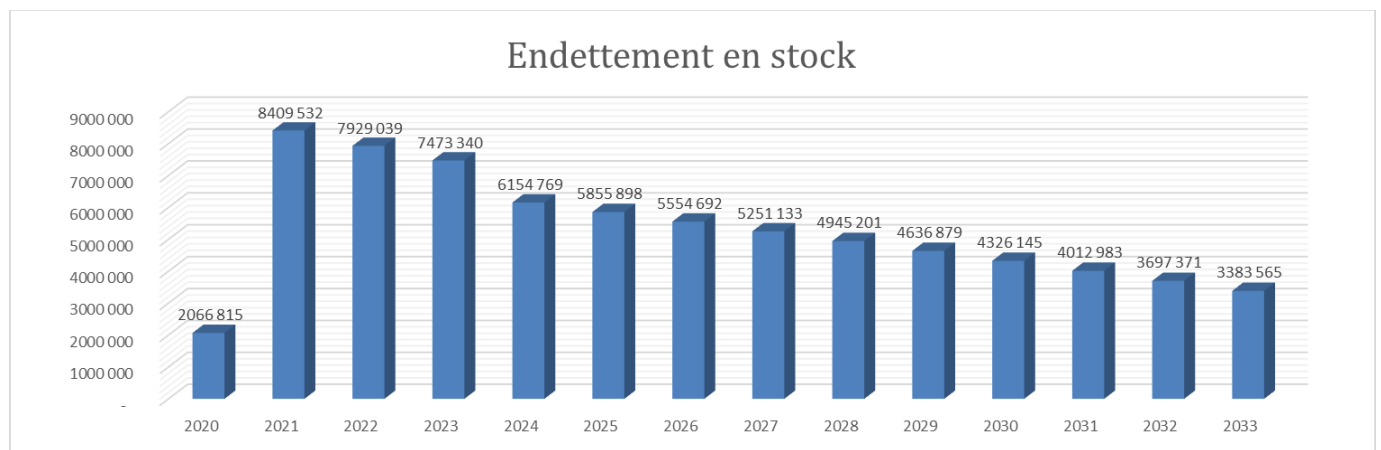
Il est à noter que l'année 2024 correspond à l'année du solde de cet engagement.

## 4. LA STRUCTURE ET LA GESTION DE LA DETTE

### La structure de la dette

La dette se trouve dans le financement de deux projets : la construction d'un atelier-relais à St Martin des Noyers et celle du centre aquatique.

Emprunt	Année d'obtention	Durée	Terme	Type de taux	TEG	Capital emprunté	Total intérêts dus	Capital restant dû au 31/12/2024	Capital remboursé en 2025	Intérêts 2025	Annuité 2025
Construction d'un Atelier Relais St Martin des Noyers CREDIT AGRICOLE ATLANTIQUE VENDEE	2019	12 ans	2032	Fixe	0,41	100 000,00 €	2 536,97 €	63 075,07 €	8 298,42 €	245,86 €	8 544,28 €
Construction Centre Aquatique Equipements - CRCA	2019	15 ans	2036	Fixe	0,55	500 000,00 €	21 341,68 €	386 993,03 €	32 689,00 €	2 061,12 €	34 750,12 €
Construction Centre Aquatique - CRCA	2019	20 ans	2041	Fixe	0,76	2 500 000,00 €	197 800,74 €	2 089 447,11 €	119 318,77 €	15 540,27 €	134 859,04 €
Construction Centre Aquatique - CRCA	2019	25 ans	2046	Fixe	0,78	3 800 000,00 €	433 411,36 €	3 316 383,39 €	140 899,64 €	28 393,86 €	169 293,32 €
						<b>6 900 000,00 €</b>	<b>655 090,75 €</b>	<b>5 855 898,60 €</b>	<b>301 205,83 €</b>	<b>46 241,11 €</b>	<b>347 446,76 €</b>



Le délai de désendettement (encours de dette /caf brute) est passé de 4,61 en 2023 à 2,11 années en 2024, **puis à 3,35 années en 2025** du fait de l'évolution de la CAF brute.

## 5. LA STRUCTURE ET L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

### 5.1. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

En 2024, les services de la Communauté de communes ont poursuivi leur évolution, reflet de la poursuite du développement des services et des projets.

Ainsi, différents recrutements ont été effectués :

- Un contrat de projet en communication ;
- Un deuxième bibliothécaire mutualisé ;
- Un géomaticien ;
- Un chef de projet informatique, à mi-temps, et partagé avec la Ville de Chantonay sur le deuxième mi-temps.

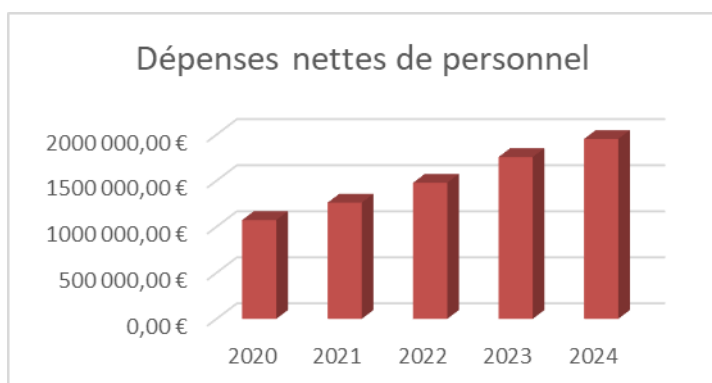
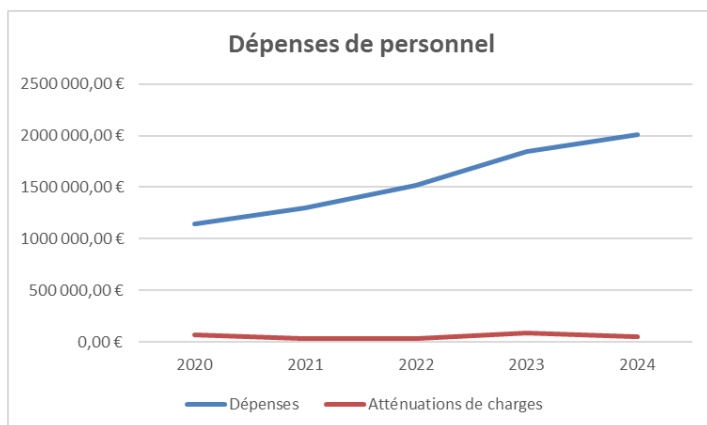
L'effectif total en fin d'année 2024 est de 28 agents titulaires, 6 agents non titulaires sur emploi permanent, 11 agents non titulaires sur emploi non permanent, 4 agents en disponibilité et un en détachement, soit 42,64 ETP.

La Communauté de communes du Pays de Chantonay mutualise des moyens en personnel avec plusieurs organismes et bénéficie de moyens mutualisés en adhérant à certains organismes ou en sollicitant, auprès d'eux, certaines prestations.

## 5.2. ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE PERSONNEL, DES RÉMUNÉRATIONS, DES AVANTAGES EN NATURE ET DU TEMPS DE TRAVAIL

### ➤ Les charges salariales de personnel

	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Dépenses</b>	1 144 041,82 €	1 297 827,98 €	1 513 682,97 €	1 844 705,00 €	2 005 888,00 €
<b>Atténuations de charges</b>	71 234,70 €	36 126,39 €	35 837,00 €	87 537,00 €	52 400,00 €



En 2025, la Communauté de communes accueillera les agents de la bibliothèque de Chantonay, dans le cadre du transfert du service de la Ville vers la CCPC.

Les services de la Communauté de communes assurent des tâches administratives pour le SPANC et le CIAS.

Ce travail a fait l'objet de remboursements (frais de personnel et frais généraux) pour un montant de 48 791 € en 2024.

Dans la même logique de mutualisation de compétence, l'Office de Tourisme refacture à la CCPC la moitié de la rémunération de sa Directrice (23 000 €).

### ➤ Les rémunérations

L'évolution des rémunérations est liée :

- aux avancements de grade et d'échelon des agents suivant les grilles de leur cadre d'emploi ;
- au travail de mise en cohérence du régime indemnitaire, en vue de l'attractivité du territoire ;
- à la mise en place d'un complément indemnitaire annuel (CIA) significatif ;

- à l'évolution de 5 points d'indice majoré au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Au cours de l'année 2024, il y a eu 14 avancements d'échelon et aucun avancement de grade ni aucune promotion interne.

➤ *Les avantages en nature*

Il n'y a pas d'avantages en nature attribués aux agents de la Communauté de communes.

## 6. LES RATIOS OBLIGATOIRES

Population totale 2023 (DGCL) : 23 851 habitants

Les ratios obligatoires de la Communauté de communes pour 2024, en comparaison avec la statistique nationale, s'appliquent aux EPCI à fiscalité propre, entre 15 000 et 30 000 habitants mais sans précision sur le périmètre de compétences concernées, ce qui rend la comparaison mal aisée.

		<b>Pays de Chantonnay 2022</b>	<b>Pays de Chantonnay 2023</b>	<b>Pays de Chantonnay 2024</b>	<b>Moyenne nationale 2023</b>
Ratio 1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	427 €	387 €	<b>456 €</b>	357 €
Ratio 2	Produits des impositions directes / population	139 €	148 €	<b>180 €</b>	195 €
Ratio 3	Recettes réelles de fonctionnement / population	501 €	510 €	<b>529 €</b>	426 €
Ratio 4	Dépenses d'équipement brut / population	70 €	39 €	<b>99 €</b>	85 €
Ratio 5	Encours de la dette / population	264 €	260 €	<b>246 €</b>	215 €
Ratio 6	Dotation Globale de Fonctionnement / population	40 €	39 €	<b>42 €</b>	45 €
Ratio 7	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	16,11%	20,09%	<b>17,96%</b>	40,90%
Ratio 8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	89,16%	78,79%	<b>88,55%</b>	88,40%
Ratio 9	Dépenses d'équipement brutes / recettes réelles de fonctionnement	13,91%	7,64%	<b>18,65%</b>	20,00%
Ratio 10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	67,94%	50,89%	<b>46,38%</b>	50,50%

## 7. ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

### 7.1. BUDGET PRINCIPAL

La préparation du budget 2025 a reposé sur le maintien du niveau des dépenses de 2024, pour la continuité des services et l'ajout de dépenses supplémentaires pour les projets se développant.

La revalorisation des valeurs locatives de + 1,7 % est prise en compte dans le calcul des recettes de foncier et de la CFE.

Il pourrait s'établir de la façon suivante :

#### **En section de Fonctionnement**

<b>Recettes réelles</b>	<b>CA 2023</b>	<b>BP 2024</b>	<b>CA 2024</b>	<b>BP 2025</b>
Chap. 13	87 537 €	33 500 €	52 000 €	28 500 €
Chap. 70	1 898 215 €	1 830 800 €	2 046 000 €	2 026 000 €
Chap. 73	6 889 885 €	7 170 000 €	7 114 000 €	7 095 000 €
Chap. 74	2 743 751 €	2 787 000 €	2 964 000 €	3 125 000 €
Chap. 75	466 165 €	103 000 €	189 000 €	136 000 €
Chap. 76	1 €	1 €	1 €	1 €
Chap. 77	8 540 €	3 000 €	400 €	3 000 €
Chap. 78			258 000 €	-
	<b>12 094 097 €</b>	<b>11 920 301 €</b>	<b>12 623 401 €</b>	<b>12 413 501 €</b>

<b>Dépenses réelles</b>	<b>CA 2023</b>	<b>BP 2024</b>	<b>CA 2024</b>	<b>BP 2025</b>
Chap. 11	1 173 750 €	2 347 300 €	2 039 000 €	2 215 000 €
Chap. 12	1 844 705 €	2 105 000 €	2 006 000 €	2 317 000 €
Chap.14	5 246 091 €	4 855 000 €	5 270 000 €	5 280 000 €
Chap. 65	894 182 €	1 446 000 €	1 450 000 €	1 536 000 €
Chap. 66	13 103 €	48 300 €	50 500 €	45 900 €
Chap. 67	10 043 €	40 000 €	14 000 €	20 000 €
Chap. 68		67 500 €	0 €	40 500 €
<b>Total</b>	<b>9 182 090 €</b>	<b>11 123 424 €</b>	<b>10 829 500 €</b>	<b>11 485 500 €</b>
<b>CAF Brute</b>	<b>2 912 007 €</b>	<b>911 201 €</b>	<b>1 793 901 €</b>	<b>928 001 €</b>
Capital LMT	144 564 €	341 000 €	341 000 €	338 902 €
<b>CAF Nette</b>	<b>2 767 443 €</b>	<b>570 201 €</b>	<b>1 452 801 €</b>	<b>589 099 €</b>

Les orientations budgétaires intègrent les incidences financières suivantes :



- La mise en œuvre des actions et projets avec les coûts correspondants en charges générales (prestataires Guichet Unique de l'Habitat, actions culturelles, économie circulaire, PCAET, mobilité, etc.)
- Les dépenses de fonctionnement intègrent celles du centre aquatique dans le budget principal
- Les charges de personnel avec l'évolution des effectifs liés aux projets (lecture publique, mobilité, informaticien partagé avec la Ville de Chantonay à mi-temps, le transfert de la Médiathèque au 1<sup>er</sup> septembre 2025). Une partie des postes bénéficie de subventions : CAF pour le Relais Petite Enfance et la Coordination Enfance Jeunesse Famille, la DRAC pour le projet culturel et la lecture publique, le Sydev et l'ADEME pour les postes PCAET et de mobilité, la DRAAF pour la gestion des haies (par la chargée du PAT) et finalement l'État pour le conseiller numérique.
- Les recettes des loyers proviennent de la gendarmerie, réévaluées pour 3 ans, selon la formule de révision contractuelle.

### **En section d'investissement :**

<b>Dépenses réelles</b>	<b>BP 2024 + RAR 23</b>	<b>Réalisé 2024</b>	<b>RAR 2024</b>	<b>Rappel PPI/2025</b>	<b>BP 2025 + RAR 24</b>
Fonds de concours	1 066 000 €	399 895 €	488 000 €	500 000 €	971 000 €
Bâtiments	200 000 €	153 000 €	8 100 €	50 000 €	53 000 €
Tiers-lieu - Maison des Mobilités	206 700 €	6 700 €	0 €	350 000 €	30 000 €
Aménagement numérique	126 701 €	126 701 €	0 €	0 €	0 €
EHPAD	1 828 000 €	674 000 €	4 622 000 €	0 €	4 622 000 €
Tourisme	157 500 €	8 000 €	29 000 €	50 000 €	176 000 €
Matériel, mobilier, informatique,...	235 000 €	170 000 €	41 000 €	50 000 €	220 000 €
Projet lecture publique (MOE, études)/AP-CP modif n°1	667 000 / 295 000	278 000 €	599 000 €	1 330 000 €	500 000 €
Signalétique, voirie ZA	50 000 €	41 000 €	1 700 €	10 000 €	5 000 €
Planification	174 000 €	86 000 €	51 000 €	70 000 €	110 000 €
Projets Energies Renouvelables	1 101 250 €	0 €	0 €	200 000 €	1 101 250 €
Gens du Voyage	20 000 €	19 000 €	0 €	0 €	15 000 €
Mobilités durables	220 500 €	19 000 €	0 €	126 000 €	155 000 €
Gendarmerie	50 000 €	15 000 €	4 875 €	0 €	200 000 €
Centre aquatique	470 000 €	65 000 €	387 000 €	0 €	407 000 €
Remboursement K dette	290 000 €	290 000 €	0 €		293 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>6 195 651 €</b>	<b>2 351 296 €</b>	<b>6 231 675 €</b>	<b>2 736 000 €</b>	<b>8 828 250 €</b>

Les dépenses des EHPAD les Humeaux et les Érables s'effectuent dans le cadre d'un contrat de mandat, avec suivi en compte de tiers, avec un décalage du remboursement par le CIAS par rapport à la réalisation des travaux. Le tout sera finalement une opération blanche pour la CCPC.

Le montant des fonds de concours prend en compte les montants accordés et non versés et s'élève désormais, dans le cadre du pacte financier et fiscal 2024-2026, à 50 000 € par Commune, en dépense d'investissement uniquement.

Il est envisagé de faire évoluer l'Autorisation de Programme / Crédits de Paiement (AP/CP) pour l'opération relative aux travaux de la Médiathèque, afin de tenir compte de l'évolution des dépenses du projet, notamment de l'évolution des honoraires de la maîtrise d'œuvre et des résultats de la consultation de travaux.

Au budget 2024, elle avait été adoptée, puis modifiée en cours d'année, de la façon suivante :

		Ventilation des crédits de dépenses			
AP/CP	Montant total	2024	2025	2026	2027
Votée initialement	5 260 000 €	110 000 €	300 000 €	2 050 000 €	2 800 000 €
<b>Modification n° 1 introduite en 2024</b>	<b>5 260 000 €</b>	<b>295 000 €</b>	<b>315 000 €</b>	<b>2 081 000 €</b>	<b>2 569 000 €</b>

## 7.2. BUDGET ANNEXE ZONES D'ACTIVITÉS

Fonctionnement	740 000 €
Investissement	0 €

Les dépenses portant sur le projet d'acquisition de terrains (210 000 €) et des coûts d'études de l'accès ZI Pierre Brune (15 000 €)

Des travaux sont aussi prévus à Polaris, au Vendéopôle et à l'Actipôle du Bouchage (440 000 €) et un permis d'aménager est prévu à Saint-Martin-des-Noyers (25 000 €).

Les recettes de fonctionnement prévues proviennent des ventes de terrain (617 000 €)

La fin de la première convention d'aménagement sur le Vendéopôle devrait donner à reversement, par Vendée Aménagement, de l'excédent de près de 628 000 €.

## 7.3. BUDGET ANNEXE ATELIERS RELAIS

Fonctionnement	65 000 €
Investissement	900 000 €

En fonctionnement, il est prévu une continuité de l'activité en dépenses (frais de la pépinière de Benêtre et des ateliers) et recettes (loyers).

La construction de deux ateliers à Chantonay est achevée ; il s'agit de solder comptablement l'opération (68 000 € en RAR) et de désormais trouver des locataires.

Le projet de construction de deux ateliers-relais à Saint-Prouant se concrétise (APD en février 2025), pour un montant prévisionnel total budgété de 755 000 €.

Les recettes attendues sont le solde du versement de la DETR de 97 000 € pour la construction des deux ateliers relais de Chantonay.

Une demande de subvention DSIL est déposée pour les ateliers-relais de Saint-Prouant. La souscription d'un emprunt pour ce projet pourrait s'envisager.

#### 7.4. BUDGET ANNEXE SPANC

Fonctionnement	142 600 €
----------------	-----------

En 2025, l'activité se poursuit tant pour les contrôles que pour la prestation de vidange. Cependant, le coût du curage (pour les administrés qui souhaitent disposer de la prestation prévue par la Communauté de communes) augmente du fait des nouveaux prix résultant du marché notifié fin 2023 mais proportionnellement, pas aussi fortement que les coûts de prestation facturés à la CCPC.

Les recettes s'annonçant supérieures aux dépenses, il sera proposé de voter le budget en déséquilibre de +11 000€ environ.

#### 7.5. BUDGET AUTONOME OFFICE DU TOURISME

Fonctionnement	130 000 €
Investissement	26 000 €

Les dépenses de fonctionnement concernent surtout celles du personnel (un agent permanent et un saisonnier), la participation à hauteur de la moitié des frais de Direction et celles nécessaires aux animations sur le territoire, en plus des dépenses de fonctionnement de la structure.

Les recettes de fonctionnement reposent principalement sur la taxe de séjour et la subvention venant du budget principal.

En investissement, l'achat du mobilier, financé par une subvention d'investissement de la Communauté de communes, est en reste à réaliser (12 000 €). Le reste de l'investissement portera sur de la signalétique principalement.

#### 7.6. BUDGET ANNEXE MAISON DE SANTÉ PLURIDISCIPLINAIRE

Fonctionnement	170 000 €
Investissement	2 200 000 €

L'acquisition du Centre Epidaure, par la Communauté de communes a été effectuée le 30 septembre 2024.

La Ville de Chantonnay va contribuer à cet achat en abandonnant les fonds de concours qu'elle aurait dû percevoir entre 2022 et 2026 et verser une soulte de 90 000 € en complément.

Des subventions ont été obtenues au titre de la DETR (300 000 €), le fond vert (232 000 €, et le Département (84 000 €). D'autres sont en attente d'attribution (FEADER, ARS).

Le versement de FCTVA viendra compléter le financement du projet, avec en plus un emprunt (environ 750 000 € maximum)

Le coût de l'investissement s'élève à 2 200 000 € et est constitué de l'achat du bien (520 000 €), les études (150 000 €) et les travaux de réhabilitation (1 500 000 €).

Pour cette phase de transition, les dépenses de fonctionnement correspondent à la location de bâtiments modulaires pendant les travaux, aux frais de fonctionnement de ce bâtiment et aux frais de déménagement en fin de chantier pour le retour dans les nouveaux locaux. Les recettes de fonctionnement reposent principalement sur les loyers versés par les professionnels et la subvention du budget principal.

## 7.7. LA PROSPECTIVE PLURIANNUELLE

Plusieurs projets sont en attente d'estimation ou d'actualisation financière :

- Le projet économique innovant (Tiers-Lieu/Maison des Mobilités) à la gare ;
- Le projet Médiathèque arrivant en phase APD, avec le résultat de la consultation pour les travaux attendus pour l'été 2025 ;
- Le projet de mobilité avec les études de cheminement ;
- Le résultat de l'étude stratégique du tourisme.

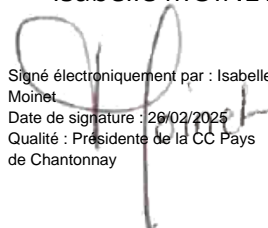
En prenant appui sur les données connues, dans le cadre de la prospective financière de la Communauté de communes, l'évolution des recettes est évaluée avec prudence, reposant sur une variation des bases de +1,7 % en 2025 à +2,5 % en 2027.

En 2025, il n'y a pas de modification du taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

En revanche, il est possible de modifier le taux de CFE et de le porter à 26,75 % (contre 26,54 % en 2024), soit le taux maximal possible. La recette supplémentaire attendue s'élèverait alors à 20 000 € environ.

Le pacte fiscal et financier adopté en 2024 s'applique jusqu'en 2026.

LA PRÉSIDENTE,  
Isabelle MOINET



Signé électroniquement par : Isabelle Moinet  
Date de signature : 26/02/2025  
Qualité : Présidente de la CC Pays de Chantonay

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY**

Séance du Conseil communautaire : 5 mars 2025

**DÉLIBÉRATION**

Le cinq mars deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-sept février deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle FAMISOL à Sainte-Cécile pour une troisième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louissette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	P	PICARD Sophie	P
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	P	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	E
BONNENFANT Didier	E	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	E	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	E	ZOUBAIRI Ingrid	E
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIERE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absents et excusés avec pouvoir :

M. AUBINEAU Jérôme a donné pouvoir à Mme BILLAUDEAU Louissette – Mme GOURMAUD Catherine a donné pouvoir à M. PAILLAT Dominique – Mme MOREAU Laëtitia a donné pouvoir à M. CORNIÈRE Jean-Louis – Mme ZOUBAIRI Ingrid a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34

Nombre de conseillers communautaires présents : 26

Nombre de conseillers communautaires votants : 30

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Valérie MARTINEAU pour remplir les fonctions de secrétaire.

**N° 2025-60      REMBOURSEMENT D'ACCREDITATIONS PROFESSIONNELLES POUR LE FESTIVAL  
RÉGION EN SCÈNES**

Nomenclature des actes : 7.10

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay approuvés par arrêté préfectoral n° 2024-DCL-BIBC-770 en date du 12 août 2024, et notamment leurs articles 4.2.10 prévoyant l'organisation de manifestations culturelles ;

... / ...

Considérant les conditions générales de vente de billetterie du festival Région en Scènes, pour lesquelles les mandats administratifs ne sont pas autorisés ;

Considérant les déplacements effectués par Mesdames Caroline OLIÉ et Mélissa MILCENT au festival Région en Scènes les 14 et 15 janvier 2025 et les sommes avancées par les agents pour l'achat de leurs accréditations professionnelles ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

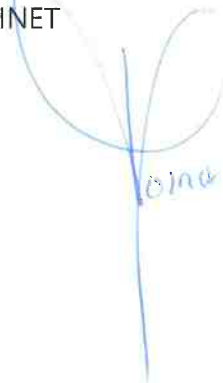
- de rembourser Madame Caroline OLIÉ des sommes déboursées pour l'achat d'accréditations professionnelles pour le festival Région en Scènes, soit 20 €, sur présentation des pièces justificatives ;
- de rembourser Madame Mélissa MILCENT des sommes déboursées pour l'achat d'accréditations professionnelles pour le festival Région en Scènes, soit 10 €, sur présentation des pièces justificatives ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/03/2025

Publié le 07/03/2025

La Présidente  
Isabelle MOINET



Le Secrétaire de séance  
Valérie MARTINEAU



**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY**

Séance du Conseil communautaire : 5 mars 2025

**DÉLIBÉRATION**

Le cinq mars deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-sept février deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle FAMISOL à Sainte-Cécile pour une troisième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louissette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	P	PICARD Sophie	P
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUULT Christian	P	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	E
BONNENFANT Didier	E	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	E	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	E	ZOUBAIRI Ingrid	E
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absents et excusés avec pouvoir :

M. AUBINEAU Jérôme a donné pouvoir à Mme BILLAUDEAU Louissette – Mme GOURMAUD Catherine a donné pouvoir à M. PAILLAT Dominique – Mme MOREAU Laëtitia a donné pouvoir à M. CORNIÈRE Jean-Louis – Mme ZOUBAIRI Ingrid a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34

Nombre de conseillers communautaires présents : 26

Nombre de conseillers communautaires votants : 30

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Valérie MARTINEAU pour remplir les fonctions de secrétaire.

**N° 2025-61 BUDGET PRINCIPAL N° 67000 – AUTORISATION DE DÉPENSES –  
INVESTISSEMENT 2025 EN COMPLÉMENT DE LA DÉLIBÉRATION N° 2024-475**

Nomenclature des actes : 7.1

Vu l'article L. 1612-1 al.3 du Code général des collectivités territoriales disposant « *En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.* » ;

.../...

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-475, en date du 4 décembre 2024, approuvant, pour le budget général de la Communauté de communes, l'engagement de certaines dépenses d'investissement ;

Considérant l'intérêt de disposer de crédits d'investissement pour répondre aux besoins pouvant survenir avant le vote du budget ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'autoriser, pour le budget principal CCPC 67000 l'engagement des dépenses d'investissement, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, dans la limite suivante :

Opération	Crédits nouveaux inscrits en 2024	Montant maximal autorisé	Proposition de montant d'autorisation spéciale de dépense
37 - Planification	47 500,00 €	43 250,00 €	2 000,00 €
35 - Centre aquatique	470 000,00 €	117 500,00 €	18 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>517 500,00 €</b>	<b>160 750,00 €</b>	<b>20 000,00 €</b>

Chapitre	Crédits nouveaux inscrits en 2024	Montant maximal autorisé	Proposition de montant d'autorisation spéciale de dépense
26 - Participations et créances	1 250,00 €	312,50 €	200,00 €
458115 - EHPAD Les Erables	1 170 000,00 €	292 500,00 €	280 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 171 250,00 €</b>	<b>292 812,50 €</b>	<b>280 200,00 €</b>

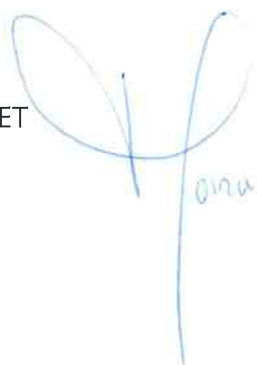
- de prévoir au budget principal CCPC de 2025, lors de son adoption, les crédits correspondants aux dépenses effectuées dans ce cadre ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

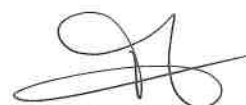
Transmis en Préfecture le 07/03/2025

Publié le 07/03/2025

La Présidente  
Isabelle MOINET



Le Secrétaire de séance  
Valérie MARTINEAU





**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY**

Séance du Conseil communautaire : 5 mars 2025

**DÉLIBÉRATION**

Le cinq mars deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-sept février deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle FAMISOL à Sainte-Cécile pour une troisième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louissette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	P	PICARD Sophie	P
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	P	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	E
BONNENFANT Didier	E	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	E	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	E	ZOUBAIRI Ingrid	E
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absents et excusés avec pouvoir :

M. AUBINEAU Jérôme a donné pouvoir à Mme BILLAUDEAU Louissette – Mme GOURMAUD Catherine a donné pouvoir à M. PAILLAT Dominique – Mme MOREAU Laëtitia a donné pouvoir à M. CORNIÈRE Jean-Louis – Mme ZOUBAIRI Ingrid a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34

Nombre de conseillers communautaires présents : 26

Nombre de conseillers communautaires votants : 30

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Valérie MARTINEAU pour remplir les fonctions de secrétaire.

**N° 2025-62 CONVENTIONNEMENT AVEC LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE ET LES CINQ ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE DU PAYS DU BOCAGE VENDÉEN POUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF D'AIDES COMMERCE-ARTISANAT**

Nomenclature des actes : 7.4

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment ses articles 107 et 108, prévoyant notamment :

- que « sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions » ; ... / ...

- une liste d'aides compatibles avec le marché intérieur ;
- les modalités d'examen par la Commission des régimes d'aides existant dans les États membres, ainsi que leur suppression ou modifications, dans un délai qu'elle détermine ;

Vu le règlement (UE) 2023/2831 adopté par la Commission européenne en date du 13 décembre 2023, publié au JOUE du 15 décembre 2023 (remplaçant le règlement n° 1407/2013 du 18 décembre 2013, qui avait été prolongé jusqu'au 31/12/2023 par le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 et modifié par le Règlement (UE) n°2023/2391 du 4 octobre 2023), relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, applicable sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2030, et autorisant les aides dites de « minimis » n'excédant pas le plafond de 300 000 euros sur une période de 3 années glissantes pour toutes les catégories d'entreprises, quelle que soit leur taille ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République, dite Loi NOTRe, qui prévoit que les EPCI sont compétents pour l'octroi et le versement des aides à l'immobilier aux entreprises ;

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article L. 1511-2 prévoyant que « [...] *Le conseil régional peut déléguer l'octroi de tout ou partie des aides à la métropole de Lyon, aux communes et à leurs groupements, dans les conditions prévues à l'article L. 1111-8. Il peut déléguer la gestion de tout ou partie des aides à des établissements publics ou à la société mentionnée à l'article 6 de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement* » ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonay approuvés par arrêté préfectoral n° 2024-DCL-BICB-770 en date du 12 août 2024, et notamment l'article 4.1.2 portant sur les actions de Développement économique ;

Considérant que les cinq établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) du territoire du Pays du Bocage Vendéen (Communautés de communes du Pays de Chantonay, du Pays des Herbiers, du Pays de Mortagne, du Pays de Pouzauges et du Pays Saint-Fulgent Les Essarts) ont sollicité auprès de la Région Pays de la Loire l'autorisation de pouvoir attribuer des aides économiques pour soutenir les entreprises des secteurs du commerce de proximité et de l'artisanat ;

Considérant qu'il est nécessaire de signer une convention entre les cinq EPCI du territoire du Pays du Bocage Vendéen et la Région Pays de la Loire pour mettre en place un dispositif d'aide à destination des entreprises commerciales et artisanales pour les investissements liés à l'aménagement et/ou à la modernisation des locaux d'activités ;

Considérant la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 7 février 2025 approuvant la présente convention ;

.../...

Considérant que l'ensemble des entreprises situées sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay sont éligibles dès lors qu'elles respectent les critères figurant dans l'annexe n° 1 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

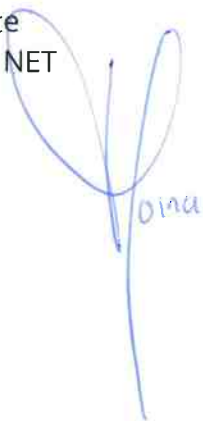
- d'approuver le dispositif d'aides commerce-artisanat du bocage Vendéen, tel que joint à l'annexe n° 1, prévoyant une intervention de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay à hauteur de 6 % maximum des dépenses d'investissement éligibles HT afin de permettre au Groupe d'Action Locale (GAL) du Bocage Vendéen d'intervenir à hauteur de 24 %, via un financement du programme européen LEADER ;
- d'autoriser Madame la Présidente à signer, telle que jointe en annexe n° 2, la convention entre la Région Pays de la Loire et la Communauté de communes du Pays de Chantonnay ;
- de déléguer à Madame la Présidente toutes les décisions d'attribution ou de refus des aides, dans le respect du règlement figurant en annexe n° 1 et validé par le Conseil communautaire ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

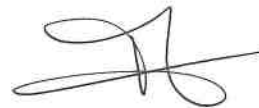
Transmis en Préfecture le 07/03/2025

Publié le 07/03/2025

La Présidente  
Isabelle MOINET



Le Secrétaire de séance  
Valérie MARTINEAU



## DISPOSITIF D'AIDES COMMERCE-ARTISANAT DU BOCAGE VENDÉEN REGLEMENT D'INTERVENTION 2024/2027

**VU** le règlement 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

**VU** le règlement De minimis (CE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 prolongé jusqu'au 31 décembre 2023 ;

**VU** le règlement n°1408/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture (JOUE du 24/12/2013 - L 352/9),

**VU** le règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture,

**VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

**VU** le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

**VU** l'arrêté du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000,

**VU** la délibération du Conseil régional du 24 mars 2022 approuvant le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2022/2028,

**VU** l'arrêté DREETS 2022/632 du préfet de Région portant approbation du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la région des Pays de la Loire

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 1511-1 et suivants, L1611- 4 et L4221-1 et suivants,

**VU** les compétences relevant du développement économique et notamment celle en matière d'aides à l'immobilier d'entreprises des communes et des EPCI à fiscalité propre,

**VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional du xxxx approuvant la convention ayant pour objet d'autoriser 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen à attribuer des aides économiques aux entreprises du secteur du commerce et de l'artisanat.

### OBJET DU REGLEMENT

La collectivité souhaite renforcer son action pour soutenir l'investissement et la modernisation des locaux d'activités.

En parallèle du dispositif régional « Pays de la Loire Commerce-Artisanat » mis en place en 2017, les EPCI du Bocage Vendéen ont dupliqué depuis 2016 ce dispositif sur l'ensemble des communes du Pays du Bocage Vendéen.

Les objectifs de ce dispositif sont notamment de :

- Accompagner financièrement et directement des entreprises dans leurs démarches de modernisation et d'adaptation de leurs locaux ;
- Renforcer l'attractivité et favoriser le maintien des commerces de proximité dans les communes du Pays du Bocage Vendéen ;
- Encourager la mise en valeur et l'attractivité des centre-bourg ;
- Réduire le nombre de locaux d'activités sans locataire et l'étalement urbain en périphérie des communes par l'aménagement et la mise aux normes des bâtiments.

A travers ce dispositif, la collectivité accompagnera financièrement et directement des entreprises en milieu rural dans leurs projets de modernisation de leurs locaux d'activité (exemple : travaux d'aménagement et/ou de mise aux normes accessibilité).

## **TERRITOIRES ELIGIBLES**

Les entreprises bénéficiaires de cette aide financière doivent implanter ou maintenir leur activité dans l'une des 51 communes du Bocage Vendéen, à savoir : Bazoges-en-Paillers, Beaurepaire, Bournezeau, Chantonay, Chanverrie, Chauché, Chavagnes-en-Paillers, Chavagnes-les Redoux, Essarts-en-Bocage, La Copechagnière, La Gaubretière, La Meilleraie-Tillay, La Merlatière, La Rabatelière, Le Boupère, Les Brouzils, Les Epesses, Les Herbiers, Les Landes-Genusson, l'Oie, Mallièvre, Mesnard-la-Barotière, Monsireigne, Montournais, Mortagne-sur-Sèvre, Mouchamps, Pouzauges, Réaumur, Rochetretoux, Saint-André-Goule d'Oie, Saint-Aubin-des-Ormeaux, Sainte-Cécile, Saint-Fulgent, Saint-Germain-de-Prinçay, Saint-Hilaire-le-Vouhis, Saint-Laurent-sur-Sèvre, Saint-Malo-du-Bois, Saint-Mars-la-Réorthe, Saint-Martin-des-Noyers, Saint-Martin-des-Tilleuls, Saint-Mesmin, Saint-Paul-en-Pareds, Saint-Prouant, Saint-Vincent-Sterlanges, Sainte-Florence, Sèvremont, Sigournais, Tallud-Sainte-Gemme, Tiffauges, Treize-Vents, Vendrennes.

Si les entreprises sont situées sur une commune éligible au PLCA : Pays de la Loire Commerce – Artisanat, la subvention du PLCA sera mobilisée en priorité.

Liste des communes non éligibles au PLCA :

Bournezeau, Chantonay, Chanverrie (La Verrie), Chavagnes-en-Paillers, Essarts-en-Bocage (Les Essarts), La Gaubretière, Le Boupère, Les Epesses, Les Herbiers, Mortagne-sur-Sèvre, Pouzauges, Saint-Fulgent, Saint-Laurent-sur-Sèvre, Sèvremont (La Flocellière)

## **BENEFICIAIRES**

Les petites entreprises (moins de 10 salariés et de 1 000 000 € de CA HT) indépendantes, ainsi que leurs établissements secondaires, localisés dans une commune du périmètre du Bocage Vendéen et exerçant une activité commerciale, artisanale ou de services en centre-bourg (en excluant les zones commerciales et zones d'activités).

## **CONDITIONS GÉNÉRALES D'ÉLIGIBILITE**

### 1. Entreprises concernées :

Entreprise, individuelle ou sociétaire, dont l'établissement de mise en œuvre du projet est situé dans une commune éligible, et remplissant les conditions suivantes :

- entreprise inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés ou au Répertoire des Métiers,
- dont le CA annuel est inférieur à 1 000 000 € H.T., et dont le projet porte sur une surface de vente n'excédant pas 300 m<sup>2</sup>,
- en situation économique et financière saine, dotée de capitaux propres positifs selon le dernier exercice comptable clôturé pour les entreprises, et en situation régulière vis-à-vis de leurs obligations sociales et fiscales,
- ayant au minimum 1 année d'activité ou entreprise en création et reprise sous réserve de démonstration de la viabilité économique,

- entreprise en situation de reprise et qui conserverait la même activité,
- autonome, c'est-à-dire non détenue à plus de 25% du capital par une autre entreprise,
- ayant un effectif inférieur à 10 salariés.

## 2. Activités non éligibles :

Sont exclues du champ d'intervention :

- les activités de commerce de gros,
- les professions libérales réglementées et non réglementées (y compris les auto-écoles, les courtiers en assurance, les agences immobilières)
- les professionnels de santé, (y compris les pharmaciens, les ambulanciers)
- les sociétés de fait, les loueurs de fonds, les Sociétés Civiles Immobilières dont le ou les gérants ne sont pas les exploitants,
- les activités suivantes liées au tourisme : les campings, les hôtels.

NB : les cafés/restaurants lorsque leurs prestations s'adressent majoritairement à la population locale ou exerçant une activité complémentaire (épicerie, point poste, dépôt de pain...) et ayant un caractère permanent sont éligibles.

## 3. Projets soutenus :

De manière générale, les projets soutenus seront les projets dont la viabilité économique a été démontrée. Ces projets doivent adopter un positionnement concurrentiel pertinent, et se développer en complémentarité de l'offre déjà existante. La collectivité se réserve le droit d'attribuer ou non l'aide financière au regard de la capacité de financement de l'entreprise.

## 4. Cumul des aides publiques

Une entreprise ayant déjà bénéficié d'une subvention attribuée dans le cadre de ce dispositif ne peut représenter une nouvelle demande d'aide ayant le même objet avant l'expiration d'un délai de deux ans, dont le point de départ est la date à laquelle est intervenu le dernier versement de cette aide.

Les aides aux entreprises sont soumises à la règle dite « de minimis » fixée par le règlement 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, le règlement modifié n°1408/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 et le règlement modifié n°717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité. Conformément aux règlements de minimis rappelé ci-dessus, en présentant sa demande d'aide, chaque entreprise sera tenue de déclarer l'ensemble des aides publiques de minimis déjà perçues au cours de la période de référence aux fins de vérification des plafonds de minimis.

## **DEPENSES ELIGIBLES**

Les dépenses éligibles au dispositif correspondent aux investissements liés à l'aménagement et/ou à la modernisation des locaux d'activités :

1. Travaux de rénovation et d'aménagement intérieur du bâtiment et des abords extérieurs ;
2. Travaux de rénovation de vitrines, des façades et enseignes ;
3. Équipements destinés à assurer la sécurité des entreprises et considérés comme éléments structurants du bâtiment (portail, grilles, ...) ;
4. La mise aux normes (sécuritaires, environnementales, sanitaires) et les travaux et équipements destinés à favoriser l'accès aux personnes handicapées ou à mobilité réduite (exemple : changement porte d'entrée, création ou achat d'une rampe accessibilité, ...), à partir du moment où ces travaux **ne sont pas majoritaires** dans le montant des dépenses du dossier.
5. L'acquisition de matériels professionnels neufs

**Sont exclus** le matériel d'occasion ou reconditionné, les investissements financés sous forme de location financière ou crédit-bail, les investissements d'entretien normal des locaux d'activités, l'auto-prestation, tous les travaux de construction liés à une nouvelle acquisition ou la location de nouveaux locaux d'activités ne sont pas éligibles.

Dans le cas d'une délocalisation communale, les projets se feront en concertation avec les communes concernées. Une attention particulière sera portée à ces projets lors de l'instruction.

Les dépenses de fonctionnement ne sont pas éligibles.

## **NATURE ET MONTANT DE L'AIDE**

L'aide publique totale attribuée au porteur de projet sera au maximum de 30 %.

Les dépenses doivent avoir un montant minimum de 41 700 € HT et le plafond des dépenses éligibles est de 75 000 € HT. Ainsi le montant maximum de subvention en cumulé s'élève à 22 500 €.

La collectivité intervient à hauteur de 6 % maximum des dépenses d'investissement éligibles HT et le GAL du Bocage Vendéen à hauteur de 24 %, via un financement du programme européen LEADER, sous réserves des règles de cumul.

Un même projet ne peut pas se voir attribuer plus de 80% d'aide publique, tous financeurs publics confondus (ex : LEADER, ...), sous réserve par ailleurs des éventuelles règles de cumul propres à ces autres financements publics.

## **MODALITES DE DEPOT DU DOSSIER**

Le bénéficiaire s'engage à fournir un dossier complet auprès du Service Economie de la collectivité ou auprès du GAL du Bocage Vendéen comportant les pièces suivantes :

- une présentation de l'entreprise, du projet et son plan de financement prévisionnel,
- une preuve de l'existence légale de l'entreprise datant de moins de 3 mois : extrait Kbis ou extrait du Répertoire des Métiers (RM) datant de moins de 3 mois ou pour les entreprises non inscrites au RM, extrait du Registre du Commerce et des Sociétés (RCS),
- attestation du dépôt du permis de construire ou de l'autorisation de travaux si l'investissement le nécessite (l'arrêt du permis de construire sera un document obligatoire à présenter avant le conventionnement),
- les devis détaillés HT et TTC pour tous les investissements,
- au moins 2 devis par type de dépenses présentées,
- tout document permettant de vérifier la viabilité économique du porteur de projet (ex : les liasses fiscales complètes pour les deux derniers exercices.
- un RIB,
- certificat d'immatriculation indiquant le N° SIRET,
- preuve de la représentation légale du signataire des documents joints au dossier,
- copie de la carte d'identité du représentant légal du signataire des documents,
- liste des aides publiques directes ou indirectes attribuées au titre des règlements de minimis dans les 36 mois précédant l'attribution de la subvention pour les aides de minimis général ou au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices fiscaux pour les aides de minimis agriculture ou pêche et aquaculture.
- Pour tous les projets de travaux :
  - ✓ Toute pièce démontrant que le bénéficiaire a la libre disposition du bien (acte de propriété, contrat de location accompagné d'une autorisation écrite du propriétaire pour la réalisation des travaux),
  - ✓ Les plans détaillés des travaux et/ou des aménagements,
  - ✓ Le plan de situation à l'échelle communale, le plan cadastral et parcellaire et le plan de masse.

Les demandes de subvention sont examinées à la fois par collectivité et par le service Europe de la Région, qui émettent un avis sur chaque dossier.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE**

L'aide est accordée sous la forme de deux subventions et dont une convention attributive pour l'aide LEADER, sous réserve des crédits budgétaires votés et de l'enveloppe des fonds LEADER disponible et dans le respect des critères définis au présent règlement.

A compter de la date de notification d'attribution de l'aide, les entreprises bénéficiaires disposent d'un délai de 24 mois pour réaliser leurs investissements conformément au projet subventionné et présenter les justificatifs nécessaires au paiement de la subvention correspondante.

Sauf dérogation exceptionnelle accordée, le non-respect de ce délai entraîne l'annulation de la décision d'attribution de l'aide.

Les subventions sont versées au bénéficiaire, d'une part, par la collectivité (Trésor Public) et, d'autre part, par l'Agence de Services et de Paiement pour la partie financement LEADER.

Le montant de la subvention sera calculé au prorata des dépenses effectivement réalisées et sur présentation des justificatifs de dépenses acquittées.

Les dépenses présentées par le bénéficiaire doivent avoir été effectuées et acquittées pendant la durée de l'opération prévue dans le calendrier de réalisation de l'opération. Les dépenses engagées et/ou acquittées en dehors de ce calendrier ne seront pas prises en compte dans le traitement du paiement de l'aide FEADER.

Le bénéficiaire devra adresser à la collectivité et au GAL du Bocage Vendéen pour la partie fonds européen LEADER un formulaire type de demande de paiement dûment complété et les pièces justificatives requises dont :

- les pièces justificatives de dépenses effectivement payées par le bénéficiaire ;
- la copie des relevés de comptes des dépenses présentées afin de les certifier acquittées ;
- l'état récapitulatif détaillé des dépenses payées conformément au projet retenu ;
- une photo de l'investissement réalisé
- la preuve du versement des aides de tous les financeurs publics et privés intervenant sur l'opération.

Le bénéficiaire doit conserver tous les originaux des pièces justificatives des dépenses pendant une période de 10 ans.

## **DUREE DU DISPOSITIF**

Le présent règlement prendra effet à la date de la signature de la convention entre la Région, la CC du pays de Chantonay, la CC du pays des Herbiers, la CC du pays de Mortagne, la CC du pays de Pouzauges, la CC du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts, autorisant les 5 collectivités à attribuer des aides économiques aux entreprises du commerce et de l'artisanat pour soutenir l'investissement et la modernisation des locaux d'activités.

Ce règlement est adopté jusqu'au 31 décembre 2027 et sous réserve d'enveloppe FEADER disponible. Les différentes parties conviendront ensemble d'un éventuel renouvellement.





**CONVENTION ENTRE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE ET LES 5 COLLECTIVITÉS DU TERRITOIRE DU  
BOCAGE VENDEEN RELATIVE À LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF D'AIDES ECONOMIQUES AU  
COMMERCE ET A L'ARTISANAT**

**ENTRE**

**LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE**

Représentée par la Présidente du Conseil régional, Madame Christelle MORANÇAIS, autorisée à signer la présente convention par délibération de la Commission permanente du 7 février 2025,

d'une part,

**ET**

**LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY**

Représentée par sa Présidente, Madame MOINET Isabelle,  
Dûment habilitée à signer la présente convention par la délibération du conseil communautaire en date du xxxxxx 2025

**LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DES HERBIERS**

Représentée par son Président, Monsieur Christophe HOGARD,  
Dûment habilité à signer la présente convention par la délibération du conseil communautaire en date du xxxxxx 2025

**LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MORTAGNE**

Représentée par son Président, Monsieur Guillaume JEAN,  
Dûment habilité à signer la présente convention par la délibération du conseil communautaire en date du xxxxxx 2025

**LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE POUZAUGES**

Représentée par son Président, Madame Bérangère SOULARD,  
Dûment habilitée à signer la présente convention par la délibération du conseil communautaire en date du xxxxxx 2025

**LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINT-FULGENT LES ESSARTS**

Représentée par son Président, Monsieur Jacky DALLET,  
Dûment habilité à signer la présente convention par la délibération du conseil communautaire en date du xxxxxx 2025

Ci-dessous dénommées les 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen

d'autre part.

- VU** le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,
- VU** le règlement 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1511-1 et suivants, L5215-20,

- VU** le règlement budgétaire et financier de la Région des Pays de la Loire,
- VU** la délibération du Conseil régional du 2 juillet 2021 donnant délégation du Conseil régional à la Commission permanente,
- VU** la délibération du Conseil régional du 24 mars 2022 approuvant le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2022/2028,
- VU** l'arrêté DREETS 2022/632 du préfet de Région portant approbation du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la région des Pays de la Loire,
- VU** la délibération du Conseil régional des 19, 20 décembre 2024 approuvant le Budget Primitif 2025, notamment son programme E101 - Agir pour soutenir l'attractivité et le dynamisme économique de tous nos territoires,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 7 février 2025 approuvant la présente convention,
- VU** la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Chantonay en date du xxxxxx 2025 approuvant la mise en place d'un dispositif d'aides économiques pour les entreprises du secteur de l'artisanat et du commerce et autorisant la Présidente à signer la présente convention,
- VU** la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays des Herbiers en date du xxxxxx 2025 approuvant la mise en place d'un dispositif d'aides économiques pour les entreprises du secteur de l'artisanat et du commerce et autorisant le Président à signer la présente convention,
- VU** la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Mortagne en date du xxxxxx 2025 approuvant la mise en place d'un dispositif d'aides économiques pour les entreprises du secteur de l'artisanat et du commerce et autorisant le Président à signer la présente convention.
- VU** la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Pourauges en date du xxxxxx 2025 approuvant la mise en place d'un dispositif d'aides économiques pour les entreprises du secteur de l'artisanat et du commerce et autorisant la Présidente à signer la présente convention,
- VU** la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Saint-Fulgent Les Essarts en date du xxxxxx 2025 approuvant la mise en place d'un dispositif d'aides économiques pour les entreprises du secteur de l'artisanat et du commerce et autorisant le Président à signer la présente convention,

## **IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

### **PREAMBULE**

La loi dite NOTRe du 7 août 2015, qui clarifie les compétences des collectivités territoriales en matière d'interventions économiques, renforce le rôle de la Région, dorénavant seule habilitée, en vertu de l'article L1511-2 du code général des collectivités territoriales, pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la région à l'exception des aides à l'immobilier d'entreprise.

Toutefois, l'article L1511-2 du code général des collectivités territoriales dispose également que :

*« Dans le cadre d'une convention passée avec la région, la métropole de Lyon, les communes et leurs groupements peuvent participer au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la région. Ces aides revêtent la forme de prestations de services, de subventions, de bonifications d'intérêts, de prêts et d'avances remboursables, à taux nul ou à des conditions plus favorables que les conditions du marché.*

*Le conseil régional peut déléguer l'octroi de tout ou partie des aides à la métropole de Lyon, aux communes et à leurs groupements, dans les conditions prévues à l'article L. 1111-8. »*

Les 5 collectivités du territoire du Pays du Bocage Vendéen (communautés de communes du Pays de Chantonnay, du Pays des Herbiers, du Pays de Mortagne, du Pays de Pouzauges et du Pays Saint-Fulgent Les Essarts) ont sollicité auprès de la Région l'autorisation de pouvoir attribuer des aides économiques pour soutenir les entreprises des secteurs du commerce de proximité et de l'artisanat.

Le dispositif vise à soutenir les entreprises du territoire du Bocage Vendéen dans leurs investissements liés à l'aménagement et/ou à la modernisation des locaux d'activités

Le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2022-2028 réaffirme la volonté de la Région de défendre une économie de proximité, vecteur de dynamisme et d'attractivité de nos territoires. Dans le cadre de ces orientations, la Région a mis en place des dispositifs d'aides visant l'artisanat et le commerce de proximité, à savoir :

- Le dispositif « Pays de la Loire Commerce-Artisanat » », adopté en 2017,
- Les programmes d'accompagnement PRA (Programme Régional d'Actions pour l'artisanat) et « Réinventons le commerce ».

Le dispositif d'aides économiques présenté par le territoire du Pays du Bocage Vendéen répond aux enjeux et orientations du SRDEII, en complémentarité des actions menées par la Région dans ces domaines. C'est pourquoi la Région a souhaité répondre favorablement à la demande des 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen de pouvoir attribuer des aides économiques aux entreprises du secteur du commerce et de l'artisanat.

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> - OBJET DE LA CONVENTION**

Conformément à l'article L 1511-2 du code général des collectivités territoriales qui prévoit que les communes et les EPCI à fiscalité propre peuvent participer au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la Région, la présente convention a pour objet d'autoriser les 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen (communautés de communes du Pays de Chantonnay, du Pays des Herbiers, du Pays de Mortagne, du Pays de Pouzauges et du Pays Saint-Fulgent Les Essarts) à attribuer des aides économiques aux entreprises du secteur du commerce et de l'artisanat, afin de renforcer leur action de soutien à l'investissement des entreprises et ce, en complémentarité des actions menées par la Région dans ces domaines.

Cette intervention se fait selon les conditions du programme précisées en annexe de la présente convention. La présente convention précise les engagements des parties.

## **ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à la date de signature par les parties et porte sur une durée de 36 mois.

## **ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES ET MOYENS**

La charge financière des aides attribuées par les 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen dans le cadre leur dispositif de soutien aux entreprises est supportée exclusivement par les 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen.

La Région ne met aucun moyen de fonctionnement, ni service, ni personnel à disposition des 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen.

## **ARTICLE 4 – OBJECTIFS**

Ce dispositif d'aide aux entreprises vise à renforcer l'action des collectivités pour soutenir les investissements des entreprises du commerce de proximité et de l'artisanat en poursuivant les objectifs suivants :

- Accompagner financièrement et directement des entreprises dans leurs démarches de modernisation et d'adaptation de leurs locaux ;
- Renforcer l'attractivité et favoriser le maintien des commerces de proximité dans les communes du Pays du Bocage Vendéen ;
- Encourager la mise en valeur et l'attractivité des centre-bourg ;
- Réduire le nombre de locaux d'activités sans locataire et l'étalement urbain en périphérie des communes par l'aménagement et la mise aux normes des bâtiments.

## **ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **5.1. Engagements des 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen**

Les 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen s'engagent à :

- Respecter les réglementations européenne et nationale en matière d'attribution de ses aides aux entreprises. Toute modification apportée à ces réglementations devra être prise en compte par les 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen qui fera évoluer en conséquence le dispositif d'aides,
- Solliciter l'autorisation de la Région pour toutes modifications apportées dans le dispositif d'aides aux entreprises, objet de la présente convention tenant aux montants des aides, à la nature des entreprises et des projets aidés,
- Informer la Région des autres modifications,
- Transmettre, dans le mois suivant, une copie des décisions relatives au dispositif d'aides et à l'attribution d'aides aux entreprises, objet de la présente convention.

## **5.2. Engagements de la Région**

La Région s'engage à :

- Informer les 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen de l'évolution des dispositifs d'aides et aides aux entreprises avec lesquels les collectivités interviennent en complémentarité dans le cadre de la présente convention,
- Établir un rapport annuel relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre sur son territoire conformément à l'article L1511-1 du CGCT.

### **ARTICLE 6 - MODALITÉS DE CONTRÔLE**

Les 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen mettent tout en œuvre pour permettre à la Région d'exercer les contrôles requis pour évaluer la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, les 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen s'engagent à tenir à disposition de la Région toutes les pièces et éléments administratifs et financiers relatifs à l'attribution des aides dans le cadre de cette convention,

Les 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen et la Région se réuniront à l'issue de la convention pour analyser le bilan quantitatif et qualitatif réalisé par les 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen. Cette réunion fera l'objet d'un compte rendu.

### **ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des termes de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention. Les modifications apportées dans les dispositifs d'aides aux entreprises, objet de la présente convention et tenant aux montants des aides et à la nature des entreprises et des projets aidés font également l'objet d'un avenant.

### **ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect des obligations contractuelles résultant de la présente convention, les parties se réservent le droit, après mise en demeure notifiée par lettre recommandée à la partie défaillante restée infructueuse pendant 60 jours, de résilier la présente convention.

La convention peut également être résiliée d'un commun accord entre les parties par échange de courriers avec accusé de réception.

### **ARTICLE 9 - LITIGES**

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal Administratif compétent.

## ARTICLE 10 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles régissant la convention sont :

- la présente convention ;
- l'annexe : règlement d'intervention dispositif d'aides commerce-artisanat du Bocage Vendéen.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

En 2 exemplaires originaux

Pour la RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE  
La Présidente du Conseil Régional

Christelle MORANÇAIS

Pour la Communauté de Communes  
du Pays de Chantonnay  
La Présidente

Isabelle MOINET

Pour la Communauté de Communes  
Du Pays des Herbiers  
Le Président

Christophe HOGARD



Pour la Communauté de Communes  
du Pays de Mortagne  
Le Président

Guillaume JEAN

Pour la Communauté de Communes  
Du Pays de Pouzauges  
La Présidente

Bérangère SOULARD

Pour la Communauté de Communes  
du Pays de Saint-Fulgent Les Essarts  
Le Président

Jacky DALLET

## DISPOSITIF D'AIDES COMMERCE-ARTISANAT DU BOCAGE VENDÉEN REGLEMENT D'INTERVENTION 2024/2027

**VU** le règlement 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

**VU** le règlement De minimis (CE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 prolongé jusqu'au 31 décembre 2023 ;

**VU** le règlement n°1408/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture (JOUE du 24/12/2013 - L 352/9),

**VU** le règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture,

**VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

**VU** le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

**VU** l'arrêté du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000,

**VU** la délibération du Conseil régional du 24 mars 2022 approuvant le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2022/2028,

**VU** l'arrêté DREETS 2022/632 du préfet de Région portant approbation du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la région des Pays de la Loire

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 1511-1 et suivants, L1611- 4 et L4221-1 et suivants,

**VU** les compétences relevant du développement économique et notamment celle en matière d'aides à l'immobilier d'entreprises des communes et des EPCI à fiscalité propre,

**VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional du 7 février 2025 approuvant la convention ayant pour objet d'autoriser 5 collectivités du Pays du Bocage Vendéen à attribuer des aides économiques aux entreprises du secteur du commerce et de l'artisanat.

## OBJET DU REGLEMENT

La collectivité souhaite renforcer son action pour soutenir l'investissement et la modernisation des locaux d'activités.

En parallèle du dispositif régional « Pays de la Loire Commerce-Artisanat » mis en place en 2017, les EPCI du Bocage Vendéen ont dupliqué depuis 2016 ce dispositif sur l'ensemble des communes du Pays du Bocage Vendéen.

Les objectifs de ce dispositif sont notamment de :

- Accompagner financièrement et directement des entreprises dans leurs démarches de modernisation et d'adaptation de leurs locaux ;
- Renforcer l'attractivité et favoriser le maintien des commerces de proximité dans les communes du Pays du Bocage Vendéen ;
- Encourager la mise en valeur et l'attractivité des centre-bourg ;
- Réduire le nombre de locaux d'activités sans locataire et l'étalement urbain en périphérie des communes par l'aménagement et la mise aux normes des bâtiments.

A travers ce dispositif, la collectivité accompagnera financièrement et directement des entreprises en milieu rural dans leurs projets de modernisation de leurs locaux d'activité (exemple : travaux d'aménagement et/ou de mise aux normes accessibilité).

## TERRITOIRES ELIGIBLES

Les entreprises bénéficiaires de cette aide financière doivent implanter ou maintenir leur activité dans l'une des 51 communes du Bocage Vendéen, à savoir : Bazoges-en-Paillers, Beurepaire, Bournezeau, Chantonay, Chanverrie, Chauché, Chavagnes-en-Paillers, Chavagnes-les Redoux, Essarts-en-Bocage, La Copechagnière, La Gaubretière, La Meilleraie-Tillay, La Merlatière, La Rabatelière, Le Boupère, Les Brouzils, Les Epresses, Les Herbiers, Les Landes-Genusson, l'Oie, Mallièvre, Mesnard-la-Barotière, Monsireigne, Montournais, Mortagne-sur-Sèvre, Mouchamps, Pouzauges, Réaumur, Rochetjoux, Saint-André-Goule d'Oie, Saint-Aubin-des-Ormeaux, Sainte-Cécile, Saint-Fulgent, Saint-Germain-de-Prinçay, Saint-Hilaire-le-Vouhis, Saint-Laurent-sur-Sèvre, Saint-Malo-du-Bois, Saint-Mars-la-Réorthe, Saint-Martin-des-Noyers, Saint-Martin-des-Tilleuls, Saint-Mesmin, Saint-Paul-en-Pareds, Saint-Prouant, Saint-Vincent-Sterlanges, Sainte-Florence, Sèvremont, Sigournais, Tallud-Sainte-Gemme, Tiffauges, Treize-Vents, Vendrennes.

Si les entreprises sont situées sur une commune éligible au PLCA : Pays de la Loire Commerce – Artisanat, la subvention du PLCA sera mobilisée en priorité.

Liste des communes non éligibles au PLCA :

Bournezeau, Chantonay, Chanverrie (La Verrie), Chavagnes-en-Paillers, Essarts-en-Bocage (Les Essarts), La Gaubretière, Le Boupère, Les Epresses, Les Herbiers, Mortagne-sur-Sèvre, Pouzauges, Saint-Fulgent, Saint-Laurent-sur-Sèvre, Sèvremont (La Flocellière)

## BENEFICIAIRES

Les petites entreprises (moins de 10 salariés et de 1 000 000 € de CA HT) indépendantes, ainsi que leurs établissements secondaires, localisés dans une commune du périmètre du Bocage Vendéen et exerçant une activité commerciale, artisanale ou de services en centre-bourg (en excluant les zones commerciales et zones d'activités).

## CONDITIONS GÉNÉRALES D'ÉLIGIBILITE

### 1. Entreprises concernées :

Entreprise, individuelle ou sociétaire, dont l'établissement de mise en œuvre du projet est situé dans une commune éligible, et remplissant les conditions suivantes :

- entreprise inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés ou au Répertoire des Métiers,



- dont le CA annuel est inférieur à 1 000 000 € H.T., et dont le projet porte sur une surface de vente n'excédant pas 300 m<sup>2</sup>,
- en situation économique et financière saine, dotée de capitaux propres positifs selon le dernier exercice comptable clôturé pour les entreprises, et en situation régulière vis-à-vis de leurs obligations sociales et fiscales,
- ayant au minimum 1 année d'activité ou entreprise en création et reprise sous réserve de démonstration de la viabilité économique,
- entreprise en situation de reprise et qui conserverait la même activité,
- autonome, c'est-à-dire non détenue à plus de 25% du capital par une autre entreprise,
- ayant un effectif inférieur à 10 salariés.

## 2. Activités non éligibles :

Sont exclues du champ d'intervention :

- les activités de commerce de gros,
- les professions libérales réglementées et non réglementées (y compris les auto-écoles, les courtiers en assurance, les agences immobilières)
- les professionnels de santé, (y compris les pharmaciens, les ambulanciers)
- les sociétés de fait, les loueurs de fonds, les Sociétés Civiles Immobilières dont le ou les gérants ne sont pas les exploitants,
- les activités suivantes liées au tourisme : les campings, les hôtels.

NB : les cafés/restaurants lorsque leurs prestations s'adressent majoritairement à la population locale ou exerçant une activité complémentaire (épicerie, point poste, dépôt de pain...) et ayant un caractère permanent sont éligibles.

## 3. Projets soutenus :

De manière générale, les projets soutenus seront les projets dont la viabilité économique a été démontrée. Ces projets doivent adopter un positionnement concurrentiel pertinent, et se développer en complémentarité de l'offre déjà existante. La collectivité se réserve le droit d'attribuer ou non l'aide financière au regard de la capacité de financement de l'entreprise.

## 4. Cumul des aides publiques

Une entreprise ayant déjà bénéficié d'une subvention attribuée dans le cadre de ce dispositif ne peut représenter une nouvelle demande d'aide ayant le même objet avant l'expiration d'un délai de deux ans, dont le point de départ est la date à laquelle est intervenu le dernier versement de cette aide.

Les aides aux entreprises sont soumises à la règle dite « de minimis » fixée par le règlement 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, le règlement modifié n°1408/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 et le règlement modifié n°717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité. Conformément aux règlements de minimis rappelé ci-dessus, en présentant sa demande d'aide, chaque entreprise sera tenue de déclarer l'ensemble des aides publiques de minimis déjà perçues au cours de la période de référence aux fins de vérification des plafonds de minimis.

## **DEPENSES ELIGIBLES**

Les dépenses éligibles au dispositif correspondent aux investissements liés à l'aménagement et/ou à la modernisation des locaux d'activités :

1. Travaux de rénovation et d'aménagement intérieur du bâtiment et des abords extérieurs ;
2. Travaux de rénovation de vitrines, des façades et enseignes ;
3. Équipements destinés à assurer la sécurité des entreprises et considérés comme éléments structurants du bâtiment (portail, grilles, ...) ;
4. La mise aux normes (sécuritaires, environnementales, sanitaires) et les travaux et équipements destinés à favoriser l'accès aux personnes handicapées ou à mobilité réduite (exemple : changement porte

d'entrée, création ou achat d'une rampe accessibilité, ...), à partir du moment où ces travaux **ne sont pas majoritaires** dans le montant des dépenses du dossier.

5. L'acquisition de matériels professionnels neufs

**Sont exclus** le matériel d'occasion ou reconditionné, les investissements financés sous forme de location financière ou crédit-bail, les investissements d'entretien normal des locaux d'activités, l'auto-prestation, tous les travaux de construction liés à une nouvelle acquisition ou la location de nouveaux locaux d'activités ne sont pas éligibles.

Dans le cas d'une délocalisation communale, les projets se feront en concertation avec les communes concernées. Une attention particulière sera portée à ces projets lors de l'instruction.

Les dépenses de fonctionnement ne sont pas éligibles.

## **NATURE ET MONTANT DE L'AIDE**

L'aide publique totale attribuée au porteur de projet sera au maximum de 30 %.

Les dépenses doivent avoir un montant minimum de 41 700 € HT et le plafond des dépenses éligibles est de 75 000 € HT. Ainsi le montant maximum de subvention en cumulé s'élève à 22 500 €.

La collectivité intervient à hauteur de 6 % maximum des dépenses d'investissement éligibles HT et le GAL du Bocage Vendéen à hauteur de 24 %, via un financement du programme européen LEADER, sous réserves des règles de cumul.

Un même projet ne peut pas se voir attribuer plus de 80% d'aide publique, tous financeurs publics confondus (ex : LEADER, ...), sous réserve par ailleurs des éventuelles règles de cumul propres à ces autres financements publics.

## **MODALITES DE DEPOT DU DOSSIER**

Le bénéficiaire s'engage à fournir un dossier complet auprès du Service Economie de la collectivité ou auprès du GAL du Bocage Vendéen comportant les pièces suivantes :

- une présentation de l'entreprise, du projet et son plan de financement prévisionnel,
- une preuve de l'existence légale de l'entreprise datant de moins de 3 mois : extrait Kbis ou extrait du Répertoire des Métiers (RM) datant de moins de 3 mois ou pour les entreprises non inscrites au RM, extrait du Registre du Commerce et des Sociétés (RCS),
- attestation du dépôt du permis de construire ou de l'autorisation de travaux si l'investissement le nécessite (l'arrêté du permis de construire sera un document obligatoire à présenter avant le conventionnement),
- les devis détaillés HT et TTC pour tous les investissements,
- au moins 2 devis par type de dépenses présentées,
- tout document permettant de vérifier la viabilité économique du porteur de projet (ex : les liasses fiscales complètes pour les deux derniers exercices.
- un RIB,
- certificat d'immatriculation indiquant le N° SIRET,
- preuve de la représentation légale du signataire des documents joints au dossier,
- copie de la carte d'identité du représentant légal du signataire des documents,
- liste des aides publiques directes ou indirectes attribuées au titre des règlements de minimis dans les 36 mois précédant l'attribution de la subvention pour les aides de minimis général ou au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices fiscaux pour les aides de minimis agriculture ou pêche et aquaculture.

- Pour tous les projets de travaux :

- ✓ Toute pièce démontrant que le bénéficiaire a la libre disposition du bien (acte de propriété, contrat de location accompagné d'une autorisation écrite du propriétaire pour la réalisation des travaux),
- ✓ Les plans détaillés des travaux et/ou des aménagements,
- ✓ Le plan de situation à l'échelle communale, le plan cadastral et parcellaire et le plan de masse.

Les demandes de subvention sont examinées à la fois par collectivité et par le service Europe de la Région, qui émettent un avis sur chaque dossier.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE**

L'aide est accordée sous la forme de deux subventions et dont une convention attributive pour l'aide LEADER, sous réserve des crédits budgétaires votés et de l'enveloppe des fonds LEADER disponible et dans le respect des critères définis au présent règlement.

A compter de la date de notification d'attribution de l'aide, les entreprises bénéficiaires disposent d'un délai de 24 mois pour réaliser leurs investissements conformément au projet subventionné et présenter les justificatifs nécessaires au paiement de la subvention correspondante.

Sauf dérogation exceptionnelle accordée, le non-respect de ce délai entraîne l'annulation de la décision d'attribution de l'aide.

Les subventions sont versées au bénéficiaire, d'une part, par la collectivité (Trésor Public) et, d'autre part, par l'Agence de Services et de Paiement pour la partie financement LEADER.

Le montant de la subvention sera calculé au prorata des dépenses effectivement réalisées et sur présentation des justificatifs de dépenses acquittées.

**Les dépenses présentées par le bénéficiaire doivent avoir été effectuées et acquittées pendant la durée de l'opération prévue dans le calendrier de réalisation de l'opération. Les dépenses engagées et/ou acquittées en dehors de ce calendrier ne seront pas prises en compte dans le traitement du paiement de l'aide FEADER.**

**Le bénéficiaire devra adresser à la collectivité et au GAL du Bocage Vendéen pour la partie fonds européen LEADER un formulaire type de demande de paiement dûment complété et les pièces justificatives requises dont :**

- les pièces justificatives de dépenses effectivement payées par le bénéficiaire ;
- la copie des relevés de comptes des dépenses présentées afin de les certifier acquittées ;
- l'état récapitulatif détaillé des dépenses payées conformément au projet retenu ;
- une photo de l'investissement réalisé
- la preuve du versement des aides de tous les financeurs publics et privés intervenant sur l'opération.

Le bénéficiaire doit conserver tous les originaux des pièces justificatives des dépenses pendant une période de 10 ans.

## **DUREE DU DISPOSITIF**

Le présent règlement prendra effet à la date de la signature de la convention entre la Région, la CC du pays de Chantonnay, la CC du pays des Herbiers, la CC du pays de Mortagne, la CC du pays de Pouzauges, la CC du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts, autorisant les 5 collectivités à attribuer des aides économiques aux entreprises du commerce et de l'artisanat pour soutenir l'investissement et la modernisation des locaux d'activités.

Ce règlement est adopté jusqu'au 31 décembre 2027 et sous réserve d'enveloppe FEADER disponible. Les différentes parties conviendront ensemble d'un éventuel renouvellement.

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 5 mars 2025

## DÉLIBÉRATION

Le cinq mars deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-sept février deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle FAMISOL à Sainte-Cécile pour une troisième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louissette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	P	PICARD Sophie	P
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUULT Christian	P	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	E
BONNENFANT Didier	E	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	E	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	E	ZOUBAIRI Ingrid	E
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absents et excusés avec pouvoir :

M. AUBINEAU Jérôme a donné pouvoir à Mme BILLAUDEAU Louissette – Mme GOURMAUD Catherine a donné pouvoir à M. PAILLAT Dominique – Mme MOREAU Laëtitia a donné pouvoir à M. CORNIÈRE Jean-Louis – Mme ZOUBAIRI Ingrid a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 34

Nombre de conseillers communautaires présents : 26

Nombre de conseillers communautaires votants : 30

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Valérie MARTINEAU pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-63      VENDÉOPÔLE VENDÉE CENTRE – EXTENSION N° 2 – RAPPORT DE  
CONCESSION – OPÉRATION 5932 – COMPTE-RENDU FINANCIER ET  
RÉVISION DU BILAN AU 30 SEPTEMBRE 2024

Nomenclature des actes : 1.4

Vu l'article L. 1523-3 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux sociétés publiques locales par renvoi de l'article L. 1531-1 du même Code où est précisé que « *les sociétés publiques locales sont soumises au titre II du présent livre* », prévoyant notamment l'application de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme qui mentionne que le bilan de la concession « *est soumis à l'examen de l'organe délibérant du concédant* » ;

.../...

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonay approuvés par arrêté préfectoral n° 2024-DCL-BIBC-770 du 12 août 2024, et notamment l'article 4.1.2 portant sur les actions de développement économique ;

Vu la concession accordée à Vendée Expansion - SPL par délibération du Syndicat Mixte Vendée Centre Bournezeau en date du 13 mars 2018 ;

Considérant la remise du compte rendu financier 2024 établi par Vendée Expansion - SPL ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

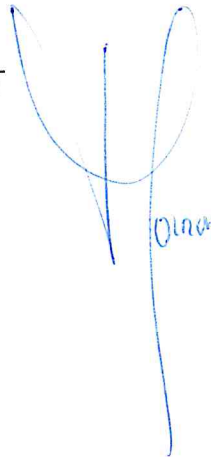
- d'accepter, tel que joint en annexe, le compte-rendu financier transmis par Vendée Expansion - SPL sur la concession du Vendéopôle Vendée Centre - extension n° 2 ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/03/2025

Publié le 07/03/2025

La Présidente  
Isabelle MOINET



Le Secrétaire de séance  
Valérie MARTINEAU



**Vendéopôle Vendée Centre  
Extension 2  
Commune de BOURNEZEAU**

**Compte rendu financier  
Décembre 2024**

**En application de l'article L 1523-3 du Code Général des  
Collectivités Territoriales et L 300-5 du Code de l'Urbanisme**

Collectivité concédante : Communauté de Communes du Pays de Chantonnay  
65 avenue du Général de Gaulle  
BP 98  
85111 CHANTONNAY CEDEX

Concessionnaire : VENDEE EXPANSION – SPL  
(anciennement Agence de Services  
aux Collectivités Locales de Vendée)  
33 rue de l'Atlantique – CS 80 206  
85005 LA ROCHE-SUR-YON Cedex

# SOMMAIRE

<b>I. PRESENTATION GENERALE DE L'OPERATION.....</b>	<b>3</b>
<b>II. ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX ET AUTRES DEPENSES AU 30 SEPTEMBRE 2024 .....</b>	<b>3</b>
A. ETUDES.....	3
B. ACQUISITIONS FONCIERES .....	3
C. TRAVAUX .....	4
D. FRAIS GENERAUX .....	4
E. AUTRES CHARGES ET DEPENSES.....	4
<b>III. ETAT DE LA COMMERCIALISATION AU 30 SEPTEMBRE 2024 .....</b>	<b>5</b>
<b>IV. PARTICIPATION DU SYNDICAT MIXTE AU 30 SEPTEMBRE 2024.....</b>	<b>6</b>
<b>V. SITUATION FINANCIERE DE L'OPERATION AU 30 SEPTEMBRE 2024.....</b>	<b>6</b>
A. TRESORERIE :.....	6
B. EMPRUNTS :.....	6
C. AVANCE DU CONCEDANT :.....	6
<b>VI. PREVISIONS A PARTIR DU 30 SEPTEMBRE 2024 ET POUR L'ANNEE 2025 .....</b>	<b>7</b>
A. PREVISIONS DES PRINCIPALES DEPENSES .....	7
B. PREVISIONS DES PRINCIPALES RECETTES.....	8
C. EMPRUNT .....	8
D. AVANCE DU CONCEDANT .....	8
<b>VII. EVOLUTION DU BILAN.....</b>	<b>9</b>
<b>VIII. CONCLUSION .....</b>	<b>11</b>
<b>IX. ANNEXES.....</b>	<b>13</b>



## I. PRESENTATION GENERALE DE L'OPERATION

### Traité de concession :

Délibération Syndicat Mixte sur traité de concession ..... 13 Mars 2018  
Traité de concession d'aménagement visé par la Préfecture ..... 9 Avril 2018  
Echéance de la concession ..... 9 Avril 2028

### Caractéristiques principales du projet :

Emprise totale opération ..... 122 305 m<sup>2</sup>  
Superficie cessible ..... 105 238 m<sup>2</sup>

## II. ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX ET AUTRES DEPENSES AU 30 SEPTEMBRE 2024

### A. Etudes

A la date du 30 septembre 2024, il a été dépensé la somme de 2 619,20 € HT correspondant aux dépenses liées aux différentes mises en concurrence (MEDIALEX, Atline Services, ...).

### B. Acquisitions foncières

A la date du 30 septembre 2024, VENDEE EXPANSION – SPL (anciennement Agence de Services aux Collectivités Locales de Vendée) a acquis les parcelles incluses dans le périmètre de la concession et qui appartenaient au Syndicat Mixte. Date de la signature le 24 novembre 2020. A titre d'information, le Syndicat Mixte a délibéré en date du 23 novembre 2018 pour la vente de ces parcelles (Section XR n<sup>os</sup> 54, 57, 58 et 59) au prix de 131 000 € pour une contenance de 121 220 m<sup>2</sup>. Une nouvelle délibération en date du 23 septembre 2020 a été prise afin de modifier la TVA sur marge.

Le Syndicat Mixte avait cependant donné son accord par courrier en date du 2 juin 2020 pour démarrer les travaux de viabilisation.

Les terrains non-propriété du Syndicat Mixte et intégrés au périmètre du permis d'aménager sont à ASF. VENDEE EXPANSION – SPL (anciennement Agence de Services aux Collectivités Locales de Vendée) a envoyé un courrier afin de prendre contact avec eux pour définir des modalités d'acquisition.

Propriétaires	Parcelle		Surface	Montant d'acquisition		
	Section	Numéro		Principal	Eviction	Total
Syndicat Mixte	XR	54, 57, 58, 59	121220m <sup>2</sup>	131 000,00 €	- €	131 000,00 €
ASF	XR	115p, 118p	2000m <sup>2</sup>	3 000,00 €		3 000,00 €
		<b>TOTAUX</b>	<b>123220m<sup>2</sup></b>	<b>134 000,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>134 000,00 €</b>



### **C. Travaux**

VENDEE EXPANSION – SPL (anciennement Agence de Services aux Collectivités Locales de Vendée) a contracté des marchés pour les travaux de viabilisation en juin 2020. Le montant des marchés contractés s'élève à la somme de 575 112,60 € HT.

Au 30 septembre 2024, VENDEE EXPANSION – SPL (anciennement Agence de Services aux Collectivités Locales de Vendée) a engagé la somme de 154 825,00 € HT correspondant à l'avancement des travaux de décapage, terrassement, empierrement, réalisés par l'entreprise EIFFAGE en cotraitance avec ASA TP en charge elle, de l'assainissement EU et EP.

Pour information, les travaux SyDEV et VENDEE EAU de l'extension 2A ont débuté en septembre 2020 et se sont terminées au 24 décembre 2020, avec une mise en service du Poste de transformation par ENEDIS en Janvier 2021. Le montant des travaux SyDEV et VENDEE EAU réglés au 30 septembre 2024 s'élève à 61 646,76 € HT.

### **D. Frais généraux**

A la date du 30 Septembre 2024, le montant des dépenses s'élève à la somme de 95 925,82 € HT, correspondant à la rémunération de maîtrise d'œuvre pour 29 042,42 € HT, du SPS pour un montant de 1 324,87 € HT, du géomètre pour 5 400,00 € HT et celle du concessionnaire pour 52 570,81 € HT.

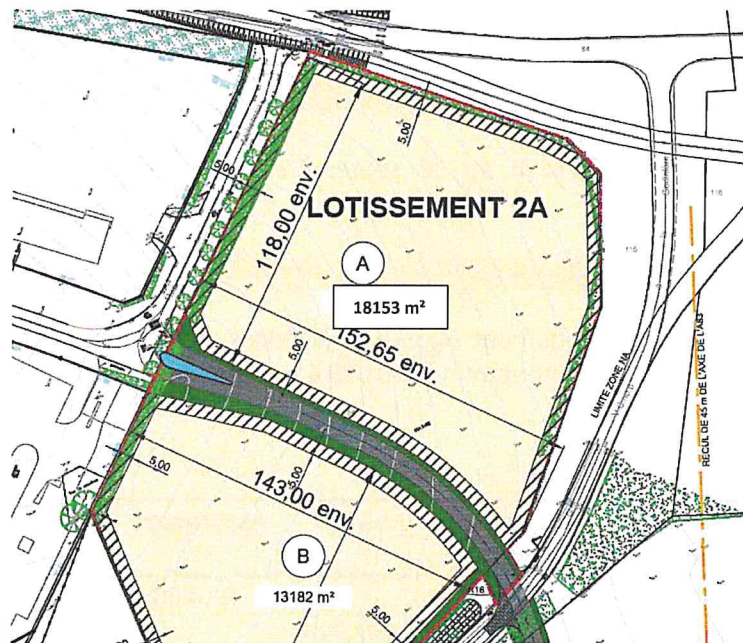
### **E. Autres charges et dépenses**

VENDEE EXPANSION – SPL (anciennement Agence de Services aux Collectivités Locales de Vendée) a contracté un emprunt de 870 000 € HT auprès de la Caisse d'Epargne. Cet emprunt est garanti à hauteur de 80 % par le Syndicat Mixte suite à une délibération en date du 12 mars 2019. Les frais engagés à ce jour au titre des intérêts et de l'ouverture de dossier sont de 19 737,63 € HT.

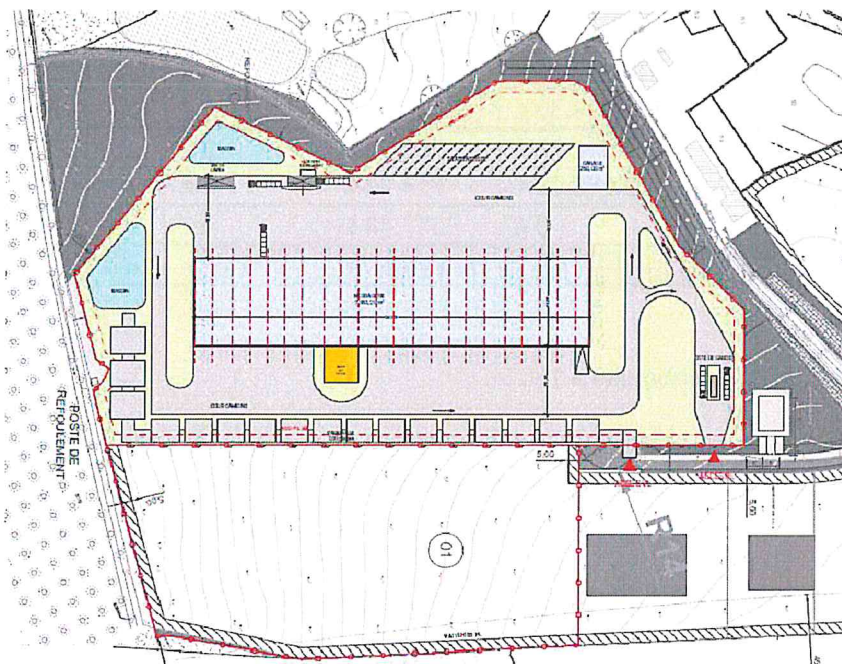
### III. ETAT DE LA COMMERCIALISATION AU 30 SEPTEMBRE 2024

Au 30 septembre 2024, l'îlot A de l'extension 2A a été cédé à la société SAS BOURNEZEAU Biogaz (acte en date du 28-06-2022) pour un montant HT de 290 448,00 € soit 16,00 € HT/m<sup>2</sup> (parcelle de 18 153 m<sup>2</sup>).

Il n'a pas été réalisé d'autres cessions à ce jour.



Une entreprise en recherche de terrain s'est manifestée, cette société étudie actuellement les possibilités d'implantation en bordure d'autoroute. Cette entreprise a prévu de revenir vers nous en début d'année 2025.



#### IV. PARTICIPATION DU SYNDICAT MIXTE AU 30 SEPTEMBRE 2024

A ce stade, aucune participation du Syndicat est comptabilisée au bilan de l'opération.

#### V. SITUATION FINANCIERE DE L'OPERATION AU 30 SEPTEMBRE 2024

##### A. Trésorerie :

La balance comptable de l'opération au 30 septembre 2024 présente un solde débiteur de 189 310,91 €.

##### B. Emprunts :

VENDEE EXPANSION – SPL (anciennement Agence de Services aux Collectivités Locales de Vendée) avait mis en place un emprunt d'un montant de 870 000 € sur une durée de 5 ans avec un an de différé.

Ci-dessous tableau récapitulatif :

Année	Date d'échéance	Somme restant due	Intérêts	Assurances	Capital amorti	Echéance
2019	19/03/2019	0 €	0 €	918,00 €	0 €	0 €
	10/05/2019	870 000 €	392,71 €	0 €	0 €	0 €
	10/11/2019	870 000 €	2 827,50 €	0 €	0 €	0 €
2020	10/05/2020	870 000 €	2 827,50 €	0 €	0 €	0 €
	10/11/2020	762 481,01 €	2 827,50 €	0 €	107 518,09 €	110 346,49 €
2021	10/05/2021	654 612,58 €	2 478,06 €	0 €	107 868,43 €	110 346,49 €
	10/11/2021	546 393,58 €	2 127,49 €	0 €	108 219,00 €	110 346,49 €
2022	10/05/2022	437 822,87 €	1 775,78 €	0 €	108 570,71 €	110 346,49 €
	10/11/2022	328 899,30 €	1 422,92 €	0 €	108 923,57 €	110 346,49 €
2023	10/05/2023	219 621,73 €	1 068,92 €	0 €	109 277,57 €	110 346,49 €
	10/11/2023	109 989,01 €	713,77 €	0 €	109 632,72 €	110 346,49 €
2024	10/05/2024	0 €	357,48 €	0 €	109 989,01 €	110 346,49 €
<b>TOTAL</b>			18 819,63 €	918 ,00 €	870 000,00 €	882 771,92 €

Cet emprunt est à ce jour remboursé à 100 %.

Les deux dernières échéances d'amortissement du capital n'ont pas été compensées par des cessions de parcelles. Les comptes de l'opération sont donc déficitaires.

##### C. Avance du concédant :

A la date du 30 septembre 2024, il n'a pas été versé d'avance de trésorerie de la part du Syndicat Mixte.



## VI. PREVISIONS A PARTIR DU 30 SEPTEMBRE 2024 ET POUR L'ANNEE 2025

### A. Prévisions des principales dépenses

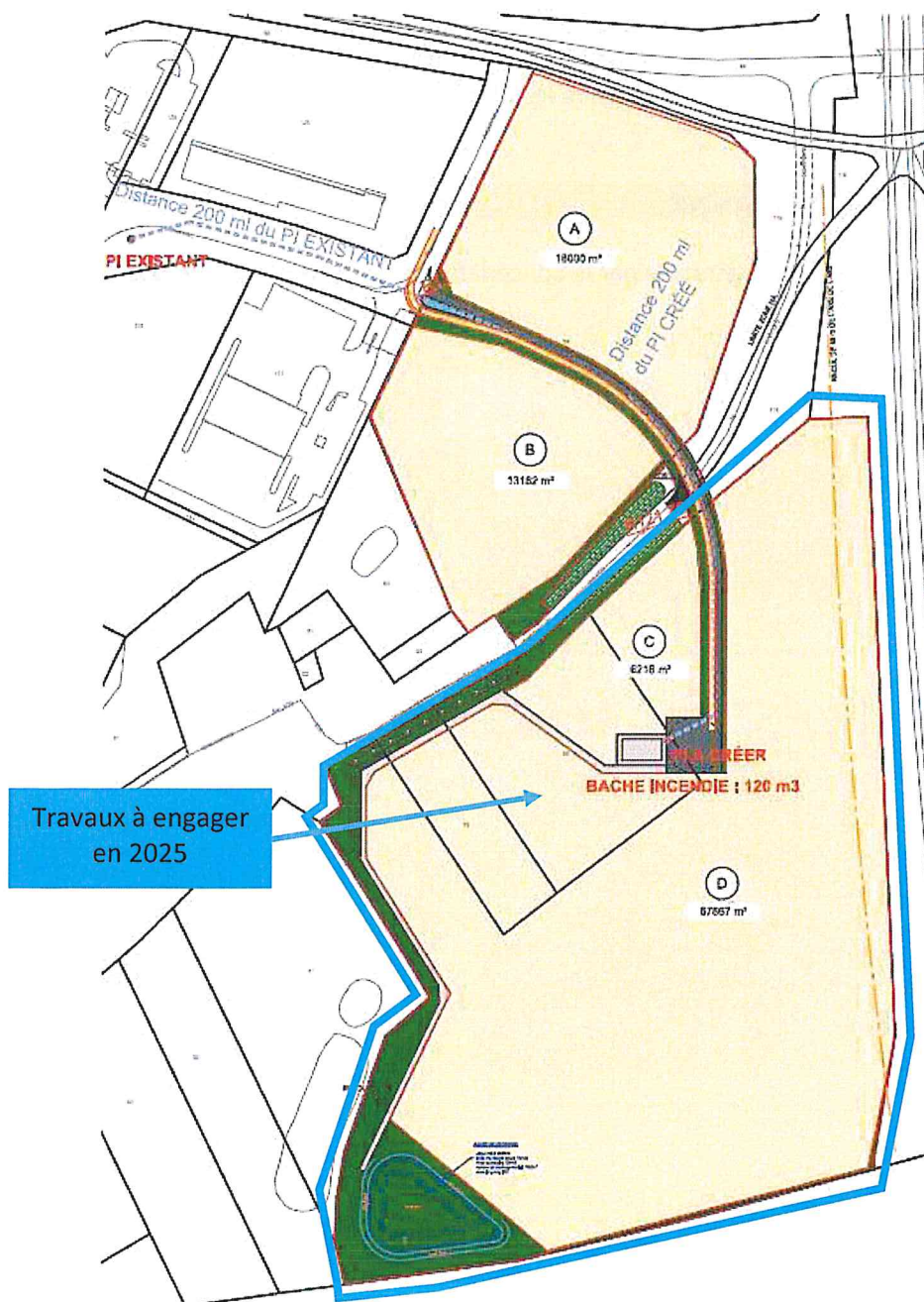
#### Travaux :

- Réalisation des travaux de voirie de l'extension 2B de la voie structurante pour un montant total de 382 853,96 € HT.

Ce montant des travaux peut être détaillé comme suit :

- Travaux de terrassement - voirie - assainissement = 257 335 ,35 € HT
- Poste de refoulement des eaux usées = 31 000 € HT
- Réseaux souples (SyDEV, Vendée Eau et GAZ) = 69 518,61 € HT
- Espaces verts = 25 000 € HT.

Ces montants sont exprimés hors révisions de prix.



## **B. Prévisions des principales recettes**

Les années 2022 et 2023 ont été destinées à la cession de la parcelle sous compromis avec la SAS BOURNEZEAU Biogaz d'une surface de 18 153 m<sup>2</sup>.

Pas d'autre cession de prévue au vu des contacts actuels et des différentes démarches administratives nécessaires aux porteurs de projets.

## **C. Emprunt**

Il a été mis en place un emprunt d'un montant de 870 000 € sur une durée de 5 ans avec 1 année de différé d'amortissement. Les conditions ont été évoquées au **V-B** ci-dessus.

Afin de pouvoir conserver une trésorerie positive en 2025 au vu des différentes dépenses à engager, il est prévu la mise en place d'un emprunt de 700 000 € et ce sur une durée de remboursement de 4 ans avec 1 an de différé au taux de 3,5 %. VENDEE EXPANSION – SPL (anciennement Agence de Services aux Collectivités Locales de Vendée) consultera les établissements bancaires début d'année 2025.

## **D. Avance du concédant**

Il n'est pas prévu d'avance de trésorerie par le concédant du fait de la mise en place de l'emprunt cité ci-dessus.

## VII. EVOLUTION DU BILAN

La comparaison du dernier bilan approuvé (2023) et du bilan actualisé s'établit comme suit :

DEPENSES EN K€ HT	Dernier bilan approuvé 2023	Bilan actualisé	%	RECETTES EN K€ HT	Dernier bilan approuvé 2023	Bilan actualisé
TOTAL ETUDES	19,1 €	19,1	1%	TOTAL CESSIONS	1 986,9 €	1 986,9
TOTAL TERRAINS	144,1 €	144,5	7%	Surface cessible en m <sup>2</sup>	102 964	
- Terrains	134,0 €	134,0		€ HT/m <sup>2</sup> moyen	20,04	
- Frais annexes	10,1 €	10,5				
- Mise en état sols	- €	-				
TOTAL TRAVAUX	1 180,5 €	1 208,3	62%	TOTAL SUBVENTIONS	- €	-
- Tl / Travaux extérieurs	- €	-		- Subv. Complément de prix	- €	-
- Tl / Voirie-assainissement	779,6 €	797,7		- Subv. Contrepartie de livraison de biens	- €	-
- Tl / Eau potable	29,1 €	29,7		- Autres subventions	- €	-
- Tl / Electrification	130,1 €	132,3		TOTAL AUTRES PRODUITS	- €	-
- Tl / Eclairage Public	76,5 €	78,7		- Travaux pour tiers	- €	-
- Tl / Gaz	9,4 €	9,6		- Autres	- €	-
- Tl / Espaces libres	37,8 €	38,9				
- Tl / Autres travaux	67,5 €	69,4				
- Ouvrages particuliers (Signalétique)	50,4 €	51,9				
TOTAL FRAIS FINANCIERS	63,5 €	93,8	5%			
- Int. emprunt n° 1	20,0 €	19,7		TOTAL RECETTES H.T.	1 986,9 €	1 986,9
- Int. emprunt n° 2	43,7 €	74,1		T.V.A. sur RECETTES	397,4 €	397,4
- Int. emprunt n° 3	-	-		TOTAL RECETTES T.T.C.	2 384,2 €	2 384,2
TOTAL FRAIS GENERAUX	411,7 €	418,5	21%			
- Maîtrise d'ouvrage (concession SPL)	223,1 €	229,9				
- Rém. commercialisation	- €	-				
- Rém. techniciens	107,8 €	107,8				
- Frais sur ventes	4,5 €	4,5				
- Autres frais	76,4 €	76,4				
TOTAL AUTRES CHARGES	72,7 €	75,8	4%			
- Somme pour divers et imprévus	48,2 €	49,6				
- Impôts fonciers	24,5 €	26,2				
TOTAL DEPENSES H.T.	1 891,9 €	1 960,0	100%			
T.V.A. sur DEPENSES	286,2 €	291,8				
TOTAL DEPENSES T.T.C.	2,178,1	2 251,9				

### Dépenses :

- Acquisitions foncières : pas d'évolution.
- Travaux : + 28 000 € dus à la révision des prix.
- Frais financiers : + 30 000 € dus à l'augmentation des taux d'emprunt.
- Frais généraux : + 7 000 € dus aux révisions de prix.
- Autres charges : + 2 000 €.

Au global, l'évolution financière des dépenses est de + 67 000 € environ.



Recettes :

**Base de prix**

TYPOLOGIE	NB	€HT/m <sup>2</sup> cessible	S <sup>2</sup> cessible	RECETTE HT
ZA 2 A aménager hors facade	3	18,00 €	50060m <sup>2</sup>	901 080,00 €
ZA 2 façade autoroute	3	23,00 €	34580m <sup>2</sup>	795 340,00 €
<b>Total</b>	<b>6</b>		<b>84640m<sup>2</sup></b>	<b>1 696 420 €</b>

Les recettes prévisionnelles attendues de la vente des îlots sont établies sur les bases suivantes :

GRILLE DE PRIX "BRUTE"			
Lot	Type	S <sup>2</sup> cessible	RECETTE HT
2	ZA 2 façade autoroute	7780m <sup>2</sup>	178 940 €
3	ZA 2 A aménager hors facade	30787m <sup>2</sup>	554 166 €
4	ZA 2 façade autoroute	5090m <sup>2</sup>	117 070 €
5	ZA 2 A aménager hors facade	6189m <sup>2</sup>	111 402 €
6	ZA 2 A aménager hors facade	13084m <sup>2</sup>	235 512 €
7	ZA 2 façade autoroute	21710m <sup>2</sup>	499 330 €
<b>TOTAL</b>		<b>84640m<sup>2</sup></b>	<b>1 696 420,00 €</b>

A titre d'information, il a été supprimé du total des surfaces cessibles, une surface de 2 500 m<sup>2</sup> dans l'éventualité de la réalisation de la continuité de la voie principale si les grandes parcelles ne venaient pas à trouver d'acquéreurs. Le prix de la réalisation de cette voie a été budgétisé à hauteur de 274 500 € (hors révisions), pour une réalisation de la phase 1 en 2027.

## VIII. CONCLUSION

L'année 2024 aura été une année dédiée à la commercialisation de l'extension 2A. Les autorisations environnementales de l'extension 2B ont été délivrées courant 2022.

VENDEE EXPANSION – SPL a fait le nécessaire avec un BET Environnement afin de mettre à jour l'étude d'impact.

L'année 2025 sera l'année de :

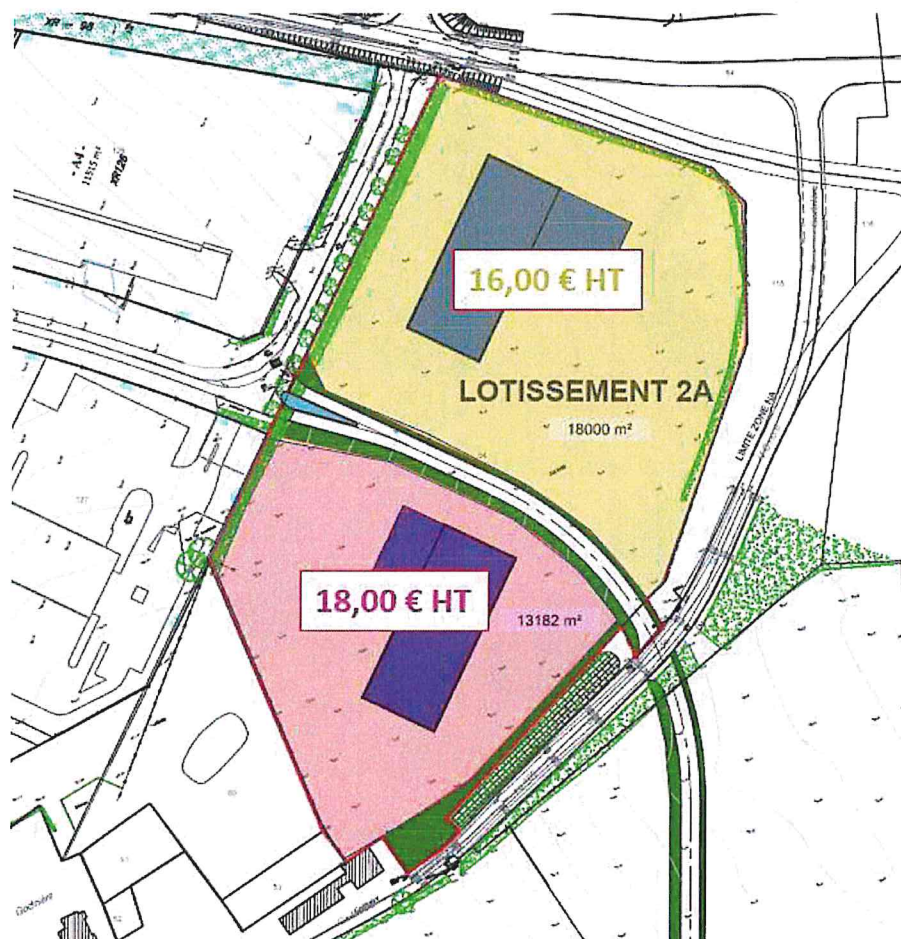
- La réalisation des travaux de viabilisation de l'extension 2B (en fonction de la commercialisation),

Le bilan de l'opération montre une légère augmentation des dépenses sans incidence sur le prix de cession proposé.

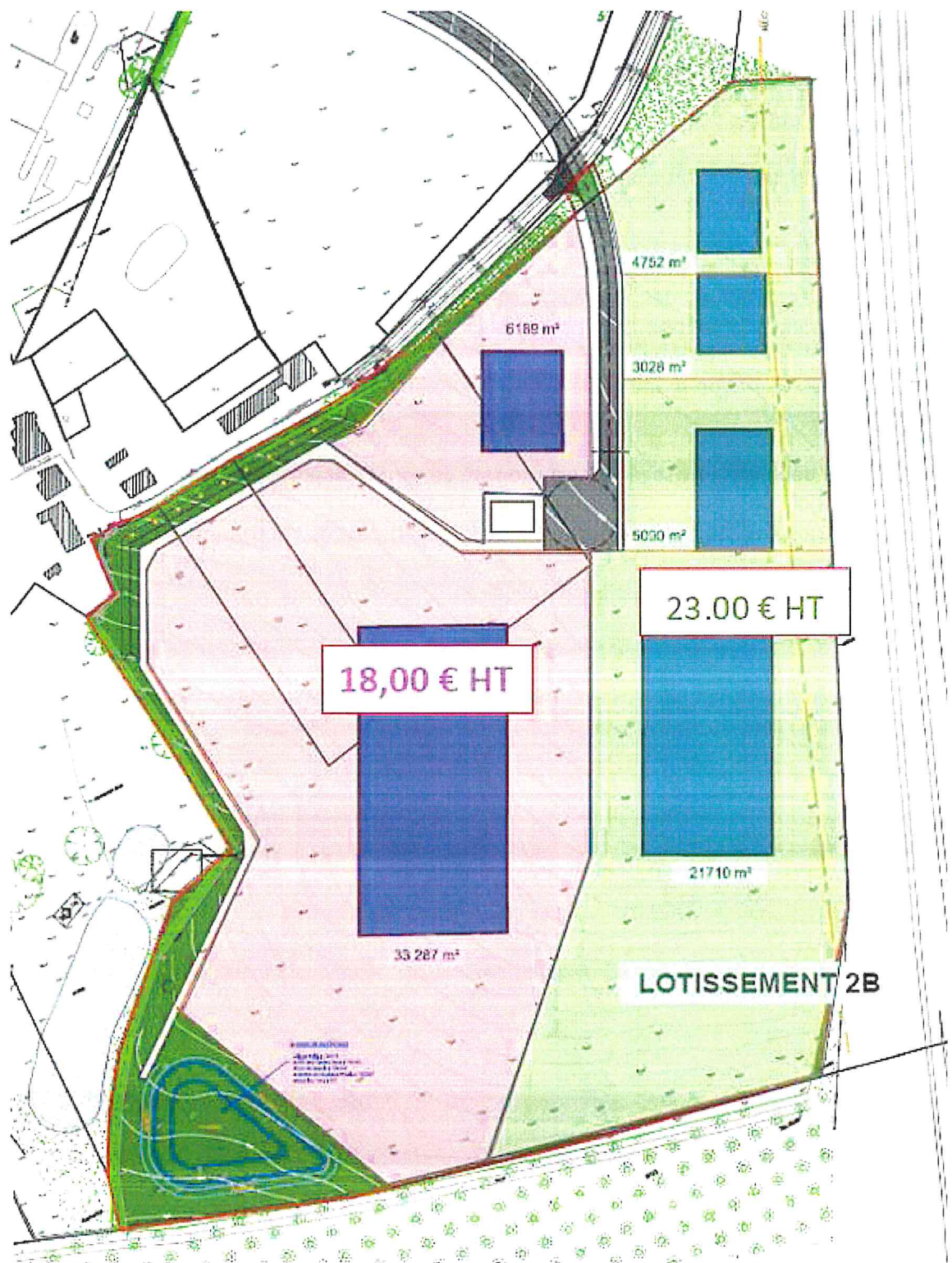
Au vu des dépenses envisagées, il est proposé de confirmer les prix de cession suivants :

- 18,00 € HT/m<sup>2</sup> pour les parcelles non en façade de l'autoroute (soit environ 50 158 m<sup>2</sup>),
- 23,00 € HT/m<sup>2</sup> pour les parcelles situées en façade de l'autoroute (soit environ 34 580 m<sup>2</sup>).

Voir plans ci-dessous délimitant le parcellaire :







L'application de ces prix permet l'équilibre de l'opération sans participation du concédant et permet éventuellement de dégager un excédent de clôture d'environ 26 800 €.

## **IX. ANNEXES**

- A. BALANCE ANALYTIQUE AU 30 SEPTEMBRE 2024
- B. BILAN PREVISIONNEL DE CONCESSION ACTUALISE

<b>Balance analytique</b>	Période du 01/01/24 au 30/09/24 Tenue de compte : EURO
Vendée Expansion - SPL	Opérations

© Sage - Sage 100c Comptabilité Standard 4.00      Date de tirage 07/11/24      à 09:35:39      Page : 1

Section	Intitulé de section	Mouvements		Soldes	Soldes exercice précédent
		Débit	Crédit		
5932	VENDEE CENTRE BOURNEZEAU				
164405932	Emp.CE 870K€ VendéoCentBourneze	109 989,01	109 989,01		
1644	**Empr.zones d'activités	109 989,01	109 989,01		
164	**Empr.auprès établis.crédit	109 989,01	109 989,01		
16	** Emprunts & dettes assimil.	109 989,01	109 989,01		
1	** Comptes de capitaux	109 989,01	109 989,01		
38211	Terrains - Principal	131 000,00		131 000,00	
3821	** Terrains	131 000,00		131 000,00	
382211	Frais notaires sur terrains	10 451,70		10 451,70	
3822	** Frais annexes sur terrains	10 451,70		10 451,70	
384101	Voirie & assainissement	154 825,00		154 825,00	
384102	Alimentation eau potable	8 688,26		8 688,26	
384104	Eclairage Public	52 958,50		52 958,50	
384	** Cout des travaux	216 471,76		216 471,76	
38615	Intérêts des emprunts	18 920,63	101,00	18 819,63	
38618	Autres charges sur emprunts	918,00		918,00	
3861	** Frais financiers	19 838,63	101,00	19 737,63	
38621	Rémunération de concession	52 570,81		52 570,81	
386231	Rémunération géomètre	5 400,00		5 400,00	
386233	Rémunération maître d'oeuvre	29 042,42		29 042,42	
386234	Frais annexes (DILA, MEDIALEX...)	1 867,34		1 867,34	
386236	Frais annexes (CSPS, Huissier, Diag	1 324,87		1 324,87	
386238	Frais annexes (SAUR.....)	5 720,38		5 720,38	
3862	** Frais généraux	95 925,82		95 925,82	
38633	Impôts & taxes	6 172,00		6 172,00	
3863	** Autres charges	6 172,00		6 172,00	
389101	Coûts de rev. estimés des vtes terr		276 596,00	-276 596,00	
389	**Coûts de rev.estimés s/cess.défin		276 596,00	-276 596,00	
38	** En cours de conces. d'amén	479 859,91	276 697,00	203 162,91	
3	** Comptes stocks & en-cours	479 859,91	276 697,00	203 162,91	
403LOE01	SCP LOEVENBRUCK-LAFOUGE	480,00	480,00		
403	**Fournisseurs Honoraires	480,00	480,00		
40	** Fournisseurs & cptes ratt.	480,00	480,00		
44551	TVA s/Vtes reversée au Trésor	58 090,00		58 090,00	
44552	TVA récupérée	34,00	64,00	-30,00	
4455	**Taxes s/chiff.d'aff.à payer	58 124,00	64,00	58 060,00	
44566	TVA déductible s/biens & services	56 132,60		56 132,60	
44567	Crédit de TVA à reporter	34,00	34,00		
4456	** Tva déductible	56 166,60	34,00	56 132,60	
445714	TVA Coll.s/OPE concédées Tx normal		58 089,60	-58 089,60	
4457	** Tva collectée		58 089,60	-58 089,60	
44591	T.V.A. remboursée		56 103,00	-56 103,00	
4459	** T.V.A. remboursée		56 103,00	-56 103,00	
445	**Etat - taxes s/chiff.d'aff.	114 290,60	114 290,60		
44	** Etats & autres collectiv.	114 290,60	114 290,60		
4	** Comptes de tiers	114 770,60	114 770,60		
90389	Annul.couts de rev.s/recettes défin	276 596,00		276 596,00	
907051	Historique des cessions cumulées		290 448,00	-290 448,00	
9	**Comptes pour ordre s/concessions	276 596,00	290 448,00	-13 852,00	
<b>Total 5932</b>	<b>VENDEE CENTRE BOU</b>	<b>981 215,52</b>	<b>791 904,61</b>	<b>189 310,91</b>	
	<b>A reporter</b>	<b>981 215,52</b>	<b>791 904,61</b>	<b>189 310,91</b>	

<b>Balance analytique</b>		Période du 01/01/24 au 30/09/24 Tenue de compte : EURO
Vendée Expansion - SPL	Opérations	

© Sage - Sage 100c Comptabilité Standard 4.00      Date de tirage 07/11/24      à 09:35:40      Page : 2

Section	Intitulé de section	Mouvements		Soldes	Soldes exercice précédent
		Débit	Crédit		

	Report	981 215,52	791 904,61	189 310,91	
<b>Total 5</b>	Zones d'Activités	981 215,52	791 904,61	189 310,91	
	Totaux de la balance	981 215,52	791 904,61	189 310,91	

**Syndicat Mixte Vendée Centre Bournezeau**  
**Vendéopôle Vendée Centre Bournezeau Extension 2**

**Bilan Extension 2 Vendéopole BOURNEZEAU**  
**30/09/2024**

DEPENSES EN K€ HT		Bilan actualisé	%	RECETTES EN K€ HT		Bilan actualisé
<b>TOTAL ETUDES</b>		<b>19,1</b>	<b>1%</b>	<b>TOTAL CESSIONS</b>		<b>1 986,9</b>
<b>TOTAL TERRAINS</b>		<b>144,5</b>	<b>7%</b>	Surface cessible en m <sup>2</sup>	102 964	
- Terrains	134,0		€ HT/m <sup>2</sup> moyen	20,04		
- Frais annexes	10,5					
- Mise en état sols	-					
<b>TOTAL TRAVAUX</b>		<b>1 208,3</b>	<b>62%</b>	<b>TOTAL SUBVENTIONS</b>	-	
- TI / Travaux extérieurs	-		- Subv. Complément de prix	-		
- TI / Voirie-assainissement	797,7		- Subv. Contrepartie de livraison de biens	-		
- TI / Eau potable	29,7		- Autres subventions	-		
- TI / Electrification	132,3		<b>TOTAL AUTRES PRODUITS</b>	-		
- TI / Eclairage Public	78,7		- Travaux pour tiers	-		
- TI / Gaz	9,6		- Autres	-		
- TI / Espaces libres	38,9					
- TI / Autres travaux	69,4					
- Ouvrages particuliers (Signalétique)	51,9					
<b>TOTAL FRAIS FINANCIERS</b>		<b>93,8</b>	<b>5%</b>	<b>TOTAL RECETTES H.T.</b>	<b>1 986,9</b>	
- Int. emprunt n° 1	19,7		T.V.A. sur RECETTES	397,4		
- Int. emprunt n° 2	74,1		<b>TOTAL RECETTES T.T.C.</b>	<b>2 384,2</b>		
- Int. emprunt n° 3	-					
<b>TOTAL FRAIS GENERAUX</b>		<b>418,5</b>	<b>21%</b>			
- Maitrise d'ouvrage (concession SPL)	229,9					
- Rém. commercialisation	-					
- Rém. techniciens	107,8					
- Frais sur ventes	4,5					
- Autres frais	76,4					
<b>TOTAL AUTRES CHARGES</b>		<b>75,8</b>	<b>4%</b>			
- Somme pour divers et imprévus	49,6					
- Impôts fonciers	26,2					
<b>TOTAL DEPENSES H.T.</b>	<b>1 960,0</b>	<b>100%</b>				
T.V.A. sur DEPENSES	291,8					
<b>TOTAL DEPENSES T.T.C.</b>	<b>2 251,9</b>					

**DONNEES DE BASE :**

Le bilan financier est établi sur la base des estimations du cabinet SAET de Novembre 2018.



## Bilan Prévisionnel échelonné dans le temps

Bilan, simulation financière et plan de trésorerie prévisionnels											
DEPENSES	TOTAL H.T.	Réalisé au	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
COMPTES DE L'OPERATION	1,025	30/09/2024	1,07	1,10	1,12	1,15	1,18	1,21	1,24	1,27	1,30
COEF. REVISION DEPENSES	1,025	30/09/2024	1,07	1,10	1,12	1,15	1,18	1,21	1,24	1,27	1,30
TOTAL ETUDES	19,1			6,0	5,0	3,0	3,0	2,1			
TOTAL TERRAINS	144,5	141,5		3,1							
- Terrains	134,0	131,0		3,0							
- Frais annexes	10,5	10,5		0,1							
- Mise en état sols											
TOTAL TRAVAUX	1 208,3	216,47176		419,9	28,1	294,3	98,1	151,4			
- Travaux extérieurs											
- TI/ Voie - assainissement	797,7	154,8		316,2		120,8	54,4	151,4			
- TI/ Eau potable	29,7	8,7		5,9		15,1					
- TI/ Electrification	132,3	53,0		27,5		51,9					
- TI/ SYDEV - EPIC	78,7			38,4		40,3					
- TI/ GRDF	9,6			4,4		2,9	2,4				
- TI/ Espaces libres	38,9			27,4		11,5					
- TI/ Autres travaux	69,4				28,1		41,3				
- Ouvrages particuliers	51,9					51,9					
TOTAL FRAIS FINANCIERS	93,8	19,73763			24,5	24,5	16,6	8,4			
- Int. emprunt n°1	19,7	19,7									
- Int. emprunt n°2	74,1				24,5	24,5	16,6	8,4			
- Int. emprunt n°3											
TOTAL FRAIS GENERAUX	418,5	95,92582	2,8	61,8	50,2	74,7	25,3	64,2	17,3	26,3	
- Maîtrise d'ouvrage	229,9	52,6	2,8	22,5	36,2	56,4	7,8	40,3	11,3		
- Rém. commercialisation											
- Rém. techniciens	107,8	35,767290		30,8	6,0	10,3	7,5	17,4			
- Frais sur ventes	4,5			3,0			1,5				
- Autres frais	76,4	7,587720		5,5	8,0	8,0	8,5	6,5	6,0	26,3	
TOTAL AUTRES CHARGES	75,8	6,17200		24,5	4,9	17,7	7,9	10,1	2,5	2,0	
- Provision pour divers et imprévus sur travaux	49,6			21,0	1,4	14,7	4,9	7,6			
- Impôts et taxes	26,2	6,2		3,5	3,5	3,0	3,0	2,5	2,5	2,0	
TOTAL DEPENSES H.T.	1 960,0	479,75891	2,8	515,3	112,7	414,2	151,0	236,3	19,8	28,3	
T.V.A. sur DEPENSES (4456)	291,8	56,1	0,6	85,0	16,7	56,0	25,3	49,5	3,5	5,3	
TOTAL DEPENSES T.T.C.	2 251,9	535,89151	3,3	600,3	129,4	470,2	176,2	279,8	23,3	33,6	
ERREUR SUR LE NOMBRE DE LOTS			ERREUR SUR trésorerie :	26			Surface rest. #####				
RECETTES											
COMPTES DE L'OPERATION	TOTAL H.T.	Réalisé au	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
COEF. REVISION RECETTES	1,00	30/09/2024	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Nombre de lots à vendre	7	1			3	2		1			
Surface cessible	102 964	18 324			27 053	35 877		21 710			
Prix de vente moyen au m2	20				19,4	18,7		23,0			
TOTAL CESSIONS	1 986,9	290,448			526	671		499			
- Cessions terrains	1 987	290,4			526	671		499			
- Autres cessions											
TOTAL PARTICIPATIONS/SUBVENTIONS											
- Part. d'équilibre											
- Part. contrepartie de livraison de biens											
- Subventions en direct											
- Subventions via concédant											
TOTAL AUTRES RECETTES											
- Travaux pour tiers											
- Autres											
TOTAL RECETTES H.T.	1 986,9	290,4			525,9	671,2		499,3			
T.V.A. sur RECETTES (4457)	397,4	58,1			105,2	134,2		99,9			
TOTAL RECETTES T.T.C.	2 384,2	348,5			631,0	805,5		599,2			
T.V.A. à payer (4455)	281	58			89	78		56			
Remboursement de T.V.A. (4459)	176	56	1	85			25		3	5	
SOLDE ANNUEL AVANT EMP.		-189	-3	-515	413	257	-151	263	-20	-28	
SOLDE CUMULE AVANT EMP.		-189	-192	-707	-294	-37	-188	75	55	27	27
TOTAL ENCAISSEMENT EMP.	1 570	870		700							
- Emprunt n°1	870	870									
- Emprunt n°2	700			700							
- Emprunt n°3											
- Avances des collectivités											
- Clients et fournisseurs (40 et 41)											
TOTAL REMB. CAPITAL EMP.	1 570	870				225	233	241			
- Emprunt n°1	870	870									
- Emprunt n°2	700					225	233	241			
- Emprunt n°3											
- Avances des collectivités											
- Clients et fournisseurs											
CAPITAL RESTANT DU				700	700	475	241				
SOLDE ANNUEL APRES EMP.		-189,31091	-2,8	184,7	413,1	31,7	-384,2	21,7	-19,8	-28,3	
SOLDE CUMULE APRES EMP.		-189,3	-192,1	-7,3	405,8	437,4	53,3	74,9	55,1	26,8	26,8

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY**

Séance du Conseil communautaire : 5 mars 2025

**DÉLIBÉRATION**

Le cinq mars deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-sept février deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle FAMISOL à Sainte-Cécile pour une troisième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louissette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	P	PICARD Sophie	P
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUULT Christian	P	MADORRA Hélène	P	SIRET Jean-Pierre	E
BONNENFANT Didier	E	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	E	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	E	ZOUBAIRI Ingrid	E
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absents et excusés avec pouvoir :

M. AUBINEAU Jérôme a donné pouvoir à Mme BILLAUDEAU Louissette – Mme GOURMAUD Catherine a donné pouvoir à M. PAILLAT Dominique – Mme MOREAU Laëtitia a donné pouvoir à M. CORNIÈRE Jean-Louis – Mme ZOUBAIRI Ingrid a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34

Nombre de conseillers communautaires présents : 26

Nombre de conseillers communautaires votants : 30

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Valérie MARTINEAU pour remplir les fonctions de secrétaire.

**N° 2025-64 VOTE DES TARIFS DES ANIMATIONS TOURISTIQUES 2025**

Nomenclature des actes : 7.1

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2023-230, en date du 31 mai 2023, portant sur l'approbation des statuts de l'Office de Tourisme (OT) du Pays de Chantonnay, régie communautaire dotée de la seule autonomie financière et chargée de l'exploitation d'un service public administratif, et notamment l'article 2 desdits statuts fixant les missions de l'Office de Tourisme ;

.../...

Considérant que dans le cadre de ses missions complémentaires, l'OT est amené à organiser des animations pendant les vacances d'avril et durant la période estivale ;

Considérant qu'il convient de solliciter une contribution financière auprès des participants pour certaines activités ;

Considérant les avis favorables :

- du Bureau communautaire en date du 5 février 2025 ;
- du Conseil d'exploitation de l'OT en date du 10 février 2025 ;
- de la Commission « Tourisme Communication » en date du 20 février 2025 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver les tarifs des animations 2025 tels que définis ci-après :

- o Animations - Base de loisirs de Touchegray :

Balades crépusculaires en canoë-kayak	10 € / personne	-
Balades apéro crépusculaires en canoë-kayak	12 € / personne	-
Ateliers « grimpe d'arbres »	5 € / personne	Gratuit pour les moins de 6 ans

- o Animations - Sentier d'Amanéa :

Jeudis Zen d'Amanéa – bain de forêt, yoga, sophrologie, rigologie et tai-chi	10 €/personne	5 € pour les moins de 10 ans
Jeudi Zen d'Amanéa – yoga parents / enfants	10 € pour le duo 1 parent / 1 ou 2 enfants 5 € par adulte ou enfant supplémentaire	-
Animation « à la recherche du trésor perdu »	5 € / personne	Gratuit pour les moins de 6 ans
Sortie plantes sauvages	10 € /personne	5 € pour les moins de 10 ans

- o Autres animations de l'Office de Tourisme :

Visite de ferme	2 € / personne	Gratuit pour les moins de 6 ans
Soirée astronomie	2 € / personne	
Jeu de piste dans la ville de Bournezeau ou Sainte-Cécile	2 € / personne	

.../...



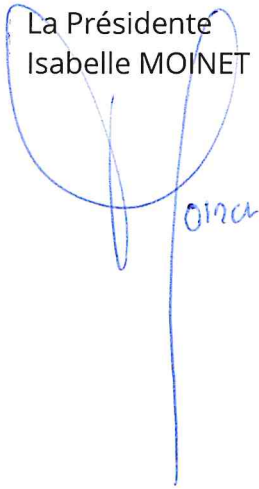
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

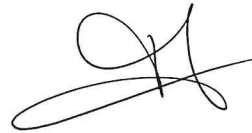
Transmis en Préfecture le 07/03/2025

Publié le 07/03/2025

La Présidente  
Isabelle MOINET



Le Secrétaire de séance  
Valérie MARTINEAU



**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY**

Séance du Conseil communautaire : 5 mars 2025

**DÉLIBÉRATION**

Le cinq mars deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-sept février deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle FAMISOL à Sainte-Cécile pour une troisième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louissette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	P	PICARD Sophie	P
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUULT Christian	P	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	E
BONNENFANT Didier	E	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	E	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	E	ZOUBAIRI Ingrid	E
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absents et excusés avec pouvoir :

M. AUBINEAU Jérôme a donné pouvoir à Mme BILLAUDEAU Louissette – Mme GOURMAUD Catherine a donné pouvoir à M. PAILLAT Dominique – Mme MOREAU Laëtitia a donné pouvoir à M. CORNIÈRE Jean-Louis – Mme ZOUBAIRI Ingrid a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34

Nombre de conseillers communautaires présents : 26

Nombre de conseillers communautaires votants : 30

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Valérie MARTINEAU pour remplir les fonctions de secrétaire.

**N° 2025-65 VOTE DU TARIF DU JEU DE PISTE « LE MYSTÈRE DE LA VILLA ROMAINE »**

Nomenclature des actes : 7.1

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2023-230, en date du 31 mai 2023, portant sur l'approbation des statuts de l'Office de Tourisme (OT) du Pays de Chantonnay, régie communautaire dotée de la seule autonomie financière et chargée de l'exploitation d'un service public administratif, et notamment l'article 2 desdits statuts fixant les missions de l'Office de Tourisme ;

.../...

Considérant que dans le cadre de ses missions complémentaires, l'OT est amené à organiser des animations ;

Considérant les avis favorables :

- du Bureau communautaire en date du 5 février 2025 ;
- du Conseil d'exploitation de l'OT en date du 10 février 2025 ;
- de la Commission « Tourisme Communication » en date du 20 février 2025 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

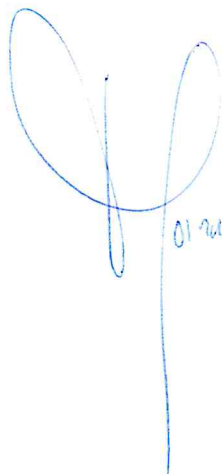
- d'approuver le tarif du nouveau jeu de piste « Le Mystère de la villa romaine », soit 8 € pour la location d'un sac de jeu ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

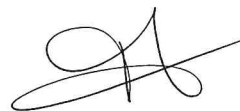
Transmis en Préfecture le 07/03/2025

Publié le 07/03/2025

La Présidente  
Isabelle MOINET

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long vertical stroke at the end. The initials 'IM' are visible at the bottom right of the signature.

Le Secrétaire de séance  
Valérie MARTINEAU

A handwritten signature in black ink, featuring a stylized, cursive script with a prominent loop at the beginning and a long horizontal stroke at the end.

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY**

Séance du Conseil communautaire : 5 mars 2025

**DÉLIBÉRATION**

Le cinq mars deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-sept février deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle FAMISOL à Sainte-Cécile pour une troisième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louissette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	P	PICARD Sophie	P
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUVAULT Christian	P	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	E
BONNENFANT Didier	E	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	E	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	E	ZOUBAIRI Ingrid	E
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absents et excusés avec pouvoir :

M. AUBINEAU Jérôme a donné pouvoir à Mme BILLAUDEAU Louissette – Mme GOURMAUD Catherine a donné pouvoir à M. PAILLAT Dominique – Mme MOREAU Laëtitia a donné pouvoir à M. CORNIÈRE Jean-Louis – Mme ZOUBAIRI Ingrid a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34  
 Nombre de conseillers communautaires présents : 26  
 Nombre de conseillers communautaires votants : 30

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Valérie MARTINEAU pour remplir les fonctions de secrétaire.

**N° 2025-66**                    **DÉLÉGATION DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA VILLE DE CHANTONNAY ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE L'ESPACE JEUNESSE DE LA VILLE, DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA MÉDIATHÈQUE INTERCOMMUNALE**

Nomenclature des actes : 1.3

Vu les articles L. 2422-1 et suivants du Code de la commande publique, et notamment les articles L. 2422-5 et L. 2422-6 pour lesquels « *le maître d'ouvrage peut confier par contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage à un mandataire l'exercice, en son nom et pour son compte, de tout ou partie des attributions suivantes :*

- 1° *La définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;*

.../...

- 2° *La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix de l'attributaire, du marché public de maîtrise d'œuvre ainsi que le suivi de son exécution ;*
- 3° *L'approbation des études d'avant-projet et des études de projet du maître d'œuvre ;*
- 4° *La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix des attributaires, des marchés publics de travaux, ainsi que le suivi de leur exécution ;*
- 5° *Le versement de la rémunération du maître d'œuvre et le paiement des marchés publics de travaux ;*
- 6° *La réception de l'ouvrage » ;*

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, modifiés par arrêté n° 2024-DCL-BICB-770 en date du 12 août 2024, et notamment l'article 4.2.11 « Actions en faveur d'un réseau de bibliothèques et acquisition d'ouvrages communautaires » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-463, en date du 4 décembre 2024, complétant la définition de l'intérêt communautaire en y ajoutant l'équipement culturel « médiathèque intercommunale située à Chantonnay » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2023-276, en date du 28 juin 2023, approuvant l'opération de construction d'une médiathèque intercommunale sur le Pays de Chantonnay ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-45, en date du 12 février 2025, arrêtant l'avant-projet définitif (APD) de l'opération de construction de la médiathèque intercommunale sur le Pays de Chantonnay ;

Vu la délibération n° 20250224\_D023 du Conseil municipal de la ville de Chantonnay, en date du 24 février 2025, selon laquelle la Ville souhaite procéder, concomitamment aux travaux de construction de la médiathèque intercommunale, et dans la limite d'un montant de 300 000 € TTC, à la réhabilitation et au réaménagement (incluant toutes sujétions de sécurité ERP, d'accessibilité PMR et de maîtrise de consommations énergétiques) de son Espace Jeunesse situé à proximité immédiate du projet de médiathèque intercommunale dont l'APD a validé le principe d'une connexion physique entre les deux bâtiments ;

Considérant que, dans un souci de cohérence et d'optimisation des plannings de réalisation de ces travaux sur un site unique et prenant en compte des équipements techniques mutualisés entre les deux bâtiments comme les installations de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire, cette opération doit être menée conjointement par la Communauté de communes et la Ville ;

Considérant que pour une meilleure coordination, il semble opportun que l'une des deux collectivités assure l'ensemble des missions de maîtrise d'ouvrage et qu'au regard de l'ampleur du chantier de construction de la médiathèque intercommunale, ce soit la Communauté de communes qui devienne le maître d'ouvrage délégué (mandataire) ;

.../...

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 26 février 2025 ;

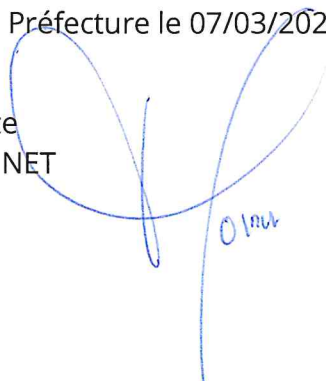
Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver le principe de délégation de maîtrise d'ouvrage à la Communauté de communes pour les travaux de réaménagement de l'Espace jeunesse de la Ville de Chantonnay, notamment dans les conditions suivantes :
  - o Missions exercées dans le cadre de la délégation pour le compte de la Ville :
    - Approbation des études de projet du maître d'œuvre à compter de la phase PRO ;
    - Préparation, passation et exécution des marchés de travaux, incluant la signature après approbation du choix des attributaires et la relance d'éventuels lots infructueux ;
    - Versement de la rémunération du maître d'œuvre et paiement des marchés publics de travaux ;
    - Réception de l'ouvrage ;
  - o Entrée en vigueur de la délégation : à la date de sa signature et jusqu'à l'extinction du délai de la garantie de parfait achèvement survenant un an après la date de la dernière réception des ouvrages ;
  - o Calendrier et modalité principale d'exécution de la délégation :
    - Mission menée dans le même calendrier d'exécution que celui des travaux de construction de la médiathèque intercommunale ;
    - Association de la Ville par la Communauté de communes pour toute décision relevant du projet de l'Espace jeunesse, et présence de cette dernière aux réunions avec le maître d'œuvre et les entreprises retenues pour les marchés de travaux ;
  - o Aspects financiers de la délégation :
    - Remboursement par la Ville à la Communauté de communes, mandataire, de l'ensemble des dépenses engagées pour son compte ;
    - Aucune rémunération ou contrepartie financière versée par la Ville à la Communauté de communes ;
- de déléguer à Madame la Présidente la préparation et la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage avec la Ville de Chantonnay pour la réalisation des travaux précités, ainsi que tout avenant à ladite convention ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/03/2025

La Présidente  
Isabelle MOINET

A large, stylized blue ink signature of Isabelle Moinet, with the name 'MOINET' written in smaller blue ink at the bottom right of the signature.

Publié le 07/03/2025

Le Secrétaire de séance  
Valérie MARTINEAU

A stylized black ink signature of Valérie Martineau.

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY**

Séance du Conseil communautaire : 5 mars 2025

**DÉLIBÉRATION**

Le cinq mars deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-sept février deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle FAMISOL à Sainte-Cécile pour une troisième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louïsette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	P	PICARD Sophie	P
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUVAULT Christian	P	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	E
BONNENFANT Didier	E	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	E	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	E	ZOUBAIRI Ingrid	E
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absents et excusés avec pouvoir :

M. AUBINEAU Jérôme a donné pouvoir à Mme BILLAUDEAU Louïsette – Mme GOURMAUD Catherine a donné pouvoir à M. PAILLAT Dominique – Mme MOREAU Laëtitia a donné pouvoir à M. CORNIÈRE Jean-Louis – Mme ZOUBAIRI Ingrid a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34

Nombre de conseillers communautaires présents : 26

Nombre de conseillers communautaires votants : 30

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Valérie MARTINEAU pour remplir les fonctions de secrétaire.

**N° 2025-67      COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF DES EAUX USÉES –  
APPROBATION DE LA MISE À DISPOSITION DES BIENS COMMUNAUX  
AFFÉRENTS À L'EXERCICE DE LA COMPÉTENCE AU PROFIT DE LA  
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ET AUTORISATION DE SIGNER LES  
PROCÈS-VERBAUX**

Nomenclature des actes : 5.7

Vu le Code général des collectivités territoriales, et particulièrement les articles L. 1321-1 et suivants et l'article L. 5211-5 III, relatifs aux règles en matière de transfert de compétences ;

.../...



Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, modifiés par arrêté n° 2024-DCL-BICB-770 en date du 12 août 2024, et notamment l'article 4.1.6 portant sur l'assainissement des eaux usées dans les conditions prévues à l'articles L. 2224-8 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les délibérations suivantes des Communes membres, portant sur la clôture du budget annexe assainissement et l'approbation de la mise à disposition au profit de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay des biens afférents à l'exercice de la compétence assainissement collectif des eaux usées, ainsi que des subventions et des emprunts rattachés, identifiés ultérieurement dans des Procès-Verbaux contradictoires entre les communes et la Communauté de communes du Pays de Chantonnay lors de l'arrêt des comptes 2024 :

- n° 24.142, en date du 10 décembre 2024, pour Bournezeau ;
- n° 20241219\_D179, en date du 19 décembre 2024, pour Chantonnay ;
- n° 33501, en date du 3 décembre 2024, pour Rochetrejoux ;
- n° D2024-110, en date du 2 décembre 2024, pour Saint-Germain-de-Prinçay ;
- n° 57.2024, en date du 9 décembre 2024, pour Saint-Hilaire-le-Vouhis ;
- n° 91.2024, en date du 12 décembre 2024, pour Saint-Martin-des-Noyers ;
- n° 75/2024, en date du 18 novembre 2024, pour Saint-Prouant ;
- n° 2024-12, en date du 2 décembre 2024, pour Saint-Vincent-Sterlanges ;
- n° DELCM2024-12/02, en date du 17 décembre 2024, pour Sainte-Cécile ;
- n° 63, en date du 16 décembre 2024, pour Sigournais ;

Considérant l'intérêt pour la Communauté de communes du Pays de Chantonnay de disposer des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence assainissement collectif, mais aussi les subventions et emprunts rattachés ;

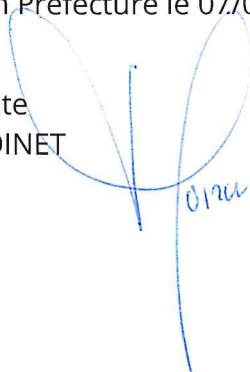
Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver la mise à disposition auprès de la Communauté de communes des biens communaux afférents à l'exercice de la compétence Assainissement collectif des eaux usées, ainsi que des subventions et des emprunts rattachés le cas échéant, identifiés dans des procès-verbaux contradictoires, joints en annexe, entre les communes et la Communauté de communes du Pays de Chantonnay ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les documents relatifs à cette opération.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/03/2025

La Présidente  
Isabelle MOINET

A blue ink signature of Isabelle Moinet, consisting of a large, stylized loop and a vertical line extending downwards.

Publié le 07/03/2025

Le Secrétaire de séance  
Valérie MARTINEAU

A black ink signature of Valérie Martineau, featuring a complex, swirling design with a long horizontal tail.



**COMPETENCE CONCERNEE : Assainissement collectif**

**ENTRE**

La Commune de ..... représentée par son Maire, ..., dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du .....

Ci-après désigné par les termes « *la Commune* »

D'une part,

**ET**

La Communauté de Communes du Pays de Chantonnay représentée par sa Présidente, Madame Isabelle MOINET, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire du.....

Ci-après désignée « *la Communauté de Communes* »

D'autre part,

**Préambule**

La compétence assainissement collectif est transférée par les Communes à la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (arrêté préfectoral n°2024-DCL-BICB-770 du 12 août 2024).

Dans le même temps, le Conseil Communautaire du Pays de Chantonnay et le Comité Syndical de Vendée Eau ont délibéré sur le transfert de compétence à Vendée Eau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, par délibération n° 2024-370 du 25 Septembre 2024 pour le Pays de Chantonnay et par délibération n° 2024VEE04CS10 du 3 Octobre 2024 pour Vendée Eau.

Par application des articles L.5211-17 et L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, ce transfert de compétence entraîne notamment et de plein droit la mise à la disposition de la Communauté de Communes des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de la compétence de l'assainissement collectif. La compétence étant transférée au même jour à la Communauté de Communes et à Vendée Eau, une mise à disposition successive des Communes à la Communauté de Communes puis à Vendée Eau est prévue.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de chacune des Communes antérieurement compétente et la Communauté de Communes (un procès-verbal sera également établi entre la Communauté de Communes et Vendée Eau). Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et, le cas échéant, l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Tel est l'objet des présentes.

### **Article 1 : Objet**

Par le présent procès-verbal, la Commune de ..... met à disposition de la Communauté de Communes, qui l'accepte, les biens meubles et immeubles et les équipements affectés à la compétence « *assainissement collectif* ».

### **Article 2 : Consistance des biens**

Les biens meubles et immeubles objet de la présente mise à disposition se composent des éléments dont la liste est jointe en annexe.

La Commune de ... déclare être propriétaire des biens concernés par la présente mise à disposition. Elle déclare aussi que ces biens sont situés sur le territoire de la Commune.

### **Article 3 : Etat des biens**

La Communauté de Communes prendra les biens dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance. Elle déclare bien les connaître pour, s'agissant des biens immeubles, les avoir vus et visités à sa convenance. Un état des lieux est annexé aux présentes.

### **Article 4 : Modalités de mise à disposition**

La mise à disposition est effectuée à titre gratuit.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, la Communauté de Communes met elle-même à disposition l'ensemble des biens reçus des Communes à Vendée Eau qui assumera à compter du transfert effectif des biens l'ensemble des obligations du propriétaire. Il possède tous pouvoirs de gestion. Il assure le renouvellement des biens mobiliers. Il peut autoriser l'occupation des biens remis. Il en perçoit les fruits et les produits. Il agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Vendée Eau pourra procéder à tous travaux de reconstruction, démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

### **Article 5 : Contrats en cours**

La Communauté de Communes se substitue à la Commune dans les droits et obligations de la Commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens faisant l'objet de la présente mise à disposition. Le transfert de la compétence assainissement collectif entre les Communes et la Communauté de Communes puis entre la Communauté de Communes et Vendée Eau s'opérant successivement à la même date du 1<sup>er</sup> janvier 2025, c'est bien Vendée Eau qui reprend effectivement les contrats en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Cette substitution est dûment constatée par voie d'avenant notifié par Vendée Eau aux cocontractants de la Commune, où à défaut par courrier recommandé avec accusé de réception.

#### **Article 6 : Amortissement des biens**

Les parties actent que Vendée Eau poursuit l'amortissement des biens mis à disposition et des subventions afférentes, le cas échéant, conformément à ses propres règles.

#### **Article 7 : Désaffectation des biens**

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la Commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Vendée Eau, bénéficiaire réel de la mise à disposition, peut néanmoins, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés, lorsque ceux-ci ne font pas partie du domaine public, à un prix correspondant à leur valeur vénale.

Ce prix est éventuellement :

- diminué de la plus-value conférée aux biens par les travaux effectués par Vendée Eau et des charges, supportées par lui, résultant d'emprunts contractés pour l'acquisition de ces biens par la Commune ;
- augmenté de la moins-value résultant du défaut d'entretien desdits biens par Vendée Eau.

A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le juge de l'expropriation.

#### **Article 8 : Entrée en vigueur**

Le présent procès-verbal prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et sans limitation de durée.

#### **Article 9 : Inventaire des ouvrages, état des immobilisations et des emprunts**

Cf annexes au présent PV.

## **Article 10 : Litiges**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nantes.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait en deux exemplaires originaux à ....., le .....

Pour la commune	Pour la Communauté de communes du Pays de Chantonay
Le Maire,	La Présidente,  Isabelle MOINET

**Annexe 1** : Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition ;

**Annexe 2** : Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 3** : Etat des subventions transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 4** : Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024.

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**

**Commune de Bournezeau**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

Secteur		Longueur de canalisations (ml)	
		Gravitaire	Refoulement
Bournezeau bourg	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	17 000 ml	1 100 ml
Borelière	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	1165 ml	125 ml
Ménerie	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	715 ml	90 ml
Saint Vincent de Puymaufrais	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	1185 ml	265 ml
<b>TOTAL</b>		<b>20 065 ml</b>	<b>1 580 ml</b>

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

**a. Secteur Bournezeau Bourg**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type (refoulement/ relèvement)	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR ZA 1	XS 138	74 409	Refoulement	Pompe1 :	1998	9	Télesurveillé
				Pompe 2 :		9	
PR ZA 2	XR 95	7272	Refoulement	Pompe1 :	2007	16.5	Télesurveillé
				Pompe 2 :		16.5	
PR des Chasseurs	XR 83	85	Refoulement	Pompe1 :	2017	6.5	Télesurveillé
				Pompe 2 :			
PR STEP	XE 14	12600	Refoulement	Pompe1 :		35	Télesurveillé
				Pompe 2 :		35	

**b. Secteur Borelière**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type ( <i>refoulement/ relèvement</i> )	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR La Borelière	XC 39	3020	Refoulement	Pompe1 :	2012	13.5	Télesurveillé
				Pompe 2 :		13.5	

**c. Secteur La Ménerie**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type ( <i>refoulement/ relèvement</i> )	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR RU21	Domaine public		Refoulement	Pompe1 :	2017	0.4	Télesurveillé
				Pompe 2 :			
PR RU24	Domaine public		Refoulement	Pompe1 :	2017	0.2	Télesurveillé
				Pompe 2 :			
PR STEP	XT 145	1178	Refoulement	Pompe1 :	2017	35	Télesurveillé
				Pompe 2 :		35	

**d. Secteur Saint Vincent Puymaufrais**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type ( <i>refoulement/ relèvement</i> )	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR rue du Lay	Domaine public		Refoulement	Pompe1 :		7.2	Télesurveillé
				Pompe 2 :		7.2	
PR Privé	Domaine public		Refoulement	Pompe1 :			Télesurveillé
				Pompe 2 :			

### 3. Accessoires sur réseau

#### a. Secteur Bournezeau Bourg

	<u>Bournezeau BOURG</u>
	<u>Quantité au (date)</u>
Regards de visite	490
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	TP STEP A2 (STEP)
Autres ouvrages accessoires	

#### b. Secteur La Borelière

	<u>La Borelière</u>
	<u>Quantité au (date)</u>
Regards de visite	30
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

#### c. Secteur La Ménerie

	<u>La Ménerie</u>
	<u>Quantité au (date)</u>
Regards de visite	19
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

#### d. Secteur Saint Vincent Puymaufrais

	<u>Saint Vincent Puymaufrais</u>
	<u>Quantité au (date)</u>
Regards de visite	37
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

### 4. Branchements



	<u>Bournezeau</u>	<u>La Borelière</u>	<u>La Ménerie</u>	<u>Saint Vincent Puymaufrais</u>
Nombre de branchements Eaux usées	935	47	27	47
Longueur de branchements (ml)	5 610 ml	282 ml	162 ml	282 ml

### 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
<b>Bournezeau Bourg</b>	<b>XT 145</b>	<b>1178</b>	Boues activées	3 000 EH	2011	Oui	Oui	Oui
<b><u>La Borelière</u></b>	<b>XC 54</b>	<b>3922</b>	Filtres plantés de roseaux	180 EH	2012	Non	Oui	Oui
<b><u>La Ménerie</u></b>	<b>XT 145</b>	<b>1178</b>	Filtres plantés de roseaux	95 EH	2017	Non	Oui	Oui
<b><u>Saint Vincent Puymaufrais</u></b>	<b>YK 78</b>	<b>5510</b>	Filtres plantés de roseaux	180 EH	2005	Non	Oui	Oui

### B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

#### 6. Schéma directeur d'assainissement 2019

#### 7. Zonage d'assainissement 2022

#### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

#### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

#### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

**11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service**

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

**12. Dernier rapport annuel du délégataire**

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE BOURNEZEAU

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2111	6.2006	Terrain	11/04/2006	0 an(s)	2 048,85	0,00	0,00	2 048,85
<b>2111 Résultat</b>					<b>2 048,85</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 048,85</b>
21311	2017-stationlamenerie	Acpte n°1 Fac.017038 du 31.03.2017 Trav.Ass. sur 3 secteurs	16/05/2017	50 an(s)	88 026,02	3 618,00	1 760,00	82 648,02
21311	21313/3bor-2012	LA BORELIERE	30/06/2012	35 an(s)	66 826,30	16 722,60	2 040,30	48 063,40
21311	21313/3bor-2012 BIS	STATION BZO	31/12/2012	35 an(s)	40 523,81	12 736,03	1 157,82	26 629,96
21311	3bord-2010	MO REALISATION STATION DE LA BORELIERE	15/04/2010	35 an(s)	2 219,37	697,51	63,41	1 458,45
21311	3bord-2011	MO CONSTRUCTION STATION BORELIERE	25/03/2011	35 an(s)	8 939,26	2 809,51	255,41	5 874,34
21311	3bord-2013	CREATION STATION LA BORELIERE	09/12/2013	35 an(s)	2 736,00	812,34	78,17	1 845,49
21311	3bor-2009	STATION LA BORELIERE	24/09/2009	35 an(s)	4 873,40	1 949,36	139,24	2 784,80
21311	3bor-2010-21311	STATION LA BORELIERE	30/03/2010	35 an(s)	2 100,00	780,00	60,00	1 260,00
21311	3bor-2011	Etude d'acceptabilité station	12/09/2011	35 an(s)	9 406,94	2 956,47	268,77	6 181,70
21311	3bor-2012/21311	SIPHONS	31/12/2012	35 an(s)	2 055,98	603,68	58,74	1 393,56
21311	3bor-2013	SIPHONS	16/09/2013	35 an(s)	9 328,38	2 785,42	274,36	6 268,60
21311	3bor-2014	STATION LA BORELIERE	28/01/2014	35 an(s)	1 109,91	304,33	31,71	773,87
21311	3-1993	STATION	31/12/1993	50 an(s)	188 270,57	112 982,30	3 765,41	71 542,86
21311	3-1995	STATION	31/12/1995	50 an(s)	5 400,35	3 024,28	108,01	2 268,06
21311	3-2001	STATION	31/12/2001	50 an(s)	1 668,28	734,14	33,37	900,77
21311	3-2005-21311	STATION INTEGRATION 2005	31/12/2005	50 an(s)	115 113,76	41 441,04	2 302,28	71 370,44
21311	3-2006	STATION	26/01/2006	50 an(s)	30 359,74	10 442,34	607,19	19 310,21
21311	3-2007	STATION	22/05/2007	50 an(s)	3 225,80	1 032,27	64,52	2 129,01
21311	3-2008	extension station	26/02/2008	50 an(s)	30 277,94	9 314,80	604,56	20 358,58
21311	3-2009	STATION EPURATION	28/01/2009	35 an(s)	40 522,27	16 208,89	1 157,78	23 155,60
21311	3-2010	Construction station Bzo	16/05/2010	35 an(s)	288 703,20	90 735,26	8 248,66	189 719,28
21311	3-2011	Sous-traitant n° 9 - Plantatio	01/01/2011	35 an(s)	1 221 061,76	383 762,28	34 887,48	802 412,00
21311	3-2012	Construction station Epuration	26/06/2012	35 an(s)	80 136,03	25 185,60	2 289,60	52 660,83
21311	3-2013	Md'O Extens° Station Epuration	15/07/2013	35 an(s)	267,41	91,00	7,64	168,77
<b>21311 Résultat</b>					<b>2 243 152,48</b>	<b>741 709,45</b>	<b>60 264,43</b>	<b>1 441 178,60</b>
21532	CARTEDEZONAGEASSAINISS	AAPC Trav du programme Ass 201	07/12/2015	35 an(s)	698,26	135,66	19,95	542,65
21532	10-CARTEDEZONAGEASS	Md'O Trav. Assainiss.2014-2015	13/12/2016	50 an(s)	11 978,29	668,00	239,00	11 071,29
21532	10-CARTEDEZONAGEASSAIN	Md'O Trav. Assainiss.2014-2015	08/12/2015	35 an(s)	10 191,90	1 883,62	307,96	8 000,32
21532	10-CARTEDEZONAGEASS-2017	Fac.FA170474 du 24.4.2017 - Pièce Marché jt au Mdt 29 Ex.2015 Md O Station épuration	16/05/2017	50 an(s)	3 574,50	142,00	71,00	3 361,50
21532	2017-stationlamenerie21315	travaux ass	22/11/2017	50 an(s)	49 614,44	1 984,00	992,00	46 638,44
21532	2017-001	siphons disconnecteurs	31/10/2017	50 an(s)	2 016,00	183,28	40,32	1 792,40
21532	2017-002	F.319171134054 du 17.05.2017 Fournitures des siphon	29/06/2017	35 an(s)	282,24	40,30	8,06	233,88
21532	2019MENERIE2019	BRANCHEMENT ASSAINISSEMENT LA	17/02/2020	50 an(s)	2 184,42	150,00	44,00	1 990,42
21532	2020RESEAUxEU21532	REHABILITATION RESEAU EP	31/01/2023	1 an(s)	85 634,79	0,00	0,00	85 634,79
21532	2021EURTECHANTO21532	TRAVAUX RESEAUX EU ROUTE D	02/03/2024	1 an(s)	89 284,78	0,00	0,00	89 284,78
21532	2022INDIVCOUTAUD21532	TRAVAUX SERVITUDE EU INDIV	04/07/2022	1 an(s)	21 315,70	0,00	0,00	21 315,70
21532	2023CHEMINMOTTÉE21532	TRAVAUX D AMENAGEMENT CHEMIN D	05/12/2023	1 an(s)	42 675,07	0,00	0,00	42 675,07
21532	2023EUCLOSIARDINS21532	RESEAUX EU - LOTISSEMENT CLOS DES JARDINS	17/08/2023	50 an(s)	24 238,45	0,00	485,00	23 753,45
21532	2023EUCOQUARTIER21532	RESEAUX EU - LOTISSEMENT ECO QUARTIER 1-2-3	17/08/2023	50 an(s)	142 299,60	0,00	2 845,99	139 453,61
21532	2024EUFIEFCHATEAU21532	INTEGRATION EU - LOTISSEMENT FIEF CHATEAU TR 1	15/05/2024	50 an(s)	56 013,80	0,00	0,00	56 013,80
21532	2024TRAVRESEAUxEU21532	Frais d'études suivis de réalisation immo corporelle	25/11/2024	1 an(s)	84 519,19	0,00	0,00	84 519,19
21532	2315/3bor-2012	LA BORELIERE	30/06/2012	35 an(s)	269 412,24	84 632,13	7 697,49	177 082,62
21532	3 LA MENERIE	AMO PROGRAMME ASS 2014 2015	25/11/2014	35 an(s)	2 820,00	773,49	80,57	1 965,94
21532	3-LA MENERIE ET AUTRES VI	Fac.n°0327.630734485 du 18.1.2017 Raccordement électrique lot 2 La Mènerie	28/02/2017	50 an(s)	541,20	22,00	11,00	508,20
21532	3-lamenerie lot 1	S'traitant lot 1 Création réseau La Mènerie - Acpte Marché 2016-006 PJ M27 Ex 2016	27/11/2017	50 an(s)	7 365,86	294,00	147,00	6 924,86
21532	3-2005BIS	DEPLACEMENT DEGRILLEUR	18/06/2014	35 an(s)	3 651,05	1 001,46	104,32	2 545,27
21532	3-2015	LEVEES TOPOGRAPHIQUES	07/04/2015	35 an(s)	12 580,00	2 442,40	359,00	9 778,60
21532	3-2016-lamenerie	Raccordement rue des Chasseurs	24/10/2016	50 an(s)	272 160,90	21 772,88	5 443,22	244 944,80
21532	3-2017-lamenerie	travaux 2017	01/01/2017	50 an(s)	77 914,13	3 116,00	1 558,00	73 240,13
21532	4-1993	RESEAUX	31/12/1993	50 an(s)	332 628,96	199 577,40	6 652,58	126 398,98
21532	4-1995	RESEAUX	31/12/1995	50 an(s)	201 873,34	113 046,16	4 037,47	84 789,71
21532	4-1996	RESEAUX	31/12/1996	50 an(s)	116 386,64	62 848,71	2 327,73	51 210,20
21532	4-1997	RESEAUX	31/12/1997	50 an(s)	81 141,37	42 193,58	1 622,83	37 324,96
21532	4-1998	RESEAUX	31/12/1998	50 an(s)	81 876,74	40 938,25	1 637,53	39 900,96
21532	4-1999	RESEAUX	31/12/1999	50 an(s)	64 215,22	30 823,20	1 284,30	32 107,72
21532	4-2000	RESEAUX	31/12/2000	50 an(s)	187 671,43	86 328,89	3 753,43	97 589,11
21532	4-2001	RESEAUX	31/12/2001	50 an(s)	64 525,35	28 391,22	1 290,51	34 843,62
21532	4-2002	RESEAUX	31/12/2002	50 an(s)	7 498,35	3 149,37	149,97	4 199,01
21532	4-2003	RESEAUX	31/12/2003	50 an(s)	3 388,39	1 355,40	67,77	1 965,22
21532	4-2004	RESEAUX	31/12/2004	50 an(s)	295,05	112,10	5,90	177,05
21532	4-2005	RESEAUX	31/12/2005	50 an(s)	413 174,56	148 742,82	8 263,49	256 168,25
21532	4-2006	RESEAUX	26/01/2006	50 an(s)	10 487,41	3 607,08	209,75	6 670,58
21532	4-2007	RESEAUX	22/05/2007	50 an(s)	4 098,23	1 311,36	81,96	2 704,91
21532	4-2008	SIPHONS DISCONNECTEURS	20/03/2008	50 an(s)	8 563,46	2 569,05	171,27	5 823,14
21532	4-2009	fourniture et pose d'un tabouret	05/06/2009	35 an(s)	1 499,95	472,00	43,00	984,95
21532	4-2010	REHABILITATION RESEAU EU	18/02/2010	35 an(s)	16 913,05	5 975,89	483,23	10 453,93
21532	4-2010/2315	Réparation du réseau EU	25/10/2016	50 an(s)	2 100,00	168,00	42,00	1 890,00
21532	4-2011	Brancht.réseau EU secteur de l	18/07/2011	35 an(s)	14 717,81	5 046,11	420,51	9 251,19
21532	4-2012	BRANCHEMENT AUGER	12/09/2012	35 an(s)	5 980,00	1 879,46	170,86	3 929,68
21532	4-2015	REHABILITATION EU FOYER SOLEIL	05/10/2015	35 an(s)	6 627,30	1 287,58	189,35	5 150,37
21532	4-2017	Recherche eaux parasites sur réseau E U	12/12/2017	50 an(s)	7 194,00	575,52	143,88	6 474,60
21532	6-2019-21532	ETUDE DIAGNOSTIQUE SCHEMA DIRE	19/12/2023	1 an(s)	50 408,75	0,00	0,00	50 408,75
<b>21532 Résultat</b>					<b>2 956 232,17</b>	<b>899 640,37</b>	<b>53 503,20</b>	<b>2 003 088,60</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>5 201 433,50</b>	<b>1 641 349,82</b>	<b>113 767,63</b>	<b>3 446 316,05</b>

## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES

32201		SUIVI SUBVENTIONS
-------	--	-------------------

compte

n°	auxiliaire	libellé
13111	13111-1996	SUBVENTION
	13111-1997	SUBVENTION
	13111-2000	SUBVENTION
	13111-2001	SUBVENTION
	13111-2005	SUBVENTION
	13111-2006	SUBVENTION
	13111-2009	subvention pour etude diagnost ext stati
	13111-2011	Subvention Construction Station d'Epura
	13111-2012	AGENCE DE L EAU
	13111-2014	SUBVENTIONS 2014
	13111-2016	1er acompte subvention extension rÃ©seau
	13111-2017	1er acompte subvention extension rÃ©seau
	13111-2021	ETUDE DIAGNOSTIQUE SCHEMA DIRE
	2017-stationlamenerie	Acpte n°1 Fac.017038 du 31.03.2017 Trav.
		TOTAL

13118	13118-2004	SUBVENTION
	13118-2023-1	INTEGRATION RESEAUX EU LOT CLOS DES JAR
	13118-2023-2	INTEGRATION RESEAUX EU LOT ECO QUARTIER
	13118-2024-1	INTEGRATION EU LOT FIEF DU CHATEAU TR 1
		TOTAL

1312	1312-1993	SUBVENTION
	1312-1994	SUBVENTION
	1312-1996	SUBVENTION
	1312-1997	SUBVENTION
	1312-1998	SUBVENTION
	1312-1999	SUBVENTION
		TOTAL

1313	1313-2004	SUBVENTION
	1313-2005	SUBVENTION
	1313-2006	SUBVENTION
	1313-2007	subvention
	1313-2009	subvention etudes 07 DEA ext station Ã©pu
	1313-2011	1er Acpte S/Station d'epuratio n Bzo
	1313-2012	DEPARTEMENT
	1313-2022	SUBVENTION DEPARTEMENTALE - ZONAGE PLUVI
	6-2019-21532	ETUE DIAGNOSTIQUE SCHEMA DIRE
	6-2021-21532	ETUE DIAGNOSTIQUE SCHEMA DIRE
	2017-stationlamenerie	Acpte n°1 Fac.017038 du 31.03.2017 Trav.
		TOTAL

1316	1316-2008	subvention
		TOTAL

1317	1317-2000	SUBVENTION
		TOTAL

1318	1318-1993	SUBVENTION
------	-----------	------------

## BNZ

1318-1994	SUBVENTION
1318-1995	SUBVENTION
1318-2004	SUBVENTION
1318-2005	SUBVENTION
1318-2006	SUBVENTION
	TOTAL

## - COMMUNE DE BOURNEZEAU

131xx	compte 139xx			bs crédit-bs débit
subvention reçue	reprise antérieure	Reprise 2024	total reprise	solde subv
36 587,76	19 757,51	731,76	20 489,27	16 098,49
9 146,94	4 756,44	182,94	4 939,38	4 207,56
81 357,17	37 424,22	1 627,14	39 051,36	42 305,81
6 951,68	3 058,66	139,03	3 197,69	3 753,99
2 385,00	858,60	47,70	906,30	1 478,70
23 459,77	7 976,40	469,20	8 445,60	15 014,17
23 335,00	9 333,94	666,71	10 000,65	13 334,35
127 148,61	43 593,73	3 632,81	47 226,54	79 922,07
283 152,59	88 990,77	8 090,07	97 080,84	186 071,75
85 247,92	21 920,85	2 435,65	24 356,50	60 891,42
14 280,00	2 448,00	408,00	2 856,00	11 424,00
44 470,75	7 560,77	1 279,18	8 839,95	35 630,80
55 562,50	3 175,00	1 587,50	4 762,50	50 800,00
300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
<b>793 385,69</b>	<b>250 854,89</b>	<b>21 297,69</b>	<b>272 152,58</b>	<b>521 233,11</b>

4 709,25	1 789,47	94,18	1 883,65	2 825,60
24 238,45	0,00	484,77	484,77	23 753,68
142 299,60	0,00	2 845,99	2 845,99	139 453,61
56 013,80	0,00	0,00	0,00	56 013,80
<b>227 261,10</b>	<b>1 789,47</b>	<b>3 424,94</b>	<b>5 214,41</b>	<b>222 046,69</b>

108 234,23	64 940,40	2 164,68	67 105,08	41 129,15
42 643,04	24 732,94	852,86	25 585,80	17 057,24
4 573,47	2 469,69	91,47	2 561,16	2 012,31
26 011,61	13 525,98	520,23	14 046,21	11 965,40
36 587,76	18 294,00	731,76	19 025,76	17 562,00
18 141,43	8 707,92	362,83	9 070,75	9 070,68
<b>236 191,54</b>	<b>132 670,93</b>	<b>4 723,83</b>	<b>137 394,76</b>	<b>98 796,78</b>

10 395,00	3 950,10	207,90	4 158,00	6 237,00
24 255,00	8 731,80	485,10	9 216,90	15 038,10
7 260,00	2 468,40	145,20	2 613,60	4 646,40
259,70	83,04	5,19	88,23	171,47
4 407,00	1 762,74	125,91	1 888,65	2 518,35
23 032,86	7 896,96	658,08	8 555,04	14 477,82
53 743,34	16 890,78	1 535,56	18 426,34	35 317,00
258,73	7,39	7,39	14,78	243,95
1 809,30	206,80	51,70	258,50	1 550,80
2 696,18	154,06	77,03	231,09	2 465,09
8 750,00	1 103,41	146,59	1 250,00	7 500,00
<b>136 867,11</b>	<b>43 255,48</b>	<b>3 445,65</b>	<b>46 701,13</b>	<b>90 165,98</b>

1 548,50	464,55	30,97	495,52	1 052,98
<b>1 548,50</b>	<b>464,55</b>	<b>30,97</b>	<b>495,52</b>	<b>1 052,98</b>

7 774,90	3 576,50	155,50	3 732,00	4 042,90
<b>7 774,90</b>	<b>3 576,50</b>	<b>155,50</b>	<b>3 732,00</b>	<b>4 042,90</b>

57 168,38	34 301,10	1 143,37	35 444,47	21 723,91
-----------	-----------	----------	-----------	-----------

## BNZ

67 839,81	39 347,20	1 356,80	40 704,00	27 135,81
21 342,86	11 952,08	426,86	12 378,94	8 963,92
33 462,00	12 715,56	669,24	13 384,80	20 077,20
98 100,00	35 316,00	1 962,00	37 278,00	60 822,00
78 217,02	26 593,72	1 564,33	28 158,05	50 058,97
<b>356 130,07</b>	<b>160 225,66</b>	<b>7 122,60</b>	<b>167 348,26</b>	<b>188 781,81</b>

40 201,18



Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
Bournezeau	DEXIA - 12682001	DEXIA	12682001	07-juin-99	30 ans	146 351,06 €	39 963,74 €
	CREDIT MUTUEL OCEAN 20017210	CREDIT MUTUEL	155 193 935 300 020 000 000	17/02/2017	20 ans	350 000,00 €	227 374,29 €
	DEXIA - MON 140784 EUR	DEXIA	MON 140784 EUR	24-août-00	30 ans	91 469,41 €	15 778,27 €
	DEXIA - 241961	DEXIA	MON 233288 EUR	11-août-05	30 ans	100 000,00 €	49 453,80 €
	DEXIA - MIN 223118.230862/01	DEXIA	MIN 223118 PRÊT 230862/01	04-août-04	30 ans	400 000,00 €	45 965,02 €
	LA BANQUE POSTALE - 513567	BANQUE POSTALE	MON 513567EUR / MON516270EUR (renégocié en 2017)	29/03/2017	20 ans	353 038,45 €	236 595,38 €
	CREDIT AGRICOLE - 67185366	CREDIT AGRICOLE	67185366	21/12/2010	30 ans	730 000,00 €	493 293,03 €
	CAISSE D'EPARGNE - 8192767 [Station la Borelière]	CAISSE D'EPARGNE	8192767	28/06/2012	20 ans	300 000,00 €	116 250,00 €

**COMPETENCE CONCERNEE : Assainissement collectif**

**ENTRE**

La Commune de ..... représentée par son Maire, ..., dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du .....

Ci-après désigné par les termes « *la Commune* »

D'une part,

**ET**

La Communauté de Communes du Pays de Chantonnay représentée par sa Présidente, Madame Isabelle MOINET, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire du.....

Ci-après désignée « *la Communauté de Communes* »

D'autre part,

**Préambule**

La compétence assainissement collectif est transférée par les Communes à la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (arrêté préfectoral n°2024-DCL-BICB-770 du 12 août 2024).

Dans le même temps, le Conseil Communautaire du Pays de Chantonnay et le Comité Syndical de Vendée Eau ont délibéré sur le transfert de compétence à Vendée Eau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, par délibération n° 2024-370 du 25 Septembre 2024 pour le Pays de Chantonnay et par délibération n° 2024VEE04CS10 du 3 Octobre 2024 pour Vendée Eau.

Par application des articles L.5211-17 et L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, ce transfert de compétence entraîne notamment et de plein droit la mise à la disposition de la Communauté de Communes des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de la compétence de l'assainissement collectif. La compétence étant transférée au même jour à la Communauté de Communes et à Vendée Eau, une mise à disposition successive des Communes à la Communauté de Communes puis à Vendée Eau est prévue.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de chacune des Communes antérieurement compétente et la Communauté de Communes (un procès-verbal sera également établi entre la Communauté de Communes et Vendée Eau). Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et, le cas échéant, l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Tel est l'objet des présentes.

### **Article 1 : Objet**

Par le présent procès-verbal, la Commune de ..... met à disposition de la Communauté de Communes, qui l'accepte, les biens meubles et immeubles et les équipements affectés à la compétence « *assainissement collectif* ».

### **Article 2 : Consistance des biens**

Les biens meubles et immeubles objet de la présente mise à disposition se composent des éléments dont la liste est jointe en annexe.

La Commune de ... déclare être propriétaire des biens concernés par la présente mise à disposition. Elle déclare aussi que ces biens sont situés sur le territoire de la Commune.

### **Article 3 : Etat des biens**

La Communauté de Communes prendra les biens dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance. Elle déclare bien les connaître pour, s'agissant des biens immeubles, les avoir vus et visités à sa convenance. Un état des lieux est annexé aux présentes.

### **Article 4 : Modalités de mise à disposition**

La mise à disposition est effectuée à titre gratuit.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, la Communauté de Communes met elle-même à disposition l'ensemble des biens reçus des Communes à Vendée Eau qui assumera à compter du transfert effectif des biens l'ensemble des obligations du propriétaire. Il possède tous pouvoirs de gestion. Il assure le renouvellement des biens mobiliers. Il peut autoriser l'occupation des biens remis. Il en perçoit les fruits et les produits. Il agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Vendée Eau pourra procéder à tous travaux de reconstruction, démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

### **Article 5 : Contrats en cours**

La Communauté de Communes se substitue à la Commune dans les droits et obligations de la Commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens faisant l'objet de la présente mise à disposition. Le transfert de la compétence assainissement collectif entre les Communes et la Communauté de Communes puis entre la Communauté de Communes et Vendée Eau s'opérant successivement à la même date du 1<sup>er</sup> janvier 2025, c'est bien Vendée Eau qui reprend effectivement les contrats en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Cette substitution est dûment constatée par voie d'avenant notifié par Vendée Eau aux cocontractants de la Commune, où à défaut par courrier recommandé avec accusé de réception.

#### **Article 6 : Amortissement des biens**

Les parties actent que Vendée Eau poursuit l'amortissement des biens mis à disposition et des subventions afférentes, le cas échéant, conformément à ses propres règles.

#### **Article 7 : Désaffectation des biens**

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la Commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Vendée Eau, bénéficiaire réel de la mise à disposition, peut néanmoins, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés, lorsque ceux-ci ne font pas partie du domaine public, à un prix correspondant à leur valeur vénale.

Ce prix est éventuellement :

- diminué de la plus-value conférée aux biens par les travaux effectués par Vendée Eau et des charges, supportées par lui, résultant d'emprunts contractés pour l'acquisition de ces biens par la Commune ;
- augmenté de la moins-value résultant du défaut d'entretien desdits biens par Vendée Eau.

A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le juge de l'expropriation.

#### **Article 8 : Entrée en vigueur**

Le présent procès-verbal prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et sans limitation de durée.

#### **Article 9 : Inventaire des ouvrages, état des immobilisations et des emprunts**

Cf annexes au présent PV.

## **Article 10 : Litiges**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nantes.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait en deux exemplaires originaux à ....., le .....

Pour la commune	Pour la Communauté de communes du Pays de Chantonay
Le Maire,	La Présidente,  Isabelle MOINET

**Annexe 1** : Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition ;

**Annexe 2** : Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 3** : Etat des subventions transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 4** : Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024.

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**

**Commune de Chantonay**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

Secteur		Longueur de canalisations (ml)	
		Gravitaire	Refoulement
Pré-Bretault	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	45 718 ml	5 883 ml
Angle	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	779 ml	644 ml
Le Fuiteau	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	1490 ml	616 ml
Saint Philbert du Pont Charrault	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	5968 ml	2509 ml
<b>TOTAL</b>		<b>53 955 ml</b>	<b>9 652 ml</b>

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

**a. Secteur Pré Bretault**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type (refoulement/ relèvement)	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR Ecole Eolière	BA 189	7880	Refoulement	Pompe1 :	2003	24	
				Pompe 2 :		24	
PR Parmentier	AT 233	19570	Refoulement	Pompe1 :	2009	17	Télesurveillé
				Pompe 2 :		17	
PR Fief du Moulin	AS 23	192	Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2006	7.5	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT		7.5	
PR Eco quartier	AO 101	20965	Refoulement	Pompe1 :	2012	5	Télesurveillé
				Pompe 2 :		5	
PR Petite Plaine	M 1634	1031	Refoulement	Pompe1 :	2006	6.9	Télesurveillé

				Pompe 2 :		6.9	
PR Saint Mars	XR 89	4928	Refoulement	Pompe1 : KSB	2002	16	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT		16	
PR Pont Arcole	BA 117	34051	Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2007	65	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT		65	
PR Puybelliard	XI 82	40731	Refoulement	Pompe1 :	2000	23	Télesurveillé
				Pompe 2 :		23	
PR Rouchereau	AN 158	13252	Refoulement	Pompe1 :	2020	10.5	Télesurveillé
				Pompe 2 :		10.5	
PR Chardière	AY 85	25	Refoulement	Pompe1 : FLYGT		10	Télesurveillé
				Pompe 2 :			
PR Chataignier	Domaine public		Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2005	7.8	Télesurveillé
				Pompe 2 :			
PR Taupetrie	XY 56	426	Refoulement	Pompe1 :	2007	8.5	Télesurveillé
				Pompe 2 :			
PR Garenne	Domaine public		Refoulement	Pompe1 :	2006	7.5	Télesurveillé
				Pompe 2 :			
PR Bazar	BP 150	5661	Refoulement	Pompe1 :	2007	7.2	Télesurveillé
				Pompe 2 :			
PR Tabarière	XW 58	25	Refoulement	Pompe1 :	2006	21	Télesurveillé
				Pompe 2 :		21	
PR Chute Perrette	BK 58	40	Refoulement	Pompe1 :		29	Télesurveillé
				Pompe 2 :		29	
PR Mgr Batiot	AN 110	455	Refoulement	Pompe1 : FLYGT		36	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT		36	
PR Polaris	AI 130	64724	Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2007	33	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT			
PR rue du Patis	AN 92	3550	Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2009	10	Télesurveillé
				Pompe 2 :			



**b. Secteur Le Fuiteau**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type ( <i>refoulement/ relèvement</i> )	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR Le Fuiteau	E 1280	11	Refoulement	Pompe1 :	2008	31.5	Télesurveillé
				Pompe 2 :		31.5	

**c. Secteur Angle**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type ( <i>refoulement/ relèvement</i> )	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR Angle	Domaine public		Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2018	9.5	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT		9.5	
PR Logis	YO 43	5842	Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2018	7.2	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT		7.2	
PR Ormeaux	G 1044	1802	Refoulement	Pompe1 :	2018	13.4	Télesurveillé
				Pompe 2 :		13.4	

#### d. Secteur Pont Charrault

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type (refoulement/ relèvement)	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR Oliveaux	P 1623	114	Refoulement	Pompe1 :	2015	9	Télesurveillé
				Pompe 2 :		9	
PR Prevot	ZP 239	18	Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2015	7.6	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT		7.6	
PR Salle des Fêtes	S 1239	6915	Refoulement	Pompe1 :	2000	12	Télesurveillé
				Pompe 2 :		12	
PR Vildé rue du Pont	ZI 71	40	Refoulement	Pompe1 :	2021	15	Télesurveillé
				Pompe 2 :		15	
PR Vildé / Vildé	Domaine public		Refoulement	Pompe1 :	2021		Télesurveillé
				Pompe 2 :			

### 3. Accessoires sur réseau

#### a. Secteur Pré Bretault

	<u>Pré Bretault</u>
	<u>Quantité au (date)</u>
Regards de visite	966
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	TP STEP A2 (STEP)
	TP STEP A5 (STEP)
	TP PR Chute Perette (R1)
	TP PR Puybelliard (R1)
	TP PR Msg Batiot (R1)
	TP PR Pont Arcole (R1)
Autres ouvrages accessoires	

**b. Secteur Le Fuiteau**

	<b><u>Le Fuiteau</u></b>
	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	<b>35</b>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

**c. Secteur Angle**

	<b><u>Angle</u></b>
	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	<b>19</b>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

**d. Secteur Pont Charrault**

	<b><u>Pont Charrault</u></b>
	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	<b>117</b>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

**4. Branchements**

	<b><u>Pré Bretault</u></b>	<b><u>Le Fuiteau</u></b>	<b><u>Angle</u></b>	<b><u>Pont Charrault</u></b>
<b>Nombre de branchements Eaux usées</b>	<b>3750</b>	<b>61</b>	<b>46</b>	<b>205</b>
<b>Longueur de branchements (ml)</b>	<b>22 500 ml</b>	<b>366 ml</b>	<b>276 ml</b>	<b>1230 ml</b>

## 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
<u>Pré Bretault</u>	BK 54	7420	Boues activées	13 700 EH	2010	Oui	Oui	Oui
<u>Le Fuiteau</u>	WK 84	2000	Filtres plantés de roseaux	130 EH	2008	Non	Oui	Oui
<u>Angle</u>	WN 26	2992	Filtres plantés de roseaux	130 EH	2018	Non	Oui	Oui
<u>Pont Charrault</u>	ZL 10	13950	Boues activées	700 EH	1995	Oui	Oui	Oui

## B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

### 6. Schéma directeur d'assainissement

2024

### 7. Zonage d'assainissement

2022

### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE CHANTONNAY

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2111	001-2022	ACQUISITION DE TERRAIN 2022	07/03/2022	0 an(s)	590,00	0,00	0,00	590,00
2111	1	TERRAIN PARKING STATION	31/12/1973	0 an(s)	54,42	0,00	0,00	54,42
<b>2111 Résultat</b>					<b>644,42</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>644,42</b>
2115	2	TERRAINS BATIS	01/01/1997	0 an(s)	4 735,38	0,00	0,00	4 735,38
<b>2115 Résultat</b>					<b>4 735,38</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 735,38</b>
21311	013-092313	NOUVELLE STATION EPURATION CHT	17/12/2009	30 an(s)	501 466,56	183 876,00	16 716,00	300 874,56
21311	013-102313	NOUVELLE STATION CHTY 2010	29/11/2010	30 an(s)	2 173 547,41	796 972,00	72 452,00	1 304 123,41
21311	013-112313	NOUVELLE STATION EPURATION 201	23/08/2011	30 an(s)	316 289,89	115 973,00	10 543,00	189 773,89
21311	013-122313	Mission SPS station épuration ch	05/11/2012	30 an(s)	220,25	77,00	7,00	136,25
21311	013-122313/2313	MISSION SPS STATION EPURATION	05/11/2012	15 an(s)	43,17	15,00	4,00	24,17
21311	014-1421311	STATION EPURATION VILLAGE 2014	23/07/2014	30 an(s)	2 070,00	621,00	69,00	1 380,00
21311	017-1721311	STATION D EPURATION DE CHTY 2	19/10/2017	15 an(s)	37 800,00	15 120,00	2 520,00	20 160,00
21311	021-1821311	STATION D EPURATION DE L ANGLE	28/02/2018	15 an(s)	4 791,69	1 595,00	319,00	2 877,69
21311	021-182311	STATION D EPURATION DE L ANGLE	28/02/2018	10 an(s)	560,00	280,00	56,00	224,00
<b>21311 Résultat</b>					<b>3 036 788,97</b>	<b>1 114 529,00</b>	<b>102 686,00</b>	<b>1 819 573,97</b>
21532	0050821532	RESEAUX 2008 - ARTICLE 21532	24/06/2008	30 an(s)	832,00	420,00	28,00	384,00
21532	005-082315	RESEAUX 2008 - ARTICLE 2315	15/01/2008	30 an(s)	32 705,74	16 352,85	1 090,19	15 262,70
21532	0050921532	RESEAUX 2009 ARTICLE 21532	31/12/2009	30 an(s)	2 573,49	1 204,00	86,00	1 283,49
21532	0051021532	pompage sur réseau gravitaire à l'admr	31/08/2010	30 an(s)	4 398,00	1 911,00	147,00	2 340,00
21532	005-102315	RESEAUX 2010 ARTICLE 2315	22/03/2010	30 an(s)	9 586,25	3 520,00	320,00	5 746,25
21532	0051121532	RESEAUX 2011 ARTICLE 21532	04/05/2011	30 an(s)	3 908,51	1 560,00	130,00	2 218,51
21532	005-1221532	clapet anti-retour 20 rue de la poirasse	10/05/2012	30 an(s)	5 953,89	1 827,00	199,00	3 927,89
21532	005-122315	RESEAUX 2012 ARTICLE 2315	26/03/2012	30 an(s)	22 089,02	8 722,00	736,00	12 631,02
21532	005-1321532	RESEAUX 2013 ARTICLE 21532	13/09/2013	30 an(s)	6 942,89	2 079,00	231,00	4 632,89
21532	0051321532	réseaux eu rue du commerce	29/08/2013	30 an(s)	17 934,02	5 978,00	598,00	11 358,02
21532	005-132315	RESEAUX 2013	06/02/2013	30 an(s)	26 115,37	7 377,00	893,00	17 845,37
21532	005-1421532	RESEAUX 2014 ARTICLE 21532	14/05/2014	30 an(s)	10 572,23	3 168,00	352,00	7 052,23
21532	005-142315	RUES DE LA FONATINE ET DE METZ- EU	23/01/2014	30 an(s)	12 019,50	3 208,00	401,00	8 410,50
21532	005-142315-01	EU La Chataigneraie aux Coteaux + Parmentier	26/08/2014	30 an(s)	117 913,88	11 790,00	3 930,00	102 193,88
21532	005-1521532	RESEAUX 2015 ART 21532	28/05/2015	30 an(s)	11 780,90	3 144,00	393,00	8 243,90
21532	005-152315	EU LA CHATAIGNERAIE + PARMENTIER	13/11/2015	30 an(s)	213 624,37	21 363,00	7 121,00	185 140,37
21532	005-1721532	RESEAUX 2017 ARTICLE 21532	01/06/2017	30 an(s)	671,96	132,00	22,00	517,96
21532	005-1821532	RESEAUX 2018 ARTICLE 21532	08/03/2018	15 an(s)	17 403,08	5 800,00	1 160,00	10 443,08
21532	005-1921532	RESEAUX 2019 ARTICLE 21532	30/04/2019	15 an(s)	4 701,40	1 252,00	313,00	3 136,40
21532	005-2021532	travaux sur TAE - Maison de la Presse	23/03/2020	15 an(s)	1 910,00	381,00	127,00	1 402,00
21532	005-2024bis-21532	contrôle de réception assainissement EU rue de la siacre	12/12/2024		4 525,04	0,00	0,00	4 525,04
21532	005-2024-21532	RESEAUX 2024 ART 21532	30/07/2024	10 an(s)	193 455,28	0,00	537,38	192 917,90
21532	005-2121532	RESEAUX 2021 ARTICLE 21532	03/02/2021	10 an(s)	23 700,00	3 160,00	1 580,00	18 960,00
21532	005-2221532	RESEAUX 2022 ARTICLE 21532	12/12/2022	15 an(s)	84 490,88	5 632,73	5 632,73	73 225,42
21532	005-2321532	RESEAUX 2023 ARTICLE 21532	06/09/2023	10 an(s)	32 053,88	0,00	2 136,93	29 916,95
21532	012-082315	RESEAUX STATION LE FUITEAU 200	13/11/2008	30 an(s)	9 171,31	4 590,00	306,00	4 275,31
21532	015-162315	RESEAUX 2016 AMENAGMNT RUES CE	16/11/2016	30 an(s)	19 410,00	1 941,00	647,00	16 822,00
21532	015-172315	RESEAUX 2017 AMENAGMNT RUES CE	31/07/2017	30 an(s)	6 117,50	612,00	204,00	5 301,50
21532	016-1721532	RESEAUX D ASSAINISSEMENT A L A	09/11/2017	30 an(s)	4 014,16	804,00	134,00	3 076,16
21532	016-1821532	RESEAUX D ASSAINISSEMENT A L A	14/02/2018	30 an(s)	1 079,04	180,00	36,00	863,04
21532	017-172315	RESEAUX 2017 EU CHATAIGNERAIE	03/11/2017	30 an(s)	9 624,25	963,00	321,00	8 340,25
21532	017-232315	STATION D EPURATION CHANTONNAY	27/05/2023	30 an(s)	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
21532	018-172315	RESEAU EAUX USEES L ANGLE ST	10/11/2017	30 an(s)	314 556,55	10 485,22	10 485,22	293 586,11
21532	018-182315	RESEAU EAUX USEES L ANGLE ST	06/02/2018	30 an(s)	28 085,12	936,17	936,17	26 212,78
21532	019-172315	CREATION ACCES POSTE DE RELEVA	25/10/2017	30 an(s)	1 168,00	117,00	39,00	1 012,00
21532	020-172315	HONORAIRES POUR LA REVISION DU	19/12/2017	15 an(s)	585,00	78,00	39,00	468,00
21532	020-192315	REVISION ZONAGE ASSAINISSEMENT	03/07/2019	15 an(s)	1 500,00	200,00	100,00	1 200,00
21532	020-202315	REVISION ZONAGE ASSAINISSEMENT	06/10/2020	15 an(s)	360,00	48,00	24,00	288,00
21532	022-192315	étude pour la collecte des eaux usées et poste de refoulement à Vildé	27/02/2019	30 an(s)	13 783,33	918,88	459,44	12 405,01
21532	022-202315	COLLECTE DES EAUX USEES ET POS	04/12/2020	30 an(s)	520 826,48	34 721,76	17 360,88	468 743,84
21532	023-202315	extension réseau EU rue de la plaine	02/03/2020	15 an(s)	11 949,00	1 593,20	796,60	9 559,20
21532	024-2023	MO TRAVAUX RESEAUX EAUX USEES RUE DE LA SIACRE	31/12/2023	15 an(s)	4 841,28	0,00	0,00	4 841,28
21532	024-2024	TRAVAUX RESEAUX EAUX USEES RUE DE LA SIACRE	25/06/2024	15 an(s)	6 974,45	0,00	0,00	6 974,45
21532	024-20241	maîtrise d'oeuvre travaux réseaux d'eaux usées - Rue la Siacre situation-cf mdt 30/23-av1 mdt6/24	27/12/2024		847,22	0,00	0,00	847,22
21532	12-2007	RESEAUX FUITEAU	19/02/2007	30 an(s)	5 612,66	2 993,44	187,09	2 432,13
21532	5-1979	RESEAUX	31/12/1979	45 an(s)	45 761,32	44 744,48	1 016,84	0,00
21532	5-1980	RESEAUX	31/12/1980	45 an(s)	76 053,21	72 673,01	1 690,07	1 690,13
21532	5-1981	RESEAUX	31/12/1980	45 an(s)	40 910,32	38 183,04	909,12	1 818,16
21532	5-1982	RESEAUX	31/12/1982	45 an(s)	19 287,52	17 573,01	428,61	1 285,90
21532	5-1983	RESEAUX	31/12/1983	45 an(s)	115 612,59	102 786,80	2 569,17	10 276,62
21532	5-1984	RESEAUX	31/12/1984	45 an(s)	8 292,66	7 186,92	184,28	921,46
21532	5-1985	RESEAUX	31/12/1985	45 an(s)	51 596,11	43 570,04	1 146,58	6 879,49
21532	5-1986	RESEAUX	31/12/1986	45 an(s)	136 850,17	112 521,07	3 041,11	21 287,99
21532	5-1987	RESEAUX	31/12/1987	45 an(s)	55 469,55	44 376,76	1 232,66	9 861,13
21532	5-1988	RESEAUX	31/12/1988	45 an(s)	48 641,39	37 832,20	1 080,92	9 728,27
21532	5-1989	RESEAUX	31/12/1989	45 an(s)	2 855,42	2 157,30	63,45	634,67
21532	5-1990	RESEAUX	31/12/1990	45 an(s)	72 107,87	52 879,20	1 602,40	17 626,27
21532	5-1991	RESEAUX	31/12/1991	45 an(s)	14 853,06	10 562,24	330,07	3 960,75
21532	5-1992	RESEAUX	31/12/1992	45 an(s)	92 095,94	63 443,98	2 046,58	26 605,38
21532	5-1993	RESEAUX	31/12/1993	45 an(s)	33 628,83	22 419,30	747,31	10 462,22
21532	5-1994	RESEAUX	31/12/1994	45 an(s)	165 429,27	106 610,09	3 676,21	55 142,97
21532	5-1995	RESEAUX	31/12/1995	45 an(s)	86 275,06	53 682,16	1 917,22	30 675,68
21532	5-1996	RESEAUX	31/12/1996	30 an(s)	39 785,69	35 807,13	1 326,19	2 652,37
21532	5-1997	RESEAUX	31/12/1997	30 an(s)	7 482,20	6 484,66	249,41	748,13
21532	5-1998	RESEAUX	31/12/1998	30 an(s)	30 582,55	25 485,50	1 019,42	4 077,63
21532	5-1999	RESEAUX	31/12/1999	30 an(s)	161 879,72	129 503,76	5 395,99	26 979,97
21532	5-2000	RESEAUX	31/12/2000	30 an(s)	106 582,00	81 712,79	3 552,73	21 316,48
21532	5-2001	RESEAUX	31/12/2001	30 an(s)	247 874,67	181 774,78	8 262,49	57 837,40
21532	5-2002	RESEAUX	31/12/2002	30 an(s)	20 136,36	14 095,41	671,21	5 369,74
21532	5-2003	RESEAUX	31/12/2003	30 an(s)	247 372,31	164 914,80	8 245,74	74 211,77
21532	5-2004	RESEAUX	31/12/2004	30 an(s)	55 613,46	35 221,82	1 853,78	18 537,86
21532	5-2005	RESEAUX	31/12/2005	30 an(s)	279 251,20	167 550,66	9 308,37	102 392,17
21532	5-2006	RESEAUX	09/03/2006	30 an(s)	186 807,77	105 857,81	6 226,93	74 723,03
21532	5-2007	RESEAUX	02/02/2007	30 an(s)	246 339,40	131 380,96	8 211,31	106 747,13
<b>21532 Résultat</b>					<b>4 537 794,35</b>	<b>2 084 133,93</b>	<b>138 245,80</b>	<b>2 315 414,62</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>7 579 963,12</b>	<b>3 198 662,93</b>	<b>240 931,80</b>	<b>4 140 368,39</b>

ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE CHANTONNAY

32401	SUBVENTIONS							
				131xx	compte 139xx			bs crédit-bs débit
Compte 13111	n° auxiliaire	libellé	durée amo	subvention reçue	reprise antérieure	Reprise 2024	total reprise	solde subv
	5-2004	RESEAUX	30	21 220,00	13 439,27	707,33	14 146,60	7 073,40
	5-2005	RESEAUX	30	32 687,06	19 607,70	1 089,57	20 697,27	11 989,79
	5-2006	RESEAUX	30	19 899,00	11 276,10	663,30	11 939,40	7 959,60
	5-2007	RESEAUX	30	24 840,00	6 642,00	8 262,00	14 904,00	9 936,00
	013-092313	NOUVELLE STATION EPURATION CHT	30	34 273,31	15 989,77	1 142,44	17 132,21	17 141,10
	013-102313-2010	NOUVELLE STATION CHTY 2010	30	261 325,97	78 400,61	8 711,00	87 111,61	174 214,36
	013-102313-2011	STATION EPURATION CHANTONNAY	30	609 760,59	278 742,70	20 325,00	299 067,70	310 692,89
	5-2007-131112008	SUBV RESEAU EU FUITEAU	30	41 580,00	19 116,00	1 386,00	20 502,00	21 078,00
		<b>TOTAL</b>		<b>1 045 585,93</b>	<b>443 214,15</b>	<b>42 286,64</b>	<b>485 500,79</b>	<b>560 085,14</b>
Compte 13118	5-2005	RESEAUX	30	41 731,20	25 601,76	1 391,04	26 992,80	14 738,40
		<b>TOTAL</b>		<b>41 731,20</b>	<b>25 601,76</b>	<b>1 391,04</b>	<b>26 992,80</b>	<b>14 738,40</b>
Compte 1312	5-1993	RESEAUX	45	23 714,97	15 810,00	527,00	16 337,00	7 377,97
	5-1996	RESEAUX	30	38 417,15	34 575,39	1 280,57	35 855,96	2 561,19
	5-1997	RESEAUX	30	6 860,21	5 945,42	228,67	6 174,09	686,12
	5-1999	RESEAUX	30	9 378,05	7 502,40	312,60	7 815,00	1 563,05
	1312-2001	RESEAUX	30	125 678,97	92 164,60	4 189,30	96 353,90	29 325,07
	1312-2002	RESEAUX	30	45 124,91	31 587,36	1 504,16	33 091,52	12 033,39
	1312-1995A	RESEAUX	45	26 456,61	16 461,76	587,92	17 049,68	9 406,93
	1312-1995B	RESEAUX	45	19 513,47	12 141,64	433,63	12 575,27	6 938,20
		<b>TOTAL</b>		<b>295144,34</b>	<b>216188,57</b>	<b>9063,85</b>	<b>225252,42</b>	<b>69891,92</b>
Compte 1313	5-2004	RESEAUX	30	23 413,61	14 828,55	780,45	15 609,00	7 804,61
	5-2005	RESEAUX	30	46 431,00	27 853,00	1 547,70	29 400,70	17 030,30
	5-2007	RESEAUX	30	49 680,00	4 968,00	23 184,00	28 152,00	21 528,00
	005-082315	RESEAUX 2008 - ARTICLE 2315	30	23 760,00	11 880,00	792,00	12 672,00	11 088,00
	013-092313	NOUVELLE STATION EPURATION CHT	30	160 053,20	74 690,44	5 335,11	80 025,55	80 027,65
	013-102313	NOUVELLE STATION CHTY 2010	30	172 425,60	74 722,56	5 748,00	80 470,56	91 955,04
	013-112313	NOUVELLE STATION EPURATION 201	30	129 319,20	51 731,28	4 311,00	56 042,28	73 276,92
	020-192315	REVISION ZONAGE ASSAINISSEMENT	14	427,41	30,53	30,53	61,06	366,35
	90006356270712	SUBVENTION ETUDE DE ZONAGE ASSAINISSEMENT		878,16	0,00	0,00	0,00	878,16
		<b>TOTAL</b>		<b>606 388,18</b>	<b>260 704,36</b>	<b>41 728,79</b>	<b>302 433,15</b>	<b>303 955,03</b>
Compte 1318	5-2005	RESEAUX	30	13 266,00	7 958,00	442,20	8 400,20	4 865,80
	5-2006	RESEAUX	30	19 899,00	11 276,10	663,30	11 939,40	7 959,60
	12-2007	RESEAUX FUITEAU	30	1 500,00	800,00	50,00	850,00	650,00
	013-112313	NOUVELLE STATION EPURATION 201	30	10 000,00	3 996,66	333,00	4 329,66	5 670,34
		<b>TOTAL</b>		<b>44 665,00</b>	<b>24 030,76</b>	<b>1 488,50</b>	<b>25 519,26</b>	<b>19 145,74</b>

95 958,82

Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
Chantonnay	CREDIT AGRICOLE - 00058167420 - Construction STEP	CREDIT AGRICOLE	00058167420	11/12/2009	30 ans	1 500 000,00 €	883 719,02 €



**COMPETENCE CONCERNEE : Assainissement collectif**

**ENTRE**

La Commune de ..... représentée par son Maire, ..., dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du .....

Ci-après désigné par les termes « *la Commune* »

D'une part,

**ET**

La Communauté de Communes du Pays de Chantonnay représentée par sa Présidente, Madame Isabelle MOINET, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire du.....

Ci-après désignée « *la Communauté de Communes* »

D'autre part,

**Préambule**

La compétence assainissement collectif est transférée par les Communes à la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (arrêté préfectoral n°2024-DCL-BICB-770 du 12 août 2024).

Dans le même temps, le Conseil Communautaire du Pays de Chantonnay et le Comité Syndical de Vendée Eau ont délibéré sur le transfert de compétence à Vendée Eau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, par délibération n° 2024-370 du 25 Septembre 2024 pour le Pays de Chantonnay et par délibération n° 2024VEE04CS10 du 3 Octobre 2024 pour Vendée Eau.

Par application des articles L.5211-17 et L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, ce transfert de compétence entraîne notamment et de plein droit la mise à la disposition de la Communauté de Communes des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de la compétence de l'assainissement collectif. La compétence étant transférée au même jour à la Communauté de Communes et à Vendée Eau, une mise à disposition successive des Communes à la Communauté de Communes puis à Vendée Eau est prévue.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de chacune des Communes antérieurement compétente et la Communauté de Communes (un procès-verbal sera également établi entre la Communauté de Communes et Vendée Eau). Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et, le cas échéant, l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Tel est l'objet des présentes.

### **Article 1 : Objet**

Par le présent procès-verbal, la Commune de ..... met à disposition de la Communauté de Communes, qui l'accepte, les biens meubles et immeubles et les équipements affectés à la compétence « *assainissement collectif* ».

### **Article 2 : Consistance des biens**

Les biens meubles et immeubles objet de la présente mise à disposition se composent des éléments dont la liste est jointe en annexe.

La Commune de ... déclare être propriétaire des biens concernés par la présente mise à disposition. Elle déclare aussi que ces biens sont situés sur le territoire de la Commune.

### **Article 3 : Etat des biens**

La Communauté de Communes prendra les biens dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance. Elle déclare bien les connaître pour, s'agissant des biens immeubles, les avoir vus et visités à sa convenance. Un état des lieux est annexé aux présentes.

### **Article 4 : Modalités de mise à disposition**

La mise à disposition est effectuée à titre gratuit.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, la Communauté de Communes met elle-même à disposition l'ensemble des biens reçus des Communes à Vendée Eau qui assumera à compter du transfert effectif des biens l'ensemble des obligations du propriétaire. Il possède tous pouvoirs de gestion. Il assure le renouvellement des biens mobiliers. Il peut autoriser l'occupation des biens remis. Il en perçoit les fruits et les produits. Il agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Vendée Eau pourra procéder à tous travaux de reconstruction, démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

### **Article 5 : Contrats en cours**

La Communauté de Communes se substitue à la Commune dans les droits et obligations de la Commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens faisant l'objet de la présente mise à disposition. Le transfert de la compétence assainissement collectif entre les Communes et la Communauté de Communes puis entre la Communauté de Communes et Vendée Eau s'opérant successivement à la même date du 1<sup>er</sup> janvier 2025, c'est bien Vendée Eau qui reprend effectivement les contrats en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Cette substitution est dûment constatée par voie d'avenant notifié par Vendée Eau aux cocontractants de la Commune, où à défaut par courrier recommandé avec accusé de réception.

#### **Article 6 : Amortissement des biens**

Les parties actent que Vendée Eau poursuit l'amortissement des biens mis à disposition et des subventions afférentes, le cas échéant, conformément à ses propres règles.

#### **Article 7 : Désaffectation des biens**

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la Commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Vendée Eau, bénéficiaire réel de la mise à disposition, peut néanmoins, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés, lorsque ceux-ci ne font pas partie du domaine public, à un prix correspondant à leur valeur vénale.

Ce prix est éventuellement :

- diminué de la plus-value conférée aux biens par les travaux effectués par Vendée Eau et des charges, supportées par lui, résultant d'emprunts contractés pour l'acquisition de ces biens par la Commune ;
- augmenté de la moins-value résultant du défaut d'entretien desdits biens par Vendée Eau.

A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le juge de l'expropriation.

#### **Article 8 : Entrée en vigueur**

Le présent procès-verbal prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et sans limitation de durée.

#### **Article 9 : Inventaire des ouvrages, état des immobilisations et des emprunts**

Cf annexes au présent PV.

## **Article 10 : Litiges**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nantes.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait en deux exemplaires originaux à ....., le .....

Pour la commune	Pour la Communauté de communes du Pays de Chantonay
Le Maire,	La Présidente,  Isabelle MOINET

**Annexe 1** : Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition ;

**Annexe 2** : Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 3** : Etat des subventions transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 4** : Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024.

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**  
**Commune de Rochetrejoux**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

	<b>Longueur de canalisations (ml)</b>	
	<b>Gravitaire</b>	<b>Refoulement</b>
Réseau unitaire	-	-
Réseau séparatif eaux usées	<b>6 825 ml</b>	-

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

<b>Emplacement Nom du poste</b>	<b>Numéro de parcelle</b>	<b>Surface de la parcelle</b>	<b>Type (refoulement/ relèvement)</b>	<b>Marque de la pompe</b>	<b>Année de mise en service</b>	<b>Capacité (m<sup>3</sup>/h)</b>	<b>Commentaire</b>
<b>Poste 1 : entrée de STEP</b>	ZI0285	9982		<b>Pompe 1 :</b>	<b>2011</b>		Télésurveillé
				<b>Pompe 2 :</b>	<b>2011</b>		

**3. Accessoires sur réseau**

	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	<b>152</b>
Vannes sur réseau	-
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Aucun
Autres ouvrages accessoires	

**4. Branchements**

<b>Nombre de branchements Eaux usées</b>	<b>305</b>
<b>Longueur de branchements (ml)</b>	<b>1830ml</b>

## 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
La Baudière	ZI0285	9982	Filtre planté de roseaux	800	2011	Oui	Oui	Oui
	ZE0438	6985						

### B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

Etude SICAA zonage assainissement

#### 6. Schéma directeur d'assainissement

Non réalisé

#### 7. Zonage d'assainissement

Janvier 2022

#### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

#### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

#### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

#### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

#### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

### ANNEXE 2

Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024

### ANNEXE 3

Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE ROCHETREJOUX

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2111	3-2010-2111	STATION EPURATION BOURG	21/04/2010	0 an(s)	8 938,91	0,00	0,00	8 938,91
2111	3-2011-2111	STATION EPURATION	17/01/2011	0 an(s)	546,73	0,00	0,00	546,73
2111	4-2011-2111	FRAIS SERVITUDE DE PASSAGE	25/10/2011	0 an(s)	412,46	0,00	0,00	412,46
<b>2111 Résultat</b>					<b>9 898,10</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 898,10</b>
2115	2	TERRAINS	31/12/1998	0 an(s)	2 327,44	0,00	0,00	2 327,44
<b>2115 Résultat</b>					<b>2 327,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 327,44</b>
21311	03-2019-21311	pose mobile chasse autonome station épuration	12/08/2019	30 an(s)	3 505,00	468,00	117,00	2 920,00
21311	3-1986	STATION	31/12/1986	30 an(s)	631,48	631,48	0,00	0,00
21311	3-1987	STATION	31/12/1987	30 an(s)	17 788,32	17 788,32	0,00	0,00
21311	3-1988	STATION	31/12/1988	30 an(s)	14 457,75	14 457,75	0,00	0,00
21311	3-1989	STATION	31/12/1989	30 an(s)	2 394,07	2 394,07	0,00	0,00
21311	3-2010	STATION EPURATION BOURG	21/04/2010	30 an(s)	235 745,79	102 636,84	7 858,00	125 250,95
21311	3-2010-21311	MO STATION EPURATION	25/11/2010	30 an(s)	1 593,69	689,48	53,00	851,21
21311	3-2010-238/21311	STATION EPURATION	21/04/2010	30 an(s)	17 815,23	7 718,36	594,00	9 502,87
21311	3-2011-21311	MISSION COORDINATION STATION EPURATION	17/01/2011	30 an(s)	55 858,43	22 340,92	1 862,00	31 656,51
21311	3-2013	STATION EPURATION	30/03/2013	30 an(s)	5 325,25	1 773,57	177,51	3 374,17
21311	4-2010-21311	MO STATION EPURATION	24/04/2013	30 an(s)	11 295,89	3 763,71	376,53	7 155,65
21311	4-2011	MO STATION EPURATION	07/02/2011	30 an(s)	78 777,49	35 246,94	2 625,92	40 904,63
21311	4-2012	BATIMENT	09/02/2012	30 an(s)	25 440,42	9 328,14	848,01	15 264,27
<b>21311 Résultat</b>					<b>470 629,81</b>	<b>219 237,58</b>	<b>14 511,97</b>	<b>236 880,26</b>
21532	21532-RESEAU-RUEJULAVOIR	CREATION RESEAU EU RUE DU LAVOIR	10/11/2022	15 an(s)	28 181,00	469,68	1 876,73	25 832,59
21532	21532-RESEAUX-2020	Trnx aménagement sécurité Rue du Petit lay cp4	25/02/2020	15 an(s)	4 672,50	934,50	311,50	3 426,50
21532	35-21532-2017	Facture F1700122 du 29/09/2017	26/12/2017	60 an(s)	3 610,00	360,00	60,00	3 190,00
21532	4	RESEAUX	31/08/2015	60 an(s)	475,00	60,60	7,92	406,48
21532	4-1984	RESEAUX	31/12/1984	60 an(s)	320,48	207,24	5,34	107,90
21532	4-1985	RESEAUX	31/12/1985	60 an(s)	1 022,98	647,75	17,05	358,18
21532	4-1987	RESEAUX	31/12/1987	60 an(s)	53 444,89	32 064,75	890,75	20 489,39
21532	4-1988	RESEAUX	31/12/1988	60 an(s)	81 325,97	47 438,76	1 355,43	32 531,78
21532	4-1989	RESEAUX	31/12/1989	60 an(s)	14 492,32	8 210,74	241,54	6 040,04
21532	4-1990	RESEAUX	31/12/1990	60 an(s)	1 615,96	885,90	26,93	703,13
21532	4-1991	RESEAUX	31/12/1991	60 an(s)	144 827,51	77 238,91	2 413,79	65 174,81
21532	4-1992	RESEAUX	31/12/1992	60 an(s)	34 346,88	17 744,60	572,45	16 029,83
21532	4-1993	RESEAUX	31/12/1993	60 an(s)	20 421,41	10 198,56	334,78	9 888,07
21532	4-1994	RESEAUX	31/12/1994	60 an(s)	4 250,84	2 052,10	70,85	2 127,89
21532	4-1995	RESEAUX	31/12/1995	60 an(s)	7 038,93	3 284,00	117,32	3 637,61
21532	4-1997	RESEAUX	31/12/1997	60 an(s)	1 173,86	506,88	19,56	647,42
21532	4-1999	RESEAUX	31/12/1999	60 an(s)	2 731,12	1 090,92	45,52	1 594,68
21532	4-2002	RESEAUX	31/12/2002	60 an(s)	11 263,97	3 940,14	187,73	7 136,10
21532	4-2003	RESEAUX	31/12/2003	60 an(s)	1 722,13	571,90	28,70	1 121,53
21532	4-2005	RESEAUX	30/12/2005	60 an(s)	38 516,43	11 552,10	641,94	26 322,39
21532	4-2007	RESEAUX	30/01/2007	60 an(s)	43 696,41	11 651,51	728,27	31 316,63
21532	4-2008	contrôle étanchéité Baudière	22/01/2008	60 an(s)	26 275,20	6 566,04	437,92	19 271,24
21532	4-2010	RESEAUX EAUX USEES	15/12/2010	60 an(s)	36 126,30	7 827,10	602,11	27 697,09
21532	4-2012 BIS	RESEAUX ASSAINISSEMENT	01/01/2012	60 an(s)	4 500,00	825,00	75,00	3 600,00
21532	4-21532-2016	reseaux 2016	11/07/2016	60 an(s)	73 985,22	8 631,09	1 233,00	64 121,13
<b>21532 Résultat</b>					<b>640 037,31</b>	<b>254 960,77</b>	<b>12 304,13</b>	<b>372 772,41</b>
2158	2158-POMPE-2022	POMPE DE RELEVEMENT STATION 2022	02/11/2022	5 an(s)	3 329,50	666,00	666,00	1 997,50
<b>2158 Résultat</b>					<b>3 329,50</b>	<b>666,00</b>	<b>666,00</b>	<b>1 997,50</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>1 126 222,16</b>	<b>474 864,35</b>	<b>27 482,10</b>	<b>623 875,71</b>



## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE ROCHETREJOUX

33501	SUBVENTIONS		131xx	compte 139xx			bs crédit-bs débit
compte	n° auxiliaire	libellé	subvention reçue	reprise antérieure	Reprise 2024	total reprise	solde subv
13111	1311-2009	notice incidence subv versemt notice inc	1 540,00	718,71	51,33	770,04	769,96
	1311-2011	solde subvention station solde subventio	78 525,13	31 409,99	2 617,50	34 027,49	44 497,64
	1311-2012	Reprise / subventions reçues de l'exerci	33 732,56	11 806,45	1 124,42	12 930,87	20 801,69
		<b>TOTAL</b>	<b>113 797,69</b>	<b>43 935,15</b>	<b>3 793,25</b>	<b>47 728,40</b>	<b>51 521,65</b>
1312	1312-1994	SUBVENTION	6 242,79	3 017,45	104,05	3 121,50	3 121,29
	1312-2003	SUBVENTION	1 449,00	483,00	24,15	507,15	941,85
		<b>TOTAL</b>	<b>7 691,79</b>	<b>3 500,45</b>	<b>128,20</b>	<b>3 628,65</b>	<b>4 063,14</b>
1313	1313-2009	notice incidence subv versemt notice inc	308,00	143,64	10,27	153,91	154,09
	1313-2011	construction station epuration	61 263,50	24 505,00	2 042,00	26 547,00	34 716,50
	21532-RESEAUX-2020	TRAVAUX AMENAGEMENT RUE DU PETIT LAY	400,93	106,92	0,00	106,92	294,01
	90007401841815	SOLDE SUBVENTION ETUDE ZONAGE DES EAUX U	739,27	0,00	0,00	0,00	739,27
		<b>TOTAL</b>	<b>62 711,70</b>	<b>24 755,56</b>	<b>2 052,27</b>	<b>26 807,83</b>	<b>35 903,87</b>
1318	1318-1992	subvention	7 317,55	3 780,76	121,96	3 902,72	3 414,83
	1318-2002	subvention	1 190,32	416,64	19,84	436,48	753,84
		<b>TOTAL</b>	<b>8 507,87</b>	<b>4 197,40</b>	<b>141,80</b>	<b>4 339,20</b>	<b>4 168,67</b>

6 115,52

Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
Rochetrejoux	CMO - renouvellement de la station d'épuration et réhabilitation des réseaux	CREDIT MUTUEL	120000000000294053 / 15519 39353 000203250 02	26/01/2011	20 ans	250 000,00 €	<b>77 672,81 €</b>

**COMPETENCE CONCERNEE : Assainissement collectif**

**ENTRE**

La Commune de ..... représentée par son Maire, ..., dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du .....

Ci-après désigné par les termes « *la Commune* »

D'une part,

**ET**

La Communauté de Communes du Pays de Chantonnay représentée par sa Présidente, Madame Isabelle MOINET, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire du.....

Ci-après désignée « *la Communauté de Communes* »

D'autre part,

**Préambule**

La compétence assainissement collectif est transférée par les Communes à la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (arrêté préfectoral n°2024-DCL-BICB-770 du 12 août 2024).

Dans le même temps, le Conseil Communautaire du Pays de Chantonnay et le Comité Syndical de Vendée Eau ont délibéré sur le transfert de compétence à Vendée Eau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, par délibération n° 2024-370 du 25 Septembre 2024 pour le Pays de Chantonnay et par délibération n° 2024VEE04CS10 du 3 Octobre 2024 pour Vendée Eau.

Par application des articles L.5211-17 et L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, ce transfert de compétence entraîne notamment et de plein droit la mise à la disposition de la Communauté de Communes des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de la compétence de l'assainissement collectif. La compétence étant transférée au même jour à la Communauté de Communes et à Vendée Eau, une mise à disposition successive des Communes à la Communauté de Communes puis à Vendée Eau est prévue.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de chacune des Communes antérieurement compétente et la Communauté de Communes (un procès-verbal sera également établi entre la Communauté de Communes et Vendée Eau). Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et, le cas échéant, l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Tel est l'objet des présentes.

### **Article 1 : Objet**

Par le présent procès-verbal, la Commune de ..... met à disposition de la Communauté de Communes, qui l'accepte, les biens meubles et immeubles et les équipements affectés à la compétence « *assainissement collectif* ».

### **Article 2 : Consistance des biens**

Les biens meubles et immeubles objet de la présente mise à disposition se composent des éléments dont la liste est jointe en annexe.

La Commune de ... déclare être propriétaire des biens concernés par la présente mise à disposition. Elle déclare aussi que ces biens sont situés sur le territoire de la Commune.

### **Article 3 : Etat des biens**

La Communauté de Communes prendra les biens dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance. Elle déclare bien les connaître pour, s'agissant des biens immeubles, les avoir vus et visités à sa convenance. Un état des lieux est annexé aux présentes.

### **Article 4 : Modalités de mise à disposition**

La mise à disposition est effectuée à titre gratuit.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, la Communauté de Communes met elle-même à disposition l'ensemble des biens reçus des Communes à Vendée Eau qui assumera à compter du transfert effectif des biens l'ensemble des obligations du propriétaire. Il possède tous pouvoirs de gestion. Il assure le renouvellement des biens mobiliers. Il peut autoriser l'occupation des biens remis. Il en perçoit les fruits et les produits. Il agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Vendée Eau pourra procéder à tous travaux de reconstruction, démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

### **Article 5 : Contrats en cours**

La Communauté de Communes se substitue à la Commune dans les droits et obligations de la Commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens faisant l'objet de la présente mise à disposition. Le transfert de la compétence assainissement collectif entre les Communes et la Communauté de Communes puis entre la Communauté de Communes et Vendée Eau s'opérant successivement à la même date du 1<sup>er</sup> janvier 2025, c'est bien Vendée Eau qui reprend effectivement les contrats en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Cette substitution est dûment constatée par voie d'avenant notifié par Vendée Eau aux cocontractants de la Commune, où à défaut par courrier recommandé avec accusé de réception.

#### **Article 6 : Amortissement des biens**

Les parties actent que Vendée Eau poursuit l'amortissement des biens mis à disposition et des subventions afférentes, le cas échéant, conformément à ses propres règles.

#### **Article 7 : Désaffectation des biens**

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la Commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Vendée Eau, bénéficiaire réel de la mise à disposition, peut néanmoins, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés, lorsque ceux-ci ne font pas partie du domaine public, à un prix correspondant à leur valeur vénale.

Ce prix est éventuellement :

- diminué de la plus-value conférée aux biens par les travaux effectués par Vendée Eau et des charges, supportées par lui, résultant d'emprunts contractés pour l'acquisition de ces biens par la Commune ;
- augmenté de la moins-value résultant du défaut d'entretien desdits biens par Vendée Eau.

A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le juge de l'expropriation.

#### **Article 8 : Entrée en vigueur**

Le présent procès-verbal prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et sans limitation de durée.

#### **Article 9 : Inventaire des ouvrages, état des immobilisations et des emprunts**

Cf annexes au présent PV.

## **Article 10 : Litiges**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nantes.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait en deux exemplaires originaux à ....., le .....

Pour la commune	Pour la Communauté de communes du Pays de Chantonay
Le Maire,	La Présidente,  Isabelle MOINET

**Annexe 1** : Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition ;

**Annexe 2** : Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 3** : Etat des subventions transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 4** : Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024.

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**  
**Commune de Saint-Germain de Princay**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

	<b>Longueur de canalisations (ml)</b>	
	<b>Gravitaire</b>	<b>Refoulement</b>
Réseau unitaire	-	-
Réseau séparatif eaux usées	<b>9 265 ml</b>	<b>390 ml</b>

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

<b>Emplacement Nom du poste</b>	<b>Numéro de parcelle</b>	<b>Surface de la parcelle</b>	<b>Type (refoulement/ relèvement)</b>	<b>Marque de la pompe</b>	<b>Année de mise en service</b>	<b>Capacité (m<sup>3</sup>/h)</b>	<b>Commentaire</b>
<b>PR Bodinière :</b> Rue des Bosquet	ZP 225	6 242	<b>Refoulement</b>	Pompe 1 : KSB	2007	1-5	Télesurveillé
				Pompe 2 : KSB	2007	1-5	
PR STEP	ZP 77	15 710	<b>Refoulement</b>	P1		35	
				P2		35	

**3. Accessoires sur réseau**

	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	<b>289</b>
Vannes sur réseau	-
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	<b>1 &lt; 2000 EH :</b> <b>A supprimer</b>
Autres ouvrages accessoires	

**4. Branchements**

<b>Nombre de branchements Eaux usées</b>	<b>485</b>
<b>Longueur de branchements (ml)</b>	<b>2910 ml (6ml)</b>

## 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
Le Pré du Couvent	220000 ZP0077	15 710	Lagunage aéré	1200	2007	Oui	Oui	Oui

## B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

Données disponibles étude SICAA

### 6. Schéma directeur d'assainissement

2022

### 7. Zonage d'assainissement

2022

### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

## ANNEXE 2

Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024

## ANNEXE 3

Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024



## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE ST GERMAIN DE PRINCY

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2115	2	AFFECTATION TERRAINS 1HA57A10C	31/12/1981	0 an(s)	8 849,81	0,00	0,00	8 849,81
<b>2115 Résultat</b>					<b>8 849,81</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 849,81</b>
21311	3-1981	LAGUNE	31/12/1981	25 an(s)	33 812,37	33 812,37	0,00	0,00
21311	3-1982	LAGUNE	31/12/1982	25 an(s)	8 216,18	8 216,18	0,00	0,00
21311	3-1983	LAGUNE	31/12/1983	25 an(s)	133,32	133,32	0,00	0,00
<b>21311 Résultat</b>					<b>42 161,87</b>	<b>42 161,87</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2151	3-2008	extension capacité des lagunes	30/01/2008	25 an(s)	220 707,86	132 424,65	8 828,31	79 454,90
<b>2151 Résultat</b>					<b>220 707,86</b>	<b>132 424,65</b>	<b>8 828,31</b>	<b>79 454,90</b>
21532	21532-ASSAINI-2023-02	INTEGRATION RESEAU ASSAINISSEMENT LA BODINIÈRE TRANCHE 1	31/12/2023	30 an(s)	55 314,72	0,00	1 843,82	53 470,90
21532	21532-ASSAIN-2017-01	CONTROLE DES TRAVAUX ASSAINISSEMENT 2017	19/06/2018	30 an(s)	26 757,70	4 472,90	891,92	21 392,88
21532	21532-ASSAIN-2018-01	CREATION 3 BRANCHEMENTS EAUX USEES RUE CHARETTE	19/10/2018	30 an(s)	4 285,90	714,30	142,86	3 428,64
21532	21532-ASSAIN-2019-01	REPRISE DU RESEAU ASSAINISSEMENT RUE CHARETTE POUR RACCORDEMENT FUTUR LOTISSEMENT	13/08/2019	30 an(s)	7 548,90	1 006,52	251,63	6 290,75
21532	21532-ASSAIN-2019-02	MISE EN SEPARATIF DES RESEAUX EU ET EP SITUATION 1	22/11/2019	30 an(s)	32 898,00	4 386,40	1 096,60	27 415,00
21532	21532-ASSAIN-2021	ANNONCE PROCEDURE ADAPTEE EXTENSION ET REHABILITATION RESEAUX ASSAINISSEMENT	28/04/2021	50 an(s)	50 695,72	3 524,84	1 762,42	45 408,46
21532	21532-ASSAIN-2022	BRANCHEMENTS EU RUE DU GENERAL CHARETTE	17/02/2023	30 an(s)	4 233,84	0,00	141,13	4 092,71
21532	21532-ASSAIN-2023	TRAVAUX ASSAINISSEMENT 2023 20	19/11/2024	0 an(s)	318 109,30	0,00	0,00	318 109,30
21532	4-1980	RESEAUX	31/12/1980	50 an(s)	565,94	486,76	11,32	67,86
21532	4-1981	RESEAUX	31/12/1981	50 an(s)	27 812,95	23 362,91	556,26	3 893,78
21532	4-1982	RESEAUX	31/12/1982	50 an(s)	31 089,86	25 493,80	621,80	4 974,26
21532	4-1983	RESEAUX	31/12/1983	50 an(s)	524,33	419,60	10,49	94,24
21532	4-1984	RESEAUX	31/12/1984	50 an(s)	1 173,84	915,72	23,48	234,64
21532	4-1985	RESEAUX	31/12/1985	50 an(s)	128 766,78	97 864,44	2 575,38	28 326,96
21532	4-1986	RESEAUX	31/12/1985	50 an(s)	1 743,58	1 290,19	34,87	418,52
21532	4-1987	RESEAUX	31/12/1987	50 an(s)	21 699,35	15 623,64	433,99	5 641,72
21532	4-1989	RESEAUX	31/12/1989	50 an(s)	10 734,03	7 299,12	214,68	3 220,23
21532	4-1992	RESEAUX	31/12/1992	50 an(s)	34 158,02	21 177,96	683,16	12 296,90
21532	4-1993	RESEAUX	31/12/1993	50 an(s)	56 760,88	34 056,60	1 135,22	21 569,06
21532	4-1995	RESEAUX	31/12/1995	50 an(s)	7 826,71	4 382,94	156,53	3 287,24
21532	4-1996	RESEAUX	31/12/1996	50 an(s)	58 903,72	31 807,89	1 178,07	25 917,76
21532	4-1997	RESEAUX	31/12/1997	50 an(s)	1 654,68	860,34	33,09	761,25
21532	4-1998	RESEAUX	31/12/1998	50 an(s)	52 025,37	26 012,75	1 040,51	24 972,11
21532	4-2001	RESEAUX	31/12/2001	50 an(s)	49 799,72	21 911,78	995,99	26 891,95
21532	4-2002	RESEAUX	31/12/2002	50 an(s)	5 127,19	2 153,34	102,54	2 871,31
21532	4-2005	RESEAUX	22/12/2005	50 an(s)	7 116,20	2 561,76	142,32	4 412,12
21532	4-2007	RESEAUX	03/05/2007	50 an(s)	4 766,80	1 525,43	95,34	3 146,03
21532	4-2010	RESEAUX	19/03/2010	50 an(s)	41 265,59	10 729,03	825,31	29 711,25
21532	4-2012	TRAVAUX 2011	31/10/2012	50 an(s)	63 877,70	14 053,05	1 277,55	48 547,10
21532	4-2013	RESEAUX	31/12/2013	50 an(s)	116 109,30	23 221,90	2 322,19	90 565,21
21532	4-2014	TRAVAUX	03/04/2014	50 an(s)	28 958,38	5 212,53	579,17	23 166,68
21532	4-2015	RESEAUX	19/01/2015	30 an(s)	4 661,77	994,52	155,39	3 511,86
21532	4-2016	travaux reseau	31/12/2016	30 an(s)	732,18	141,46	24,41	566,31
21532	90008689990415	TRAVAUX ASSAINISSEMENT CHEMIN DE LA BODINIÈRE	14/10/2024		8 146,08	0,00	0,00	8 146,08
21532	97	RESEAUX	13/01/2012	50 an(s)	49 933,36	8 338,74	998,67	40 595,95
<b>21532 Résultat</b>					<b>1 315 780,29</b>	<b>396 003,16</b>	<b>22 358,11</b>	<b>897 419,02</b>
2154	5-2000	POMPE RELEVEMENT	31/12/2000	10 an(s)	2 001,97	2 001,97	0,00	0,00
<b>2154 Résultat</b>					<b>2 001,97</b>	<b>2 001,97</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>1 589 501,80</b>	<b>572 591,65</b>	<b>31 186,42</b>	<b>985 723,73</b>

## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SAINT GERMAIN DE PRINCAY

33701	SUBVENTIONS						
compte	n° auxiliaire	libellé	131xx	compte 139xx		bs crédit-bs débit	
			subvention rec	reprise antérieure	Reprise 2024	total reprise	solde subv
13111	13111-1995	SUBVENTION	4 335,19	2 427,60	86,70	2 514,30	1 820,89
	13111-2001	SUBVENTION	5 621,56	2 689,32	220,36	2 909,68	2 711,88
	13111-2002	SUBVENTION	5 396,69	2 050,64	0,00	2 050,64	3 346,05
	13111-2006	SUBVENTION	1 955,00	664,70	39,10	703,80	1 251,20
	13111-2008	SUBVENTION EXTENSION LAGUNE A SUBVENTION	51 563,05	30 937,83	2 062,52	33 000,35	18 562,70
	13111-2010	SUBVENTION ETUDE DIAGNOSTIC RE SUBVENTIO	5 960,00	3 099,20	238,40	3 337,60	2 622,40
	13111-2014	RESEAUX	94 759,44	17 056,68	1 895,19	18 951,87	75 807,57
	13111-2016	Subvention pour travaux mise en rÃ@seau	14 350,00	1 722,00	287,00	2 009,00	12 341,00
	90007921210415	SUBVENTION ETUDE DIAGNOSTIC ASSAINISSEME	16 285,00	0,00	0,00	0,00	16 285,00
		<b>TOTAL</b>	<b>200 225,93</b>	<b>60 647,97</b>	<b>4 829,27</b>	<b>65 477,24</b>	<b>134 748,69</b>
1312	1312-1992	SUBVENTION	7 587,39	4 704,25	151,75	4 856,00	2 731,39
	1312-1993	SUBVENTION	11 205,00	6 723,00	224,10	6 947,10	4 257,90
	1312-1995	SUBVENTION	1 788,23	1 001,28	35,76	1 037,04	751,19
	1312-1996	SUBVENTION	9 604,29	5 186,43	192,09	5 378,52	4 225,77
	1312-1998	SUBVENTION	17 255,40	8 627,75	345,11	8 972,86	8 282,54
	1312-2001	SUBVENTION	12 592,29	5 540,70	251,85	5 792,55	6 799,74
	1312-2005	SUBVENTION	1 038,94	374,01	20,78	394,79	644,15
		<b>TOTAL</b>	<b>61 071,54</b>	<b>32 157,42</b>	<b>1 221,44</b>	<b>33 378,86</b>	<b>27 692,68</b>
1313	1313-2006	SUBVENTION	391,00	132,94	7,82	140,76	250,24
	1313-2008	SUBVENTION EXTENSION LAGUNE SUBVENTION E	35 003,70	21 002,25	1 400,15	22 402,40	12 601,30
	1313-2010	SUBVENTION CONSEIL GENERAL ETU SUBVENTIO	1 558,00	810,16	62,32	872,48	685,52
	1313-2023	SUBVENTION ETUDE DIAGNOSTIC	2 943,20	0,00	0,00	0,00	2 943,20
	90007367270215	SUBVENTION ETUDE DE ZONAGE ASSAINISSEMEN	220,40	0,00	0,00	0,00	220,40
		<b>TOTAL</b>	<b>40 116,30</b>	<b>21 945,35</b>	<b>1 470,29</b>	<b>23 415,64</b>	<b>16 700,66</b>
1317	1317-1997	SUBVENTION	2 606,12	1 355,12	52,12	1 407,24	1 198,88
		<b>TOTAL</b>	<b>2 606,12</b>	<b>1 355,12</b>	<b>52,12</b>	<b>1 407,24</b>	<b>1 198,88</b>
1318	1318-1993	SUBVENTION	4 939,35	2 963,70	98,79	3 062,49	1 876,86
	1318-1998	SUBVENTION	8 460,92	4 230,50	169,22	4 399,72	4 061,20
	1318-2001	SUBVENTION	4 619,21	2 419,34	285,87	2 705,21	1 914,00
	1318-2002	SUBVENTION	1 750,57	735,21	35,01	770,22	980,35
	1318-2003	SUBVENTION	9 674,42	3 482,82	0,00	3 482,82	6 191,60
	21532-ASSAINI-2023-02	INTEGRATION RESEAU ASSAINISSEMENT LA BOD	55 314,72	0,00	1 843,82	1 843,82	53 470,90
		<b>TOTAL</b>	<b>84 759,19</b>	<b>13 831,57</b>	<b>2 432,71</b>	<b>16 264,28</b>	<b>68 494,91</b>

10 005,83

**COMPETENCE CONCERNEE : Assainissement collectif**

**ENTRE**

La Commune de ..... représentée par son Maire, ..., dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du .....

Ci-après désigné par les termes « *la Commune* »

D'une part,

**ET**

La Communauté de Communes du Pays de Chantonnay représentée par sa Présidente, Madame Isabelle MOINET, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire du.....

Ci-après désignée « *la Communauté de Communes* »

D'autre part,

**Préambule**

La compétence assainissement collectif est transférée par les Communes à la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (arrêté préfectoral n°2024-DCL-BICB-770 du 12 août 2024).

Dans le même temps, le Conseil Communautaire du Pays de Chantonnay et le Comité Syndical de Vendée Eau ont délibéré sur le transfert de compétence à Vendée Eau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, par délibération n° 2024-370 du 25 Septembre 2024 pour le Pays de Chantonnay et par délibération n° 2024VEE04CS10 du 3 Octobre 2024 pour Vendée Eau.

Par application des articles L.5211-17 et L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, ce transfert de compétence entraîne notamment et de plein droit la mise à la disposition de la Communauté de Communes des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de la compétence de l'assainissement collectif. La compétence étant transférée au même jour à la Communauté de Communes et à Vendée Eau, une mise à disposition successive des Communes à la Communauté de Communes puis à Vendée Eau est prévue.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de chacune des Communes antérieurement compétente et la Communauté de Communes (un procès-verbal sera également établi entre la Communauté de Communes et Vendée Eau). Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et, le cas échéant, l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Tel est l'objet des présentes.

### **Article 1 : Objet**

Par le présent procès-verbal, la Commune de ..... met à disposition de la Communauté de Communes, qui l'accepte, les biens meubles et immeubles et les équipements affectés à la compétence « *assainissement collectif* ».

### **Article 2 : Consistance des biens**

Les biens meubles et immeubles objet de la présente mise à disposition se composent des éléments dont la liste est jointe en annexe.

La Commune de ... déclare être propriétaire des biens concernés par la présente mise à disposition. Elle déclare aussi que ces biens sont situés sur le territoire de la Commune.

### **Article 3 : Etat des biens**

La Communauté de Communes prendra les biens dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance. Elle déclare bien les connaître pour, s'agissant des biens immeubles, les avoir vus et visités à sa convenance. Un état des lieux est annexé aux présentes.

### **Article 4 : Modalités de mise à disposition**

La mise à disposition est effectuée à titre gratuit.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, la Communauté de Communes met elle-même à disposition l'ensemble des biens reçus des Communes à Vendée Eau qui assumera à compter du transfert effectif des biens l'ensemble des obligations du propriétaire. Il possède tous pouvoirs de gestion. Il assure le renouvellement des biens mobiliers. Il peut autoriser l'occupation des biens remis. Il en perçoit les fruits et les produits. Il agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Vendée Eau pourra procéder à tous travaux de reconstruction, démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

### **Article 5 : Contrats en cours**

La Communauté de Communes se substitue à la Commune dans les droits et obligations de la Commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens faisant l'objet de la présente mise à disposition. Le transfert de la compétence assainissement collectif entre les Communes et la Communauté de Communes puis entre la Communauté de Communes et Vendée Eau s'opérant successivement à la même date du 1<sup>er</sup> janvier 2025, c'est bien Vendée Eau qui reprend effectivement les contrats en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Cette substitution est dûment constatée par voie d'avenant notifié par Vendée Eau aux cocontractants de la Commune, où à défaut par courrier recommandé avec accusé de réception.

#### **Article 6 : Amortissement des biens**

Les parties actent que Vendée Eau poursuit l'amortissement des biens mis à disposition et des subventions afférentes, le cas échéant, conformément à ses propres règles.

#### **Article 7 : Désaffectation des biens**

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la Commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Vendée Eau, bénéficiaire réel de la mise à disposition, peut néanmoins, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés, lorsque ceux-ci ne font pas partie du domaine public, à un prix correspondant à leur valeur vénale.

Ce prix est éventuellement :

- diminué de la plus-value conférée aux biens par les travaux effectués par Vendée Eau et des charges, supportées par lui, résultant d'emprunts contractés pour l'acquisition de ces biens par la Commune ;
- augmenté de la moins-value résultant du défaut d'entretien desdits biens par Vendée Eau.

A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le juge de l'expropriation.

#### **Article 8 : Entrée en vigueur**

Le présent procès-verbal prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et sans limitation de durée.

#### **Article 9 : Inventaire des ouvrages, état des immobilisations et des emprunts**

Cf annexes au présent PV.

## **Article 10 : Litiges**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nantes.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait en deux exemplaires originaux à ....., le .....

Pour la commune	Pour la Communauté de communes du Pays de Chantonay
Le Maire,	La Présidente,  Isabelle MOINET

**Annexe 1** : Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition ;

**Annexe 2** : Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 3** : Etat des subventions transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 4** : Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024.

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**  
**Commune de Saint Hilaire le Vouhis**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

	Longueur de canalisations (ml)	
	Gravitaire	Refoulement
Réseau unitaire	-	-
Réseau séparatif eaux usées	<b>4680 ml</b>	<b>970 ml</b>

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type ( <i>refoulement/ relèvement</i> )	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
Poste Acacias : Rue des Accacias	ZN 31	40	Refoulement	Pompe 1 : Flyght		30	Télésurveillé
				Pompe 2 : Flyght		30	
Poste Clos du Pré : Rue de Clos du Pré	232000A C0295	372	Refoulement	Pompe 1 : Flyght	<u>2016</u>	14	Télésurveillé
				Pompe 2 : Flyght	<u>2016</u>	14	
Poste Binerie : Rue de la Binerie	232000Z L0075	436	Refoulement	Pompe 1 : Flyght		25	Télésurveillé
				Pompe 2 : Flyght		25	

**3. Accessoires sur réseau**

	<u>Quantité au (date)</u>
Regards de visite	<b>128</b>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	1 < 2000 EH : Dont 1 point d'autosurveillance réglementaire à mettre en en place
Autres ouvrages accessoires	

#### 4. Branchements

Nombre de branchements Eaux usées	286
Longueur de branchements (ml)	1716 ml

#### 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
Entrée de la commune par la D48	ZP0050	3550	Boues activées	600	1994	Oui	Oui	Oui

#### B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

##### 6. Schéma directeur d'assainissement

2023

##### 7. Zonage d'assainissement

2022

##### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

##### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

##### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

##### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

##### 12. Dernier rapport annuel du délégataire



**ANNEXE 2**  
**Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024**

**ANNEXE 3**  
**Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024**

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE ST HILAIRE LE VOUHIS

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2111	1	TERRAINS BOUHIER DAVID TRAVERT	01/01/2002	0 an(s)	2 026,93	0,00	0,00	2 026,93
<b>2111 Résultat</b>					<b>2 026,93</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 026,93</b>
21311	2-1992	STATION	31/12/1992	50 an(s)	949,20	588,39	18,98	341,83
21311	2-1994	STATION	31/12/1994	50 an(s)	143 454,74	83 203,61	2 869,09	57 382,04
21311	2-1995	STATION	31/12/1995	50 an(s)	3 483,46	1 950,76	69,67	1 463,03
21311	2-1996	STATION	31/12/1996	50 an(s)	5 508,04	2 974,32	110,16	2 423,56
21311	2-1997	STATION	31/12/1997	50 an(s)	1 214,64	631,54	24,29	558,81
21311	2-2000	STATION	31/12/2000	50 an(s)	5 222,90	2 402,58	104,46	2 715,86
21311	2-2001	STATION	31/12/2001	50 an(s)	365,88	161,04	7,32	197,52
21311	2-2003	STATION	31/12/2003	50 an(s)	389,28	155,80	7,79	225,69
21311	2-2008	STATION	23/12/2008	50 an(s)	10 950,34	3 285,15	219,01	7 446,18
21311	2-2012	STATION	31/12/2012	50 an(s)	6 388,20	1 405,36	127,76	4 855,08
21311	3-2014B	STATION	03/03/2014	50 an(s)	9 626,94	1 732,86	192,54	7 701,54
21311	3-2015	STATION	16/03/2015	50 an(s)	1 930,00	308,80	38,60	1 582,60
21311	3-2016	station	31/01/2016	50 an(s)	6 070,00	849,80	121,40	5 098,80
21311	3-2021-21311-RESEAUX	Facture no 319211725110 AGITATEUR STATION EPURATION INV.3-2021-21311-RESEAUX	18/05/2021	50 an(s)	5 249,32	209,98	104,99	4 934,35
<b>21311 Résultat</b>					<b>200 802,94</b>	<b>99 859,99</b>	<b>4 016,06</b>	<b>96 926,89</b>
21351	2024STATION21351	MISE EN PLACE MESURE DEBIT TROP PLEIN STATION	16/05/2024	50 an(s)	7 260,00	0,00	0,00	7 260,00
<b>21351 Résultat</b>					<b>7 260,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 260,00</b>
21532	2023RESEAUX21532	Frais d'études suivis de réalisation immo corporelle	31/12/2023	50 an(s)	23 521,80	0,00	470,44	23 051,36
21532	2024RESEAUX21532	BRANCHEMENT ASST RUE PETITES MAISONS	18/03/2024	50 an(s)	157 726,54	0,00	0,00	157 726,54
21532	3-1992	RESEAUX	31/12/1992	50 an(s)	1 135,27	704,07	22,71	408,49
21532	3-1994	RESEAUX	31/12/1994	50 an(s)	173 404,21	100 574,36	3 468,08	69 361,77
21532	3-1995	RESEAUX	31/12/1995	50 an(s)	147 807,21	82 771,94	2 956,14	62 079,13
21532	3-1996	RESEAUX	31/12/1996	50 an(s)	10 821,59	5 843,61	216,43	4 761,55
21532	3-1997	RESEAUX	31/12/1997	50 an(s)	3 931,91	2 044,64	78,64	1 808,63
21532	3-1999	RESEAUX	31/12/1999	50 an(s)	6 395,44	3 069,84	127,91	3 197,69
21532	3-2000	RESEAUX	31/12/2000	50 an(s)	2 302,74	1 059,15	46,05	1 197,54
21532	3-2001	RESEAUX	31/12/2001	50 an(s)	2 802,01	1 232,88	56,04	1 513,09
21532	3-2003	RESEAUX	31/12/2003	50 an(s)	7 718,40	3 087,40	154,37	4 476,63
21532	3-2004	RESEAUX	31/12/2004	50 an(s)	2 605,80	990,13	52,11	1 563,56
21532	3-2005	RESEAUX	30/12/2005	50 an(s)	22 862,74	8 230,50	457,25	14 174,99
21532	3-2006	RESEAUX	31/12/2006	50 an(s)	1 270,29	431,97	25,41	812,91
21532	3-2007	RESEAUX	23/03/2007	50 an(s)	7 431,52	2 378,12	148,63	4 904,77
21532	3-2008	RESEAUX	16/10/2008	50 an(s)	13 670,00	4 101,00	273,40	9 295,60
21532	3-2009A	RESEAUX EAUX USEES	31/12/2009	50 an(s)	2 226,10	623,29	44,52	1 558,29
21532	3-2012A	RESEAUX	31/12/2012	50 an(s)	3 650,00	803,00	73,00	2 774,00
21532	3-2013	RESEAUX	23/05/2013	50 an(s)	2 890,00	578,00	57,80	2 254,20
21532	3-2014A	RESEAUX	03/03/2014	50 an(s)	3 040,00	547,21	60,80	2 431,99
21532	3-2016-21532	reseaux	31/12/2016	50 an(s)	14 593,20	2 043,02	291,86	12 258,32
21532	3-2017	SITUATION 20170208 2&ACPTÉ LOT 2 AMENAGEMENT CLOS DU PRE INV. 3-2017 MARCHÉ JT MANDAT 9/2017	27/04/2017	50 an(s)	24 225,00	2 907,04	484,50	20 833,46
21532	3-2018	F.18346 AMENAGEMENT LOT 1 LOT. CLOS DU PRE INV.3-2018 MARCHÉ + DEL* JTS MANDAT 35/2016	05/04/2018	50 an(s)	10 702,00	1 070,20	214,04	9 417,76
21532	3-2019	F.319191428346 ALARME POSTE RELEVEMENT CLOS DU PRE INV.3-2019	05/02/2019	50 an(s)	8 106,00	648,48	162,12	7 295,40
21532	3-2020	F.200312 BRANCHEMENT ASST RUE PETITES MAISONS INV.3-2020	30/03/2020	50 an(s)	1 940,00	116,40	38,80	1 784,80
21532	3-2021	Fact no210225 BRANCHEMENTS ASST RUE PTES MAISONS + CHARRON INV.3-2021-21532-RESEAUX	09/03/2021	50 an(s)	3 260,00	130,40	65,21	3 064,39
21532	3-2022	RESEAUX	25/03/2022	50 an(s)	10 875,00	217,50	217,50	10 440,00
<b>21532 Résultat</b>					<b>670 914,77</b>	<b>226 204,15</b>	<b>10 263,76</b>	<b>434 446,86</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>881 004,64</b>	<b>326 064,14</b>	<b>14 279,82</b>	<b>540 660,68</b>

## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SAINT HILAIRE LE VOUHIS

33801	SUBVENTIONS						
		131xx	compte 139xx			bs crédit-bs débit	
compte	n° auxiliaire	libellé	subvention reç	reprise antérie	Reprise 2024	total reprise	solde subv
13111	13111-1994	SUBVENTION	28 355,52	16 446,19	567,11	17 013,30	11 342,22
		<b>TOTAL</b>	<b>28 355,52</b>	<b>16 446,19</b>	<b>567,11</b>	<b>17 013,30</b>	<b>11 342,22</b>
1312	1312-1994	SUBVENTION	182 615,02	105 916,85	3 652,31	109 569,16	73 045,86
	1312-1995	SUBVENTION	26 617,60	14 905,83	532,35	15 438,18	11 179,42
	1312-1996	SUBVENTION	21 487,69	11 603,26	429,75	12 033,01	9 454,68
		<b>TOTAL</b>	<b>230 720,31</b>	<b>132 425,94</b>	<b>4 614,41</b>	<b>137 040,35</b>	<b>93 679,96</b>
1313	2022RESEAUX1313	SUBVENTION ETUDE ZONAGE EAUX USEES	234,80	0,00	9,40	9,40	225,40
	2023RESEAUX1313	SUBVENTION RESEAUX	1 787,38	0,00	35,75	35,75	1 751,63
		<b>TOTAL</b>	<b>2 022,18</b>	<b>0,00</b>	<b>45,15</b>	<b>45,15</b>	<b>1 977,03</b>
1318	1318-1994	SUBVENTION	42 990,62	24 934,78	859,82	25 794,60	17 196,02
		<b>TOTAL</b>	<b>42 990,62</b>	<b>24 934,78</b>	<b>859,82</b>	<b>25 794,60</b>	<b>17 196,02</b>

6 086,49

Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
St Hilaire le Vouhis	Crédit Agricole - NS 2135 - Réhabilitation du réseau d'eaux usées	CREDIT AGRICOLE	10003336193	2024	10 ans	130 000,00 €	<b>130 000,00 €</b>

**COMPETENCE CONCERNEE : Assainissement collectif**

**ENTRE**

La Commune de ..... représentée par son Maire, ..., dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du .....

Ci-après désigné par les termes « *la Commune* »

D'une part,

**ET**

La Communauté de Communes du Pays de Chantonnay représentée par sa Présidente, Madame Isabelle MOINET, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire du.....

Ci-après désignée « *la Communauté de Communes* »

D'autre part,

**Préambule**

La compétence assainissement collectif est transférée par les Communes à la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (arrêté préfectoral n°2024-DCL-BICB-770 du 12 août 2024).

Dans le même temps, le Conseil Communautaire du Pays de Chantonnay et le Comité Syndical de Vendée Eau ont délibéré sur le transfert de compétence à Vendée Eau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, par délibération n° 2024-370 du 25 Septembre 2024 pour le Pays de Chantonnay et par délibération n° 2024VEE04CS10 du 3 Octobre 2024 pour Vendée Eau.

Par application des articles L.5211-17 et L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, ce transfert de compétence entraîne notamment et de plein droit la mise à la disposition de la Communauté de Communes des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de la compétence de l'assainissement collectif. La compétence étant transférée au même jour à la Communauté de Communes et à Vendée Eau, une mise à disposition successive des Communes à la Communauté de Communes puis à Vendée Eau est prévue.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de chacune des Communes antérieurement compétente et la Communauté de Communes (un procès-verbal sera également établi entre la Communauté de Communes et Vendée Eau). Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et, le cas échéant, l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Tel est l'objet des présentes.

### **Article 1 : Objet**

Par le présent procès-verbal, la Commune de ..... met à disposition de la Communauté de Communes, qui l'accepte, les biens meubles et immeubles et les équipements affectés à la compétence « *assainissement collectif* ».

### **Article 2 : Consistance des biens**

Les biens meubles et immeubles objet de la présente mise à disposition se composent des éléments dont la liste est jointe en annexe.

La Commune de ... déclare être propriétaire des biens concernés par la présente mise à disposition. Elle déclare aussi que ces biens sont situés sur le territoire de la Commune.

### **Article 3 : Etat des biens**

La Communauté de Communes prendra les biens dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance. Elle déclare bien les connaître pour, s'agissant des biens immeubles, les avoir vus et visités à sa convenance. Un état des lieux est annexé aux présentes.

### **Article 4 : Modalités de mise à disposition**

La mise à disposition est effectuée à titre gratuit.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, la Communauté de Communes met elle-même à disposition l'ensemble des biens reçus des Communes à Vendée Eau qui assumera à compter du transfert effectif des biens l'ensemble des obligations du propriétaire. Il possède tous pouvoirs de gestion. Il assure le renouvellement des biens mobiliers. Il peut autoriser l'occupation des biens remis. Il en perçoit les fruits et les produits. Il agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Vendée Eau pourra procéder à tous travaux de reconstruction, démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

### **Article 5 : Contrats en cours**

La Communauté de Communes se substitue à la Commune dans les droits et obligations de la Commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens faisant l'objet de la présente mise à disposition. Le transfert de la compétence assainissement collectif entre les Communes et la Communauté de Communes puis entre la Communauté de Communes et Vendée Eau s'opérant successivement à la même date du 1<sup>er</sup> janvier 2025, c'est bien Vendée Eau qui reprend effectivement les contrats en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Cette substitution est dûment constatée par voie d'avenant notifié par Vendée Eau aux cocontractants de la Commune, où à défaut par courrier recommandé avec accusé de réception.

#### **Article 6 : Amortissement des biens**

Les parties actent que Vendée Eau poursuit l'amortissement des biens mis à disposition et des subventions afférentes, le cas échéant, conformément à ses propres règles.

#### **Article 7 : Désaffectation des biens**

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la Commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Vendée Eau, bénéficiaire réel de la mise à disposition, peut néanmoins, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés, lorsque ceux-ci ne font pas partie du domaine public, à un prix correspondant à leur valeur vénale.

Ce prix est éventuellement :

- diminué de la plus-value conférée aux biens par les travaux effectués par Vendée Eau et des charges, supportées par lui, résultant d'emprunts contractés pour l'acquisition de ces biens par la Commune ;
- augmenté de la moins-value résultant du défaut d'entretien desdits biens par Vendée Eau.

A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le juge de l'expropriation.

#### **Article 8 : Entrée en vigueur**

Le présent procès-verbal prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et sans limitation de durée.

#### **Article 9 : Inventaire des ouvrages, état des immobilisations et des emprunts**

Cf annexes au présent PV.

## **Article 10 : Litiges**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nantes.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait en deux exemplaires originaux à ....., le .....

Pour la commune	Pour la Communauté de communes du Pays de Chantonay
Le Maire,	La Présidente,  Isabelle MOINET

**Annexe 1** : Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition ;

**Annexe 2** : Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 3** : Etat des subventions transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 4** : Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024.



**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**  
**Commune de Saint Martin des Noyers**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

Secteur		Longueur de canalisations (ml)	
		Gravitaire	Refoulement
Saint Martin des Noyers	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	11 3106ml	120 ml
TOTAL		11 3106ml	120 ml

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type (refoulement/ relèvement)	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR de la Prée	AL 176	2336	Refoulement	Pompe1 :			Télesurveillé
				Pompe 2 :			
PR STEP (entrée)	AI 11	10358	Refoulement	Pompe1 :		95	Télesurveillé
				Pompe 2 :		95	
PR STEP (aval filtre)	YA 155	7434	Refoulement	Pompe1 :		20	Télesurveillé
				Pompe 2 :		20	

**3. Accessoires sur réseau**

	<b><u>Bournezeau BOURG</u></b>
	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	465
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	TP STEP A2 (STEP) TP PR (post filtre) type A5 TP R1 Rue de l'Ouillette) (supprimé) TP R1 Rue de l'aubépine) (supprimé)
Autres ouvrages accessoires	

#### 4. Branchements

Nombre de branchements Eaux usées	750
Longueur de branchements (ml)	4500 ml

#### 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
STEP	YA 155	7434	Filtre à roseaux	1 900 EH	2010	Oui	Oui	Oui
STEP	AI 11	10358	Lagunage					

#### B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

##### 6. Schéma directeur d'assainissement 2022

##### 7. Zonage d'assainissement 2022

##### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

##### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

##### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

##### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

##### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE ST MARTIN DES NOYERS

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
211	206.000	TERRAIN LAGUNAGE	31/12/1980	0 an(s)	4 929,43	0,00	0,00	4 929,43
211	402-24	TERRAIN	31/12/2009	0 an(s)	24 862,76	0,00	0,00	24 862,76
<b>211 Résultat</b>					<b>29 792,19</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 792,19</b>
2156	402RESASS2020	ECOLE RACCORDEMENT EAUX USEES PAR LA RUE DES ORMEAUX (SUITE VENTE A BLANCHABRI)	30/06/2020	60 an(s)	4 160,00	235,40	69,00	3 855,60
2156	402RESASS21562020	INTEGRATION RESEAU EU LOT THOMAS RUE DE LA MOINERIE	17/08/2020	60 an(s)	6 352,78	318,00	106,00	5 928,78
2156	402RESASS21562021	COMPACTEUR SORTIE DEGRILLEUR S	13/09/2021	60 an(s)	17 950,00	448,75	359,00	17 142,25
2156	402RESASS21562021-01	INTEGRATION RESEAUX EAUX USEES	04/10/2021	60 an(s)	9 843,60	328,00	164,00	9 351,60
2156	402RESASS21562021-02	INTEGRATION RESEAU EAUX USEES LOTISSEMENT LES FONTAINES	15/10/2021	60 an(s)	16 581,94	598,00	276,00	15 707,94
2156	402RESASS21562022	ITV ET HYDROCOURAGE	27/04/2022	60 an(s)	22 971,60	459,43	459,43	22 052,74
2156	402RESASS21562023	MAITRISE D'OEUVRE POUR REHABILITATION DU SYSTEME	15/03/2023	60 an(s)	13 443,75	0,00	0,00	13 443,75
2156	402RESASS21562023-01	RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE RUE DE	14/03/2023	60 an(s)	3 580,00	0,00	59,67	3 520,33
2156	402RESASS23152023	ANNONCES LEGALES REHABILITATIO	10/05/2023	60 an(s)	360,81	0,00	0,00	360,81
2156	402RESASS23152023-01	REHABILITATION DES RESEAUX D E	23/10/2023	60 an(s)	227 634,45	0,00	0,00	227 634,45
2156	402-10	RESEAU EU IMPASSE DES JARDINS	31/05/2006	60 an(s)	10 647,40	2 738,58	142,68	7 766,14
2156	402-11	RESEAU EU LOT DES OUCHETTERIES	31/12/2006	60 an(s)	40 471,29	11 466,88	674,52	28 329,89
2156	402-12	RESEAU EU EXTENS LA CORNILLIERE	31/12/2006	60 an(s)	2 940,84	803,01	49,00	2 088,83
2156	402-13	REHABILITATION LA MOINERIE	31/12/2007	60 an(s)	13 640,00	3 504,32	227,33	9 908,35
2156	402-14	BRANCHEMENTS RTE DES ESSARTS	31/12/2007	60 an(s)	1 173,86	301,50	19,56	852,80
2156	402-15	INTEGRATION RESEAU EU	31/12/2007	60 an(s)	15 983,85	4 262,40	266,40	11 455,05
2156	402-16	POSE DE TABOURET RUE DE LA CORNILLIERE	17/06/2008	60 an(s)	7 940,10	1 570,08	132,59	5 937,43
2156	402-17	MISE A NIVEAU TAMPONS RUE OUILLETTE	22/08/2008	60 an(s)	1 563,80	390,92	26,06	1 146,82
2156	402-18-2156	EXTENSION STATION D'EPURATION - CONDUITE D'OPERATION DDAF	31/12/2015	60 an(s)	1 021,38	255,30	17,02	749,06
2156	402-2	RESEAUX EGOUTS	31/12/1975	60 an(s)	6 412,06	5 236,63	106,87	1 069,56
2156	402-20-2156	EXTENSION STATION D'EPURATION - ETUDE GEOTECHNIQUE	31/12/2015	60 an(s)	1 935,00	483,75	32,25	1 419,00
2156	40221562017	LOTISSEMENT LE FROMENTEAU IN	01/06/2017	60 an(s)	61 000,00	6 102,00	1 017,00	53 881,00
2156	40221562018	ITV HYDROCOURAGE EP EU RUE DES	19/06/2018	60 an(s)	2 457,60	221,00	41,00	2 195,60
2156	402215620182	BRANCHEMENT EU CASERNE DES POM	22/10/2018	60 an(s)	990,07	91,00	17,00	882,07
2156	402215620183	LOTISSEMENT LES SOURCES INTE	27/11/2018	60 an(s)	37 665,96	2 512,00	628,00	34 525,96
2156	402215620184	EXTENSION RESEAU EU RUE DU PET	23/11/2018	60 an(s)	7 885,00	551,96	131,42	7 201,62
2156	402-22-2156	EXTENSION STATION EPURATION INSERTION MARCHE	31/12/2015	60 an(s)	1 084,28	271,05	18,07	795,16
2156	402-23	MODIF RESEAU IRRIGATION CREATION LAGUNE	03/07/2009	60 an(s)	5 242,80	994,85	87,38	4 160,57
2156	402-25	EXTENSION STATION D EPURATION	17/05/2010	60 an(s)	442 756,85	83 813,73	7 379,28	351 563,84
2156	402-25-2015	EXTENSION STATION D'EPURATION - INTEGRATION FRAIS	31/12/2015	60 an(s)	12 068,04	1 609,04	201,13	10 257,87
2156	402-26	MISE A NIVEAU TAMPON EU	31/12/2009	60 an(s)	3 250,00	758,38	54,17	2 437,45
2156	402-27	EXTENSION RESEAU CREATION ANTE	11/01/2010	60 an(s)	7 428,71	1 609,53	123,81	5 695,37
2156	402-28	ENGAZONNEMENT CLOTURES STEP	18/11/2010	60 an(s)	4 977,47	912,56	82,96	3 981,95
2156	402-29	STATION RENOUVELLEMENT TUYAU	23/11/2010	60 an(s)	21 731,32	4 706,00	362,00	16 663,32
2156	402-3	TRAVAUX RESEAUX	31/12/1987	60 an(s)	389 761,09	232 613,02	6 496,02	150 652,05
2156	402-30	LOTISSEMENT LA PREE INTEGRATION RESEAU EU	07/06/2011	60 an(s)	36 610,00	7 320,17	610,00	28 679,83
2156	402-31	LOTISSEMENT PETIT PONTEREAU INTEGRATION RESEAU EU	07/06/2011	60 an(s)	75 228,50	15 045,72	1 253,81	58 928,97
2156	402-32	REHABILITATION EAUX USEES BOURG	31/12/2011	60 an(s)	585,58	111,11	9,76	464,71
2156	402-33	REHABILITATION EAUX USEES PREST	31/12/2011	60 an(s)	2 395,96	450,91	39,93	1 905,12
2156	402-34	REHABILITATION EAUX USEES	31/12/2011	60 an(s)	49 218,30	9 495,34	820,31	38 902,65
2156	402-35	RUE DU PETIT BOURDON EXTENSION	31/12/2011	60 an(s)	8 670,00	1 645,16	144,50	6 880,34
2156	402-36	RESEAUX EAU USEES HYDROCOURAGE	31/12/2013	60 an(s)	6 191,91	1 071,60	103,20	5 017,11
2156	402-37	RESEAUX EAU USEES HYDROCOURAGE	31/12/2013	60 an(s)	6 354,70	1 080,28	105,91	5 168,51
2156	402-39	MANDAT -3-1-2014-FACTURE 85140018-NANTAISE DES EAU	07/05/2014	60 an(s)	1 682,42	252,36	28,04	1 402,02
2156	402-4	TRAVAUX RESEAUX	31/12/1991	60 an(s)	55 650,13	30 607,50	927,50	24 115,13
2156	402-40 2156	VIDEO INJECTION	19/05/2014	60 an(s)	29 976,00	3 500,00	500,00	25 976,00
2156	402-41	REHABILITATION RESEAU EU RUES DE L'OUILLETTE ET CLOVIS JOUSSEAU	31/12/2014	60 an(s)	84 051,00	9 807,00	1 401,00	72 843,00
2156	402-42-2016	REHABILITATION RESEAUX EU RUE	04/11/2017	60 an(s)	35 960,00	2 407,57	599,33	32 953,10
2156	402-5	TRAVAUX RESEAUX	31/12/1991	60 an(s)	3 304,21	2 478,15	55,07	770,99
2156	402-6	RESEAU RUE DE LA CORNILLIERE	16/12/2004	60 an(s)	1 663,88	471,47	27,73	1 164,68
2156	402-7	EXTENSION RESEAU CH TURQUIE	13/01/2005	60 an(s)	11 870,50	3 561,17	197,84	8 111,49
2156	402-8	REHABILITATION RUE DE LA FRAIRIE	18/03/2005	60 an(s)	20 237,82	6 016,12	337,30	13 884,40
2156	402-9	REHABILITATION RESEAU EU-CTRE BOURG	24/10/2005	60 an(s)	15 423,92	4 627,26	257,07	10 539,59
<b>2156 Résultat</b>					<b>1 869 982,53</b>	<b>470 415,96</b>	<b>27 244,92</b>	<b>1 372 321,65</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>1 899 774,72</b>	<b>470 415,96</b>	<b>27 244,92</b>	<b>1 402 113,84</b>

**ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SAINTMARTIN DES NOYERS**  
**DOCUMENT PROVISOIRE au 17/02/2025**

33901	SUBVENTIONS						
		131xx	compte 139xx			bs crédit-bs débit	
compte	n° auxiliaire	libellé	subvention reç	reprise antérie	Reprise 2024	total reprise	solde subv
131	402-11	RESEAU EU LOT DES OUCHETTERIES	48 533,54	12 267,72	674,52	12 942,24	35 591,30
	402-15	INTEGRATION RESEAU EU	15 983,85	3 990,00	266,00	4 256,00	11 727,85
	402-25	EXTENSTION STATION D EPURATION	258 943,82	47 473,03	4 315,73	51 788,76	207 155,06
	402-30	LOTISSEMENT LA PREE INTEGRATION RESEAU E	36 610,00	7 320,00	610,00	7 930,00	28 680,00
	402-31	LOTISSEMENT PETIT PONTEREAU INTEGRATION	75 228,50	15 045,72	1 253,81	16 299,53	58 928,97
	402-34	REHABILITATION EAUX USEES	16 212,00	2 720,20	270,20	2 990,40	13 221,60
	40221562017	LOTISSEMENT LE FROMENTEAU IN	61 000,00	0,00	0,00	0,00	61 000,00
	402215620183	LOTISSEMENT LES SOURCES INTE	37 665,96	2 512,00	628,00	3 140,00	34 525,96
	90006426483115	INTEGRATION RESEAU EU LOT THOMAS RUE DE LA MOINERIE	6 352,78		0,00	0,00	6 352,78
	90007852283015	SUBVENTION DIAGNOSTIC ET SHEMA DIRECTEUR	3 989,00		0,00	0,00	3 989,00
	90008458890015	SUBVENTION REHABILITATION DES RESEAUX D'	37 612,19		0,00	0,00	37 612,19
	402RESASS2032020	ETUDE DIAGNOSTIC ET SHEMA DIRE	17 495,00		0,00	0,00	17 495,00
	402RESASS1312021-01	INTEGRATION RESEAU EAUX USEES RESIDENCE	9 843,60		0,00	0,00	9 843,60
	402RESASS1312021-02	INTEGRATION RESEAU EAUX USEES LOTISSEMEN	16 581,94		0,00	0,00	16 581,94
	<b>TOTAL</b>		<b>642 052,18</b>	<b>91 328,67</b>	<b>8 018,26</b>	<b>99 346,93</b>	<b>542 705,25</b>

Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
St Martin des Noyers	CAISSE EPARGNE	CAISSE D'EPARGNE	4372619	11/12/2014	15 ans	60 000,00 €	21 000,00 €
	BANQUE POSTALE 2024	BANQUE POSTALE	MON 547549EUR / MON 548833 EUR	25/03/2024	20 ans	250 000,00 €	243 750,00 €

**COMPETENCE CONCERNEE : Assainissement collectif**

**ENTRE**

La Commune de ..... représentée par son Maire, ..., dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du .....

Ci-après désigné par les termes « *la Commune* »

D'une part,

**ET**

La Communauté de Communes du Pays de Chantonnay représentée par sa Présidente, Madame Isabelle MOINET, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire du.....

Ci-après désignée « *la Communauté de Communes* »

D'autre part,

**Préambule**

La compétence assainissement collectif est transférée par les Communes à la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (arrêté préfectoral n°2024-DCL-BICB-770 du 12 août 2024).

Dans le même temps, le Conseil Communautaire du Pays de Chantonnay et le Comité Syndical de Vendée Eau ont délibéré sur le transfert de compétence à Vendée Eau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, par délibération n° 2024-370 du 25 Septembre 2024 pour le Pays de Chantonnay et par délibération n° 2024VEE04CS10 du 3 Octobre 2024 pour Vendée Eau.

Par application des articles L.5211-17 et L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, ce transfert de compétence entraîne notamment et de plein droit la mise à la disposition de la Communauté de Communes des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de la compétence de l'assainissement collectif. La compétence étant transférée au même jour à la Communauté de Communes et à Vendée Eau, une mise à disposition successive des Communes à la Communauté de Communes puis à Vendée Eau est prévue.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de chacune des Communes antérieurement compétente et la Communauté de Communes (un procès-verbal sera également établi entre la Communauté de Communes et Vendée Eau). Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et, le cas échéant, l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Tel est l'objet des présentes.

### **Article 1 : Objet**

Par le présent procès-verbal, la Commune de ..... met à disposition de la Communauté de Communes, qui l'accepte, les biens meubles et immeubles et les équipements affectés à la compétence « *assainissement collectif* ».

### **Article 2 : Consistance des biens**

Les biens meubles et immeubles objet de la présente mise à disposition se composent des éléments dont la liste est jointe en annexe.

La Commune de ... déclare être propriétaire des biens concernés par la présente mise à disposition. Elle déclare aussi que ces biens sont situés sur le territoire de la Commune.

### **Article 3 : Etat des biens**

La Communauté de Communes prendra les biens dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance. Elle déclare bien les connaître pour, s'agissant des biens immeubles, les avoir vus et visités à sa convenance. Un état des lieux est annexé aux présentes.

### **Article 4 : Modalités de mise à disposition**

La mise à disposition est effectuée à titre gratuit.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, la Communauté de Communes met elle-même à disposition l'ensemble des biens reçus des Communes à Vendée Eau qui assumera à compter du transfert effectif des biens l'ensemble des obligations du propriétaire. Il possède tous pouvoirs de gestion. Il assure le renouvellement des biens mobiliers. Il peut autoriser l'occupation des biens remis. Il en perçoit les fruits et les produits. Il agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Vendée Eau pourra procéder à tous travaux de reconstruction, démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

### **Article 5 : Contrats en cours**

La Communauté de Communes se substitue à la Commune dans les droits et obligations de la Commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens faisant l'objet de la présente mise à disposition. Le transfert de la compétence assainissement collectif entre les Communes et la Communauté de Communes puis entre la Communauté de Communes et Vendée Eau s'opérant successivement à la même date du 1<sup>er</sup> janvier 2025, c'est bien Vendée Eau qui reprend effectivement les contrats en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Cette substitution est dûment constatée par voie d'avenant notifié par Vendée Eau aux cocontractants de la Commune, où à défaut par courrier recommandé avec accusé de réception.

#### **Article 6 : Amortissement des biens**

Les parties actent que Vendée Eau poursuit l'amortissement des biens mis à disposition et des subventions afférentes, le cas échéant, conformément à ses propres règles.

#### **Article 7 : Désaffectation des biens**

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la Commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Vendée Eau, bénéficiaire réel de la mise à disposition, peut néanmoins, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés, lorsque ceux-ci ne font pas partie du domaine public, à un prix correspondant à leur valeur vénale.

Ce prix est éventuellement :

- diminué de la plus-value conférée aux biens par les travaux effectués par Vendée Eau et des charges, supportées par lui, résultant d'emprunts contractés pour l'acquisition de ces biens par la Commune ;
- augmenté de la moins-value résultant du défaut d'entretien desdits biens par Vendée Eau.

A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le juge de l'expropriation.

#### **Article 8 : Entrée en vigueur**

Le présent procès-verbal prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et sans limitation de durée.

#### **Article 9 : Inventaire des ouvrages, état des immobilisations et des emprunts**

Cf annexes au présent PV.



## **Article 10 : Litiges**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nantes.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait en deux exemplaires originaux à ....., le .....

Pour la commune	Pour la Communauté de communes du Pays de Chantonay
Le Maire,	La Présidente,  Isabelle MOINET

**Annexe 1** : Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition ;

**Annexe 2** : Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 3** : Etat des subventions transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 4** : Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024.

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**

**Commune de Saint-Prouant**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

	Longueur de canalisations (ml)	
	Gravitaire	Refoulement
Réseau unitaire	-	-
Réseau séparatif eaux usées	12 188 ml	2 721 ml

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type (refoulement / relèvement)	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR Actipôle des Grands Moutains	ZD 253	2671	<u>Refoulement</u>	Pompe1 :		20	Télésurveillé
				Pompe 2 :		23	
PR Roche Batiot	Domaine public		<u>Refoulement</u>	Pompe :		11	
PR Roche Batiot (Injection):	OC 798	<u>25</u>	<u>Refoulement</u>	Pompe1 :		6	Télésurveillé
				Pompe 2 :		6	
PR Bouchaud	ZE 108	<u>513</u>	<u>Refoulement</u>	Pompe1 :		25	Télésurveillé
				Pompe 2 :		28	
PR Moque Souris	Domaine public		<u>Refoulement</u>	Pompe1 :		10	Télésurveillé
				Pompe 2 :		11	
PR Rechin	ZE 256	<u>25</u>	<u>Refoulement</u>	Pompe1 :		21	Télésurveillé
				Pompe 2 :		28	

**3. Accessoires sur réseau**

	<u>Quantité au (date)</u>
Regards de visite	<b>304</b>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	1 < 2000 EH : Dont 1 point d'autosurveillance réglementaire mis en place
Autres ouvrages accessoires	

#### 4. Branchements

Nombre de branchements Eaux usées	583
Longueur de branchements (ml)	3498 ml

#### 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non) Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
La Foretrie	266000Z E0144	16310	Boues activées	1800	1993	Oui	Oui	Oui

#### B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

##### 6. Schéma directeur d'assainissement 2023

##### 7. Zonage d'assainissement

2022

##### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

##### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

##### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

##### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

##### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE ST PROUANT

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2111	1	TERRAIN STATION	31/12/1992	0 an(s)	7 872,70	0,00	0,00	7 872,70
<b>2111 Résultat</b>					<b>7 872,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 872,70</b>
21311	2-1993	STATION	31/12/1993	40 an(s)	369 990,09	277 488,00	9 250,00	83 252,09
<b>21311 Résultat</b>					<b>369 990,09</b>	<b>277 488,00</b>	<b>9 250,00</b>	<b>83 252,09</b>
21532	21532-ASS-CAIS-2022	FOURN ET POSE CAISON DE SURVERSE	09/12/2022	40 an(s)	7 754,58	193,00	194,00	7 367,58
21532	2315-2010-1	ASSAINISSEMENT LA ROCHE BATIOI	19/04/2010	40 an(s)	168 689,72	52 945,26	4 217,00	111 527,46
21532	2315-2018-1	LEVE TOPO VIEUX CENTRE BOURG	18/10/2018	40 an(s)	275 792,59	0,00	0,00	275 792,59
21532	3-1978	RESEAUX	31/12/1978	40 an(s)	7 579,49	7 579,49	0,00	0,00
21532	3-1979	RESEAUX	31/12/1979	40 an(s)	47 110,84	47 110,84	0,00	0,00
21532	3-1980	RESEAUX	31/12/1980	40 an(s)	63 991,76	63 991,76	0,00	0,00
21532	3-1981	RESEAUX	31/12/1981	40 an(s)	42 340,48	42 340,48	0,00	0,00
21532	3-1982	RESEAUX	31/12/1982	40 an(s)	37 988,10	37 988,10	0,00	0,00
21532	3-1983	RESEAUX	31/12/1983	40 an(s)	7 669,12	7 669,12	0,00	0,00
21532	3-1984	RESEAUX	31/12/1984	40 an(s)	4 949,26	4 821,09	128,17	0,00
21532	3-1985	RESEAUX	31/12/1985	40 an(s)	15 236,52	14 469,12	381,00	386,40
21532	3-1992	RESEAUX	31/12/1992	40 an(s)	1 383,46	1 068,75	35,00	279,71
21532	3-1997	RESEAUX	31/12/1997	40 an(s)	4 490,26	2 917,20	112,00	1 461,06
21532	3-1999	RESEAUX	31/12/1999	40 an(s)	2 317,99	1 385,10	57,00	875,89
21532	3-2000	RESEAUX	31/12/2000	40 an(s)	45,12	24,08	1,00	20,04
21532	3-2001	RESEAUX	31/12/2001	40 an(s)	19 622,81	10 789,12	491,00	8 342,69
21532	3-2004	RESEAUX RUE CLEMENCEAU	31/12/2004	40 an(s)	60 612,63	28 789,16	1 515,00	30 308,47
21532	3-2006	RESEAUX	31/12/2006	40 an(s)	66 592,74	28 297,02	1 665,00	36 630,72
21532	3-2007	RESEAUX	03/05/2007	40 an(s)	23 376,40	9 349,23	584,00	13 443,17
21532	3-2014	RESEAU EU PETIT LUNDI	20/11/2014	40 an(s)	9 615,91	1 920,80	240,00	7 455,11
21532	4-2007	TELESURVEILLANCE POSTE BOUCHAUD	29/06/2007	1 an(s)	5 100,00	5 100,00	0,00	0,00
<b>21532 Résultat</b>					<b>872 259,78</b>	<b>368 748,72</b>	<b>9 620,17</b>	<b>493 890,89</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>1 250 122,57</b>	<b>646 236,72</b>	<b>18 870,17</b>	<b>585 015,68</b>

## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SAINT PROUANT

34001 SUBVENTIONS		SAINT PROUANT ASSAINISSEMENT						
				131xx	compte 139xx			
compte	n° auxiliaire	libellé	subvention reçue	reprise antérieure	Reprise 2024	total reprise	solde subv	
13111	3-2007	RESEAUX	4 860,00 €	1 822,50 €	121,50 €	1 944,00 €	2 916,00 €	
	3-2006	RESEAUX	4 701,75 €	1 998,18 €	117,54 €	2 115,72 €	2 586,03 €	
			<b>9 561,75 €</b>	<b>3 820,68 €</b>	<b>239,04 €</b>	<b>4 059,72 €</b>	<b>5 502,03 €</b>	
1312	2-1993	STATION	81 979,46 €	6 001,36 €	57 533,03 €	63 534,39 €	18 445,07 €	
	1312-1994	SUBVENTION	38 047,77 €	23 779,75 €	4 755,95 €	28 535,70 €	9 512,07 €	
			<b>120 027,23 €</b>	<b>29 781,11 €</b>	<b>62 288,98 €</b>	<b>92 070,09 €</b>	<b>27 957,14 €</b>	
1313	ASS-ETUDE-DIAG-2021	Parution appel d'offres Etude diagnostic	1 661,70 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 661,70 €	
	3-2006	RESEAUX	873,77 €	371,28 €	21,84 €	393,12 €	480,65 €	
	3-2007	RESEAUX	2 916,00 €	1 166,40 €	72,90 €	1 239,30 €	1 676,70 €	
	2315-2010-1	ASSAINISSEMENT LA ROCHE BATIOI	6 804,00 €	2 041,20 €	170,10 €	2 211,30 €	4 592,70 €	
			<b>12 255,47 €</b>	<b>3 578,88 €</b>	<b>264,84 €</b>	<b>3 843,72 €</b>	<b>8 411,75 €</b>	
1318	2-1993	STATION	120 587,17 €	6 212,30 €	87 242,78 €	93 455,08 €	27 132,09 €	
	3-2001	RESEAUX	5 552,66 €	2 915,22 €	138,82 €	3 054,04 €	2 498,62 €	
	1318-1994	SUBVENTION	3 658,78 €	2 469,69 €	274,41 €	2 744,10 €	914,68 €	
			<b>129 798,61 €</b>	<b>11 597,21 €</b>	<b>87 656,01 €</b>	<b>99 253,22 €</b>	<b>30 545,39 €</b>	

Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
Sigournais	CREDIT AGRICOLE - 2012 - 00080787108	CREDIT AGRICOLE	80787108	20/09/2012	20 ans	100 000,00 €	50 579,88 €
	DEXIA - 45 000 € - 12/2006 - 0256076	DEXIA	MON244582EUR/0256076	02/01/2007	20 ans	45 000,00 €	6 096,34 €
	CEBPL - 135 000 € - 240 mois - 2014 - 4244816	CAISSE D'EPARGNE	4244816	26/03/2014	20 ans	135 000,00 €	64 125,00 €
	LA BANQUE POSTALE - 95 000 € - 20 ans - 2016 - MON 51116EUR	BANQUE POSTALE	MON 51116EUR / MON514065	18/10/2016	20 ans	95 000,00 €	60 107,38 €

**COMPETENCE CONCERNEE : Assainissement collectif**

**ENTRE**

La Commune de ..... représentée par son Maire, ..., dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du .....

Ci-après désigné par les termes « *la Commune* »

D'une part,

**ET**

La Communauté de Communes du Pays de Chantonnay représentée par sa Présidente, Madame Isabelle MOINET, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire du.....

Ci-après désignée « *la Communauté de Communes* »

D'autre part,

**Préambule**

La compétence assainissement collectif est transférée par les Communes à la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (arrêté préfectoral n°2024-DCL-BICB-770 du 12 août 2024).

Dans le même temps, le Conseil Communautaire du Pays de Chantonnay et le Comité Syndical de Vendée Eau ont délibéré sur le transfert de compétence à Vendée Eau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, par délibération n° 2024-370 du 25 Septembre 2024 pour le Pays de Chantonnay et par délibération n° 2024VEE04CS10 du 3 Octobre 2024 pour Vendée Eau.

Par application des articles L.5211-17 et L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, ce transfert de compétence entraîne notamment et de plein droit la mise à la disposition de la Communauté de Communes des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de la compétence de l'assainissement collectif. La compétence étant transférée au même jour à la Communauté de Communes et à Vendée Eau, une mise à disposition successive des Communes à la Communauté de Communes puis à Vendée Eau est prévue.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de chacune des Communes antérieurement compétente et la Communauté de Communes (un procès-verbal sera également établi entre la Communauté de Communes et Vendée Eau). Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et, le cas échéant, l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Tel est l'objet des présentes.

### **Article 1 : Objet**

Par le présent procès-verbal, la Commune de ..... met à disposition de la Communauté de Communes, qui l'accepte, les biens meubles et immeubles et les équipements affectés à la compétence « *assainissement collectif* ».

### **Article 2 : Consistance des biens**

Les biens meubles et immeubles objet de la présente mise à disposition se composent des éléments dont la liste est jointe en annexe.

La Commune de ... déclare être propriétaire des biens concernés par la présente mise à disposition. Elle déclare aussi que ces biens sont situés sur le territoire de la Commune.

### **Article 3 : Etat des biens**

La Communauté de Communes prendra les biens dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance. Elle déclare bien les connaître pour, s'agissant des biens immeubles, les avoir vus et visités à sa convenance. Un état des lieux est annexé aux présentes.

### **Article 4 : Modalités de mise à disposition**

La mise à disposition est effectuée à titre gratuit.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, la Communauté de Communes met elle-même à disposition l'ensemble des biens reçus des Communes à Vendée Eau qui assumera à compter du transfert effectif des biens l'ensemble des obligations du propriétaire. Il possède tous pouvoirs de gestion. Il assure le renouvellement des biens mobiliers. Il peut autoriser l'occupation des biens remis. Il en perçoit les fruits et les produits. Il agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Vendée Eau pourra procéder à tous travaux de reconstruction, démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

### **Article 5 : Contrats en cours**



La Communauté de Communes se substitue à la Commune dans les droits et obligations de la Commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens faisant l'objet de la présente mise à disposition. Le transfert de la compétence assainissement collectif entre les Communes et la Communauté de Communes puis entre la Communauté de Communes et Vendée Eau s'opérant successivement à la même date du 1<sup>er</sup> janvier 2025, c'est bien Vendée Eau qui reprend effectivement les contrats en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Cette substitution est dûment constatée par voie d'avenant notifié par Vendée Eau aux cocontractants de la Commune, où à défaut par courrier recommandé avec accusé de réception.

#### **Article 6 : Amortissement des biens**

Les parties actent que Vendée Eau poursuit l'amortissement des biens mis à disposition et des subventions afférentes, le cas échéant, conformément à ses propres règles.

#### **Article 7 : Désaffectation des biens**

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la Commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Vendée Eau, bénéficiaire réel de la mise à disposition, peut néanmoins, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés, lorsque ceux-ci ne font pas partie du domaine public, à un prix correspondant à leur valeur vénale.

Ce prix est éventuellement :

- diminué de la plus-value conférée aux biens par les travaux effectués par Vendée Eau et des charges, supportées par lui, résultant d'emprunts contractés pour l'acquisition de ces biens par la Commune ;
- augmenté de la moins-value résultant du défaut d'entretien desdits biens par Vendée Eau.

A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le juge de l'expropriation.

#### **Article 8 : Entrée en vigueur**

Le présent procès-verbal prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et sans limitation de durée.

#### **Article 9 : Inventaire des ouvrages, état des immobilisations et des emprunts**

Cf annexes au présent PV.

## **Article 10 : Litiges**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nantes.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait en deux exemplaires originaux à ....., le .....

Pour la commune	Pour la Communauté de communes du Pays de Chantonay
Le Maire,	La Présidente,  Isabelle MOINET

**Annexe 1** : Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition ;

**Annexe 2** : Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 3** : Etat des subventions transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 4** : Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024.

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**  
**Commune de Saint-Vincent-Sterlanges**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

	<b>Longueur de canalisations (ml)</b>	
	<b>Gravitaire</b>	<b>Refoulement</b>
Réseau unitaire	-	-
Réseau séparatif eaux usées	2653 ml	472 ml

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type ( <i>refoulement/ relèvement</i> )	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR Saint Vincent : Rue Sainte Cécile	276000A B0305	60	<u>Refoulement</u>	Pompe 1 : Grundfos	2011	15	Télésurveillé
				Pompe 2 : Grundfos	2011	15	

**3. Accessoires sur réseau**

	<u>Quantité au (date)</u>
Regards de visite	<u>43</u>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de trop plein
Autres ouvrages accessoires	

**4. Branchements**

<b>Nombre de branchements Eaux usées</b>	<b>161</b>
<b>Longueur de branchements (ml)</b>	<b>966 ml</b>

## 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
Les Redaigneaux	ZB0003	16030	Lagunage naturel	550	2009	Oui	Non	Oui

## B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

### 6. Schéma directeur d'assainissement

A faire en 2025

### 7. Zonage d'assainissement

2022

### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE ST VINCENT STERLANGES

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2111	41-2007	terrain	31/12/2007	0 an(s)	26 000,00	0,00	0,00	26 000,00
2111	41-2008	frais d'acquisition terrain	28/02/2008	0 an(s)	867,58	0,00	0,00	867,58
2111	46B-2011	TERRAIN GUEDON POUR POMPE RELEVAGE	15/03/2011	0 an(s)	252,00	0,00	0,00	252,00
2111	46-2011-2111	ACHAT TERRAIN GUEDON	06/10/2011	0 an(s)	280,08	0,00	0,00	280,08
<b>2111 Résultat</b>					<b>27 399,66</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>27 399,66</b>
21311	41-2313-08	LAGUNE	31/12/2008	50 an(s)	197 136,50	61 764,73	3 942,00	131 429,77
21311	41-2313-2009	STATION EPURATION	20/01/2009	50 an(s)	35 081,08	8 418,62	701,00	25 961,46
<b>21311 Résultat</b>					<b>232 217,58</b>	<b>70 183,35</b>	<b>4 643,00</b>	<b>157 391,23</b>
21532	41B-2009	RESEAUX EAUX USEES	31/12/2009	50 an(s)	43 112,87	10 345,52	862,00	31 905,35
21532	41-2315-2008	PUBLICATION APPEL D OFFRE STATION EPURATION	06/06/2008	50 an(s)	93 788,84	29 381,56	1 875,00	62 532,28
21532	46-2011-2315	RESEAU EAUX USEES RUE STE CECILE	22/09/2011	50 an(s)	137 442,24	30 235,33	2 748,00	104 458,91
21532	46-2012-2315	RESEAU EU RUE STE CECILE	11/05/2012	50 an(s)	2 018,15	404,72	40,00	1 573,43
21532	59-2015-21532	reseau 2015	31/12/2016	50 an(s)	52 410,50	7 336,42	1 048,00	44 026,08
21532	59-2015-2315	FRAIS D ETUDES SUIVIS DE REALISATION	17/12/2015	0 an(s)	11 151,62	0,00	0,00	11 151,62
21532	59-2016-21532	INT FRAIS AMENAGEMENT RUES EGLISE ET BEL AIR	13/10/2016	50 an(s)	57 137,96	7 996,52	1 142,00	47 999,44
21532	60-2014-21532	RESEAUX EAUX USEES RUE GUINOT	07/05/2015	50 an(s)	6 618,95	1 056,76	132,00	5 430,19
21532	60-2014-2315	RESEAUX EAUX USEES RUE GUINOT	14/03/2014	50 an(s)	47 935,93	8 626,44	958,00	38 351,49
21532	60-2023-2315	POSE D'UN TABOURET EU - 17 RUE GUINOT	24/10/2023	0 an(s)	2 229,60	0,00	0,00	2 229,60
21532	65-2017-21532	TRAVAUX RUE DE L EGLISE ET RUE MELSON	23/11/2017	50 an(s)	7 600,87	152,00	152,00	7 296,87
21532	65-2017-2315	Acompte n°1 sur travaux - Fact	23/11/2017	0 an(s)	20 601,19	0,00	0,00	20 601,19
21532	65-2018-21532	TRAVAUX RUE DE L EGLISE ET RUE MELSON	17/04/2018	50 an(s)	29 036,23	580,00	580,00	27 876,23
21532	65-2018-2315	Acompte n°4 travaux rue de l Eglise et rue de Meslon - Fact 18369 du 31/01/18 Inventaire 65-2018-231	18/04/2018	0 an(s)	69 444,07	0,00	0,00	69 444,07
<b>21532 Résultat</b>					<b>580 529,02</b>	<b>96 115,27</b>	<b>9 537,00</b>	<b>474 876,75</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>840 146,26</b>	<b>166 298,62</b>	<b>14 180,00</b>	<b>659 667,64</b>

## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SAINT VINCENT STERLANGES

34101	SUBVENTIONS	ASSAINISSEMENT SAINT VINCENT STERLANGES					
		131xx	compte 139xx			bs crédit-bs débit	
compte	n° auxiliaire	libellé	subvention reçue	reprise antérieure	Reprise 2024	total reprise	solde subv
13111	131-2010	Subvention agence de l'eau pou Subventio	70 595,91	16 944,00	1 412,00	18 356,00	52 239,91
	13111-2006	subvention	3 770,00	1 125,40	75,00	1 200,40	2 569,60
	13111-2007	subvention	3 000,00	900,00	60,00	960,00	2 040,00
	13111-2009	Subvention agence de l'eau res Subventio	19 830,00	5 553,60	397,00	5 950,60	13 879,40
	13111-2014	RESEAUX EAUX USEES RUE GUINOT	7 716,75	1 386,00	154,00	1 540,00	6 176,75
	13111-2017	Sub Agence de l'eau Rue Eglise + Rue Bel	29 253,00	3 510,00	585,00	4 095,00	25 158,00
	65-2018-13111	Subvention rÃ©seau assnmt Rue Eglise + ru	12 516,00	1 250,00	250,00	1 500,00	11 016,00
	65-2019-13111	Solde subvention rÃ©seau assnmt Rue Eglis	29 204,00	2 336,00	584,00	2 920,00	26 284,00
		<b>TOTAL</b>	<b>175 885,66</b>	<b>33 005,00</b>	<b>3 517,00</b>	<b>36 522,00</b>	<b>139 363,66</b>
1312	1312-2006	subvention	764,00	225,00	15,00	240,00	524,00
		<b>TOTAL</b>	<b>764,00</b>	<b>225,00</b>	<b>15,00</b>	<b>240,00</b>	<b>524,00</b>
1313	1313-2007	subvention	317,00	90,34	6,00	96,34	220,66
	1313-2009	subvention	79 234,40	22 185,60	1 585,00	23 770,60	55 463,80
	1313-2011	Subvention agence de l'eau pour le resea	69 950,75	16 788,00	1 399,00	18 187,00	51 763,75
	1313-2008A	SUB STATION EPURATION	21 000,00	6 300,00	420,00	6 720,00	14 280,00
	1313-2008B	SUB RESEAUX	16 254,00	4 875,06	325,00	5 200,06	11 053,94
		<b>TOTAL</b>	<b>186 756,15</b>	<b>50 239,00</b>	<b>3 735,00</b>	<b>53 974,00</b>	<b>132 782,15</b>
1318	1318-2014	ETAT RUE GUINOT	10 000,00	2 600,00	200,00	2 800,00	7 200,00
	59-2016-1318	RÃ©serve parlementaire pour assainissem	20 000,00	3 600,00	400,00	4 000,00	16 000,00
	65-2019-1318	Solde subvention rÃ©seau assnmt Rue Eglis	5 000,00	400,00	100,00	500,00	4 500,00
		<b>TOTAL</b>	<b>35 000,00</b>	<b>6 600,00</b>	<b>700,00</b>	<b>7 300,00</b>	<b>27 700,00</b>

7 967,00

Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
St Vincent Sterlanges	Caisse d'Epargne "rue Guinot"	CAISSE EPARGNE	4231360	01/05/2014	20 ans	61 800,00 €	30 780,00 €
	DEXIA - MIN249649EUR/0277038	DEXIA	MIN249649EUR/0277038	31/03/2009	30 ans	320 000,00 €	184 474,82 €

**COMPETENCE CONCERNEE : Assainissement collectif**

**ENTRE**

La Commune de ..... représentée par son Maire, ..., dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du .....

Ci-après désigné par les termes « *la Commune* »

D'une part,

**ET**

La Communauté de Communes du Pays de Chantonnay représentée par sa Présidente, Madame Isabelle MOINET, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire du.....

Ci-après désignée « *la Communauté de Communes* »

D'autre part,

**Préambule**

La compétence assainissement collectif est transférée par les Communes à la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (arrêté préfectoral n°2024-DCL-BICB-770 du 12 août 2024).

Dans le même temps, le Conseil Communautaire du Pays de Chantonnay et le Comité Syndical de Vendée Eau ont délibéré sur le transfert de compétence à Vendée Eau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, par délibération n° 2024-370 du 25 Septembre 2024 pour le Pays de Chantonnay et par délibération n° 2024VEE04CS10 du 3 Octobre 2024 pour Vendée Eau.

Par application des articles L.5211-17 et L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, ce transfert de compétence entraîne notamment et de plein droit la mise à la disposition de la Communauté de Communes des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de la compétence de l'assainissement collectif. La compétence étant transférée au même jour à la Communauté de Communes et à Vendée Eau, une mise à disposition successive des Communes à la Communauté de Communes puis à Vendée Eau est prévue.



Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de chacune des Communes antérieurement compétente et la Communauté de Communes (un procès-verbal sera également établi entre la Communauté de Communes et Vendée Eau). Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et, le cas échéant, l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Tel est l'objet des présentes.

### **Article 1 : Objet**

Par le présent procès-verbal, la Commune de ..... met à disposition de la Communauté de Communes, qui l'accepte, les biens meubles et immeubles et les équipements affectés à la compétence « *assainissement collectif* ».

### **Article 2 : Consistance des biens**

Les biens meubles et immeubles objet de la présente mise à disposition se composent des éléments dont la liste est jointe en annexe.

La Commune de ... déclare être propriétaire des biens concernés par la présente mise à disposition. Elle déclare aussi que ces biens sont situés sur le territoire de la Commune.

### **Article 3 : Etat des biens**

La Communauté de Communes prendra les biens dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance. Elle déclare bien les connaître pour, s'agissant des biens immeubles, les avoir vus et visités à sa convenance. Un état des lieux est annexé aux présentes.

### **Article 4 : Modalités de mise à disposition**

La mise à disposition est effectuée à titre gratuit.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, la Communauté de Communes met elle-même à disposition l'ensemble des biens reçus des Communes à Vendée Eau qui assumera à compter du transfert effectif des biens l'ensemble des obligations du propriétaire. Il possède tous pouvoirs de gestion. Il assure le renouvellement des biens mobiliers. Il peut autoriser l'occupation des biens remis. Il en perçoit les fruits et les produits. Il agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Vendée Eau pourra procéder à tous travaux de reconstruction, démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

### **Article 5 : Contrats en cours**

La Communauté de Communes se substitue à la Commune dans les droits et obligations de la Commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens faisant l'objet de la présente mise à disposition. Le transfert de la compétence assainissement collectif entre les Communes et la Communauté de Communes puis entre la Communauté de Communes et Vendée Eau s'opérant successivement à la même date du 1<sup>er</sup> janvier 2025, c'est bien Vendée Eau qui reprend effectivement les contrats en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Cette substitution est dûment constatée par voie d'avenant notifié par Vendée Eau aux cocontractants de la Commune, où à défaut par courrier recommandé avec accusé de réception.

#### **Article 6 : Amortissement des biens**

Les parties actent que Vendée Eau poursuit l'amortissement des biens mis à disposition et des subventions afférentes, le cas échéant, conformément à ses propres règles.

#### **Article 7 : Désaffectation des biens**

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la Commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Vendée Eau, bénéficiaire réel de la mise à disposition, peut néanmoins, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés, lorsque ceux-ci ne font pas partie du domaine public, à un prix correspondant à leur valeur vénale.

Ce prix est éventuellement :

- diminué de la plus-value conférée aux biens par les travaux effectués par Vendée Eau et des charges, supportées par lui, résultant d'emprunts contractés pour l'acquisition de ces biens par la Commune ;
- augmenté de la moins-value résultant du défaut d'entretien desdits biens par Vendée Eau.

A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le juge de l'expropriation.

#### **Article 8 : Entrée en vigueur**

Le présent procès-verbal prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et sans limitation de durée.

#### **Article 9 : Inventaire des ouvrages, état des immobilisations et des emprunts**

Cf annexes au présent PV.

## **Article 10 : Litiges**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nantes.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait en deux exemplaires originaux à ....., le .....

Pour la commune	Pour la Communauté de communes du Pays de Chantonay
Le Maire,	La Présidente,  Isabelle MOINET

**Annexe 1** : Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition ;

**Annexe 2** : Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 3** : Etat des subventions transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 4** : Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024.

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**  
**Commune de Sainte-Cécile**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

	<b>Longueur de canalisations (ml)</b>	
	<b>Gravitaire</b>	<b>Refoulement</b>
Réseau unitaire	-	-
Réseau séparatif eaux usées	5562	116

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type (refoulement/ relèvement)	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
Poste 1 : Rue du moulin de la Cour	Domaine public			Pompe 1 :		19	Télesurveillé
				Pompe 2 :		18.5	
STEP PR1	AH0188	82022		Pompe 1 :		120	
				Pompe 2 :		120	
STEP PR2				Pompe 1 :		120	
				Pompe 2 :		120	
STEP PR3				Pompe 1 :		50	
				Pompe 2 :		50	

**3. Accessoires sur réseau**

	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	143
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

**4. Branchements**

<b>Nombre de branchements Eaux usées</b>	<b>362</b>
<b>Longueur de branchements (ml)</b>	<b>2172 ml</b>

## 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
Rue de l'Aublonnière	AH0188	82022	Filtres plantés de roseaux	800	2001	Oui	Oui	Oui

## B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

### 6. Schéma directeur d'assainissement 2017

### 7. Zonage d'assainissement 2022

### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SAINTE CECILE

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2156	AS 002	ASS 002	31/12/1993	40 an(s)	116,91	90,00	3,00	23,91
2156	ASS 001	ASS 001	31/12/1992	40 an(s)	180 275,21	139 686,00	4 506,00	36 083,21
2156	ASS 003	ASS 003	31/12/1993	40 an(s)	2 967,30	2 220,00	74,00	673,30
2156	ASS 004	ASS 004	31/12/1993	40 an(s)	1 004,97	750,00	25,00	229,97
2156	ASS 005	ASS 005	31/12/1993	40 an(s)	1 851,30	1 380,00	46,00	425,30
2156	ASS 006	ASS 006	31/12/1993	40 an(s)	434,91	300,00	10,00	124,91
2156	ASS 007	ASS 007	31/12/1995	40 an(s)	27 345,20	19 124,00	683,00	7 538,20
2156	ASS 008	ASS 008	31/12/1996	40 an(s)	140 285,86	94 688,00	3 507,00	42 089,86
2156	ASS 009	ASS 009	31/12/1997	40 an(s)	6 759,34	4 368,00	168,00	2 223,34
2156	ASS 010	ASS 010	31/12/1999	40 an(s)	5 401,42	3 240,00	135,00	2 026,42
2156	ASS 011	ASS 011	31/12/2003	40 an(s)	1 325,75	860,00	33,00	632,75
2156	ASS 012	ASS 12	31/12/2005	40 an(s)	29 839,93	13 427,82	745,99	15 666,12
2156	ASS 013	ASS 013	31/12/2006	40 an(s)	2 870,40	1 219,92	71,76	1 578,72
2156	ASS 014	ASS 014	31/12/2009	40 an(s)	13 490,88	4 721,78	337,27	8 431,83
2156	ASS 015	ASS 015	07/03/2015	40 an(s)	553,32	124,47	13,83	415,02
2156	ASS 016	ASS 016	06/05/2013	40 an(s)	1 390,78	382,47	34,77	973,54
2156	ASS 017-2156	ASS 017-2156	17/09/2013	40 an(s)	134 163,36	30 175,42	3 354,08	100 633,86
2156	ASS 018	ASS 018	23/11/2015	12 an(s)	5 823,40	4 367,52	485,28	970,60
2156	ASS 019	ASS 019	23/11/2015	12 an(s)	2 660,37	1 995,30	221,70	443,37
2156	ASS 020	ASS 020	17/09/2013	40 an(s)	4 589,23	1 032,57	114,73	3 441,93
2156	ASS 022	RACCORDEMENT ELECTRIQUE DU LOCAL DE LA LAGUNE	27/04/2015	10 an(s)	6 857,29	4 800,11	685,73	1 371,45
<b>2156 Résultat</b>					<b>570 007,13</b>	<b>328 754,38</b>	<b>15 255,14</b>	<b>225 997,61</b>
2158	2016RESEAU/MARTHIL2158	EXTENSION RESEAU ASSAINISEMEN	13/07/2017	40 an(s)	71 240,00	10 686,00	1 781,00	58 773,00
2158	2018EXTENSIONEMPRELAIAS215	TRAVAUX EXTENSION RESEAU EU RU	01/10/2018	20 an(s)	89 998,00	17 999,60	4 499,90	67 498,50
2158	2019CONTROLECURAGEEMPRIELA	CONTROLE ET CURAGE RESEAU RUE	14/05/2019	0 an(s)	3 423,51	0,00	427,94	2 995,57
2158	2019TXASSAINRD472158	TRAVAUX D ASSAINISEMENT RD 47	01/12/2019	40 an(s)	71 024,88	5 326,86	1 775,62	63 922,40
2158	2021ABORDSLAGUNE2158	REMISE EN ETAT ABORDS LAGUNE	30/11/2021	40 an(s)	5 020,96	251,04	125,52	4 644,40
2158	2021CONTROLESOPR2158	CONTROLES PREALABLES A RECEPTI	08/12/2021	40 an(s)	4 510,50	225,52	112,76	4 172,22
2158	2021EXTRESEUAUB2158	EXTENSION DE LA STEP ET DU RES	01/12/2021	40 an(s)	145 530,00	3 638,25	3 638,25	138 253,50
2158	2021EXTSTEP2158	EXTENSION DE LA STEP ET DU RES	24/11/2022	40 an(s)	608 966,25	15 224,16	15 224,16	578 517,93
2158	2021HYGIENBOUES2158	HYGIENISATION CRUAGE ET EPANDA	24/11/2021	50 an(s)	32 226,60	1 289,06	644,53	30 293,01
2158	2021PREPASTEP2158	REALISATION DU PORTER A CONNAI	24/09/2021	50 an(s)	4 270,00	170,80	85,40	4 013,80
2158	2021REGEUJARD2158	REALISATION DE 4 BRANCHEMENTS	06/07/2021	40 an(s)	3 850,00	192,50	96,25	3 561,25
2158	2022HYGBOUSTEP2158	HYGIENISATION CRUAGE ET EPANDA	01/01/2023	50 an(s)	33 090,20	661,80	661,80	31 766,60
2158	2022PLANEPAN2158	REALISATION DU PORTER A CONNAISSANCE ET PLAN D'EPANDAGE POUR EXTENSION STEP	31/12/2022	40 an(s)	4 270,00	0,00	213,50	4 056,50
2158	2023BRANCHEUSTADE2158	CREATION BRANCHEMENT EU RUE DU STADE	22/12/2023	40 an(s)	2 183,33	0,00	54,58	2 128,75
2158	2023BRANEUMOUJARD2158	CREATION BRANCHEMENT EU RUE DU	23/05/2023	40 an(s)	2 083,33	0,00	52,08	2 031,25
2158	2023BRANEUSTHIL2158	CREATION BRANCHEMENT EU RUE DE	31/07/2023	40 an(s)	2 083,33	0,00	52,08	2 031,25
2158	2023BRANEUSTMART2158	CREATION BRANCHEMENT EU RUE DE	23/05/2023	40 an(s)	2 083,33	0,00	52,08	2 031,25
<b>2158 Résultat</b>					<b>1 085 854,22</b>	<b>55 665,59</b>	<b>29 497,45</b>	<b>1 000 691,18</b>
218	ASS 021	ASS 021	28/10/2013	5 an(s)	180,01	180,01	0,00	0,00
<b>218 Résultat</b>					<b>180,01</b>	<b>180,01</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>1 656 041,36</b>	<b>384 599,98</b>	<b>44 752,59</b>	<b>1 226 688,79</b>

## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SAINTE CECILE

34201		SUBVENTIONS ASSAINISSEMENT SAINTE CECILE					
		131xx	compte 139xx				
compte	n° auxiliaire	libellé	subvention reçue	reprise antérieure	Reprise 2024	total reprise	solde subv
131	SUBVENTION DIAGNOSTIC EU	SUBVENTION DIAGNOSTIC EU	9 600,00	0,00	9 600,00	9 600,00	0,00
	ASS 017-2156	ASS 017-2156	41 567,70	9 352,71	1 039,19	10 391,90	31 175,80
	2021EXTSTEP2158	EXTENSION DE LA STEP ET DU RES	350 907,60	6 354,06	6 354,06	12 708,12	338 199,48
	2021HYGIENBOUES2158	HYGIENISATION CRUAGE ET EPANDA	5 557,50	113,42	113,42	226,84	5 330,66
	2016RESEAUMARTHIL2158	EXTENSION RESEAU ASSAINISSEMEN	14 080,00	1 805,15	361,03	2 166,18	11 913,82
	2018EXTENSIONEMPRELAIS215	TRAVAUX EXTENSION RESEAU EU RU	39 480,78	6 233,82	2 077,94	8 311,76	31 169,02
	2019FRAISETUDEZONAGEEU203	FRAIS ETUDE REVISION ZONAGE EU	807,55	0,00	201,89	201,89	605,66
	<b>TOTAL</b>		<b>462 001,13</b>	<b>23 859,16</b>	<b>19 747,53</b>	<b>43 606,69</b>	<b>418 394,44</b>

Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
Ste Cécile	Banque des Territoires - 5460170 / 129437	BANQUE DES TERRITOIRES	5460170	29/11/2021	25 ans	320 000,00 €	288 641,11 €
	MON280901EUR - Banque Postale	BANQUE POSTALE	MON280901EUR	04/10/2013	12 ans	80 000,00 €	6 666,52 €



**COMPETENCE CONCERNEE : Assainissement collectif**

**ENTRE**

La Commune de ..... représentée par son Maire, ..., dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du .....

Ci-après désigné par les termes « *la Commune* »

D'une part,

**ET**

La Communauté de Communes du Pays de Chantonnay représentée par sa Présidente, Madame Isabelle MOINET, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire du.....

Ci-après désignée « *la Communauté de Communes* »

D'autre part,

**Préambule**

La compétence assainissement collectif est transférée par les Communes à la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (arrêté préfectoral n°2024-DCL-BICB-770 du 12 août 2024).

Dans le même temps, le Conseil Communautaire du Pays de Chantonnay et le Comité Syndical de Vendée Eau ont délibéré sur le transfert de compétence à Vendée Eau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, par délibération n° 2024-370 du 25 Septembre 2024 pour le Pays de Chantonnay et par délibération n° 2024VEE04CS10 du 3 Octobre 2024 pour Vendée Eau.

Par application des articles L.5211-17 et L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, ce transfert de compétence entraîne notamment et de plein droit la mise à la disposition de la Communauté de Communes des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de la compétence de l'assainissement collectif. La compétence étant transférée au même jour à la Communauté de Communes et à Vendée Eau, une mise à disposition successive des Communes à la Communauté de Communes puis à Vendée Eau est prévue.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de chacune des Communes antérieurement compétente et la Communauté de Communes (un procès-verbal sera également établi entre la Communauté de Communes et Vendée Eau). Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et, le cas échéant, l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Tel est l'objet des présentes.

### **Article 1 : Objet**

Par le présent procès-verbal, la Commune de ..... met à disposition de la Communauté de Communes, qui l'accepte, les biens meubles et immeubles et les équipements affectés à la compétence « *assainissement collectif* ».

### **Article 2 : Consistance des biens**

Les biens meubles et immeubles objet de la présente mise à disposition se composent des éléments dont la liste est jointe en annexe.

La Commune de ... déclare être propriétaire des biens concernés par la présente mise à disposition. Elle déclare aussi que ces biens sont situés sur le territoire de la Commune.

### **Article 3 : Etat des biens**

La Communauté de Communes prendra les biens dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance. Elle déclare bien les connaître pour, s'agissant des biens immeubles, les avoir vus et visités à sa convenance. Un état des lieux est annexé aux présentes.

### **Article 4 : Modalités de mise à disposition**

La mise à disposition est effectuée à titre gratuit.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, la Communauté de Communes met elle-même à disposition l'ensemble des biens reçus des Communes à Vendée Eau qui assumera à compter du transfert effectif des biens l'ensemble des obligations du propriétaire. Il possède tous pouvoirs de gestion. Il assure le renouvellement des biens mobiliers. Il peut autoriser l'occupation des biens remis. Il en perçoit les fruits et les produits. Il agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Vendée Eau pourra procéder à tous travaux de reconstruction, démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

### **Article 5 : Contrats en cours**

La Communauté de Communes se substitue à la Commune dans les droits et obligations de la Commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens faisant l'objet de la présente mise à disposition. Le transfert de la compétence assainissement collectif entre les Communes et la Communauté de Communes puis entre la Communauté de Communes et Vendée Eau s'opérant successivement à la même date du 1<sup>er</sup> janvier 2025, c'est bien Vendée Eau qui reprend effectivement les contrats en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Cette substitution est dûment constatée par voie d'avenant notifié par Vendée Eau aux cocontractants de la Commune, où à défaut par courrier recommandé avec accusé de réception.

#### **Article 6 : Amortissement des biens**

Les parties actent que Vendée Eau poursuit l'amortissement des biens mis à disposition et des subventions afférentes, le cas échéant, conformément à ses propres règles.

#### **Article 7 : Désaffectation des biens**

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la Commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Vendée Eau, bénéficiaire réel de la mise à disposition, peut néanmoins, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés, lorsque ceux-ci ne font pas partie du domaine public, à un prix correspondant à leur valeur vénale.

Ce prix est éventuellement :

- diminué de la plus-value conférée aux biens par les travaux effectués par Vendée Eau et des charges, supportées par lui, résultant d'emprunts contractés pour l'acquisition de ces biens par la Commune ;
- augmenté de la moins-value résultant du défaut d'entretien desdits biens par Vendée Eau.

A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le juge de l'expropriation.

#### **Article 8 : Entrée en vigueur**

Le présent procès-verbal prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et sans limitation de durée.

#### **Article 9 : Inventaire des ouvrages, état des immobilisations et des emprunts**

Cf annexes au présent PV.

## **Article 10 : Litiges**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nantes.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait en deux exemplaires originaux à ....., le .....

Pour la commune	Pour la Communauté de communes du Pays de Chantonay
Le Maire,	La Présidente,  Isabelle MOINET

**Annexe 1** : Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition ;

**Annexe 2** : Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 3** : Etat des subventions transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 4** : Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024.

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**

**Commune de Sigournais**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

	<b>Longueur de canalisations (ml)</b>	
	<b>Gravitaire</b>	<b>Refoulement</b>
Réseau unitaire		
Réseau séparatif eaux usées	4005 ml	672 ml

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

<b>Emplacement Nom du poste</b>	<b>Numéro de parcelle</b>	<b>Surface de la parcelle</b>	<b>Type (refoulement/ relèvement)</b>	<b>Marque de la pompe</b>	<b>Année de mise en service</b>	<b>Capacité (m<sup>3</sup>/h)</b>	<b>Commentaire</b>
<b>PR des jardins : Rue des jardins</b>	Domaine public	/	Refoulement	Pompe 1 : Flyght	2012		Télesurveillé
				Pompe 2 : Flyght	2012		
<b>PR Canal : Rue du canal</b>	Domaine public	/	Refoulement	Pompe : Flyght	2006	37	Pas de Sofrel
<b>PR du Moulin : Rue du moulin</b>	Domaine public	/	Refoulement	Pompe 1 : Flyght	2016	37	Télesurveillé
				Pompe 2 : Flyght	2016	37	
<b>PR des Granges : Rue de la grange / Chantonay</b>	AC0026	4485	Refoulement	Pompe 1 : Flyght			Télesurveillé
				Pompe 2 : Flyght			
<b>PR des Clavelières : Rue des Clavelières</b>	C0881	316	Refoulement	Pompe 1 : Flyght	2006	37	Télesurveillé
				Pompe 2 : Flyght	2015	37	
<b>PR aubépin : Rue du stade</b>	C0728	5150	Refoulement	Pompe 1 : Flyght	2013		Télesurveillé
				Pompe 2 : Flyght	2013		

**3. Accessoires sur réseau**

	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	127

Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

#### 4. Branchements

Nombre de branchements Eaux usées	261
Longueur de branchements (ml)	1566 ml

#### 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non) Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
Rue de Saint-Mars	C0356	6330	Filtre planté de roseaux	800	2010	Non	Oui	Oui
	C0357	4545						

### B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

#### 6. Schéma directeur d'assainissement

2007 à programmer en 2023

#### 7. Zonage d'assainissement

2022

#### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

#### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

#### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

#### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

#### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SIGOURNAIS

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2111	1	TERRAIN LAGUNE C 353 38ARES	31/12/1983	0 an(s)	724,90	0,00	0,00	724,90
<b>2111 Résultat</b>					<b>724,90</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>724,90</b>
21532	RUEDECHANTONNAY	ASSAINISSEMENT RUE DE CHANTONNAY	17/03/2014	50 an(s)	1 050,00	189,00	21,00	840,00
21532	2010-LAGUNE	EXTENSION LAGUNE STATION EPURATION	26/03/2010	50 an(s)	298 152,47	59 630,48	5 963,05	232 558,94
21532	2012-2315RUEDECHANTONNAY	RESEAU COLLECTE EAUX USEES RUE CHANTONNAY	31/07/2012	50 an(s)	133 282,40	26 656,47	2 665,65	103 960,28
21532	2013STMARS	MAITRISE D OEUVRE RUE ST MARS	17/10/2013	50 an(s)	1 800,00	288,00	36,00	1 476,00
21532	2014ATSTMARS	MANDAT -1-1-2014-14406 Sigourmais-ALAIN TP	30/01/2014	50 an(s)	55 385,00	8 861,60	1 107,70	45 415,70
21532	2014EUCHAVAGNES	EXTENSION NORD EAUX USEES RUE DE CHAVAGNES	17/07/2014	50 an(s)	6 479,00	1 036,64	129,58	5 312,78
21532	2014-21532	INTEGRATION FRAIS ETUDES EPANDAGE LAGUNE RUE ST M	30/12/2014	50 an(s)	21 559,01	3 880,62	431,18	17 247,21
21532	2015MOTRANCHE21532	Frais d'études suivis de réalisation immo corporelle	18/08/2022	50 an(s)	6 500,00	0,00	0,00	6 500,00
21532	2015RUEDECHANTONNAY	INTEGRATION ETUDES RUE DE CHANTONNAY	16/07/2015	50 an(s)	7 128,19	1 140,45	142,56	5 845,18
21532	2016ATTTRANCHE6	travaux assainissement tranche 6		10 an(s)	125 754,00	0,00	0,00	125 754,00
21532	2016RD39	RD39	01/01/2016	50 an(s)	601,25	0,00	0,00	601,25
21532	2016STMARS	RUE ST MARS	01/01/2016	50 an(s)	2 300,00	0,00	0,00	2 300,00
21532	2017EURUEDECHAVAGNES	Extension nord eaux usées rue de Chavagnes 18156 du 24/7/2017 2017EUCHAVAGNES	02/10/2017	50 an(s)	657,20	0,00	0,00	657,20
21532	2018ATRUESABOTIER	Réseau Eaux Usées rue du Sabotier 19258 du 19/10/	15/11/2018	50 an(s)	11 416,00	0,00	0,00	11 416,00
21532	2019ATPARCELLECLAVELLIERE	Aménagement accès parcelle communale Clavellières 190414 du 15/4/2019 SIG	22/05/2019	50 an(s)	2 685,00	0,00	0,00	2 685,00
21532	2019CUNAGEEUPETTESOUCHES	Curage et réparation réseau EP rue des Petites Ouches et Chassais 0052.2019.1676 du 31/5/2019 A0019	12/12/2019	50 an(s)	11 325,00	0,00	0,00	11 325,00
21532	2022VXEUPETTESOUCHES	Réseau EU rue PO Etat d'acompte 2 du 2/12/22 selon fact 221100022 VRO 404 complété par mdr 723/22 bg	31/12/2022	50 an(s)	19 018,00	0,00	380,36	18 637,64
21532	2023RACCORDLAGUNE	RACCORDEMENT RESEAU EU PETITES OUCHES LAGUNE	17/07/2023	50 an(s)	1 690,86	0,00	0,00	1 690,86
21532	2-1986	RESEAU	31/12/1986	50 an(s)	800,78	592,68	16,02	192,08
21532	2-1987	RESEAU	31/12/1987	50 an(s)	51 746,94	37 257,84	1 034,94	13 454,16
21532	2-1988	RESEAU	31/12/1988	50 an(s)	2 815,82	1 971,20	56,32	788,30
21532	2-1990	RESEAU	31/12/1990	50 an(s)	15 736,68	10 386,09	314,73	5 035,86
21532	2-1993	RESEAU	31/12/1993	50 an(s)	25 439,60	15 263,70	508,79	9 667,11
21532	2-1995	RESEAU	31/12/1995	50 an(s)	758,48	424,76	15,17	318,55
21532	2-1999	RESEAU	31/12/1999	50 an(s)	55 429,79	26 606,40	1 108,60	27 714,79
21532	2-2000	RESEAU	31/12/2000	50 an(s)	1 543,11	709,78	30,86	802,47
21532	2-2001	RESEAU	31/12/2001	50 an(s)	209,58	92,17	4,19	113,22
21532	2-2004	RESEAU	29/12/2004	50 an(s)	65 329,79	24 825,40	1 306,60	39 197,79
21532	2-2005	RESEAU	23/12/2005	50 an(s)	8 886,25	3 199,14	177,73	5 509,38
21532	2-2007	RESEAU	09/03/2007	50 an(s)	90 464,98	28 948,80	1 809,30	59 706,88
21532	2315-MO-LAGUNE	mo station epuration	22/11/2010	50 an(s)	14 266,03	2 853,20	285,32	11 127,51
21532	23152011RUEDELAGARE	ASSAINISSEMENT RUE DE LA GARE	17/11/2011	50 an(s)	31 366,76	6 273,40	627,34	24 466,02
21532	90008806391015	Intégration d'études	30/12/2024		4 026,60	0,00	0,00	4 026,60
<b>21532 Résultat</b>					<b>1 075 604,57</b>	<b>261 087,82</b>	<b>18 172,99</b>	<b>796 343,76</b>
2315	90008806790015	Extension nord eaux usées rue de Chavagnes 25396 du 30/10/2024	30/12/2024		456,00	0,00	0,00	456,00
<b>2315 Résultat</b>					<b>456,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>456,00</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>1 076 785,47</b>	<b>261 087,82</b>	<b>18 172,99</b>	<b>797 524,66</b>

## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SIGOURNAIS

33601	SUBVENTIONS						
compte	n° auxiliaire	libellé	131xx	compte 139xx		bs crédit-bs débit	
			subvention rec	reprise antérieu	Reprise 2024	total reprise	solde subv
13111	13111-1999	SUBVENTIONS	9 432,78	4 527,84	188,66	4 716,50	4 716,28
	13111-2000	SUBVENTIONS	13 583,21	6 248,18	271,66	6 519,84	7 063,37
	13111-2004	SUBVENTIONS	8 140,00	3 093,20	162,80	3 256,00	4 884,00
	13111-2006	SUBVENTIONS	20 364,17	6 923,76	407,28	7 331,04	13 033,13
	13111-2011	SUBVENTION RESEAUX	79 788,16	17 549,37	1 593,76	19 143,13	60 645,03
	13111-2013	SUBVENTION RESEAUX	6 779,63	1 355,94	135,59	1 491,53	5 288,10
	13111-2014	xtension reseau deaux usees rue Chantonn	21 705,92	3 907,08	434,12	4 341,20	17 364,72
	13111-2017	subv res	55 057,25	6 606,90	1 101,15	7 708,05	47 349,20
		<b>TOTAL</b>	<b>214 851,12</b>	<b>50 212,27</b>	<b>4 295,02</b>	<b>54 507,29</b>	<b>160 343,83</b>
13118	13118-2006	subvention	18 975,00	6 451,50	379,50	6 831,00	12 144,00
	13118-2007	SUBVENTION	13 322,60	4 263,20	266,45	4 529,65	8 792,95
		<b>TOTAL</b>	<b>32 297,60</b>	<b>10 714,70</b>	<b>645,95</b>	<b>11 360,65</b>	<b>20 936,95</b>
1312	1312-1993	SUBVENTIONS	4 573,47	2 744,10	91,47	2 835,57	1 737,90
	1312-2002	SUBVENTIONS	797,31	334,95	15,95	350,90	446,41
		<b>TOTAL</b>	<b>5 370,78</b>	<b>3 079,05</b>	<b>107,42</b>	<b>3 186,47</b>	<b>2 184,31</b>
1313	1313-2007	SUBVENTION	16 295,21	5 214,40	325,90	5 540,30	10 754,91
	1313-2011	SUBVENTION RESEAUX	65 370,30	14 381,51	1 307,41	15 688,92	49 681,38
	1313-2012	SUBVENTION RESEAUX	848,30	186,67	16,97	203,64	644,66
		<b>TOTAL</b>	<b>82 513,81</b>	<b>19 782,58</b>	<b>1 650,28</b>	<b>21 432,86</b>	<b>61 080,95</b>
1315	1315-2011	SUBVENTION RESEAUX	29 170,00	6 417,40	583,40	7 000,80	22 169,20
		<b>TOTAL</b>	<b>29 170,00</b>	<b>6 417,40</b>	<b>583,40</b>	<b>7 000,80</b>	<b>22 169,20</b>
1318	1318-1994	SUBVENTIONS	1 676,94	972,66	33,54	1 006,20	670,74
	1318-1999	SUBVENTIONS	9 314,63	4 470,96	186,29	4 657,25	4 657,38
	1318-2002	SUBVENTIONS	3 643,53	1 530,27	72,87	1 603,14	2 040,39
	1318-2003	SUBVENTIONS	881,16	352,40	17,62	370,02	511,14
	1318-2004	SUBVENTIONS	15 919,20	6 049,22	318,38	6 367,60	9 551,60
	1318-2007	SUBVENTION	13 579,34	4 345,44	271,59	4 617,03	8 962,31
		<b>TOTAL</b>	<b>45 014,80</b>	<b>17 720,95</b>	<b>900,29</b>	<b>18 621,24</b>	<b>26 393,56</b>

8 182,36



Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
Sigournais	CREDIT AGRICOLE - 2012 - 00080787108	CREDIT AGRICOLE	80787108	20/09/2012	20 ans	100 000,00 €	50 579,88 €
	DEXIA - 45 000 € - 12/2006 - 0256076	DEXIA	MON244582EUR/0256076	02/01/2007	20 ans	45 000,00 €	6 096,34 €
	CEBPL - 135 000 € - 240 mois - 2014 - 4244816	CAISSE D'EPARGNE	4244816	26/03/2014	20 ans	135 000,00 €	64 125,00 €
	LA BANQUE POSTALE - 95 000 € - 20 ans - 2016 - MON 51116EUR	BANQUE POSTALE	MON 51116EUR / MON514065	18/10/2016	20 ans	95 000,00 €	60 107,38 €

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY**

Séance du Conseil communautaire : 5 mars 2025

## DÉLIBÉRATION

Le cinq mars deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-sept février deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle FAMISOL à Sainte-Cécile pour une troisième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHÉLIEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louissette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	P	PICARD Sophie	P
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	P	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	E
BONNENFANT Didier	E	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	E	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	E	ZOUBAIRI Ingrid	E
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absents et excusés avec pouvoir :

M. AUBINEAU Jérôme a donné pouvoir à Mme BILLAUDEAU Louissette – Mme GOURMAUD Catherine a donné pouvoir à M. PAILLAT Dominique – Mme MOREAU Laëtitia a donné pouvoir à M. CORNIÈRE Jean-Louis – Mme ZOUBAIRI Ingrid a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34

Nombre de conseillers communautaires présents : 26

Nombre de conseillers communautaires votants : 30

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Valérie MARTINEAU pour remplir les fonctions de secrétaire.

**N° 2025-68      COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF DES EAUX USÉES –  
APPROBATION DE LA MISE À DISPOSITION DES BIENS AFFÉRENTS  
À L'EXERCICE DE LA COMPÉTENCE AU PROFIT DU SYNDICAT MIXTE  
VENDÉE EAU ET AUTORISATION DE SIGNER LES PROCÈS-VERBAUX**

Nomenclature des actes : 5.7

Vu le Code général des collectivités territoriales, et particulièrement les articles L. 1321-1 et suivants et l'article L. 5211-5 III, relatifs aux règles en matière de transfert de compétences ;

.../...

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Chantonay, modifiés par arrêté n° 2024-DCL-BICB-770 en date du 12 août 2024, et notamment l'article 4.1.6 portant sur l'assainissement des eaux usées dans les conditions prévues à l'articles L. 2224-8 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les délibérations du Conseil communautaire du Pays de Chantonay n° 2024-370 en date du 25 septembre 2024 et n° 2024-419 en date du 23 octobre 2024, portant sur le transfert de la compétence assainissement collectif des eaux usées au Syndicat mixte Vendée eau et ses modalités ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-67, en date du 5 mars 2025, approuvant la mise à disposition des biens communaux, afférents à l'exercice de la compétence assainissement collectif des eaux usées au profit de la Communauté de communes ;

Considérant l'intérêt pour la Communauté de communes du Pays de Chantonay de mettre à disposition du Syndicat mixte Vendée Eau les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence assainissement collectif, mais aussi les subventions et emprunts rattachés ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver la mise à disposition auprès du Syndicat mixte Vendée Eau des biens afférents à l'exercice de la compétence Assainissement collectif des eaux usées, ainsi que des subventions et des emprunts rattachés le cas échéant, identifiés dans le procès-verbal contradictoire, tel que joint en annexe, entre la Communauté de communes du Pays de Chantonay et Vendée Eau ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les documents relatifs à cette opération.

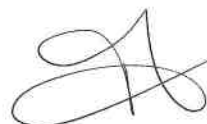
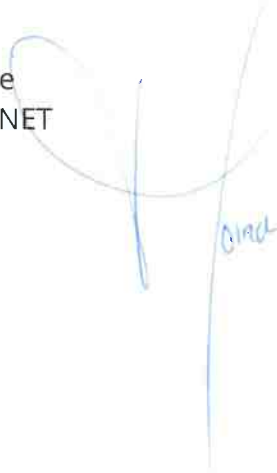
Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/03/2025

Publié le 07/03/2025

La Présidente  
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance  
Valérie MARTINEAU



**COMPETENCE CONCERNEE : Assainissement collectif**

**ENTRE**

La Communauté de Communes du Pays de Chantonay représentée par sa Présidente, Madame Isabelle MOINET, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire du.....

Ci-après désignée « *la Communauté de Communes* »

D'une part,

**ET**

Le Syndicat Départemental d'Alimentation en Eau Potable VENDEE EAU, représenté par son Président, Monsieur Jacky DALLET, dûment habilité par délibération du Comité Syndical n° 2024VEE05CS24 du 19 Décembre 2024,

Ci-après désignée « *Vendée Eau* »

D'autre part,

**Préambule**

La compétence assainissement collectif est transférée par les Communes à la Communauté de Communes du Pays de Chantonay à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (arrêté préfectoral n°2024-DCL-BICB-770 du 12 août 2024).

Dans le même temps, le Conseil Communautaire du Pays de Chantonay et le Comité Syndical de Vendée Eau ont délibéré sur le transfert de compétence à Vendée Eau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, par délibération n° 2024-370 du 25 Septembre 2024 pour le Pays de Chantonay et par délibération n° 2024VEE04CS10 du 3 Octobre 2024 pour Vendée Eau.

Par application des articles L.5211-17 et L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, ce transfert de compétence entraîne notamment et de plein droit la mise à la disposition des communes à la Communauté de Communes des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de la compétence de l'assainissement collectif. La compétence étant transférée au même jour à la Communauté de Communes et à Vendée Eau, une mise à disposition successive des Communes à la Communauté de Communes puis la Communauté de Communes à Vendée Eau est prévue.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de chacune des Communes antérieurement compétente et la Communauté de Communes, et par un procès-verbal établi entre la Communauté de Communes et Vendée Eau. Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et, le cas échéant, l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Tel est l'objet des présentes.

### **Article 1 : Objet**

Par le présent procès-verbal, la Communauté de Communes met à disposition de Vendée Eau, qui l'accepte, les biens meubles et immeubles et les équipements affectés à la compétence « *assainissement collectif* ».

### **Article 2 : Consistance des biens**

Les biens meubles et immeubles objet de la présente mise à disposition se composent des éléments dont la liste est jointe en annexe.

La Communauté de Communes déclare être que ces biens ont fait l'objet d'une mise à sa disposition par les 10 Communes membres, elles-mêmes propriétaires des biens concernés par la présente mise à disposition. Elle déclare aussi que ces biens sont situés sur le territoire de chaque Commune concernée.

### **Article 3 : Etat des biens**

Vendée Eau prendra les biens dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance. Vendée Eau déclare bien les connaître pour, s'agissant des biens immeubles, les avoir vus et visités à sa convenance. Un état des lieux est annexé aux présentes.

### **Article 4 : Modalités de mise à disposition**

La mise à disposition est effectuée à titre gratuit.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, la Communauté de Communes met à disposition l'ensemble des biens reçus des Communes à Vendée Eau qui assume à compter du transfert effectif des biens l'ensemble des obligations du propriétaire. Il possède tous pouvoirs de gestion. Il assure le renouvellement des biens mobiliers. Il peut autoriser l'occupation des biens remis. Il en perçoit les fruits et les produits. Il agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Vendée Eau pourra procéder à tous travaux de reconstruction, démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

### **Article 5 : Contrats en cours**

Vendée Eau se substitue à la Communauté de Communes ainsi qu'aux Communes dans les droits et obligations de la Commune (puis de la Communauté de Communes) en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens faisant l'objet de la présente mise à disposition. Le transfert de la compétence assainissement collectif entre les Communes et la Communauté de Communes puis entre la Communauté de Communes et Vendée Eau s'opérant successivement à la même date du 1<sup>er</sup> janvier 2025, c'est bien Vendée Eau qui reprend effectivement les contrats en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Cette substitution est dûment constatée par voie d'avenant notifié par Vendée Eau aux cocontractants de la Commune, où à défaut par courrier recommandé avec accusé de réception.

### **Article 6 : Amortissement des biens**

Les parties actent que Vendée Eau poursuit l'amortissement des biens mis à disposition et des subventions afférentes, le cas échéant, conformément à ses propres règles.

### **Article 7 : Désaffectation des biens**

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la Commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Vendée Eau, bénéficiaire réel de la mise à disposition, peut néanmoins, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés, lorsque ceux-ci ne font pas partie du domaine public, à un prix correspondant à leur valeur vénale.

Ce prix est éventuellement :

- diminué de la plus-value conférée aux biens par les travaux effectués par Vendée Eau et des charges, supportées par lui, résultant d'emprunts contractés pour l'acquisition de ces biens par la Commune ;
- augmenté de la moins-value résultant du défaut d'entretien desdits biens par Vendée Eau.

A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est fixé par le juge de l'expropriation.

### **Article 8 : Entrée en vigueur**

Le présent procès-verbal prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et sans limitation de durée.

**Article 9 : Inventaire des ouvrages, état des immobilisations et des emprunts**

Cf annexes au présent PV.

**Article 10 : Litiges**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nantes.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait en deux exemplaires originaux à ....., le .....

Pour la Communauté de communes du Pays de Chantonnay	Pour Vendée Eau
La Présidente,  Isabelle MOINET	Le Président,  Jacky DALLET

**Annexe 1** : Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition ;

**Annexe 2** : Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 3** : Etat des subventions transférées au 31 décembre 2024 ;

**Annexe 4** : Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024.

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**

**Commune de Bournezeau**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

Secteur		Longueur de canalisations (ml)	
		Gravitaire	Refoulement
Bournezeau bourg	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	17 000 ml	1 100 ml
Borelière	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	1165 ml	125 ml
Ménerie	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	715 ml	90 ml
Saint Vincent de Puymaufrais	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	1185 ml	265 ml
<b>TOTAL</b>		<b>20 065 ml</b>	<b>1 580 ml</b>

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

**a. Secteur Bournezeau Bourg**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type (refoulement/ relèvement)	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR ZA 1	XS 138	74 409	Refoulement	Pompe1 :	1998	9	Télesurveillé
				Pompe 2 :		9	
PR ZA 2	XR 95	7272	Refoulement	Pompe1 :	2007	16.5	Télesurveillé
				Pompe 2 :		16.5	
PR des Chasseurs	XR 83	85	Refoulement	Pompe1 :	2017	6.5	Télesurveillé
				Pompe 2 :			
PR STEP	XE 14	12600	Refoulement	Pompe1 :		35	Télesurveillé
				Pompe 2 :		35	



**b. Secteur Borelière**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type ( <i>refoulement/ relèvement</i> )	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR La Borelière	XC 39	3020	Refoulement	Pompe1 :	2012	13.5	Télesurveillé
				Pompe 2 :		13.5	

**c. Secteur La Ménerie**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type ( <i>refoulement/ relèvement</i> )	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR RU21	Domaine public		Refoulement	Pompe1 :	2017	0.4	Télesurveillé
				Pompe 2 :			
PR RU24	Domaine public		Refoulement	Pompe1 :	2017	0.2	Télesurveillé
				Pompe 2 :			
PR STEP	XT 145	1178	Refoulement	Pompe1 :	2017	35	Télesurveillé
				Pompe 2 :		35	

**d. Secteur Saint Vincent Puymaufrais**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type ( <i>refoulement/ relèvement</i> )	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR rue du Lay	Domaine public		Refoulement	Pompe1 :		7.2	Télesurveillé
				Pompe 2 :		7.2	
PR Privé	Domaine public		Refoulement	Pompe1 :			Télesurveillé
				Pompe 2 :			

### 3. Accessoires sur réseau

#### a. Secteur Bournezeau Bourg

	<u>Bournezeau BOURG</u>
	<u>Quantité au (date)</u>
Regards de visite	<b>490</b>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	TP STEP A2 (STEP)
Autres ouvrages accessoires	

#### b. Secteur La Borelière

	<u>La Borelière</u>
	<u>Quantité au (date)</u>
Regards de visite	<b>30</b>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

#### c. Secteur La Ménerie

	<u>La Ménerie</u>
	<u>Quantité au (date)</u>
Regards de visite	<b>19</b>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

#### d. Secteur Saint Vincent Puymaufrais

	<u>Saint Vincent Puymaufrais</u>
	<u>Quantité au (date)</u>
Regards de visite	<b>37</b>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

### 4. Branchements

	<u>Bournezeau</u>	<u>La Borelière</u>	<u>La Ménerie</u>	<u>Saint Vincent Puymaufrais</u>
Nombre de branchements Eaux usées	935	47	27	47
Longueur de branchements (ml)	5 610 ml	282 ml	162 ml	282 ml

### 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
<b>Bournezeau Bourg</b>	<b>XT 145</b>	<b>1178</b>	Boues activées	3 000 EH	2011	Oui	Oui	Oui
<b><u>La Borelière</u></b>	<b>XC 54</b>	<b>3922</b>	Filtres plantés de roseaux	180 EH	2012	Non	Oui	Oui
<b><u>La Ménerie</u></b>	<b>XT 145</b>	<b>1178</b>	Filtres plantés de roseaux	95 EH	2017	Non	Oui	Oui
<b><u>Saint Vincent Puymaufrais</u></b>	<b>YK 78</b>	<b>5510</b>	Filtres plantés de roseaux	180 EH	2005	Non	Oui	Oui

### B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

#### 6. Schéma directeur d'assainissement 2019

#### 7. Zonage d'assainissement 2022

#### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

#### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

#### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

**11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service**

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

**12. Dernier rapport annuel du délégataire**

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**

**Commune de Chantonay**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

Secteur		Longueur de canalisations (ml)	
		Gravitaire	Refoulement
Pré-Bretault	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	45 718 ml	5 883 ml
Angle	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	779 ml	644 ml
Le Fuiteau	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	1490 ml	616 ml
Saint Philbert du Pont Charrault	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	5968 ml	2509 ml
<b>TOTAL</b>		<b>53 955 ml</b>	<b>9 652 ml</b>

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

**a. Secteur Pré Bretault**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type (refoulement/ relèvement)	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR Ecole Eolière	BA 189	7880	Refoulement	Pompe1 :	2003	24	
				Pompe 2 :		24	
PR Parmentier	AT 233	19570	Refoulement	Pompe1 :	2009	17	Télesurveillé
				Pompe 2 :		17	
PR Fief du Moulin	AS 23	192	Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2006	7.5	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT		7.5	
PR Eco quartier	AO 101	20965	Refoulement	Pompe1 :	2012	5	Télesurveillé
				Pompe 2 :		5	
PR Petite Plaine	M 1634	1031	Refoulement	Pompe1 :	2006	6.9	Télesurveillé

				Pompe 2 :		6.9	
PR Saint Mars	XR 89	4928	Refoulement	Pompe1 : KSB	2002	16	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT		16	
PR Pont Arcole	BA 117	34051	Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2007	65	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT		65	
PR Puybelliard	XI 82	40731	Refoulement	Pompe1 :	2000	23	Télesurveillé
				Pompe 2 :		23	
PR Rouchereau	AN 158	13252	Refoulement	Pompe1 :	2020	10.5	Télesurveillé
				Pompe 2 :		10.5	
PR Chardière	AY 85	25	Refoulement	Pompe1 : FLYGT		10	Télesurveillé
				<del>Pompe 2 :</del>			
PR Chataignier	Domaine public		Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2005	7.8	Télesurveillé
				<del>Pompe 2 :</del>			
PR Taupetrie	XY 56	426	Refoulement	Pompe1 :	2007	8.5	Télesurveillé
				<del>Pompe 2 :</del>			
PR Garenne	Domaine public		Refoulement	Pompe1 :	2006	7.5	Télesurveillé
				<del>Pompe 2 :</del>			
PR Bazar	BP 150	5661	Refoulement	Pompe1 :	2007	7.2	Télesurveillé
				<del>Pompe 2 :</del>			
PR Tabarière	XW 58	25	Refoulement	Pompe1 :	2006	21	Télesurveillé
				Pompe 2 :		21	
PR Chute Perrette	BK 58	40	Refoulement	Pompe1 :		29	Télesurveillé
				Pompe 2 :		29	
PR Mgr Batiot	AN 110	455	Refoulement	Pompe1 : FLYGT		36	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT		36	
PR Polaris	AI 130	64724	Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2007	33	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT			
PR rue du Patis	AN 92	3550	Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2009	10	Télesurveillé
				Pompe 2 :			

**b. Secteur Le Fuiteau**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type ( <i>refoulement/ relèvement</i> )	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR Le Fuiteau	E 1280	11	Refoulement	Pompe1 :	2008	31.5	Télesurveillé
				Pompe 2 :		31.5	

**c. Secteur Angle**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type ( <i>refoulement/ relèvement</i> )	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR Angle	Domaine public		Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2018	9.5	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT		9.5	
PR Logis	YO 43	5842	Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2018	7.2	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT		7.2	
PR Ormeaux	G 1044	1802	Refoulement	Pompe1 :	2018	13.4	Télesurveillé
				Pompe 2 :		13.4	

#### d. Secteur Pont Charrault

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type (refoulement/ relèvement)	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR Oliveaux	P 1623	114	Refoulement	Pompe1 :	2015	9	Télesurveillé
				Pompe 2 :		9	
PR Prevot	ZP 239	18	Refoulement	Pompe1 : FLYGT	2015	7.6	Télesurveillé
				Pompe 2 : FLYGT		7.6	
PR Salle des Fêtes	S 1239	6915	Refoulement	Pompe1 :	2000	12	Télesurveillé
				Pompe 2 :		12	
PR Vildé rue du Pont	ZI 71	40	Refoulement	Pompe1 :	2021	15	Télesurveillé
				Pompe 2 :		15	
PR Vildé / Vildé	Domaine public		Refoulement	Pompe1 :	2021		Télesurveillé
				Pompe 2 :			

### 3. Accessoires sur réseau

#### a. Secteur Pré Bretault

	<u>Pré Bretault</u>
	<u>Quantité au (date)</u>
Regards de visite	966
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	TP STEP A2 (STEP)
	TP STEP A5 (STEP)
	TP PR Chute Perette (R1)
	TP PR Puybelliard (R1)
	TP PR Msg Batiot (R1)
	TP PR Pont Arcole (R1)
Autres ouvrages accessoires	



**b. Secteur Le Fuiteau**

	<b><u>Le Fuiteau</u></b>
	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	<b>35</b>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

**c. Secteur Angle**

	<b><u>Angle</u></b>
	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	<b>19</b>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

**d. Secteur Pont Charrault**

	<b><u>Pont Charrault</u></b>
	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	<b>117</b>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

**4. Branchements**

	<b><u>Pré Bretault</u></b>	<b><u>Le Fuiteau</u></b>	<b><u>Angle</u></b>	<b><u>Pont Charrault</u></b>
<b>Nombre de branchements Eaux usées</b>	<b>3750</b>	<b>61</b>	<b>46</b>	<b>205</b>
<b>Longueur de branchements (ml)</b>	<b>22 500 ml</b>	<b>366 ml</b>	<b>276 ml</b>	<b>1230 ml</b>

## 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
<u>Pré Bretault</u>	BK 54	<b>7420</b>	Boues activées	13 700 EH	2010	Oui	Oui	Oui
<u>Le Fuiteau</u>	WK 84	<b>2000</b>	Filtres plantés de roseaux	130 EH	2008	Non	Oui	Oui
<u>Angle</u>	WN 26	<b>2992</b>	Filtres plantés de roseaux	130 EH	2018	Non	Oui	Oui
<u>Pont Charrault</u>	ZL 10	<b>13950</b>	Boues activées	700 EH	1995	Oui	Oui	Oui

## B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

### 6. Schéma directeur d'assainissement

2024

### 7. Zonage d'assainissement

2022

### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**  
**Commune de Rochetrejoux**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

	<b>Longueur de canalisations (ml)</b>	
	<b>Gravitaire</b>	<b>Refoulement</b>
Réseau unitaire	-	-
Réseau séparatif eaux usées	<b>6 825 ml</b>	-

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

<b>Emplacement Nom du poste</b>	<b>Numéro de parcelle</b>	<b>Surface de la parcelle</b>	<b>Type (refoulement/ relèvement)</b>	<b>Marque de la pompe</b>	<b>Année de mise en service</b>	<b>Capacité (m<sup>3</sup>/h)</b>	<b>Commentaire</b>
<b>Poste 1 : entrée de STEP</b>	ZI0285	9982		<b>Pompe 1 :</b>	<b>2011</b>		Télésurveillé
				<b>Pompe 2 :</b>	<b>2011</b>		

**3. Accessoires sur réseau**

	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	<b>152</b>
Vannes sur réseau	-
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Aucun
Autres ouvrages accessoires	

**4. Branchements**

<b>Nombre de branchements Eaux usées</b>	<b>305</b>
<b>Longueur de branchements (ml)</b>	<b>1830ml</b>

## 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
La Baudière	ZI0285	9982	Filtre planté de roseaux	800	2011	Oui	Oui	Oui
	ZE0438	6985						

### B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

Etude SICAA zonage assainissement

#### 6. Schéma directeur d'assainissement

Non réalisé

#### 7. Zonage d'assainissement

Janvier 2022

#### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

#### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

#### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

#### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

#### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

### ANNEXE 2

Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024

### ANNEXE 3

Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**  
**Commune de Saint-Germain de Princay**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

	<b>Longueur de canalisations (ml)</b>	
	<b>Gravitaire</b>	<b>Refoulement</b>
Réseau unitaire	-	-
Réseau séparatif eaux usées	<b>9 265 ml</b>	<b>390 ml</b>

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

<b>Emplacement Nom du poste</b>	<b>Numéro de parcelle</b>	<b>Surface de la parcelle</b>	<b>Type (refoulement/ relèvement)</b>	<b>Marque de la pompe</b>	<b>Année de mise en service</b>	<b>Capacité (m<sup>3</sup>/h)</b>	<b>Commentaire</b>
<b>PR Bodinière :</b> Rue des Bosquet	ZP 225	6 242	<b>Refoulement</b>	Pompe 1 : KSB	2007	1-5	Télesurveillé
				Pompe 2 : KSB	2007	1-5	
<b>PR STEP</b>	ZP 77	15 710	<b>Refoulement</b>	P1		35	
				P2		35	

**3. Accessoires sur réseau**

	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	<b>289</b>
Vannes sur réseau	-
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	<b>1 &lt; 2000 EH :</b> <b>A supprimer</b>
Autres ouvrages accessoires	

**4. Branchements**

<b>Nombre de branchements Eaux usées</b>	<b>485</b>
<b>Longueur de branchements (ml)</b>	<b>2910 ml (6ml)</b>

## 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
Le Pré du Couvent	220000 ZP0077	15 710	Lagunage aéré	1200	2007	Oui	Oui	Oui

### B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

Données disponibles étude SICAA

#### 6. Schéma directeur d'assainissement

2022

#### 7. Zonage d'assainissement

2022

#### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

#### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

#### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

#### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

#### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

### ANNEXE 2

Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024

### ANNEXE 3

Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**  
**Commune de Saint Hilaire le Vouhis**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

	<b>Longueur de canalisations (ml)</b>	
	<b>Gravitaire</b>	<b>Refoulement</b>
Réseau unitaire	-	-
Réseau séparatif eaux usées	<b>4680 ml</b>	<b>970 ml</b>

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

<b>Emplacement Nom du poste</b>	<b>Numéro de parcelle</b>	<b>Surface de la parcelle</b>	<b>Type (refoulement/ relèvement)</b>	<b>Marque de la pompe</b>	<b>Année de mise en service</b>	<b>Capacité (m<sup>3</sup>/h)</b>	<b>Commentaire</b>
Poste Acacias : Rue des Accacias	ZN 31	40	Refoulement	Pompe 1 : Flyght		30	Télésurveillé
				Pompe 2 : Flyght		30	
Poste Clos du Pré : Rue de Clos du Pré	232000A C0295	372	Refoulement	Pompe 1: Flyght	<u>2016</u>	14	Télésurveillé
				Pompe 2 : Flyght	<u>2016</u>	14	
Poste Binerie : Rue de la Binerie	232000Z L0075	436	Refoulement	Pompe 1 : Flyght		25	Télésurveillé
				Pompe 2 : Flyght		25	

**3. Accessoires sur réseau**

	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	<b><u>128</u></b>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	1 < 2000 EH : Dont 1 point d'autosurveillance réglementaire à mettre en en place
Autres ouvrages accessoires	

#### 4. Branchements

Nombre de branchements Eaux usées	286
Longueur de branchements (ml)	1716 ml

#### 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
Entrée de la commune par la D48	ZP0050	3550	Boues activées	600	1994	Oui	Oui	Oui

#### B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

##### 6. Schéma directeur d'assainissement

2023

##### 7. Zonage d'assainissement

2022

##### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

##### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

##### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

##### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

##### 12. Dernier rapport annuel du délégataire



**ANNEXE 2**  
**Etat des immobilisations transférées au 31 décembre 2024**

**ANNEXE 3**  
**Etat des emprunts transférés au 31 décembre 2024**

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**  
**Commune de Saint Martin des Noyers**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

Secteur		Longueur de canalisations (ml)	
		Gravitaire	Refoulement
Saint Martin des Noyers	Réseau unitaire		
	Réseau séparatif eaux usées	11 3106ml	120 ml
TOTAL		11 3106ml	120 ml

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type (refoulement/ relèvement)	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR de la Prée	AL 176	2336	Refoulement	Pompe1 :			Télesurveillé
				Pompe 2 :			
PR STEP (entrée)	AI 11	10358	Refoulement	Pompe1 :		95	Télesurveillé
				Pompe 2 :		95	
PR STEP (aval filtre)	YA 155	7434	Refoulement	Pompe1 :		20	Télesurveillé
				Pompe 2 :		20	

**3. Accessoires sur réseau**

	<b><u>Bournezeau BOURG</u></b>
	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	<b>465</b>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	TP STEP A2 (STEP) TP PR (post filtre) type A5 TP R1 Rue de l'Ouillette) (supprimé) TP R1 Rue de l'aubépine) (supprimé)
Autres ouvrages accessoires	

#### 4. Branchements

Nombre de branchements Eaux usées	750
Longueur de branchements (ml)	4500 ml

#### 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
STEP	YA 155	7434	Filtre à roseaux	1 900 EH	2010	Oui	Oui	Oui
STEP	AI 11	10358	Lagunage					

#### B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

##### 6. Schéma directeur d'assainissement 2022

##### 7. Zonage d'assainissement 2022

##### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

##### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

##### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

##### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

##### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**

**Commune de Saint-Prouant**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

	Longueur de canalisations (ml)	
	Gravitaire	Refoulement
Réseau unitaire	-	-
Réseau séparatif eaux usées	12 188 ml	2 721 ml

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type (refoulement / relèvement)	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR Actipôle des Grands Moutains	ZD 253	2671	<u>Refoulement</u>	Pompe1 :		20	Télesurveillé
				Pompe 2 :		23	
PR Roche Batiot	Domaine public		<u>Refoulement</u>	Pompe :		11	
PR Roche Batiot (Injection):	OC 798	<u>25</u>	<u>Refoulement</u>	Pompe1 :		6	Télesurveillé
				Pompe 2 :		6	
PR Bouchaud	ZE 108	<u>513</u>	<u>Refoulement</u>	Pompe1 :		25	Télesurveillé
				Pompe 2 :		28	
PR Moque Souris	Domaine public		<u>Refoulement</u>	Pompe1 :		10	Télesurveillé
				Pompe 2 :		11	
PR Rechin	ZE 256	<u>25</u>	<u>Refoulement</u>	Pompe1 :		21	Télesurveillé
				Pompe 2 :		28	

**3. Accessoires sur réseau**

	<u>Quantité au (date)</u>
Regards de visite	<b>304</b>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	1 < 2000 EH : Dont 1 point d'autosurveillance règlementaire mis en place
Autres ouvrages accessoires	

#### 4. Branchements

Nombre de branchements Eaux usées	583
Longueur de branchements (ml)	3498 ml

#### 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non) Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
La Foretrie	266000Z E0144	16310	Boues activées	1800	1993	Oui	Oui	Oui

#### B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

##### 6. Schéma directeur d'assainissement 2023

##### 7. Zonage d'assainissement

2022

##### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

##### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

##### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

##### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

##### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**  
**Commune de Saint-Vincent-Sterlanges**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

	<b>Longueur de canalisations (ml)</b>	
	<b>Gravitaire</b>	<b>Refoulement</b>
Réseau unitaire	-	-
Réseau séparatif eaux usées	2653 ml	472 ml

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type ( <i>refoulement/ relèvement</i> )	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
PR Saint Vincent : Rue Sainte Cécile	276000A B0305	60	<u>Refoulement</u>	Pompe1 : Grundfos	2011	15	Télésurveillé
				Pompe 2 : Grundfos	2011	15	

**3. Accessoires sur réseau**

	<u>Quantité au (date)</u>
Regards de visite	<u>43</u>
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de trop plein
Autres ouvrages accessoires	

**4. Branchements**

<b>Nombre de branchements Eaux usées</b>	<b>161</b>
<b>Longueur de branchements (ml)</b>	<b>966 ml</b>

## 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
Les Redaigneaux	ZB0003	16030	Lagunage naturel	550	2009	Oui	Non	Oui

## B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

### 6. Schéma directeur d'assainissement

A faire en 2025

### 7. Zonage d'assainissement

2022

### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**  
**Commune de Sainte-Cécile**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

	<b>Longueur de canalisations (ml)</b>	
	<b>Gravitaire</b>	<b>Refoulement</b>
Réseau unitaire	-	-
Réseau séparatif eaux usées	5562	116

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

Emplacement Nom du poste	Numéro de parcelle	Surface de la parcelle	Type (refoulement/ relèvement)	Marque de la pompe	Année de mise en service	Capacité (m <sup>3</sup> /h)	Commentaire
Poste 1 : Rue du moulin de la Cour	Domaine public			Pompe1 :		19	Télesurveillé
				Pompe 2 :		18.5	
STEP PR1	AH0188	82022		Pompe1 :		120	
				Pompe 2 :		120	
STEP PR2				Pompe1 :		120	
				Pompe 2 :		120	
STEP PR3				Pompe1 :		50	
				Pompe 2 :		50	

**3. Accessoires sur réseau**

	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	143
Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

**4. Branchements**

<b>Nombre de branchements Eaux usées</b>	<b>362</b>
<b>Longueur de branchements (ml)</b>	<b>2172 ml</b>



## 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non)  Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
Rue de l'Aublonnière	AH0188	82022	Filtres plantés de roseaux	800	2001	Oui	Oui	Oui

## B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

### 6. Schéma directeur d'assainissement

2017

### 7. Zonage d'assainissement

2022

### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

**ANNEXE 1**  
**Inventaire des ouvrages d'assainissement collectif mis à disposition**

**Commune de Sigournais**

**A. Patrimoine matériel**

**1. Réseaux**

	<b>Longueur de canalisations (ml)</b>	
	<b>Gravitaire</b>	<b>Refoulement</b>
Réseau unitaire		
Réseau séparatif eaux usées	4005 ml	672 ml

Ou Décomposition par diamètre, matériau et âge et période de pose (si disponible).

**2. Postes de relèvement/refoulement**

<b>Emplacement Nom du poste</b>	<b>Numéro de parcelle</b>	<b>Surface de la parcelle</b>	<b>Type (<i>refoulement/ relèvement</i>)</b>	<b>Marque de la pompe</b>	<b>Année de mise en service</b>	<b>Capacité (m<sup>3</sup>/h)</b>	<b>Commentaire</b>
<b>PR des jardins : Rue des jardins</b>	Domaine public	/	Refoulement	Pompe1 : Flyght	2012		Télésurveillé
				Pompe 2 : Flyght	2012		
<b>PR Canal : Rue du canal</b>	Domaine public	/	Refoulement	Pompe : Flyght	2006	37	Pas de Sofrel
<b>PR du Moulin : Rue du moulin</b>	Domaine public	/	Refoulement	Pompe1 : Flyght	2016	37	Télésurveillé
				Pompe 2 : Flyght	2016	37	
<b>PR des Granges : Rue de la grange / Chantonay</b>	AC0026	4485	Refoulement	Pompe1 : Flyght			Télésurveillé
				Pompe 2 : Flyght			
<b>PR des Clavelières : Rue des Clavelières</b>	C0881	316	Refoulement	Pompe1 : Flyght	2006	37	Télésurveillé
				Pompe 2 : Flyght	2015	37	
<b>PR aubépin : Rue du stade</b>	C0728	5150	Refoulement	Pompe1 : Flyght	2013		Télésurveillé
				Pompe 2 : Flyght	2013		

**3. Accessoires sur réseau**

	<b><u>Quantité au (date)</u></b>
Regards de visite	127

Vannes sur réseau	
Nombre de déversoirs d'orage (ou trop-plein)	Pas de surverse
Autres ouvrages accessoires	

#### 4. Branchements

Nombre de branchements Eaux usées	261
Longueur de branchements (ml)	1566 ml

#### 5. Stations d'épuration

Emplacement	Numéro de parcelle	Surface parcelle en m2	Type de traitement	Capacité (EH)	Année de mise en service	Bâtiment (oui / non)	Télésurveillance (oui / non)	Périmètre clos (oui / non) Surface d'espaces verts (m <sup>2</sup> )
Rue de Saint-Mars	C0356	6330	Filtre planté de roseaux	800	2010	Non	Oui	Oui
	C0357	4545						

#### B. Patrimoine immatériel

Liste des documents à fournir. Les plans seront prioritairement au format Shape.

##### 6. Schéma directeur d'assainissement

2007 à programmer en 2023

##### 7. Zonage d'assainissement

2022

##### 8. L'état de conformité réglementaire des ouvrages de traitement

Fournir les courriers reçus de la DDTM et de l'Agence de l'Eau.

##### 9. L'historique d'exploitation de maintenance et de travaux

##### 10. La Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) et son diagnostic amont (si > 10 000EH)

##### 11. Dernier Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Le RPQS est à réaliser et à délibérer au plus tard dans les 9 mois suivants l'exercice.

##### 12. Dernier rapport annuel du délégataire

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE BOURNEZEAU

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTÉRIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2111	6.2006	Terrain	11/04/2006	0 an(s)	2 048,85	0,00	0,00	2 048,85
<b>2111 Résultat</b>					<b>2 048,85</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 048,85</b>
21311	2017-stationlamenerie	Acpte n°1 Fac.017038 du 31.03.2017 Trav.Ass. sur 3 secteurs	16/05/2017	50 an(s)	88 026,02	3 618,00	1 760,00	82 648,02
21311	2313/3bor-2012	LA BORELIERE	30/06/2012	35 an(s)	66 826,30	16 722,60	2 040,30	48 063,40
21311	2313/3bor-2012 BIS	STATION BZO	31/12/2012	35 an(s)	40 523,81	12 736,03	1 157,82	26 629,96
21311	3bord-2010	MO REALISATION STATION DE LA BORELIERE	15/04/2010	35 an(s)	2 219,37	697,51	63,41	1 458,45
21311	3bord-2011	MO CONSTRUCTION STATION BORELIERE	25/03/2011	35 an(s)	8 939,26	2 809,51	255,41	5 874,34
21311	3bord-2013	CREATION STATION LA BORELIERE	09/12/2013	35 an(s)	2 736,00	812,34	78,17	1 845,49
21311	3bor-2009	STATION LA BORELIERE	24/09/2009	35 an(s)	4 873,40	1 949,36	139,24	2 784,80
21311	3bor-2010-21311	STATION LA BORELIERE	30/03/2010	35 an(s)	2 100,00	780,00	60,00	1 260,00
21311	3bor-2011	Etude d'acceptabilité station	12/09/2011	35 an(s)	9 406,94	2 956,47	268,77	6 181,70
21311	3bor-2012/21311	SIPHONS	31/12/2012	35 an(s)	2 055,98	603,68	58,74	1 393,56
21311	3bor-2013	SIPHONS	16/09/2013	35 an(s)	9 328,38	2 785,42	274,36	6 268,60
21311	3bor-2014	STATION LA BORELIERE	28/01/2014	35 an(s)	1 109,91	304,33	31,71	773,87
21311	3-1993	STATION	31/12/1993	50 an(s)	188 270,57	112 982,30	3 765,41	71 542,86
21311	3-1995	STATION	31/12/1995	50 an(s)	5 400,35	3 024,28	108,01	2 268,06
21311	3-2001	STATION	31/12/2001	50 an(s)	1 668,28	734,14	33,37	900,77
21311	3-2005-21311	STATION INTEGRATION 2005	31/12/2005	50 an(s)	115 113,76	41 441,04	2 302,28	71 370,44
21311	3-2006	STATION	26/01/2006	50 an(s)	30 359,74	10 442,34	607,19	19 310,21
21311	3-2007	STATION	22/05/2007	50 an(s)	3 225,80	1 032,27	64,52	2 129,01
21311	3-2008	extension station	26/02/2008	50 an(s)	30 277,94	9 314,80	604,56	20 358,58
21311	3-2009	STATION EPURATION	28/01/2009	35 an(s)	40 522,27	16 208,89	1 157,78	23 155,60
21311	3-2010	Construction station Bzo	16/05/2010	35 an(s)	288 703,20	90 735,26	8 248,66	189 719,28
21311	3-2011	Sous-traitant n° 9 - Plantatio	01/01/2011	35 an(s)	1 221 061,76	383 762,28	34 887,48	802 412,00
21311	3-2012	Construction station Epuration	26/06/2012	35 an(s)	80 136,03	25 185,60	2 289,60	52 660,83
21311	3-2013	Md'O Extens° Station Epuration	15/07/2013	35 an(s)	267,41	91,00	7,64	168,77
<b>21311 Résultat</b>					<b>2 243 152,48</b>	<b>741 709,45</b>	<b>60 264,43</b>	<b>1 441 178,60</b>
21532	CARTEDEZONAGEASSAINISS	AAPC Trav du programme Ass 201	07/12/2015	35 an(s)	698,26	135,66	19,95	542,65
21532	10-CARTEDEZONAGEASS	Md'O Trav. Assainiss.2014-2015	13/12/2016	50 an(s)	11 978,29	668,00	239,00	11 071,29
21532	10-CARTEDEZONAGEASSAIN	Md'O Trav. Assainiss.2014-2015	08/12/2015	35 an(s)	10 191,90	1 883,62	307,96	8 000,32
21532	10-CARTEDEZONAGEASS-2017	Fac.FA170474 du 24.4.2017 - Pièce Marché jt au Mdt 29 Ex.2015 Md O Station épuration	16/05/2017	50 an(s)	3 574,50	142,00	71,00	3 361,50
21532	2017-stationlamenerie2315	travaux ass	22/11/2017	50 an(s)	49 614,44	1 984,00	992,00	46 638,44
21532	2017-001	syphons disconnecteurs	31/10/2017	50 an(s)	2 016,00	183,28	40,32	1 792,40
21532	2017-002	F.319171134054 du 17.05.2017 Fournitures des siphon	29/06/2017	35 an(s)	282,24	40,30	8,06	233,88
21532	2019MENERIE2019	BRANCHEMENT ASSAINISSEMENT LA	17/02/2020	50 an(s)	2 184,42	150,00	44,00	1 990,42
21532	2020RESEAUxEU21532	REHABILITATION RESEAU EP	31/01/2023	1 an(s)	85 634,79	0,00	0,00	85 634,79
21532	2021EURTECHANTO21532	TRAVAUX RESEAUX EU ROUTE D	02/03/2024	1 an(s)	89 284,78	0,00	0,00	89 284,78
21532	2022INDIVCOUTAUD21532	TRAVAUX SERVITUDE EU INDIV	04/07/2022	1 an(s)	21 315,70	0,00	0,00	21 315,70
21532	2023CHEMINMOTTÉE2315	TRAVAUX D AMENAGEMENT CHEMIN D	05/12/2023	1 an(s)	42 675,07	0,00	0,00	42 675,07
21532	2023EUCLOSIARDINS21532	RESEAUX EU - LOTISSEMENT CLOS DES JARDINS	17/08/2023	50 an(s)	24 238,45	0,00	485,00	23 753,45
21532	2023EUCOQUARTIER21532	RESEAUX EU - LOTISSEMENT ECO QUARTIER 1-2-3	17/08/2023	50 an(s)	142 299,60	0,00	2 845,99	139 453,61
21532	2024EUFIEFCHATEAU21532	INTEGRATION EU - LOTISSEMENT FIEF CHATEAU TR 1	15/05/2024	50 an(s)	56 013,80	0,00	0,00	56 013,80
21532	2024TRAVRESEAUxEU21532	Frais d'études suivis de réalisation immo corporelle	25/11/2024		84 519,19	0,00	0,00	84 519,19
21532	2315/3bor-2012	LA BORELIERE	30/06/2012	35 an(s)	269 412,24	84 632,13	7 697,49	177 082,62
21532	3 LA MENERIE	AMO PROGRAMME ASS 2014 2015	25/11/2014	35 an(s)	2 820,00	773,49	80,57	1 965,94
21532	3-LA MENERIE ET AUTRES VI	Fac.n°0327.630734485 du 18.1.2017 Raccordement électrique lot 2 La Mènerie	28/02/2017	50 an(s)	541,20	22,00	11,00	508,20
21532	3-lamenerie lot 1	S'traitant lot 1 Création réseau La Mènerie - Acpte Marché 2016-006 PJ M27 Ex 2016	27/11/2017	50 an(s)	7 365,86	294,00	147,00	6 924,86
21532	3-2005BIS	DEPLACEMENT DEGRILLEUR	18/06/2014	35 an(s)	3 651,05	1 001,46	104,32	2 545,27
21532	3-2015	LEVEES TOPOGRAPHIQUES	07/04/2015	35 an(s)	12 580,00	2 442,40	359,00	9 778,60
21532	3-2016-lamenerie	Raccordement rue des Chasseurs	24/10/2016	50 an(s)	272 160,90	21 772,88	5 443,22	244 944,80
21532	3-2017-lamenerie	travaux 2017	01/01/2017	50 an(s)	77 914,13	3 116,00	1 558,00	73 240,13
21532	4-1993	RESEAUX	31/12/1993	50 an(s)	332 628,96	199 577,40	6 652,58	126 398,98
21532	4-1995	RESEAUX	31/12/1995	50 an(s)	201 873,34	113 046,16	4 037,47	84 789,71
21532	4-1996	RESEAUX	31/12/1996	50 an(s)	116 386,64	62 848,71	2 327,73	51 210,20
21532	4-1997	RESEAUX	31/12/1997	50 an(s)	81 141,37	42 193,58	1 622,83	37 324,96
21532	4-1998	RESEAUX	31/12/1998	50 an(s)	81 876,74	40 938,25	1 637,53	39 900,96
21532	4-1999	RESEAUX	31/12/1999	50 an(s)	64 215,22	30 823,20	1 284,30	32 107,72
21532	4-2000	RESEAUX	31/12/2000	50 an(s)	187 671,43	86 328,89	3 753,43	97 589,11
21532	4-2001	RESEAUX	31/12/2001	50 an(s)	64 525,35	28 391,22	1 290,51	34 843,62
21532	4-2002	RESEAUX	31/12/2002	50 an(s)	7 498,35	3 149,37	149,97	4 199,01
21532	4-2003	RESEAUX	31/12/2003	50 an(s)	3 388,39	1 355,40	67,77	1 965,22
21532	4-2004	RESEAUX	31/12/2004	50 an(s)	295,05	112,10	5,90	177,05
21532	4-2005	RESEAUX	31/12/2005	50 an(s)	413 174,56	148 742,82	8 263,49	256 168,25
21532	4-2006	RESEAUX	26/01/2006	50 an(s)	10 487,41	3 607,08	209,75	6 670,58
21532	4-2007	RESEAUX	22/05/2007	50 an(s)	4 098,23	1 311,36	81,96	2 704,91
21532	4-2008	SIPHONS DISCONNECTEURS	20/03/2008	50 an(s)	8 563,46	2 569,05	171,27	5 823,14
21532	4-2009	fourniture et pose d'un tabouret	05/06/2009	35 an(s)	1 499,95	472,00	43,00	984,95
21532	4-2010	REHABILITATION RESEAU EU	18/02/2010	35 an(s)	16 913,05	5 975,89	483,23	10 453,93
21532	4-2010/2315	Réparation du réseau EU	25/10/2016	50 an(s)	2 100,00	168,00	42,00	1 890,00
21532	4-2011	Brancht.réseau EU secteur de l	18/07/2011	35 an(s)	14 717,81	5 046,11	420,51	9 251,19
21532	4-2012	BRANCHEMENT AUGER	12/09/2012	35 an(s)	5 980,00	1 879,46	170,86	3 929,68
21532	4-2015	REHABILITATION EU FOYER SOLEIL	05/10/2015	35 an(s)	6 627,30	1 287,58	189,35	5 150,37
21532	4-2017	Recherche eaux parasites sur réseau E U	12/12/2017	50 an(s)	7 194,00	575,52	143,88	6 474,60
21532	6-2019-21532	ETUDE DIAGNOSTIQUE SCHEMA DIRE	19/12/2023	1 an(s)	50 408,75	0,00	0,00	50 408,75
<b>21532 Résultat</b>					<b>2 956 232,17</b>	<b>899 640,37</b>	<b>53 503,20</b>	<b>2 003 088,60</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>5 201 433,50</b>	<b>1 641 349,82</b>	<b>113 767,63</b>	<b>3 446 316,05</b>

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE CHANTONNAY

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2111	001-2022	ACQUISITION DE TERRAIN 2022	07/03/2022	0 an(s)	590,00	0,00	0,00	590,00
2111	1	TERRAIN PARKING STATION	31/12/1973	0 an(s)	54,42	0,00	0,00	54,42
<b>2111 Résultat</b>					<b>644,42</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>644,42</b>
2115	2	TERRAINS BATIS	01/01/1997	0 an(s)	4 735,38	0,00	0,00	4 735,38
<b>2115 Résultat</b>					<b>4 735,38</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 735,38</b>
21311	013-092313	NOUVELLE STATION EPURATION CHT	17/12/2009	30 an(s)	501 466,56	183 876,00	16 716,00	300 874,56
21311	013-102313	NOUVELLE STATION CHTY 2010	29/11/2010	30 an(s)	2 173 547,41	796 972,00	72 452,00	1 304 123,41
21311	013-112313	NOUVELLE STATION EPURATION 201	23/08/2011	30 an(s)	316 289,89	115 973,00	10 543,00	189 773,89
21311	013-122313	Mission SPS station épuration ch	05/11/2012	30 an(s)	220,25	77,00	7,00	136,25
21311	013-122313/2313	MISSION SPS STATION EPURATION	05/11/2012	15 an(s)	43,17	15,00	4,00	24,17
21311	014-1421311	STATION EPURATION VILLAGE 2014	23/07/2014	30 an(s)	2 070,00	621,00	69,00	1 380,00
21311	017-1721311	STATION D EPURATION DE CHTY 2	19/10/2017	15 an(s)	37 800,00	15 120,00	2 520,00	20 160,00
21311	021-1821311	STATION D EPURATION DE L ANGLE	28/02/2018	15 an(s)	4 791,69	1 595,00	319,00	2 877,69
21311	021-182311	STATION D EPURATION DE L ANGLE	28/02/2018	10 an(s)	560,00	280,00	56,00	224,00
<b>21311 Résultat</b>					<b>3 036 788,97</b>	<b>1 114 529,00</b>	<b>102 686,00</b>	<b>1 819 573,97</b>
21532	0050821532	RESEAUX 2008 - ARTICLE 21532	24/06/2008	30 an(s)	832,00	420,00	28,00	384,00
21532	005-082315	RESEAUX 2008 - ARTICLE 2315	15/01/2008	30 an(s)	32 705,74	16 352,85	1 090,19	15 262,70
21532	0050921532	RESEAUX 2009 ARTICLE 21532	31/12/2009	30 an(s)	2 573,49	1 204,00	86,00	1 283,49
21532	0051021532	pompage sur réseau gravitaire à l'admr	31/08/2010	30 an(s)	4 398,00	1 911,00	147,00	2 340,00
21532	005-102315	RESEAUX 2010 ARTICLE 2315	22/03/2010	30 an(s)	9 586,25	3 520,00	320,00	5 746,25
21532	0051121532	RESEAUX 2011 ARTICLE 21532	04/05/2011	30 an(s)	3 908,51	1 560,00	130,00	2 218,51
21532	005-1221532	clapet anti-retour 20 rue de la poirasse	10/05/2012	30 an(s)	5 953,89	1 827,00	199,00	3 927,89
21532	005-122315	RESEAUX 2012 ARTICLE 2315	26/03/2012	30 an(s)	22 089,02	8 722,00	736,00	12 631,02
21532	005-1321532	RESEAUX 2013 ARTICLE 21532	13/09/2013	30 an(s)	6 942,89	2 079,00	231,00	4 632,89
21532	0051321532	réseaux eu rue du commerce	29/08/2013	30 an(s)	17 934,02	5 978,00	598,00	11 358,02
21532	005-132315	RESEAUX 2013	06/02/2013	30 an(s)	26 115,37	7 377,00	893,00	17 845,37
21532	005-1421532	RESEAUX 2014 ARTICLE 21532	14/05/2014	30 an(s)	10 572,23	3 168,00	352,00	7 052,23
21532	005-142315	RUES DE LA FONATINE ET DE METZ- EU	23/01/2014	30 an(s)	12 019,50	3 208,00	401,00	8 410,50
21532	005-142315-01	EU La Chataigneraie aux Coteaux + Parmentier	26/08/2014	30 an(s)	117 913,88	11 790,00	3 930,00	102 193,88
21532	005-1521532	RESEAUX 2015 ART 21532	28/05/2015	30 an(s)	11 780,90	3 144,00	393,00	8 243,90
21532	005-152315	EU LA CHATAIGNERAIE + PARMENTIER	13/11/2015	30 an(s)	213 624,37	21 363,00	7 121,00	185 140,37
21532	005-1721532	RESEAUX 2017 ARTICLE 21532	01/06/2017	30 an(s)	671,96	132,00	22,00	517,96
21532	005-1821532	RESEAUX 2018 ARTICLE 21532	08/03/2018	15 an(s)	17 403,08	5 800,00	1 160,00	10 443,08
21532	005-1921532	RESEAUX 2019 ARTICLE 21532	30/04/2019	15 an(s)	4 701,40	1 252,00	313,00	3 136,40
21532	005-2021532	travaux sur TAE - Maison de la Presse	23/03/2020	15 an(s)	1 910,00	381,00	127,00	1 402,00
21532	005-2024bis-21532	contrôle de réception assainissement EU rue de la siacre	12/12/2024		4 525,04	0,00	0,00	4 525,04
21532	005-2024-21532	RESEAUX 2024 ART 21532	30/07/2024	10 an(s)	193 455,28	0,00	537,38	192 917,90
21532	005-2121532	RESEAUX 2021 ARTICLE 21532	03/02/2021	10 an(s)	23 700,00	3 160,00	1 580,00	18 960,00
21532	005-2221532	RESEAUX 2022 ARTICLE 21532	12/12/2022	15 an(s)	84 490,88	5 632,73	5 632,73	73 225,42
21532	005-2321532	RESEAUX 2023 ARTICLE 21532	06/09/2023	10 an(s)	32 053,88	0,00	2 136,93	29 916,95
21532	012-082315	RESEAUX STATION LE FUITEAU 200	13/11/2008	30 an(s)	9 171,31	4 590,00	306,00	4 275,31
21532	015-162315	RESEAUX 2016 AMENAGMNT RUES CE	16/11/2016	30 an(s)	19 410,00	1 941,00	647,00	16 822,00
21532	015-172315	RESEAUX 2017 AMENAGMNT RUES CE	31/07/2017	30 an(s)	6 117,50	612,00	204,00	5 301,50
21532	016-1721532	RESEAUX D ASSAINISSEMENT A L A	09/11/2017	30 an(s)	4 014,16	804,00	134,00	3 076,16
21532	016-1821532	RESEAUX D ASSAINISSEMENT A L A	14/02/2018	30 an(s)	1 079,04	180,00	36,00	863,04
21532	017-172315	RESEAUX 2017 EU CHATAIGNERAIE	03/11/2017	30 an(s)	9 624,25	963,00	321,00	8 340,25
21532	017-232315	STATION D EPURATION CHANTONNAY	27/05/2023	30 an(s)	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
21532	018-172315	RESEAU EAUX USEES L ANGLE ST	10/11/2017	30 an(s)	314 556,55	10 485,22	10 485,22	293 586,11
21532	018-182315	RESEAU EAUX USEES L ANGLE ST	06/02/2018	30 an(s)	28 085,12	936,17	936,17	26 212,78
21532	019-172315	CREATION ACCES POSTE DE RELEVA	25/10/2017	30 an(s)	1 168,00	117,00	39,00	1 012,00
21532	020-172315	HONORAIRES POUR LA REVISION DU	19/12/2017	15 an(s)	585,00	78,00	39,00	468,00
21532	020-192315	REVISION ZONAGE ASSAINISSEMENT	03/07/2019	15 an(s)	1 500,00	200,00	100,00	1 200,00
21532	020-202315	REVISION ZONAGE ASSAINISSEMENT	06/10/2020	15 an(s)	360,00	48,00	24,00	288,00
21532	022-192315	étude pour la collecte des eaux usées et poste de refoulement à Vildé	27/02/2019	30 an(s)	13 783,33	918,88	459,44	12 405,01
21532	022-202315	COLLECTE DES EAUX USEES ET POS	04/12/2020	30 an(s)	520 826,48	34 721,76	17 360,88	468 743,84
21532	023-202315	extension réseau EU rue de la plaine	02/03/2020	15 an(s)	11 949,00	1 593,20	796,60	9 559,20
21532	024-2023	MO TRAVAUX RESEAUX EAUX USEES RUE DE LA SIACRE	31/12/2023	15 an(s)	4 841,28	0,00	0,00	4 841,28
21532	024-2024	TRAVAUX RESEAUX EAUX USEES RUE DE LA SIACRE	25/06/2024	15 an(s)	6 974,45	0,00	0,00	6 974,45
21532	024-20241	maîtrise d'oeuvre travaux réseaux d'eaux usées - Rue la Siacre situation-6f mdt 30/23-av1 mdt6/24	27/12/2024		847,22	0,00	0,00	847,22
21532	12-2007	RESEAUX FUITEAU	19/02/2007	30 an(s)	5 612,66	2 993,44	187,09	2 432,13
21532	5-1979	RESEAUX	31/12/1979	45 an(s)	45 761,32	44 744,48	1 016,84	0,00
21532	5-1980	RESEAUX	31/12/1980	45 an(s)	76 053,21	72 673,01	1 690,07	1 690,13
21532	5-1981	RESEAUX	31/12/1980	45 an(s)	40 910,32	38 183,04	909,12	1 818,16
21532	5-1982	RESEAUX	31/12/1982	45 an(s)	19 287,52	17 573,01	428,61	1 285,90
21532	5-1983	RESEAUX	31/12/1983	45 an(s)	115 612,59	102 786,80	2 569,17	10 276,62
21532	5-1984	RESEAUX	31/12/1984	45 an(s)	8 292,66	7 186,92	184,28	921,46
21532	5-1985	RESEAUX	31/12/1985	45 an(s)	51 596,11	43 570,04	1 146,58	6 879,49
21532	5-1986	RESEAUX	31/12/1986	45 an(s)	136 850,17	112 521,07	3 041,11	21 287,99
21532	5-1987	RESEAUX	31/12/1987	45 an(s)	55 469,55	44 376,76	1 232,66	9 861,13
21532	5-1988	RESEAUX	31/12/1988	45 an(s)	48 641,39	37 832,20	1 080,92	9 728,27
21532	5-1989	RESEAUX	31/12/1989	45 an(s)	2 855,42	2 157,30	63,45	634,67
21532	5-1990	RESEAUX	31/12/1990	45 an(s)	72 107,87	52 879,20	1 602,40	17 626,27
21532	5-1991	RESEAUX	31/12/1991	45 an(s)	14 853,06	10 562,24	330,07	3 960,75
21532	5-1992	RESEAUX	31/12/1992	45 an(s)	92 095,94	63 443,98	2 046,58	26 605,38
21532	5-1993	RESEAUX	31/12/1993	45 an(s)	33 628,83	22 419,30	747,31	10 462,22
21532	5-1994	RESEAUX	31/12/1994	45 an(s)	165 429,27	106 610,09	3 676,21	55 142,97
21532	5-1995	RESEAUX	31/12/1995	45 an(s)	86 275,06	53 682,16	1 917,22	30 675,68
21532	5-1996	RESEAUX	31/12/1996	30 an(s)	39 785,69	35 807,13	1 326,19	2 652,37
21532	5-1997	RESEAUX	31/12/1997	30 an(s)	7 482,20	6 484,66	249,41	748,13
21532	5-1998	RESEAUX	31/12/1998	30 an(s)	30 582,55	25 485,50	1 019,42	4 077,63
21532	5-1999	RESEAUX	31/12/1999	30 an(s)	161 879,72	129 503,76	5 395,99	26 979,97
21532	5-2000	RESEAUX	31/12/2000	30 an(s)	106 582,00	81 712,79	3 552,73	21 316,48
21532	5-2001	RESEAUX	31/12/2001	30 an(s)	247 874,67	181 774,78	8 262,49	57 837,40
21532	5-2002	RESEAUX	31/12/2002	30 an(s)	20 136,36	14 095,41	671,21	5 369,74
21532	5-2003	RESEAUX	31/12/2003	30 an(s)	247 372,31	164 914,80	8 245,74	74 211,77
21532	5-2004	RESEAUX	31/12/2004	30 an(s)	55 613,46	35 221,82	1 853,78	18 537,86
21532	5-2005	RESEAUX	31/12/2005	30 an(s)	279 251,20	167 550,66	9 308,37	102 392,17
21532	5-2006	RESEAUX	09/03/2006	30 an(s)	186 807,77	105 857,81	6 226,93	74 723,03
21532	5-2007	RESEAUX	02/02/2007	30 an(s)	246 339,40	131 380,96	8 211,31	106 747,13
<b>21532 Résultat</b>					<b>4 537 794,35</b>	<b>2 084 133,93</b>	<b>138 245,80</b>	<b>2 315 414,62</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>7 579 963,12</b>	<b>3 198 662,93</b>	<b>240 931,80</b>	<b>4 140 368,39</b>

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE ROCHETREJOUX

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2111	3-2010-2111	STATION EPURATION BOURG	21/04/2010	0 an(s)	8 938,91	0,00	0,00	8 938,91
2111	3-2011-2111	STATION EPURATION	17/01/2011	0 an(s)	546,73	0,00	0,00	546,73
2111	4-2011-2111	FRAIS SERVITUDE DE PASSAGE	25/10/2011	0 an(s)	412,46	0,00	0,00	412,46
<b>2111 Résultat</b>					<b>9 898,10</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 898,10</b>
2115	2	TERRAINS	31/12/1998	0 an(s)	2 327,44	0,00	0,00	2 327,44
<b>2115 Résultat</b>					<b>2 327,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 327,44</b>
21311	03-2019-21311	pose mobile chasse autonome station épuration	12/08/2019	30 an(s)	3 505,00	468,00	117,00	2 920,00
21311	3-1986	STATION	31/12/1986	30 an(s)	631,48	631,48	0,00	0,00
21311	3-1987	STATION	31/12/1987	30 an(s)	17 788,32	17 788,32	0,00	0,00
21311	3-1988	STATION	31/12/1988	30 an(s)	14 457,75	14 457,75	0,00	0,00
21311	3-1989	STATION	31/12/1989	30 an(s)	2 394,07	2 394,07	0,00	0,00
21311	3-2010	STATION EPURATION BOURG	21/04/2010	30 an(s)	235 745,79	102 636,84	7 858,00	125 250,95
21311	3-2010-21311	MO STATION EPURATION	25/11/2010	30 an(s)	1 593,69	689,48	53,00	851,21
21311	3-2010-238/21311	STATION EPURATION	21/04/2010	30 an(s)	17 815,23	7 718,36	594,00	9 502,87
21311	3-2011-21311	MISSION COORDINATION STATION EPURATION	17/01/2011	30 an(s)	55 858,43	22 340,92	1 862,00	31 656,51
21311	3-2013	STATION EPURATION	30/03/2013	30 an(s)	5 325,25	1 773,57	177,51	3 374,17
21311	4-2010-21311	MO STATION EPURATION	24/04/2013	30 an(s)	11 295,89	3 763,71	376,53	7 155,65
21311	4-2011	MO STATION EPURATION	07/02/2011	30 an(s)	78 777,49	35 246,94	2 625,92	40 904,63
21311	4-2012	BATIMENT	09/02/2012	30 an(s)	25 440,42	9 328,14	848,01	15 264,27
<b>21311 Résultat</b>					<b>470 629,81</b>	<b>219 237,58</b>	<b>14 511,97</b>	<b>236 880,26</b>
21532	21532-RESEAU-RUEJULAVOIR	CREATION RESEAU EU RUE DU LAVOIR	10/11/2022	15 an(s)	28 181,00	469,68	1 876,73	25 832,59
21532	21532-RESEAUX-2020	Trnx aménagement sécurité Rue du Petit lay cp4	25/02/2020	15 an(s)	4 672,50	934,50	311,50	3 426,50
21532	35-21532-2017	Facture F1700122 du 29/09/2017	26/12/2017	60 an(s)	3 610,00	360,00	60,00	3 190,00
21532	4	RESEAUX	31/08/2015	60 an(s)	475,00	60,60	7,92	406,48
21532	4-1984	RESEAUX	31/12/1984	60 an(s)	320,48	207,24	5,34	107,90
21532	4-1985	RESEAUX	31/12/1985	60 an(s)	1 022,98	647,75	17,05	358,18
21532	4-1987	RESEAUX	31/12/1987	60 an(s)	53 444,89	32 064,75	890,75	20 489,39
21532	4-1988	RESEAUX	31/12/1988	60 an(s)	81 325,97	47 438,76	1 355,43	32 531,78
21532	4-1989	RESEAUX	31/12/1989	60 an(s)	14 492,32	8 210,74	241,54	6 040,04
21532	4-1990	RESEAUX	31/12/1990	60 an(s)	1 615,96	885,90	26,93	703,13
21532	4-1991	RESEAUX	31/12/1991	60 an(s)	144 827,51	77 238,91	2 413,79	65 174,81
21532	4-1992	RESEAUX	31/12/1992	60 an(s)	34 346,88	17 744,60	572,45	16 029,83
21532	4-1993	RESEAUX	31/12/1993	60 an(s)	20 421,41	10 198,56	334,78	9 888,07
21532	4-1994	RESEAUX	31/12/1994	60 an(s)	4 250,84	2 052,10	70,85	2 127,89
21532	4-1995	RESEAUX	31/12/1995	60 an(s)	7 038,93	3 284,00	117,32	3 637,61
21532	4-1997	RESEAUX	31/12/1997	60 an(s)	1 173,86	506,88	19,56	647,42
21532	4-1999	RESEAUX	31/12/1999	60 an(s)	2 731,12	1 090,92	45,52	1 594,68
21532	4-2002	RESEAUX	31/12/2002	60 an(s)	11 263,97	3 940,14	187,73	7 136,10
21532	4-2003	RESEAUX	31/12/2003	60 an(s)	1 722,13	571,90	28,70	1 121,53
21532	4-2005	RESEAUX	30/12/2005	60 an(s)	38 516,43	11 552,10	641,94	26 322,39
21532	4-2007	RESEAUX	30/01/2007	60 an(s)	43 696,41	11 651,51	728,27	31 316,63
21532	4-2008	contrôle étanchéité Baudière	22/01/2008	60 an(s)	26 275,20	6 566,04	437,92	19 271,24
21532	4-2010	RESEAUX EAUX USEES	15/12/2010	60 an(s)	36 126,30	7 827,10	602,11	27 697,09
21532	4-2012 BIS	RESEAUX ASSAINISSEMENT	01/01/2012	60 an(s)	4 500,00	825,00	75,00	3 600,00
21532	4-21532-2016	reseaux 2016	11/07/2016	60 an(s)	73 985,22	8 631,09	1 233,00	64 121,13
<b>21532 Résultat</b>					<b>640 037,31</b>	<b>254 960,77</b>	<b>12 304,13</b>	<b>372 772,41</b>
2158	2158-POMPE-2022	POMPE DE RELEVEMENT STATION 2022	02/11/2022	5 an(s)	3 329,50	666,00	666,00	1 997,50
<b>2158 Résultat</b>					<b>3 329,50</b>	<b>666,00</b>	<b>666,00</b>	<b>1 997,50</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>1 126 222,16</b>	<b>474 864,35</b>	<b>27 482,10</b>	<b>623 875,71</b>

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE ST GERMAIN DE PRINCY

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2115	2	AFFECTATION TERRAINS 1HA57A10C	31/12/1981	0 an(s)	8 849,81	0,00	0,00	8 849,81
<b>2115 Résultat</b>					<b>8 849,81</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 849,81</b>
21311	3-1981	LAGUNE	31/12/1981	25 an(s)	33 812,37	33 812,37	0,00	0,00
21311	3-1982	LAGUNE	31/12/1982	25 an(s)	8 216,18	8 216,18	0,00	0,00
21311	3-1983	LAGUNE	31/12/1983	25 an(s)	133,32	133,32	0,00	0,00
<b>21311 Résultat</b>					<b>42 161,87</b>	<b>42 161,87</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2151	3-2008	extension capacité des lagunes	30/01/2008	25 an(s)	220 707,86	132 424,65	8 828,31	79 454,90
<b>2151 Résultat</b>					<b>220 707,86</b>	<b>132 424,65</b>	<b>8 828,31</b>	<b>79 454,90</b>
21532	21532-ASSAINI-2023-02	INTEGRATION RESEAU ASSAINISSEMENT LA BODINIÈRE TRANCHE 1	31/12/2023	30 an(s)	55 314,72	0,00	1 843,82	53 470,90
21532	21532-ASSAIN-2017-01	CONTROLE DES TRAVAUX ASSAINISSEMENT 2017	19/06/2018	30 an(s)	26 757,70	4 472,90	891,92	21 392,88
21532	21532-ASSAIN-2018-01	CREATION 3 BRANCHEMENTS EAUX USEES RUE CHARETTE	19/10/2018	30 an(s)	4 285,90	714,30	142,86	3 428,64
21532	21532-ASSAIN-2019-01	REPRISE DU RESEAU ASSAINISSEMENT RUE CHARETTE POUR RACCORDEMENT FUTUR LOTISSEMENT	13/08/2019	30 an(s)	7 548,90	1 006,52	251,63	6 290,75
21532	21532-ASSAIN-2019-02	MISE EN SEPARATIF DES RESEAUX EU ET EP SITUATION 1	22/11/2019	30 an(s)	32 898,00	4 386,40	1 096,60	27 415,00
21532	21532-ASSAIN-2021	ANNONCE PROCEDURE ADAPTEE EXTENSION ET REHABILITATION RESEAUX ASSAINISSEMENT	28/04/2021	50 an(s)	50 695,72	3 524,84	1 762,42	45 408,46
21532	21532-ASSAIN-2022	BRANCHEMENTS EU RUE DU GENERAL CHARETTE	17/02/2023	30 an(s)	4 233,84	0,00	141,13	4 092,71
21532	21532-ASSAIN-2023	TRAVAUX ASSAINISSEMENT 2023 20	19/11/2024	0 an(s)	318 109,30	0,00	0,00	318 109,30
21532	4-1980	RESEAUX	31/12/1980	50 an(s)	565,94	486,76	11,32	67,86
21532	4-1981	RESEAUX	31/12/1981	50 an(s)	27 812,95	23 362,91	556,26	3 893,78
21532	4-1982	RESEAUX	31/12/1982	50 an(s)	31 089,86	25 493,80	621,80	4 974,26
21532	4-1983	RESEAUX	31/12/1983	50 an(s)	524,33	419,60	10,49	94,24
21532	4-1984	RESEAUX	31/12/1984	50 an(s)	1 173,84	915,72	23,48	234,64
21532	4-1985	RESEAUX	31/12/1985	50 an(s)	128 766,78	97 864,44	2 575,38	28 326,96
21532	4-1986	RESEAUX	31/12/1985	50 an(s)	1 743,58	1 290,19	34,87	418,52
21532	4-1987	RESEAUX	31/12/1987	50 an(s)	21 699,35	15 623,64	433,99	5 641,72
21532	4-1989	RESEAUX	31/12/1989	50 an(s)	10 734,03	7 299,12	214,68	3 220,23
21532	4-1992	RESEAUX	31/12/1992	50 an(s)	34 158,02	21 177,96	683,16	12 296,90
21532	4-1993	RESEAUX	31/12/1993	50 an(s)	56 760,88	34 056,60	1 135,22	21 569,06
21532	4-1995	RESEAUX	31/12/1995	50 an(s)	7 826,71	4 382,94	156,53	3 287,24
21532	4-1996	RESEAUX	31/12/1996	50 an(s)	58 903,72	31 807,89	1 178,07	25 917,76
21532	4-1997	RESEAUX	31/12/1997	50 an(s)	1 654,68	860,34	33,09	761,25
21532	4-1998	RESEAUX	31/12/1998	50 an(s)	52 025,37	26 012,75	1 040,51	24 972,11
21532	4-2001	RESEAUX	31/12/2001	50 an(s)	49 799,72	21 911,78	995,99	26 891,95
21532	4-2002	RESEAUX	31/12/2002	50 an(s)	5 127,19	2 153,34	102,54	2 871,31
21532	4-2005	RESEAUX	22/12/2005	50 an(s)	7 116,20	2 561,76	142,32	4 412,12
21532	4-2007	RESEAUX	03/05/2007	50 an(s)	4 766,80	1 525,43	95,34	3 146,03
21532	4-2010	RESEAUX	19/03/2010	50 an(s)	41 265,59	10 729,03	825,31	29 711,25
21532	4-2012	TRAVAUX 2011	31/10/2012	50 an(s)	63 877,70	14 053,05	1 277,55	48 547,10
21532	4-2013	RESEAUX	31/12/2013	50 an(s)	116 109,30	23 221,90	2 322,19	90 565,21
21532	4-2014	TRAVAUX	03/04/2014	50 an(s)	28 958,38	5 212,53	579,17	23 166,68
21532	4-2015	RESEAUX	19/01/2015	30 an(s)	4 661,77	994,52	155,39	3 511,86
21532	4-2016	travaux reseau	31/12/2016	30 an(s)	732,18	141,46	24,41	566,31
21532	90008689990415	TRAVAUX ASSAINISSEMENT CHEMIN DE LA BODINIÈRE	14/10/2024		8 146,08	0,00	0,00	8 146,08
21532	97	RESEAUX	13/01/2012	50 an(s)	49 933,36	8 338,74	998,67	40 595,95
<b>21532 Résultat</b>					<b>1 315 780,29</b>	<b>396 003,16</b>	<b>22 358,11</b>	<b>897 419,02</b>
2154	5-2000	POMPE RELEVEMENT	31/12/2000	10 an(s)	2 001,97	2 001,97	0,00	0,00
<b>2154 Résultat</b>					<b>2 001,97</b>	<b>2 001,97</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>1 589 501,80</b>	<b>572 591,65</b>	<b>31 186,42</b>	<b>985 723,73</b>

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE ST HILAIRE LE VOUHIS

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2111	1	TERRAINS BOUHIER DAVID TRAVERT	01/01/2002	0 an(s)	2 026,93	0,00	0,00	2 026,93
<b>2111 Résultat</b>					<b>2 026,93</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 026,93</b>
21311	2-1992	STATION	31/12/1992	50 an(s)	949,20	588,39	18,98	341,83
21311	2-1994	STATION	31/12/1994	50 an(s)	143 454,74	83 203,61	2 869,09	57 382,04
21311	2-1995	STATION	31/12/1995	50 an(s)	3 483,46	1 950,76	69,67	1 463,03
21311	2-1996	STATION	31/12/1996	50 an(s)	5 508,04	2 974,32	110,16	2 423,56
21311	2-1997	STATION	31/12/1997	50 an(s)	1 214,64	631,54	24,29	558,81
21311	2-2000	STATION	31/12/2000	50 an(s)	5 222,90	2 402,58	104,46	2 715,86
21311	2-2001	STATION	31/12/2001	50 an(s)	365,88	161,04	7,32	197,52
21311	2-2003	STATION	31/12/2003	50 an(s)	389,28	155,80	7,79	225,69
21311	2-2008	STATION	23/12/2008	50 an(s)	10 950,34	3 285,15	219,01	7 446,18
21311	2-2012	STATION	31/12/2012	50 an(s)	6 388,20	1 405,36	127,76	4 855,08
21311	3-2014B	STATION	03/03/2014	50 an(s)	9 626,94	1 732,86	192,54	7 701,54
21311	3-2015	STATION	16/03/2015	50 an(s)	1 930,00	308,80	38,60	1 582,60
21311	3-2016	station	31/01/2016	50 an(s)	6 070,00	849,80	121,40	5 098,80
21311	3-2021-21311-RESEAUX	Facture no 319211725110 AGITATEUR STATION EPURATION INV.3-2021-21311-RESEAUX	18/05/2021	50 an(s)	5 249,32	209,98	104,99	4 934,35
<b>21311 Résultat</b>					<b>200 802,94</b>	<b>99 859,99</b>	<b>4 016,06</b>	<b>96 926,89</b>
21351	2024STATION21351	MISE EN PLACE MESURE DEBIT TROP PLEIN STATION	16/05/2024	50 an(s)	7 260,00	0,00	0,00	7 260,00
<b>21351 Résultat</b>					<b>7 260,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 260,00</b>
21532	2023RESEAUX21532	Frais d'études suivis de réalisation immo corporelle	31/12/2023	50 an(s)	23 521,80	0,00	470,44	23 051,36
21532	2024RESEAUX21532	BRANCHEMENT ASST RUE PETITES MAISONS	18/03/2024	50 an(s)	157 726,54	0,00	0,00	157 726,54
21532	3-1992	RESEAUX	31/12/1992	50 an(s)	1 135,27	704,07	22,71	408,49
21532	3-1994	RESEAUX	31/12/1994	50 an(s)	173 404,21	100 574,36	3 468,08	69 361,77
21532	3-1995	RESEAUX	31/12/1995	50 an(s)	147 807,21	82 771,94	2 956,14	62 079,13
21532	3-1996	RESEAUX	31/12/1996	50 an(s)	10 821,59	5 843,61	216,43	4 761,55
21532	3-1997	RESEAUX	31/12/1997	50 an(s)	3 931,91	2 044,64	78,64	1 808,63
21532	3-1999	RESEAUX	31/12/1999	50 an(s)	6 395,44	3 069,84	127,91	3 197,69
21532	3-2000	RESEAUX	31/12/2000	50 an(s)	2 302,74	1 059,15	46,05	1 197,54
21532	3-2001	RESEAUX	31/12/2001	50 an(s)	2 802,01	1 232,88	56,04	1 513,09
21532	3-2003	RESEAUX	31/12/2003	50 an(s)	7 718,40	3 087,40	154,37	4 476,63
21532	3-2004	RESEAUX	31/12/2004	50 an(s)	2 605,80	990,13	52,11	1 563,56
21532	3-2005	RESEAUX	30/12/2005	50 an(s)	22 862,74	8 230,50	457,25	14 174,99
21532	3-2006	RESEAUX	31/12/2006	50 an(s)	1 270,29	431,97	25,41	812,91
21532	3-2007	RESEAUX	23/03/2007	50 an(s)	7 431,52	2 378,12	148,63	4 904,77
21532	3-2008	RESEAUX	16/10/2008	50 an(s)	13 670,00	4 101,00	273,40	9 295,60
21532	3-2009A	RESEAUX EAUX USEES	31/12/2009	50 an(s)	2 226,10	623,29	44,52	1 558,29
21532	3-2012A	RESEAUX	31/12/2012	50 an(s)	3 650,00	803,00	73,00	2 774,00
21532	3-2013	RESEAUX	23/05/2013	50 an(s)	2 890,00	578,00	57,80	2 254,20
21532	3-2014A	RESEAUX	03/03/2014	50 an(s)	3 040,00	547,21	60,80	2 431,99
21532	3-2016-21532	reseaux	31/12/2016	50 an(s)	14 593,20	2 043,02	291,86	12 258,32
21532	3-2017	SITUATION 20170208 2&ACPTÉ LOT 2 AMENAGEMENT CLOS DU PRE INV. 3-2017 MARCHÉ JT MANDAT 9/2017	27/04/2017	50 an(s)	24 225,00	2 907,04	484,50	20 833,46
21532	3-2018	F.18346 AMENAGEMENT LOT 1 LOT. CLOS DU PRE INV.3-2018 MARCHÉ + DEL* JTS MANDAT 35/2016	05/04/2018	50 an(s)	10 702,00	1 070,20	214,04	9 417,76
21532	3-2019	F.319191428346 ALARME POSTE RELEVEMENT CLOS DU PRE INV.3-2019	05/02/2019	50 an(s)	8 106,00	648,48	162,12	7 295,40
21532	3-2020	F.200312 BRANCHEMENT ASST RUE PETITES MAISONS INV.3-2020	30/03/2020	50 an(s)	1 940,00	116,40	38,80	1 784,80
21532	3-2021	Fact no210225 BRANCHEMENTS ASST RUE PTES MAISONS + CHARRON INV.3-2021-21532-RESEAUX	09/03/2021	50 an(s)	3 260,00	130,40	65,21	3 064,39
21532	3-2022	RESEAUX	25/03/2022	50 an(s)	10 875,00	217,50	217,50	10 440,00
<b>21532 Résultat</b>					<b>670 914,77</b>	<b>226 204,15</b>	<b>10 263,76</b>	<b>434 446,86</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>881 004,64</b>	<b>326 064,14</b>	<b>14 279,82</b>	<b>540 660,68</b>



## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE ST MARTIN DES NOYERS

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
211	206.000	TERRAIN LAGUNAGE	31/12/1980	0 an(s)	4 929,43	0,00	0,00	4 929,43
211	402-24	TERRAIN	31/12/2009	0 an(s)	24 862,76	0,00	0,00	24 862,76
<b>211 Résultat</b>					<b>29 792,19</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 792,19</b>
2156	402RESASS2020	ECOLE RACCORDEMENT EAUX USEES PAR LA RUE DES ORMEAUX (SUITE VENTE A BLANCHABRI)	30/06/2020	60 an(s)	4 160,00	235,40	69,00	3 855,60
2156	402RESASS21562020	INTEGRATION RESEAU EU LOT THOMAS RUE DE LA MOINERIE	17/08/2020	60 an(s)	6 352,78	318,00	106,00	5 928,78
2156	402RESASS21562021	COMPACTEUR SORTIE DEGRILLEUR S	13/09/2021	60 an(s)	17 950,00	448,75	359,00	17 142,25
2156	402RESASS21562021-01	INTEGRATION RESEAUX EAUX USEES	04/10/2021	60 an(s)	9 843,60	328,00	164,00	9 351,60
2156	402RESASS21562021-02	INTEGRATION RESEAU EAUX USEES LOTISSEMENT LES FONTAINES	15/10/2021	60 an(s)	16 581,94	598,00	276,00	15 707,94
2156	402RESASS21562022	ITV ET HYDROCOURAGE	27/04/2022	60 an(s)	22 971,60	459,43	459,43	22 052,74
2156	402RESASS21562023	MAITRISE D'OEUVRE POUR REHABILITATION DU SYSTEME	15/03/2023	60 an(s)	13 443,75	0,00	0,00	13 443,75
2156	402RESASS21562023-01	RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE RUE DE	14/03/2023	60 an(s)	3 590,00	0,00	59,67	3 520,33
2156	402RESASS23152023	ANNONCES LEGALES REHABILITATIO	10/05/2023	60 an(s)	360,81	0,00	0,00	360,81
2156	402RESASS23152023-01	REHABILITATION DES RESEAUX D E	23/10/2023	60 an(s)	227 634,45	0,00	0,00	227 634,45
2156	402-10	RESEAU EU IMPASSE DES JARDINS	31/05/2006	60 an(s)	10 647,40	2 738,58	142,68	7 766,14
2156	402-11	RESEAU EU LOT DES OUCHETTERIES	31/12/2006	60 an(s)	40 471,29	11 466,88	674,52	28 329,89
2156	402-12	RESEAU EU EXTENS LA CORNILLIERE	31/12/2006	60 an(s)	2 940,84	803,01	49,00	2 088,83
2156	402-13	REHABILITATION LA MOINERIE	31/12/2007	60 an(s)	13 640,00	3 504,32	227,33	9 908,35
2156	402-14	BRANCHEMENTS RTE DES ESSARTS	31/12/2007	60 an(s)	1 173,86	301,50	19,56	852,80
2156	402-15	INTEGRATION RESEAU EU	31/12/2007	60 an(s)	15 983,85	4 262,40	266,40	11 455,05
2156	402-16	POSE DE TABOURET RUE DE LA CORNILLIERE	17/06/2008	60 an(s)	7 940,10	1 570,08	132,59	5 937,43
2156	402-17	MISE A NIVEAU TAMPONS RUE OUILLETTE	22/08/2008	60 an(s)	1 563,80	390,92	26,06	1 146,82
2156	402-18-2156	EXTENSION STATION D'EPURATION - CONDUITE D'OPERATION DDAF	31/12/2015	60 an(s)	1 021,38	255,30	17,02	749,06
2156	402-2	RESEAUX EGOUTS	31/12/1975	60 an(s)	6 412,06	5 236,63	106,87	1 069,56
2156	402-20-2156	EXTENSION STATION D'EPURATION - ETUDE GEOTECHNIQUE	31/12/2015	60 an(s)	1 935,00	483,75	32,25	1 419,00
2156	40221562017	LOTISSEMENT LE FROMENTEAU IN	01/06/2017	60 an(s)	61 000,00	6 102,00	1 017,00	53 881,00
2156	40221562018	ITV HYDROCOURAGE EP EU RUE DES	19/06/2018	60 an(s)	2 457,60	221,00	41,00	2 195,60
2156	402215620182	BRANCHEMENT EU CASERNE DES POM	22/10/2018	60 an(s)	990,07	91,00	17,00	882,07
2156	402215620183	LOTISSEMENT LES SOURCES INTE	27/11/2018	60 an(s)	37 665,96	2 512,00	628,00	34 525,96
2156	402215620184	EXTENSION RESEAU EU RUE DU PET	23/11/2018	60 an(s)	7 885,00	551,96	131,42	7 201,62
2156	402-22-2156	EXTENSION STATION EPURATION INSERTION MARCHE	31/12/2015	60 an(s)	1 084,28	271,05	18,07	795,16
2156	402-23	MODIF RESEAU IRRIGATION CREATION LAGUNE	03/07/2009	60 an(s)	5 242,80	994,85	87,38	4 160,57
2156	402-25	EXTENSION STATION D EPURATION	17/05/2010	60 an(s)	442 756,85	83 813,73	7 379,28	351 563,84
2156	402-25-2015	EXTENSION STATION D'EPURATION - INTEGRATION FRAIS	31/12/2015	60 an(s)	12 068,04	1 609,04	201,13	10 257,87
2156	402-26	MISE A NIVEAU TAMPON EU	31/12/2009	60 an(s)	3 250,00	758,38	54,17	2 437,45
2156	402-27	EXTENSION RESEAU CREATION ANTE	11/01/2010	60 an(s)	7 428,71	1 609,53	123,81	5 695,37
2156	402-28	ENGAZONNEMENT CLOTURES STEP	18/11/2010	60 an(s)	4 977,47	912,56	82,96	3 981,95
2156	402-29	STATION RENOUVELLEMENT TUYAU	23/11/2010	60 an(s)	21 731,32	4 706,00	362,00	16 663,32
2156	402-3	TRAVAUX RESEAUX	31/12/1987	60 an(s)	389 761,09	232 613,02	6 496,02	150 652,05
2156	402-30	LOTISSEMENT LA PREE INTEGRATION RESEAU EU	07/06/2011	60 an(s)	36 610,00	7 320,17	610,00	28 679,83
2156	402-31	LOTISSEMENT PETIT PONTREAU INTEGRATION RESEAU EU	07/06/2011	60 an(s)	75 228,50	15 045,72	1 253,81	58 928,97
2156	402-32	REHABILITATION EAUX USEES BOURG	31/12/2011	60 an(s)	585,58	111,11	9,76	464,71
2156	402-33	REHABILITATION EAUX USEES PREST	31/12/2011	60 an(s)	2 395,96	450,91	39,93	1 905,12
2156	402-34	REHABILITATION EAUX USEES	31/12/2011	60 an(s)	49 218,30	9 495,34	820,31	38 902,65
2156	402-35	RUE DU PETIT BOURDON EXTENSION	31/12/2011	60 an(s)	8 670,00	1 645,16	144,50	6 880,34
2156	402-36	RESEAUX EAU USEES HYDROCOURAGE	31/12/2013	60 an(s)	6 191,91	1 071,60	103,20	5 017,11
2156	402-37	RESEAUX EAU USEES HYDROCOURAGE	31/12/2013	60 an(s)	6 354,70	1 080,28	105,91	5 168,51
2156	402-39	MANDAT -3-1-2014-FACTURE 85140018-NANTAISE DES EAU	07/05/2014	60 an(s)	1 682,42	252,36	28,04	1 402,02
2156	402-4	TRAVAUX RESEAUX	31/12/1991	60 an(s)	55 650,13	30 607,50	927,50	24 115,13
2156	402-40 2156	VIDEO INJECTION	19/05/2014	60 an(s)	29 976,00	3 500,00	500,00	25 976,00
2156	402-41	REHABILITATION RESEAU EU RUES DE L'OUILLETTE ET CLOVIS JOUSSEAU	31/12/2014	60 an(s)	84 051,00	9 807,00	1 401,00	72 843,00
2156	402-42-2016	REHABILITATION RESEAUX EU RUE	04/11/2017	60 an(s)	35 960,00	2 407,57	599,33	32 953,10
2156	402-5	TRAVAUX RESEAUX	31/12/1991	60 an(s)	3 304,21	2 478,15	55,07	770,99
2156	402-6	RESEAU RUE DE LA CORNILLIERE	16/12/2004	60 an(s)	1 663,88	471,47	27,73	1 164,68
2156	402-7	EXTENSION RESEAU CH TURQUIE	13/01/2005	60 an(s)	11 870,50	3 561,17	197,84	8 111,49
2156	402-8	REHABILITATION RUE DE LA FRAIRIE	18/03/2005	60 an(s)	20 237,82	6 016,12	337,30	13 884,40
2156	402-9	REHABILITATION RESEAU EU-CTRE BOURG	24/10/2005	60 an(s)	15 423,92	4 627,26	257,07	10 539,59
<b>2156 Résultat</b>					<b>1 869 982,53</b>	<b>470 415,96</b>	<b>27 244,92</b>	<b>1 372 321,65</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>1 899 774,72</b>	<b>470 415,96</b>	<b>27 244,92</b>	<b>1 402 113,84</b>

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE ST PROUANT

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2111	1	TERRAIN STATION	31/12/1992	0 an(s)	7 872,70	0,00	0,00	7 872,70
<b>2111 Résultat</b>					<b>7 872,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 872,70</b>
21311	2-1993	STATION	31/12/1993	40 an(s)	369 990,09	277 488,00	9 250,00	83 252,09
<b>21311 Résultat</b>					<b>369 990,09</b>	<b>277 488,00</b>	<b>9 250,00</b>	<b>83 252,09</b>
21532	21532-ASS-CAIS-2022	FOURN ET POSE CAISON DE SURVERSE	09/12/2022	40 an(s)	7 754,58	193,00	194,00	7 367,58
21532	2315-2010-1	ASSAINISSEMENT LA ROCHE BATIOU	19/04/2010	40 an(s)	168 689,72	52 945,26	4 217,00	111 527,46
21532	2315-2018-1	LEVE TOPO VIEUX CENTRE BOURG	18/10/2018	40 an(s)	275 792,59	0,00	0,00	275 792,59
21532	3-1978	RESEAUX	31/12/1978	40 an(s)	7 579,49	7 579,49	0,00	0,00
21532	3-1979	RESEAUX	31/12/1979	40 an(s)	47 110,84	47 110,84	0,00	0,00
21532	3-1980	RESEAUX	31/12/1980	40 an(s)	63 991,76	63 991,76	0,00	0,00
21532	3-1981	RESEAUX	31/12/1981	40 an(s)	42 340,48	42 340,48	0,00	0,00
21532	3-1982	RESEAUX	31/12/1982	40 an(s)	37 988,10	37 988,10	0,00	0,00
21532	3-1983	RESEAUX	31/12/1983	40 an(s)	7 669,12	7 669,12	0,00	0,00
21532	3-1984	RESEAUX	31/12/1984	40 an(s)	4 949,26	4 821,09	128,17	0,00
21532	3-1985	RESEAUX	31/12/1985	40 an(s)	15 236,52	14 469,12	381,00	386,40
21532	3-1992	RESEAUX	31/12/1992	40 an(s)	1 383,46	1 068,75	35,00	279,71
21532	3-1997	RESEAUX	31/12/1997	40 an(s)	4 490,26	2 917,20	112,00	1 461,06
21532	3-1999	RESEAUX	31/12/1999	40 an(s)	2 317,99	1 385,10	57,00	875,89
21532	3-2000	RESEAUX	31/12/2000	40 an(s)	45,12	24,08	1,00	20,04
21532	3-2001	RESEAUX	31/12/2001	40 an(s)	19 622,81	10 789,12	491,00	8 342,69
21532	3-2004	RESEAUX RUE CLEMENCEAU	31/12/2004	40 an(s)	60 612,63	28 789,16	1 515,00	30 308,47
21532	3-2006	RESEAUX	31/12/2006	40 an(s)	66 592,74	28 297,02	1 665,00	36 630,72
21532	3-2007	RESEAUX	03/05/2007	40 an(s)	23 376,40	9 349,23	584,00	13 443,17
21532	3-2014	RESEAU EU PETIT LUNDI	20/11/2014	40 an(s)	9 615,91	1 920,80	240,00	7 455,11
21532	4-2007	TELESURVEILLANCE POSTE BOUCHAUD	29/06/2007	1 an(s)	5 100,00	5 100,00	0,00	0,00
<b>21532 Résultat</b>					<b>872 259,78</b>	<b>368 748,72</b>	<b>9 620,17</b>	<b>493 890,89</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>1 250 122,57</b>	<b>646 236,72</b>	<b>18 870,17</b>	<b>585 015,68</b>

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE ST VINCENT STERLANGES

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2111	41-2007	terrain	31/12/2007	0 an(s)	26 000,00	0,00	0,00	26 000,00
2111	41-2008	frais d'acquisition terrain	28/02/2008	0 an(s)	867,58	0,00	0,00	867,58
2111	468-2011	TERRAIN GUEDON POUR POMPE RELEVAGE	15/03/2011	0 an(s)	252,00	0,00	0,00	252,00
2111	46-2011-2111	ACHAT TERRAIN GUEDON	06/10/2011	0 an(s)	280,08	0,00	0,00	280,08
<b>2111 Résultat</b>					<b>27 399,66</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>27 399,66</b>
21311	41-2313-08	LAGUNE	31/12/2008	50 an(s)	197 136,50	61 764,73	3 942,00	131 429,77
21311	41-2313-2009	STATION EPURATION	20/01/2009	50 an(s)	35 081,08	8 418,62	701,00	25 961,46
<b>21311 Résultat</b>					<b>232 217,58</b>	<b>70 183,35</b>	<b>4 643,00</b>	<b>157 391,23</b>
21532	418-2009	RESEAUX EAUX USEES	31/12/2009	50 an(s)	43 112,87	10 345,52	862,00	31 905,35
21532	41-2315-2008	PUBLICATION APPEL D OFFRE STATION EPURATION	06/06/2008	50 an(s)	93 788,84	29 381,56	1 875,00	62 532,28
21532	46-2011-2315	RESEAU EAUX USEES RUE STE CECILE	22/09/2011	50 an(s)	137 442,24	30 235,33	2 748,00	104 458,91
21532	46-2012-2315	RESEAU EU RUE STE CECILE	11/05/2012	50 an(s)	2 018,15	404,72	40,00	1 573,43
21532	59-2015-21532	reseau 2015	31/12/2016	50 an(s)	52 410,50	7 336,42	1 048,00	44 026,08
21532	59-2015-2315	FRAIS D ETUDES SUIVIS DE REALISATION	17/12/2015	0 an(s)	11 151,62	0,00	0,00	11 151,62
21532	59-2016-21532	INT FRAIS AMENAGEMENT RUES EGLISE ET BEL AIR	13/10/2016	50 an(s)	57 137,96	7 996,52	1 142,00	47 999,44
21532	60-2014-21532	RESEAUX EAUX USEES RUE GUINOT	07/05/2015	50 an(s)	6 618,95	1 056,76	132,00	5 430,19
21532	60-2014-2315	RESEAUX EAUX USEES RUE GUINOT	14/03/2014	50 an(s)	47 935,93	8 626,44	958,00	38 351,49
21532	60-2023-2315	POSE D'UN TABOURET EU - 17 RUE GUINOT	24/10/2023	0 an(s)	2 229,60	0,00	0,00	2 229,60
21532	65-2017-21532	TRAVAUX RUE DE L EGLISE ET RUE MELSON	23/11/2017	50 an(s)	7 600,87	152,00	152,00	7 296,87
21532	65-2017-2315	Acompte n°1 sur travaux - Fact	23/11/2017	0 an(s)	20 601,19	0,00	0,00	20 601,19
21532	65-2018-21532	TRAVAUX RUE DE L EGLISE ET RUE MELSON	17/04/2018	50 an(s)	29 036,23	580,00	580,00	27 876,23
21532	65-2018-2315	Acompte n°4 travaux rue de l Eglise et rue de Meslon - Fact 18369 du 31/01/18 Inventaire 65-2018-231	18/04/2018	0 an(s)	69 444,07	0,00	0,00	69 444,07
21532 Résultat					580 529,02	96 115,27	9 537,00	474 876,75
<b>Grand Somme</b>					<b>840 146,26</b>	<b>166 298,62</b>	<b>14 180,00</b>	<b>659 667,64</b>

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SAINTE CECILE

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2156	AS 002	ASS 002	31/12/1993	40 an(s)	116,91	90,00	3,00	23,91
2156	ASS 001	ASS 001	31/12/1992	40 an(s)	180 275,21	139 686,00	4 506,00	36 083,21
2156	ASS 003	ASS 003	31/12/1993	40 an(s)	2 967,30	2 220,00	74,00	673,30
2156	ASS 004	ASS 004	31/12/1993	40 an(s)	1 004,97	750,00	25,00	229,97
2156	ASS 005	ASS 005	31/12/1993	40 an(s)	1 851,30	1 380,00	46,00	425,30
2156	ASS 006	ASS 006	31/12/1993	40 an(s)	434,91	300,00	10,00	124,91
2156	ASS 007	ASS 007	31/12/1995	40 an(s)	27 345,20	19 124,00	683,00	7 538,20
2156	ASS 008	ASS 008	31/12/1996	40 an(s)	140 285,86	94 688,00	3 507,00	42 089,86
2156	ASS 009	ASS 009	31/12/1997	40 an(s)	6 759,34	4 368,00	168,00	2 223,34
2156	ASS 010	ASS 010	31/12/1999	40 an(s)	5 401,42	3 240,00	135,00	2 026,42
2156	ASS 011	ASS 011	31/12/2003	40 an(s)	1 325,75	860,00	33,00	632,75
2156	ASS 012	ASS 12	31/12/2005	40 an(s)	29 839,93	13 427,82	745,99	15 666,12
2156	ASS 013	ASS 013	31/12/2006	40 an(s)	2 870,40	1 219,92	71,76	1 578,72
2156	ASS 014	ASS 014	31/12/2009	40 an(s)	13 490,88	4 721,78	337,27	8 431,83
2156	ASS 015	ASS 015	07/03/2015	40 an(s)	553,32	124,47	13,83	415,02
2156	ASS 016	ASS 016	06/05/2013	40 an(s)	1 390,78	382,47	34,77	973,54
2156	ASS 017-2156	ASS 017-2156	17/09/2013	40 an(s)	134 163,36	30 175,42	3 354,08	100 633,86
2156	ASS 018	ASS 018	23/11/2015	12 an(s)	5 823,40	4 367,52	485,28	970,60
2156	ASS 019	ASS 019	23/11/2015	12 an(s)	2 660,37	1 995,30	221,70	443,37
2156	ASS 020	ASS 020	17/09/2013	40 an(s)	4 589,23	1 032,57	114,73	3 441,93
2156	ASS 022	RACCORDEMENT ELECTRIQUE DU LOCAL DE LA LAGUNE	27/04/2015	10 an(s)	6 857,29	4 800,11	685,73	1 371,45
<b>2156 Résultat</b>					<b>570 007,13</b>	<b>328 754,38</b>	<b>15 255,14</b>	<b>225 997,61</b>
2158	2016RESEAU/MARTHIL2158	EXTENSION RESEAU ASSAINISEMEN	13/07/2017	40 an(s)	71 240,00	10 686,00	1 781,00	58 773,00
2158	2018EXTENSIONEMPRELAIAS215	TRAVAUX EXTENSION RESEAU EU RU	01/10/2018	20 an(s)	89 998,00	17 999,60	4 499,90	67 498,50
2158	2019CONTROLLECURAGEEMPRESLA	CONTROLE ET CURAGE RESEAU RUE	14/05/2019	0 an(s)	3 423,51	0,00	427,94	2 995,57
2158	2019TXASSAINRD472158	TRAVAUX D ASSAINISEMENT RD 47	01/12/2019	40 an(s)	71 024,88	5 326,86	1 775,62	63 922,40
2158	2021ABORDSLAGUNE2158	REMISE EN ETAT ABORDS LAGUNE	30/11/2021	40 an(s)	5 020,96	251,04	125,52	4 644,40
2158	2021CONTROLESOPR2158	CONTROLES PREALABLES A RECEPTI	08/12/2021	40 an(s)	4 510,50	225,52	112,76	4 172,22
2158	2021EXTRESEUAUB2158	EXTENSION DE LA STEP ET DU RES	01/12/2021	40 an(s)	145 530,00	3 638,25	3 638,25	138 253,50
2158	2021EXTSTEP2158	EXTENSION DE LA STEP ET DU RES	24/11/2022	40 an(s)	608 966,25	15 224,16	15 224,16	578 517,93
2158	2021HYGIENBOUES2158	HYGIENISATION CRUAGE ET EPANDA	24/11/2021	50 an(s)	32 226,60	1 289,06	644,53	30 293,01
2158	2021PREPASTEP2158	REALISATION DU PORTER A CONNAI	24/09/2021	50 an(s)	4 270,00	170,80	85,40	4 013,80
2158	2021REGEUJARD2158	REALISATION DE 4 BRANCHEMENTS	06/07/2021	40 an(s)	3 850,00	192,50	96,25	3 561,25
2158	2022HYGBOUSTEP2158	HYGIENISATION CRUAGE ET EPANDA	01/01/2023	50 an(s)	33 090,20	661,80	661,80	31 766,60
2158	2022PLANEPAN2158	REALISATION DU PORTER A CONNAISSANCE ET PLAN D'EPANDAGE POUR EXTENSION STEP	31/12/2022	40 an(s)	4 270,00	0,00	213,50	4 056,50
2158	2023BRANCHEUSTADE2158	CREATION BRANCHEMENT EU RUE DU STADE	22/12/2023	40 an(s)	2 183,33	0,00	54,58	2 128,75
2158	2023BRANEUMOUJARD2158	CREATION BRANCHEMENT EU RUE DU	23/05/2023	40 an(s)	2 083,33	0,00	52,08	2 031,25
2158	2023BRANEUSTHIL2158	CREATION BRANCHEMENT EU RUE DE	31/07/2023	40 an(s)	2 083,33	0,00	52,08	2 031,25
2158	2023BRANEUSTMART2158	CREATION BRANCHEMENT EU RUE DE	23/05/2023	40 an(s)	2 083,33	0,00	52,08	2 031,25
<b>2158 Résultat</b>					<b>1 085 854,22</b>	<b>55 665,59</b>	<b>29 497,45</b>	<b>1 000 691,18</b>
218	ASS 021	ASS 021	28/10/2013	5 an(s)	180,01	180,01	0,00	0,00
<b>218 Résultat</b>					<b>180,01</b>	<b>180,01</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>1 656 041,36</b>	<b>384 599,98</b>	<b>44 752,59</b>	<b>1 226 688,79</b>

## ETAT DE L'ACTIF ET DES IMMOBILISATIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SIGOURNAIS

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2111	1	TERRAIN LAGUNE C 353 38ARES	31/12/1983	0 an(s)	724,90	0,00	0,00	724,90
<b>2111 Résultat</b>					<b>724,90</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>724,90</b>
21532	RUEDECHANTONNAY	ASSAINISSEMENT RUE DE CHANTONNAY	17/03/2014	50 an(s)	1 050,00	189,00	21,00	840,00
21532	2010-LAGUNE	EXTENSION LAGUNE STATION EPURATION	26/03/2010	50 an(s)	298 152,47	59 630,48	5 963,05	232 558,94
21532	2012-2315RUEDECHANTONNAY	RESEAU COLLECTE EAUX USEES RUE CHANTONNAY	31/07/2012	50 an(s)	133 282,40	26 656,47	2 665,65	103 960,28
21532	2013STMARS	MAITRISE D OEUVRE RUE ST MARS	17/10/2013	50 an(s)	1 800,00	288,00	36,00	1 476,00
21532	2014ATSTMARS	MANDAT -1-1-2014-14406 Sigourmais-ALAIN TP	30/01/2014	50 an(s)	55 385,00	8 861,60	1 107,70	45 415,70
21532	2014EUCHAVAGNES	EXTENSION NORD EAUX USEES RUE DE CHAVAGNES	17/07/2014	50 an(s)	6 479,00	1 036,64	129,58	5 312,78
21532	2014-21532	INTEGRATION FRAIS ETUDES EPANDAGE LAGUNE RUE ST M	30/12/2014	50 an(s)	21 559,01	3 880,62	431,18	17 247,21
21532	2015MOTRANCHE21532	Frais d'études suivis de réalisation immo corporelle	18/08/2022	50 an(s)	6 500,00	0,00	0,00	6 500,00
21532	2015RUEDECHANTONNAY	INTEGRATION ETUDES RUE DE CHANTONNAY	16/07/2015	50 an(s)	7 128,19	1 140,45	142,56	5 845,18
21532	2016ATTTRANCHE6	travaux assainissement tranche 6		10 an(s)	125 754,00	0,00	0,00	125 754,00
21532	2016RD39	RD39	01/01/2016	50 an(s)	601,25	0,00	0,00	601,25
21532	2016STMARS	RUE ST MARS	01/01/2016	50 an(s)	2 300,00	0,00	0,00	2 300,00
21532	2017EURUEDECHAVAGNES	Extension nord eaux usées rue de Chavagnes 18156 du 24/7/2017 2017EUCHAVAGNES	02/10/2017	50 an(s)	657,20	0,00	0,00	657,20
21532	2018ATRUESABOTIER	Réseau Eaux Usées rue du Sabotier 19258 du 19/10/	15/11/2018	50 an(s)	11 416,00	0,00	0,00	11 416,00
21532	2019ATPARCELLECLAVELLIERE	Aménagement accès parcelle communale Clavellières 190414 du 15/4/2019 SIG	22/05/2019	50 an(s)	2 685,00	0,00	0,00	2 685,00
21532	2019CUNAGEEUPETTESOUCHES	Curage et réparation réseau EP rue des Petites Ouches et Chassais 0052.2019.1676 du 31/5/2019 A0019	12/12/2019	50 an(s)	11 325,00	0,00	0,00	11 325,00
21532	2022VXEUPETTESOUCHES	Réseau EU rue PO Etat d'acompte 2 du 2/12/22 selon fact 221100022 VRO 404 complété par mdr 723/22 bg	31/12/2022	50 an(s)	19 018,00	0,00	380,36	18 637,64
21532	2023RACCORDLAGUNE	RACCORDEMENT RESEAU EU PETITES OUCHES LAGUNE	17/07/2023	50 an(s)	1 690,86	0,00	0,00	1 690,86
21532	2-1986	RESEAU	31/12/1986	50 an(s)	800,78	592,68	16,02	192,08
21532	2-1987	RESEAU	31/12/1987	50 an(s)	51 746,94	37 257,84	1 034,94	13 454,16
21532	2-1988	RESEAU	31/12/1988	50 an(s)	2 815,82	1 971,20	56,32	788,30
21532	2-1990	RESEAU	31/12/1990	50 an(s)	15 736,68	10 386,09	314,73	5 035,86
21532	2-1993	RESEAU	31/12/1993	50 an(s)	25 439,60	15 263,70	508,79	9 667,11
21532	2-1995	RESEAU	31/12/1995	50 an(s)	758,48	424,76	15,17	318,55
21532	2-1999	RESEAU	31/12/1999	50 an(s)	55 429,79	26 606,40	1 108,60	27 714,79
21532	2-2000	RESEAU	31/12/2000	50 an(s)	1 543,11	709,78	30,86	802,47
21532	2-2001	RESEAU	31/12/2001	50 an(s)	209,58	92,17	4,19	113,22
21532	2-2004	RESEAU	29/12/2004	50 an(s)	65 329,79	24 825,40	1 306,60	39 197,79
21532	2-2005	RESEAU	23/12/2005	50 an(s)	8 886,25	3 199,14	177,73	5 509,38
21532	2-2007	RESEAU	09/03/2007	50 an(s)	90 464,98	28 948,80	1 809,30	59 706,88
21532	2315-MO-LAGUNE	mo station epuration	22/11/2010	50 an(s)	14 266,03	2 853,20	285,32	11 127,51
21532	23152011RUEDELAGARE	ASSAINISSEMENT RUE DE LA GARE	17/11/2011	50 an(s)	31 366,76	6 273,40	627,34	24 466,02
21532	90008806391015	Intégration d'études	30/12/2024		4 026,60	0,00	0,00	4 026,60
<b>21532 Résultat</b>					<b>1 075 604,57</b>	<b>261 087,82</b>	<b>18 172,99</b>	<b>796 343,76</b>
2315	90008806790015	Extension nord eaux usées rue de Chavagnes 25396 du 30/10/2024	30/12/2024		456,00	0,00	0,00	456,00
<b>2315 Résultat</b>					<b>456,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>456,00</b>
<b>Grand Somme</b>					<b>1 076 785,47</b>	<b>261 087,82</b>	<b>18 172,99</b>	<b>797 524,66</b>

## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES

32201		SUIVI SUBVENTIONS
-------	--	-------------------

compte	n° auxiliaire	libellé
13111	13111-1996	SUBVENTION
	13111-1997	SUBVENTION
	13111-2000	SUBVENTION
	13111-2001	SUBVENTION
	13111-2005	SUBVENTION
	13111-2006	SUBVENTION
	13111-2009	subvention pour etude diagnost ext stati
	13111-2011	Subvention Construction Station d'Epura
	13111-2012	AGENCE DE L EAU
	13111-2014	SUBVENTIONS 2014
	13111-2016	1er acompte subvention extension réseau
	13111-2017	1er acompte subvention extension réseau
	13111-2021	ETUDE DIAGNOSTIQUE SCHEMA DIRE
	2017-stationlamenerie	Acpte n°1 Fac.017038 du 31.03.2017 Trav.
		TOTAL

13118	13118-2004	SUBVENTION
	13118-2023-1	INTEGRATION RESEAUX EU LOT CLOS DES JAR
	13118-2023-2	INTEGRATION RESEAUX EU LOT ECO QUARTIER
	13118-2024-1	INTEGRATION EU LOT FIEF DU CHATEAU TR 1
		TOTAL

1312	1312-1993	SUBVENTION
	1312-1994	SUBVENTION
	1312-1996	SUBVENTION
	1312-1997	SUBVENTION
	1312-1998	SUBVENTION
	1312-1999	SUBVENTION
		TOTAL

1313	1313-2004	SUBVENTION
	1313-2005	SUBVENTION
	1313-2006	SUBVENTION
	1313-2007	subvention
	1313-2009	subvention etudes 07 DEA ext station pu
	1313-2011	1er Acpte S/Station d'epuration Bzo
	1313-2012	DEPARTEMENT
	1313-2022	SUBVENTION DEPARTEMENTALE - ZONAGE PLUVI
	6-2019-21532	ETUE DIAGNOSTIQUE SCHEMA DIRE
	6-2021-21532	ETUE DIAGNOSTIQUE SCHEMA DIRE
	2017-stationlamenerie	Acpte n°1 Fac.017038 du 31.03.2017 Trav.
		TOTAL

1316	1316-2008	subvention
		TOTAL

1317	1317-2000	SUBVENTION
		TOTAL

1318	1318-1993	SUBVENTION
------	-----------	------------

## BNZ

1318-1994	SUBVENTION
1318-1995	SUBVENTION
1318-2004	SUBVENTION
1318-2005	SUBVENTION
1318-2006	SUBVENTION
	TOTAL

## - COMMUNE DE BOURNEZEAU

131xx	compte 139xx			bs crédit-bs débit
subvention reçue	reprise antérieure	Reprise 2024	total reprise	solde subv
36 587,76	19 757,51	731,76	20 489,27	16 098,49
9 146,94	4 756,44	182,94	4 939,38	4 207,56
81 357,17	37 424,22	1 627,14	39 051,36	42 305,81
6 951,68	3 058,66	139,03	3 197,69	3 753,99
2 385,00	858,60	47,70	906,30	1 478,70
23 459,77	7 976,40	469,20	8 445,60	15 014,17
23 335,00	9 333,94	666,71	10 000,65	13 334,35
127 148,61	43 593,73	3 632,81	47 226,54	79 922,07
283 152,59	88 990,77	8 090,07	97 080,84	186 071,75
85 247,92	21 920,85	2 435,65	24 356,50	60 891,42
14 280,00	2 448,00	408,00	2 856,00	11 424,00
44 470,75	7 560,77	1 279,18	8 839,95	35 630,80
55 562,50	3 175,00	1 587,50	4 762,50	50 800,00
300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
<b>793 385,69</b>	<b>250 854,89</b>	<b>21 297,69</b>	<b>272 152,58</b>	<b>521 233,11</b>

4 709,25	1 789,47	94,18	1 883,65	2 825,60
24 238,45	0,00	484,77	484,77	23 753,68
142 299,60	0,00	2 845,99	2 845,99	139 453,61
56 013,80	0,00	0,00	0,00	56 013,80
<b>227 261,10</b>	<b>1 789,47</b>	<b>3 424,94</b>	<b>5 214,41</b>	<b>222 046,69</b>

108 234,23	64 940,40	2 164,68	67 105,08	41 129,15
42 643,04	24 732,94	852,86	25 585,80	17 057,24
4 573,47	2 469,69	91,47	2 561,16	2 012,31
26 011,61	13 525,98	520,23	14 046,21	11 965,40
36 587,76	18 294,00	731,76	19 025,76	17 562,00
18 141,43	8 707,92	362,83	9 070,75	9 070,68
<b>236 191,54</b>	<b>132 670,93</b>	<b>4 723,83</b>	<b>137 394,76</b>	<b>98 796,78</b>

10 395,00	3 950,10	207,90	4 158,00	6 237,00
24 255,00	8 731,80	485,10	9 216,90	15 038,10
7 260,00	2 468,40	145,20	2 613,60	4 646,40
259,70	83,04	5,19	88,23	171,47
4 407,00	1 762,74	125,91	1 888,65	2 518,35
23 032,86	7 896,96	658,08	8 555,04	14 477,82
53 743,34	16 890,78	1 535,56	18 426,34	35 317,00
258,73	7,39	7,39	14,78	243,95
1 809,30	206,80	51,70	258,50	1 550,80
2 696,18	154,06	77,03	231,09	2 465,09
8 750,00	1 103,41	146,59	1 250,00	7 500,00
<b>136 867,11</b>	<b>43 255,48</b>	<b>3 445,65</b>	<b>46 701,13</b>	<b>90 165,98</b>

1 548,50	464,55	30,97	495,52	1 052,98
<b>1 548,50</b>	<b>464,55</b>	<b>30,97</b>	<b>495,52</b>	<b>1 052,98</b>

7 774,90	3 576,50	155,50	3 732,00	4 042,90
<b>7 774,90</b>	<b>3 576,50</b>	<b>155,50</b>	<b>3 732,00</b>	<b>4 042,90</b>

57 168,38	34 301,10	1 143,37	35 444,47	21 723,91
-----------	-----------	----------	-----------	-----------



## BNZ

67 839,81	39 347,20	1 356,80	40 704,00	27 135,81
21 342,86	11 952,08	426,86	12 378,94	8 963,92
33 462,00	12 715,56	669,24	13 384,80	20 077,20
98 100,00	35 316,00	1 962,00	37 278,00	60 822,00
78 217,02	26 593,72	1 564,33	28 158,05	50 058,97
<b>356 130,07</b>	<b>160 225,66</b>	<b>7 122,60</b>	<b>167 348,26</b>	<b>188 781,81</b>

40 201,18

ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE CHANTONNAY

32401	SUBVENTIONS								
				131xx	compte 139xx				bs crédit-bs débit
Compte 13111	n° auxiliaire	libellé	durée amo	subvention reçue	reprise antérieure	Reprise 2024	total reprise		solde subv
	5-2004	RESEAUX	30	21 220,00	13 439,27	707,33	14 146,60		7 073,40
	5-2005	RESEAUX	30	32 687,06	19 607,70	1 089,57	20 697,27		11 989,79
	5-2006	RESEAUX	30	19 899,00	11 276,10	663,30	11 939,40		7 959,60
	5-2007	RESEAUX	30	24 840,00	6 642,00	8 262,00	14 904,00		9 936,00
	013-092313	NOUVELLE STATION EPURATION CHT	30	34 273,31	15 989,77	1 142,44	17 132,21		17 141,10
	013-102313-2010	NOUVELLE STATION CHTY 2010	30	261 325,97	78 400,61	8 711,00	87 111,61		174 214,36
	013-102313-2011	STATION EPURATION CHANTONNAY	30	609 760,59	278 742,70	20 325,00	299 067,70		310 692,89
	5-2007-131112008	SUBV RESEAU EU FUITEAU	30	41 580,00	19 116,00	1 386,00	20 502,00		21 078,00
		<b>TOTAL</b>		<b>1 045 585,93</b>	<b>443 214,15</b>	<b>42 286,64</b>	<b>485 500,79</b>		<b>560 085,14</b>
Compte 13118	5-2005	RESEAUX	30	41 731,20	25 601,76	1 391,04	26 992,80		14 738,40
		<b>TOTAL</b>		<b>41 731,20</b>	<b>25 601,76</b>	<b>1 391,04</b>	<b>26 992,80</b>		<b>14 738,40</b>
Compte 1312	5-1993	RESEAUX	45	23 714,97	15 810,00	527,00	16 337,00		7 377,97
	5-1996	RESEAUX	30	38 417,15	34 575,39	1 280,57	35 855,96		2 561,19
	5-1997	RESEAUX	30	6 860,21	5 945,42	228,67	6 174,09		686,12
	5-1999	RESEAUX	30	9 378,05	7 502,40	312,60	7 815,00		1 563,05
	1312-2001	RESEAUX	30	125 678,97	92 164,60	4 189,30	96 353,90		29 325,07
	1312-2002	RESEAUX	30	45 124,91	31 587,36	1 504,16	33 091,52		12 033,39
	1312-1995A	RESEAUX	45	26 456,61	16 461,76	587,92	17 049,68		9 406,93
	1312-1995B	RESEAUX	45	19 513,47	12 141,64	433,63	12 575,27		6 938,20
		<b>TOTAL</b>		<b>295144,34</b>	<b>216188,57</b>	<b>9063,85</b>	<b>225252,42</b>		<b>69891,92</b>
Compte 1313	5-2004	RESEAUX	30	23 413,61	14 828,55	780,45	15 609,00		7 804,61
	5-2005	RESEAUX	30	46 431,00	27 853,00	1 547,70	29 400,70		17 030,30
	5-2007	RESEAUX	30	49 680,00	4 968,00	23 184,00	28 152,00		21 528,00
	005-082315	RESEAUX 2008 - ARTICLE 2315	30	23 760,00	11 880,00	792,00	12 672,00		11 088,00
	013-092313	NOUVELLE STATION EPURATION CHT	30	160 053,20	74 690,44	5 335,11	80 025,55		80 027,65
	013-102313	NOUVELLE STATION CHTY 2010	30	172 425,60	74 722,56	5 748,00	80 470,56		91 955,04
	013-112313	NOUVELLE STATION EPURATION 201	30	129 319,20	51 731,28	4 311,00	56 042,28		73 276,92
	020-192315	REVISION ZONAGE ASSAINISSEMENT	14	427,41	30,53	30,53	61,06		366,35
	90006356270712	SUBVENTION ETUDE DE ZONAGE ASSAINISSEMENT		878,16	0,00	0,00	0,00		878,16
		<b>TOTAL</b>		<b>606 388,18</b>	<b>260 704,36</b>	<b>41 728,79</b>	<b>302 433,15</b>		<b>303 955,03</b>
Compte 1318	5-2005	RESEAUX	30	13 266,00	7 958,00	442,20	8 400,20		4 865,80
	5-2006	RESEAUX	30	19 899,00	11 276,10	663,30	11 939,40		7 959,60
	12-2007	RESEAUX FUITEAU	30	1 500,00	800,00	50,00	850,00		650,00
	013-112313	NOUVELLE STATION EPURATION 201	30	10 000,00	3 996,66	333,00	4 329,66		5 670,34
		<b>TOTAL</b>		<b>44 665,00</b>	<b>24 030,76</b>	<b>1 488,50</b>	<b>25 519,26</b>		<b>19 145,74</b>

95 958,82

## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE ROCHETREJOUX

33501	SUBVENTIONS		131xx	compte 139xx			bs crédit-bs débit
compte	n° auxiliaire	libellé	subvention reçue	reprise antérieure	Reprise 2024	total reprise	solde subv
13111	1311-2009	notice incidence subv versemt notice inc	1 540,00	718,71	51,33	770,04	769,96
	1311-2011	solde subvention station solde subventio	78 525,13	31 409,99	2 617,50	34 027,49	44 497,64
	1311-2012	Reprise / subventions reçues de l'exerci	33 732,56	11 806,45	1 124,42	12 930,87	20 801,69
		<b>TOTAL</b>	<b>113 797,69</b>	<b>43 935,15</b>	<b>3 793,25</b>	<b>47 728,40</b>	<b>51 521,65</b>
1312	1312-1994	SUBVENTION	6 242,79	3 017,45	104,05	3 121,50	3 121,29
	1312-2003	SUBVENTION	1 449,00	483,00	24,15	507,15	941,85
		<b>TOTAL</b>	<b>7 691,79</b>	<b>3 500,45</b>	<b>128,20</b>	<b>3 628,65</b>	<b>4 063,14</b>
1313	1313-2009	notice incidence subv versemt notice inc	308,00	143,64	10,27	153,91	154,09
	1313-2011	construction station epuration	61 263,50	24 505,00	2 042,00	26 547,00	34 716,50
	21532-RESEAUX-2020	TRAVAUX AMENAGEMENT RUE DU PETIT LAY	400,93	106,92	0,00	106,92	294,01
	90007401841815	SOLDE SUBVENTION ETUDE ZONAGE DES EAUX U	739,27	0,00	0,00	0,00	739,27
		<b>TOTAL</b>	<b>62 711,70</b>	<b>24 755,56</b>	<b>2 052,27</b>	<b>26 807,83</b>	<b>35 903,87</b>
1318	1318-1992	subvention	7 317,55	3 780,76	121,96	3 902,72	3 414,83
	1318-2002	subvention	1 190,32	416,64	19,84	436,48	753,84
		<b>TOTAL</b>	<b>8 507,87</b>	<b>4 197,40</b>	<b>141,80</b>	<b>4 339,20</b>	<b>4 168,67</b>

6 115,52

## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SAINT GERMAIN DE PRINCAY

33701	SUBVENTIONS						
compte	n° auxiliaire	libellé	131xx	compte 139xx		bs crédit-bs débit	
			subvention rec	reprise antérieure	Reprise 2024	total reprise	solde subv
13111	13111-1995	SUBVENTION	4 335,19	2 427,60	86,70	2 514,30	1 820,89
	13111-2001	SUBVENTION	5 621,56	2 689,32	220,36	2 909,68	2 711,88
	13111-2002	SUBVENTION	5 396,69	2 050,64	0,00	2 050,64	3 346,05
	13111-2006	SUBVENTION	1 955,00	664,70	39,10	703,80	1 251,20
	13111-2008	SUBVENTION EXTENSION LAGUNE A SUBVENTION	51 563,05	30 937,83	2 062,52	33 000,35	18 562,70
	13111-2010	SUBVENTION ETUDE DIAGNOSTIC RE SUBVENTIO	5 960,00	3 099,20	238,40	3 337,60	2 622,40
	13111-2014	RESEAUX	94 759,44	17 056,68	1 895,19	18 951,87	75 807,57
	13111-2016	Subvention pour travaux mise en rÃ@seau	14 350,00	1 722,00	287,00	2 009,00	12 341,00
	90007921210415	SUBVENTION ETUDE DIAGNOSTIC ASSAINISSEME	16 285,00	0,00	0,00	0,00	16 285,00
		<b>TOTAL</b>	<b>200 225,93</b>	<b>60 647,97</b>	<b>4 829,27</b>	<b>65 477,24</b>	<b>134 748,69</b>
1312	1312-1992	SUBVENTION	7 587,39	4 704,25	151,75	4 856,00	2 731,39
	1312-1993	SUBVENTION	11 205,00	6 723,00	224,10	6 947,10	4 257,90
	1312-1995	SUBVENTION	1 788,23	1 001,28	35,76	1 037,04	751,19
	1312-1996	SUBVENTION	9 604,29	5 186,43	192,09	5 378,52	4 225,77
	1312-1998	SUBVENTION	17 255,40	8 627,75	345,11	8 972,86	8 282,54
	1312-2001	SUBVENTION	12 592,29	5 540,70	251,85	5 792,55	6 799,74
	1312-2005	SUBVENTION	1 038,94	374,01	20,78	394,79	644,15
		<b>TOTAL</b>	<b>61 071,54</b>	<b>32 157,42</b>	<b>1 221,44</b>	<b>33 378,86</b>	<b>27 692,68</b>
1313	1313-2006	SUBVENTION	391,00	132,94	7,82	140,76	250,24
	1313-2008	SUBVENTION EXTENSION LAGUNE SUBVENTION E	35 003,70	21 002,25	1 400,15	22 402,40	12 601,30
	1313-2010	SUBVENTION CONSEIL GENERAL ETU SUBVENTIO	1 558,00	810,16	62,32	872,48	685,52
	1313-2023	SUBVENTION ETUDE DIAGNOSTIC	2 943,20	0,00	0,00	0,00	2 943,20
	90007367270215	SUBVENTION ETUDE DE ZONAGE ASSAINISSEMEN	220,40	0,00	0,00	0,00	220,40
		<b>TOTAL</b>	<b>40 116,30</b>	<b>21 945,35</b>	<b>1 470,29</b>	<b>23 415,64</b>	<b>16 700,66</b>
1317	1317-1997	SUBVENTION	2 606,12	1 355,12	52,12	1 407,24	1 198,88
		<b>TOTAL</b>	<b>2 606,12</b>	<b>1 355,12</b>	<b>52,12</b>	<b>1 407,24</b>	<b>1 198,88</b>
1318	1318-1993	SUBVENTION	4 939,35	2 963,70	98,79	3 062,49	1 876,86
	1318-1998	SUBVENTION	8 460,92	4 230,50	169,22	4 399,72	4 061,20
	1318-2001	SUBVENTION	4 619,21	2 419,34	285,87	2 705,21	1 914,00
	1318-2002	SUBVENTION	1 750,57	735,21	35,01	770,22	980,35
	1318-2003	SUBVENTION	9 674,42	3 482,82	0,00	3 482,82	6 191,60
	21532-ASSAINI-2023-02	INTEGRATION RESEAU ASSAINISSEMENT LA BOD	55 314,72	0,00	1 843,82	1 843,82	53 470,90
		<b>TOTAL</b>	<b>84 759,19</b>	<b>13 831,57</b>	<b>2 432,71</b>	<b>16 264,28</b>	<b>68 494,91</b>

10 005,83

## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SAINT HILAIRE LE VOUHIS

33801	SUBVENTIONS						
		131xx	compte 139xx			bs crédit-bs débit	
compte	n° auxiliaire	libellé	subvention reç	reprise antérie	Reprise 2024	total reprise	solde subv
13111	13111-1994	SUBVENTION	28 355,52	16 446,19	567,11	17 013,30	11 342,22
		<b>TOTAL</b>	<b>28 355,52</b>	<b>16 446,19</b>	<b>567,11</b>	<b>17 013,30</b>	<b>11 342,22</b>
1312	1312-1994	SUBVENTION	182 615,02	105 916,85	3 652,31	109 569,16	73 045,86
	1312-1995	SUBVENTION	26 617,60	14 905,83	532,35	15 438,18	11 179,42
	1312-1996	SUBVENTION	21 487,69	11 603,26	429,75	12 033,01	9 454,68
		<b>TOTAL</b>	<b>230 720,31</b>	<b>132 425,94</b>	<b>4 614,41</b>	<b>137 040,35</b>	<b>93 679,96</b>
1313	2022RESEAUX1313	SUBVENTION ETUDE ZONAGE EAUX USEES	234,80	0,00	9,40	9,40	225,40
	2023RESEAUX1313	SUBVENTION RESEAUX	1 787,38	0,00	35,75	35,75	1 751,63
		<b>TOTAL</b>	<b>2 022,18</b>	<b>0,00</b>	<b>45,15</b>	<b>45,15</b>	<b>1 977,03</b>
1318	1318-1994	SUBVENTION	42 990,62	24 934,78	859,82	25 794,60	17 196,02
		<b>TOTAL</b>	<b>42 990,62</b>	<b>24 934,78</b>	<b>859,82</b>	<b>25 794,60</b>	<b>17 196,02</b>

6 086,49

## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SAINTMARTIN DES NOYERS

33901	SUBVENTIONS						
compte			131xx	compte 139xx		bs crédit-bs débit	
	n° auxiliaire	libellé	subvention rec	reprise antérie	Reprise 2024	total reprise	solde subv
131	402-11	RESEAU EU LOT DES OUCHETTERIES	48 533,54	12 267,72	674,52	12 942,24	35 591,30
	402-15	INTEGRATION RESEAU EU	15 983,85	3 990,00	266,00	4 256,00	11 727,85
	402-25	EXTENSTION STATION D EPURATION	258 943,82	47 473,03	4 315,73	51 788,76	207 155,06
	402-30	LOTISSEMENT LA PREE INTEGRATION RESEAU E	36 610,00	7 320,00	610,00	7 930,00	28 680,00
	402-31	LOTISSEMENT PETIT PONTEREAU INTEGRATION	75 228,50	15 045,72	1 253,81	16 299,53	58 928,97
	402-34	REHABILITATION EAUX USEES	16 212,00	2 720,20	270,20	2 990,40	13 221,60
	40221562017	LOTISSEMENT LE FROMENTEAU IN	61 000,00	0,00	0,00	0,00	61 000,00
	402215620183	LOTISSEMENT LES SOURCES INTE	37 665,96	2 512,00	628,00	3 140,00	34 525,96
	90006426483115	INTEGRATION RESEAU EU LOT THOMAS RUE DE LA MOINERIE	6 352,78		0,00	0,00	6 352,78
	90007852283015	SUBVENTION DIAGNOSTIC ET SHEMA DIRECTEUR	3 989,00		0,00	0,00	3 989,00
	90008458890015	SUBVENTION REHABILITATION DES RESEAUX D'	37 612,19		0,00	0,00	37 612,19
	402RESASS2032020	ETUDE DIAGNOSTIC ET SHEMA DIRE	17 495,00		0,00	0,00	17 495,00
	402RESASS1312021-01	INTEGRATION RESEAU EAUX USEES RESIDENCE	9 843,60		0,00	0,00	9 843,60
	402RESASS1312021-02	INTEGRATION RESEAU EAUX USEES LOTISSEMEN	16 581,94		0,00	0,00	16 581,94
		<b>TOTAL</b>	<b>642 052,18</b>	<b>91 328,67</b>	<b>8 018,26</b>	<b>99 346,93</b>	<b>542 705,25</b>

## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SAINT PROUANT

34001 SUBVENTIONS		SAINT PROUANT ASSAINISSEMENT						
				131xx	compte 139xx			
compte	n° auxiliaire	libellé	subvention reçue	reprise antérieure	Reprise 2024	total reprise	solde subv	
13111	3-2007	RESEAUX	4 860,00 €	1 822,50 €	121,50 €	1 944,00 €	2 916,00 €	
	3-2006	RESEAUX	4 701,75 €	1 998,18 €	117,54 €	2 115,72 €	2 586,03 €	
			<b>9 561,75 €</b>	<b>3 820,68 €</b>	<b>239,04 €</b>	<b>4 059,72 €</b>	<b>5 502,03 €</b>	
1312	2-1993	STATION	81 979,46 €	6 001,36 €	57 533,03 €	63 534,39 €	18 445,07 €	
	1312-1994	SUBVENTION	38 047,77 €	23 779,75 €	4 755,95 €	28 535,70 €	9 512,07 €	
			<b>120 027,23 €</b>	<b>29 781,11 €</b>	<b>62 288,98 €</b>	<b>92 070,09 €</b>	<b>27 957,14 €</b>	
1313	ASS-ETUDE-DIAG-2021	Parution appel d'offres Etude diagnostic	1 661,70 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 661,70 €	
	3-2006	RESEAUX	873,77 €	371,28 €	21,84 €	393,12 €	480,65 €	
	3-2007	RESEAUX	2 916,00 €	1 166,40 €	72,90 €	1 239,30 €	1 676,70 €	
	2315-2010-1	ASSAINISSEMENT LA ROCHE BATIOI	6 804,00 €	2 041,20 €	170,10 €	2 211,30 €	4 592,70 €	
			<b>12 255,47 €</b>	<b>3 578,88 €</b>	<b>264,84 €</b>	<b>3 843,72 €</b>	<b>8 411,75 €</b>	
1318	2-1993	STATION	120 587,17 €	6 212,30 €	87 242,78 €	93 455,08 €	27 132,09 €	
	3-2001	RESEAUX	5 552,66 €	2 915,22 €	138,82 €	3 054,04 €	2 498,62 €	
	1318-1994	SUBVENTION	3 658,78 €	2 469,69 €	274,41 €	2 744,10 €	914,68 €	
			<b>129 798,61 €</b>	<b>11 597,21 €</b>	<b>87 656,01 €</b>	<b>99 253,22 €</b>	<b>30 545,39 €</b>	

## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SAINT VINCENT STERLANGES

34101	SUBVENTIONS	ASSAINISSEMENT SAINT VINCENT STERLANGES					
		131xx	compte 139xx			bs crédit-bs débit	
compte	n° auxiliaire	libellé	subvention reçue	reprise antérieure	Reprise 2024	total reprise	solde subv
13111	131-2010	Subvention agence de l'eau pou Subventio	70 595,91	16 944,00	1 412,00	18 356,00	52 239,91
	13111-2006	subvention	3 770,00	1 125,40	75,00	1 200,40	2 569,60
	13111-2007	subvention	3 000,00	900,00	60,00	960,00	2 040,00
	13111-2009	Subvention agence de l'eau res Subventio	19 830,00	5 553,60	397,00	5 950,60	13 879,40
	13111-2014	RESEAUX EAUX USEES RUE GUINOT	7 716,75	1 386,00	154,00	1 540,00	6 176,75
	13111-2017	Sub Agence de l'eau Rue Eglise + Rue Bel	29 253,00	3 510,00	585,00	4 095,00	25 158,00
	65-2018-13111	Subvention rÃ©seau assnmt Rue Eglise + ru	12 516,00	1 250,00	250,00	1 500,00	11 016,00
	65-2019-13111	Solde subvention rÃ©seau assnmt Rue Eglis	29 204,00	2 336,00	584,00	2 920,00	26 284,00
		<b>TOTAL</b>	<b>175 885,66</b>	<b>33 005,00</b>	<b>3 517,00</b>	<b>36 522,00</b>	<b>139 363,66</b>
1312	1312-2006	subvention	764,00	225,00	15,00	240,00	524,00
		<b>TOTAL</b>	<b>764,00</b>	<b>225,00</b>	<b>15,00</b>	<b>240,00</b>	<b>524,00</b>
1313	1313-2007	subvention	317,00	90,34	6,00	96,34	220,66
	1313-2009	subvention	79 234,40	22 185,60	1 585,00	23 770,60	55 463,80
	1313-2011	Subvention agence de l'eau pour le resea	69 950,75	16 788,00	1 399,00	18 187,00	51 763,75
	1313-2008A	SUB STATION EPURATION	21 000,00	6 300,00	420,00	6 720,00	14 280,00
	1313-2008B	SUB RESEAUX	16 254,00	4 875,06	325,00	5 200,06	11 053,94
		<b>TOTAL</b>	<b>186 756,15</b>	<b>50 239,00</b>	<b>3 735,00</b>	<b>53 974,00</b>	<b>132 782,15</b>
1318	1318-2014	ETAT RUE GUINOT	10 000,00	2 600,00	200,00	2 800,00	7 200,00
	59-2016-1318	RÃ©serve parlementaire pour assainissem	20 000,00	3 600,00	400,00	4 000,00	16 000,00
	65-2019-1318	Solde subvention rÃ©seau assnmt Rue Eglis	5 000,00	400,00	100,00	500,00	4 500,00
		<b>TOTAL</b>	<b>35 000,00</b>	<b>6 600,00</b>	<b>700,00</b>	<b>7 300,00</b>	<b>27 700,00</b>

7 967,00



## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SAINTE CECILE

34201		SUBVENTIONS ASSAINISSEMENT SAINTE CECILE					
		131xx	compte 139xx				
compte	n° auxiliaire	libellé	subvention reçue	reprise antérieure	Reprise 2024	total reprise	solde subv
131	SUBVENTION DIAGNOSTIC EU	SUBVENTION DIAGNOSTIC EU	9 600,00	0,00	9 600,00	9 600,00	0,00
	ASS 017-2156	ASS 017-2156	41 567,70	9 352,71	1 039,19	10 391,90	31 175,80
	2021EXTSTEP2158	EXTENSION DE LA STEP ET DU RES	350 907,60	6 354,06	6 354,06	12 708,12	338 199,48
	2021HYGIENBOUES2158	HYGIENISATION CRUAGE ET EPANDA	5 557,50	113,42	113,42	226,84	5 330,66
	2016RESEAUMARTHIL2158	EXTENSION RESEAU ASSAINISSEMEN	14 080,00	1 805,15	361,03	2 166,18	11 913,82
	2018EXTENSIONEMPRELAIS215	TRAVAUX EXTENSION RESEAU EU RU	39 480,78	6 233,82	2 077,94	8 311,76	31 169,02
	2019FRAISETUDEZONAGEEU203	FRAIS ETUDE REVISION ZONAGE EU	807,55	0,00	201,89	201,89	605,66
	<b>TOTAL</b>		<b>462 001,13</b>	<b>23 859,16</b>	<b>19 747,53</b>	<b>43 606,69</b>	<b>418 394,44</b>

## ETAT DES SUBVENTIONS TRANSFEREES - COMMUNE DE SIGOURNAIS

33601	SUBVENTIONS						
compte	n° auxiliaire	libellé	131xx	compte 139xx		bs crédit-bs débit	
			subvention rec	reprise antérieu	Reprise 2024	total reprise	solde subv
13111	13111-1999	SUBVENTIONS	9 432,78	4 527,84	188,66	4 716,50	4 716,28
	13111-2000	SUBVENTIONS	13 583,21	6 248,18	271,66	6 519,84	7 063,37
	13111-2004	SUBVENTIONS	8 140,00	3 093,20	162,80	3 256,00	4 884,00
	13111-2006	SUBVENTIONS	20 364,17	6 923,76	407,28	7 331,04	13 033,13
	13111-2011	SUBVENTION RESEAUX	79 788,16	17 549,37	1 593,76	19 143,13	60 645,03
	13111-2013	SUBVENTION RESEAUX	6 779,63	1 355,94	135,59	1 491,53	5 288,10
	13111-2014	xtension reseau deaux usees rue Chantonn	21 705,92	3 907,08	434,12	4 341,20	17 364,72
	13111-2017	subv res	55 057,25	6 606,90	1 101,15	7 708,05	47 349,20
		<b>TOTAL</b>	<b>214 851,12</b>	<b>50 212,27</b>	<b>4 295,02</b>	<b>54 507,29</b>	<b>160 343,83</b>
13118	13118-2006	subvention	18 975,00	6 451,50	379,50	6 831,00	12 144,00
	13118-2007	SUBVENTION	13 322,60	4 263,20	266,45	4 529,65	8 792,95
		<b>TOTAL</b>	<b>32 297,60</b>	<b>10 714,70</b>	<b>645,95</b>	<b>11 360,65</b>	<b>20 936,95</b>
1312	1312-1993	SUBVENTIONS	4 573,47	2 744,10	91,47	2 835,57	1 737,90
	1312-2002	SUBVENTIONS	797,31	334,95	15,95	350,90	446,41
		<b>TOTAL</b>	<b>5 370,78</b>	<b>3 079,05</b>	<b>107,42</b>	<b>3 186,47</b>	<b>2 184,31</b>
1313	1313-2007	SUBVENTION	16 295,21	5 214,40	325,90	5 540,30	10 754,91
	1313-2011	SUBVENTION RESEAUX	65 370,30	14 381,51	1 307,41	15 688,92	49 681,38
	1313-2012	SUBVENTION RESEAUX	848,30	186,67	16,97	203,64	644,66
		<b>TOTAL</b>	<b>82 513,81</b>	<b>19 782,58</b>	<b>1 650,28</b>	<b>21 432,86</b>	<b>61 080,95</b>
1315	1315-2011	SUBVENTION RESEAUX	29 170,00	6 417,40	583,40	7 000,80	22 169,20
		<b>TOTAL</b>	<b>29 170,00</b>	<b>6 417,40</b>	<b>583,40</b>	<b>7 000,80</b>	<b>22 169,20</b>
1318	1318-1994	SUBVENTIONS	1 676,94	972,66	33,54	1 006,20	670,74
	1318-1999	SUBVENTIONS	9 314,63	4 470,96	186,29	4 657,25	4 657,38
	1318-2002	SUBVENTIONS	3 643,53	1 530,27	72,87	1 603,14	2 040,39
	1318-2003	SUBVENTIONS	881,16	352,40	17,62	370,02	511,14
	1318-2004	SUBVENTIONS	15 919,20	6 049,22	318,38	6 367,60	9 551,60
	1318-2007	SUBVENTION	13 579,34	4 345,44	271,59	4 617,03	8 962,31
		<b>TOTAL</b>	<b>45 014,80</b>	<b>17 720,95</b>	<b>900,29</b>	<b>18 621,24</b>	<b>26 393,56</b>

8 182,36

Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
Bournezeau	DEXIA - 12682001	DEXIA	12682001	07-juin-99	30 ans	146 351,06 €	<b>39 963,74 €</b>
	CREDIT MUTUEL OCEAN 20017210	CREDIT MUTUEL	155 193 935 300 020 000 000	17/02/2017	20 ans	350 000,00 €	<b>227 374,29 €</b>
	DEXIA - MON 140784 EUR	DEXIA	MON 140784 EUR	24-août-00	30 ans	91 469,41 €	<b>15 778,27 €</b>
	DEXIA - 241961	DEXIA	MON 233288 EUR	11-août-05	30 ans	100 000,00 €	<b>49 453,80 €</b>
	DEXIA - MIN 223118.230862/01	DEXIA	MIN 223118 PRÊT 230862/01	04-août-04	30 ans	400 000,00 €	<b>45 965,02 €</b>
	LA BANQUE POSTALE - 513567	BANQUE POSTALE	MON 513567EUR / MON516270EUR (renégocié en 2017)	29/03/2017	20 ans	353 038,45 €	<b>236 595,38 €</b>
	CREDIT AGRICOLE - 67185366	CREDIT AGRICOLE	67185366	21/12/2010	30 ans	730 000,00 €	<b>493 293,03 €</b>
	CAISSE D'EPARGNE - 8192767 [Station la Borelière]	CAISSE D'EPARGNE	8192767	28/06/2012	20 ans	300 000,00 €	<b>116 250,00 €</b>

Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
Chantonnay	CREDIT AGRICOLE - 00058167420 - Construction STEP	CREDIT AGRICOLE	00058167420	11/12/2009	30 ans	1 500 000,00 €	883 719,02 €

Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
Rochetrejoux	CMO - renouvellement de la station d'épuration et réhabilitation des réseaux	CREDIT MUTUEL	120000000000294053 / 15519 39353 000203250 02	26/01/2011	20 ans	250 000,00 €	<b>77 672,81 €</b>

Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
St Hilaire le Vouhis	Crédit Agricole - NS 2135 - Réhabilitation du réseau d'eaux usées	CREDIT AGRICOLE	10003336193	2024	10 ans	130 000,00 €	<b>130 000,00 €</b>

Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
St Martin des Noyers	CAISSE EPARGNE	CAISSE D'EPARGNE	4372619	11/12/2014	15 ans	60 000,00 €	21 000,00 €
	BANQUE POSTALE 2024	BANQUE POSTALE	MON 547549EUR / MON 548833 EUR	25/03/2024	20 ans	250 000,00 €	243 750,00 €

Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
St Vincent Sterlanges	Caisse d'Epargne "rue Guinot"	CAISSE EPARGNE	4231360	01/05/2014	20 ans	61 800,00 €	30 780,00 €
	DEXIA - MIN249649EUR/0277038	DEXIA	MIN249649EUR/0277038	31/03/2009	30 ans	320 000,00 €	184 474,82 €



Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
Ste Cécile	Banque des Territoires - 5460170 / 129437	BANQUE DES TERRITOIRES	5460170	29/11/2021	25 ans	320 000,00 €	<b>288 641,11 €</b>
	MON280901EUR - Banque Postale	BANQUE POSTALE	MON280901EUR	04/10/2013	12 ans	80 000,00 €	<b>6 666,52 €</b>

Liste emprunts assainissement collectif des communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonay - au 1er janvier 2025

Commune	Référence emprunt	Banque	N° contrat	Date du prêt	Durée	Capital emprunté	CRD au 31/12/2024
Sigournais	CREDIT AGRICOLE - 2012 - 00080787108	CREDIT AGRICOLE	80787108	20/09/2012	20 ans	100 000,00 €	50 579,88 €
	DEXIA - 45 000 € - 12/2006 - 0256076	DEXIA	MON244582EUR/0256076	02/01/2007	20 ans	45 000,00 €	6 096,34 €
	CEBPL - 135 000 € - 240 mois - 2014 - 4244816	CAISSE D'EPARGNE	4244816	26/03/2014	20 ans	135 000,00 €	64 125,00 €
	LA BANQUE POSTALE - 95 000 € - 20 ans - 2016 - MON 51116EUR	BANQUE POSTALE	MON 51116EUR / MON514065	18/10/2016	20 ans	95 000,00 €	60 107,38 €

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY**

Séance du Conseil communautaire : 5 mars 2025

## DÉLIBÉRATION

Le cinq mars deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-sept février deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle FAMISOL à Sainte-Cécile pour une troisième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louissette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	P	PICARD Sophie	P
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	P	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	E
BONNENFANT Didier	E	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	E	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	E	ZOUBAIRI Ingrid	E
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absents et excusés avec pouvoir :

M. AUBINEAU Jérôme a donné pouvoir à Mme BILLAUDEAU Louissette – Mme GOURMAUD Catherine a donné pouvoir à M. PAILLAT Dominique – Mme MOREAU Laëtitia a donné pouvoir à M. CORNIÈRE Jean-Louis – Mme ZOUBAIRI Ingrid a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 34

Nombre de conseillers communautaires présents : 26

Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Madame Valérie MARTINEAU pour remplir les fonctions de secrétaire.

### **N° 2025-69 ÉNERGIES RENOUVELABLES - RÉOLUTION CONTRE LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRIVOLTAÏSME**

Nomenclature des actes : 9.4

Vu le Code général des collectivités territoriales, et particulièrement les articles L. 2121-29 dernier alinéa et L. 5211-1, transposant aux établissements publics de coopération intercommunale la possibilité d'émettre des vœux sur tous les objets d'intérêt local ;

.../...

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, modifiés par arrêté n° 2024-DCL-BICB-770 en date du 12 août 2024, et notamment les articles 4.2.1 – protection et mise en valeur de l’environnement et 4.2.21 – aménager, exploiter, faire aménager ou faire exploiter les installations communautaires de production d’électricité photovoltaïque ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021-452, en date du 29 septembre 2021, approuvant le Plan Climat Air Énergie Territorial ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-249, en date du 29 mai 2024, approuvant l’élaboration d’un schéma directeur des énergies ;

Considérant la proposition du Département de la Vendée sur une résolution contre l’agrivoltaïsme ;

Considérant l’intérêt pour la Communauté de communes du Pays de Chantonnay de donner une suite favorable à cette résolution afin notamment de protéger le modèle agricole et conserver une certaine souveraineté alimentaire ;

Considérant l’avis favorable du Bureau communautaire en date du 5 février 2025 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à la majorité (1 abstention : Christophe GOURAUD) :

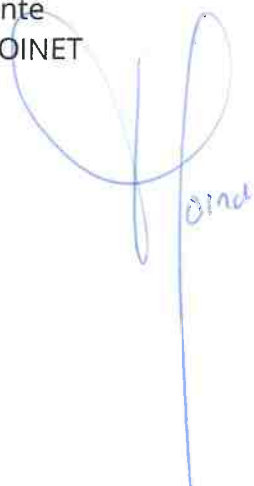
- d’adopter la résolution, telle que jointe en annexe, proposée par le Département de la Vendée, et prévoyant notamment :
  - o de s’opposer fermement à l’installation de projets agrivoltaïques sur le Pays de Chantonnay, qui est un véritable danger pour l’agriculture, pour les paysages et pour l’acceptabilité par les populations d’une transition énergétique durable ;
  - o de demander aux députés et sénateurs vendéens de se mobiliser pour modifier la loi et les décrets qui en découlent, comme certains parlementaires ont commencé à s’en saisir ;
  - o d’appeler de ses vœux le lancement d’un plan national résolument volontariste visant à couvrir les surfaces artificialisées et bâties, les délaissés et les friches agricoles ;
    - en levant l’ensemble des contraintes qui freinent les projets, depuis les problèmes d’assurances jusqu’aux procédures administratives qui doivent être allégées ;
    - et en allant au-delà de l’obligation légale d’une couverture minimale sur les bâtiments ou parkings qui pourraient être bien plus ambitieuse.

.../...

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

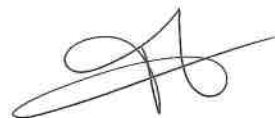
Transmis en Préfecture le 07/03/2025

La Présidente  
Isabelle MOINET



Publié le 07/03/2025

Le Secrétaire de séance  
Valérie MARTINEAU



# RÉSOLUTION

---

## CONTRE L'AGRIVOLTAÏSME

---

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ LE VENDREDI 13 DÉCEMBRE 2024 PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA VENDÉE

# RÉSOLUTION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA VENDÉE

-----

## PRISE DE POSITION CONTRE L'AGRIVOLTAÏSME

Au moment où les agriculteurs manifestent face aux difficultés ;

Au moment où le monde agricole s'interroge sur son modèle ;

Au moment où nous souhaitons conserver une souveraineté alimentaire ;

Au moment où la Commission européenne a conclu un accord avec le Mercosur alors que la France et les Français l'ont rejeté ;

Au moment où nous agissons collectivement pour une transition écologique et énergétique durable ;

Nous avons le devoir de prendre position et de dénoncer l'agrivoltaïsme !

Ce système a été autorisé en France par la loi d'Accélération de la Production des Énergies Renouvelables, adoptée en 2023 suite à l'envolée des prix de l'électricité en 2022. Les décrets n'ont été publiés qu'en avril dernier, sans appréhender toutes les conséquences.

Le déploiement massif de ces technologies sur nos terres agricoles et sur nos paysages est surtout une fausse « bonne idée » car avec l'agrivoltaïsme émerge une série de dangers, dont certains pourraient être irréversibles :

- **La mise en difficulté des agriculteurs**, contraints de concilier le recouvrement de 40 % de leurs terres par des installations photovoltaïques avec l'exigence totalement irréaliste de maintenir 90 % du rendement, compromettant ainsi la viabilité de leur exploitation ; car comment imaginer sérieusement que des panneaux déployés sur 40 % d'une surface puissent n'avoir un impact que sur 10 % de son rendement agricole ?
- **La précarisation des agriculteurs**, se retrouvant dans l'obligation d'ajuster leur activité aux contraintes techniques et contractuelles imposées par l'installation photovoltaïque, au détriment des priorités agronomiques, des cultures et de l'élevage ;
- **L'impossibilité pour un agriculteur signant un contrat agrivoltaïque aujourd'hui de moderniser et d'adapter ses pratiques jusqu'en 2050**, limitant sa capacité à s'adapter aux défis imposés par le changement climatique, par les innovations agronomiques, ou par nécessité économique en lien avec l'évolution des marchés ;
- **Le fossé considérable entre la rémunération de l'agriculteur et celle du producteur d'énergie**, reléguant l'activité agricole au second plan, au profit de la production d'électricité ;

- **La spéculation sur le foncier agricole**, avec des loyers de 10 à 30 fois supérieurs aux prix du fermage, car indexés sur le potentiel photovoltaïque des parcelles (mesuré selon l'étendue des surfaces disponibles, leur ensoleillement, leur proximité avec des postes sources) ;
- **L'incapacité à maîtriser le développement anarchique des projets, ainsi que les fractures sociales et territoriales qu'ils vont générer**, menaçant durablement la cohésion de nos campagnes ;
- **La rétention foncière au détriment de la transmission des terres**, maintenues en activité de manière symbolique pour garantir une rente aux propriétaires, perdant ainsi leur objectif premier qui est de nourrir la planète ;
- **L'instabilité des projets agrivoltaïques**, souvent portés par des sociétés éphémères (SAS), conçues pour être revendues à des fonds d'investissements, notamment étrangers, laissant les agriculteurs vulnérables face à des interlocuteurs changeants ;
- **Le risque de non-démantèlement des installations « agrivoltaïques »**, en dépit des obligations réglementaires, en particulier en cours de contrat pour non-respect des clauses comme, par exemple, celle du rendement n'atteignant pas 90 %, voire à l'issue du contrat ;
- **La manipulation des données biologiques et scientifiques**, utilisées pour justifier ces technologies alors que l'ombre des panneaux entraîne obligatoirement une baisse de la photosynthèse et donc de la production végétale et fourragère ;
- **L'incompréhension des populations notamment en lien avec le ZAN**, dont personne ne pourra comprendre qu'il ne s'applique pas aux installations agrivoltaïques, mais aussi face au mitage paysager que ces dernières généreront ;
- **La fragilisation, voire l'arrêt, du déploiement de centrales photovoltaïques sur des surfaces artificialisées et bâties**, dont la viabilité économique sera plombée par les projets agrivoltaïques, moins coûteux à déployer en raison de leur volumétrie et de la facilité technique des installations agrivoltaïques ;
- **La menace d'une double dépendance**, énergétique d'un côté, en s'exposant à des importations massives de panneaux photovoltaïques étrangers, et alimentaire de l'autre via l'importation de produits agricoles à bas prix, au risque de fragiliser un peu plus nos souverainetés économique et alimentaire.

Un autre modèle est possible ! La Vendée le démontre depuis plus de 20 ans à travers des projets d'énergies renouvelables déployés au plus près des réalités locales. La transition énergétique est une composante de l'aménagement du territoire. La volonté du Département de la Vendée est de construire, avec l'ensemble des acteurs de terrain, des projets qui ont du sens et dont nous pourrions collectivement partager la réussite.

La Vendée a su valoriser ses ressources et ses filières locales, notamment son agriculture et son industrie agro-alimentaire, en transformant les effluents d'élevage en gaz renouvelable, tout en préservant ses terres agricoles. Sur le photovoltaïque, la Vendée mène une politique volontariste pour son développement sur les surfaces bâties et artificialisées, et sur des espaces ayant perdu tout usage agricole.



**Pour toutes ces raisons, le Conseil départemental de la Vendée :**

- **s'oppose fermement à l'installation de projets agrivoltaïques en Vendée**, qui est un véritable danger pour notre agriculture, pour nos paysages et pour l'acceptabilité par nos populations d'une transition énergétique durable,
- **demande aux députés et aux sénateurs vendéens de se mobiliser** pour modifier la loi et les décrets qui en découlent, comme certains parlementaires ont commencé à s'en saisir,
- **appelle de ses vœux** le lancement d'un plan national résolument volontariste visant à couvrir les surfaces artificialisées et bâties, les délaissés et les friches agricoles :
  - en levant l'ensemble des contraintes qui freinent les projets, depuis les problèmes d'assurances jusqu'aux procédures administratives qui doivent être allégées,
  - et en allant au-delà de l'obligation légale d'une couverture minimale sur les bâtiments ou parkings qui pourrait être bien plus ambitieuse.

Résolution adoptée à l'unanimité des Conseillers départementaux de la Vendée, le 13 décembre 2024.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

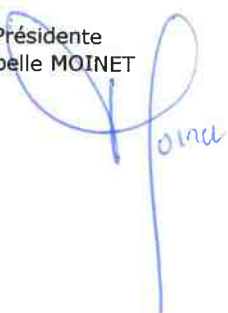
AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHÉLIPÉAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louise	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	P	PICARD Sophie	P
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	P	MADORRA Hélène	P	SIRET Jean-Pierre	E
BONNENFANT Didier	E	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	E	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	E/P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtizia	E	ZOUBAIRI Ingrid	E
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Eric	P		

Absents et excusés avec pouvoir :

M. AUBINEAU Jérôme a donné pouvoir à Mme BILLAUDEAU Louise - Mme GOURMAUD Catherine a donné pouvoir à M. PAILLAT Dominique - Mme MOREAU Laëtizia a donné pouvoir à M. CORNIÈRE Jean-Louis - Mme ZOUBAIRI Ingrid a donné pouvoir à M. DEBORDE Jeannick

2025-57	DÉCISIONS PRISES PAR LA PRÉSIDENTE SUITE AUX DÉLÉGATIONS DONNÉES PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE	Le Conseil communautaire prend acte
2025-58	COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU BUREAU COMMUNAUTAIRE	Le Conseil communautaire prend acte
2025-59	DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025	Le Conseil communautaire prend acte
2025-60	REMBOURSEMENT D'ACCREDITATIONS PROFESSIONNELLES POUR LE FESTIVAL RÉGION EN SCÈNES	Approuvée à l'unanimité
2025-61	BUDGET PRINCIPAL N° 67000 – AUTORISATION DE DÉPENSES – INVESTISSEMENT 2025 EN COMPLÉMENT DE LA DÉLIBÉRATION N° 2024-475	Approuvée à l'unanimité
2025-62	CONVENTIONNEMENT AVEC LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE ET LES CINQ ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE DU PAYS DU BOCAGE VENDÉEN POUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF D'AIDES COMMERCE-ARTISANAT	Approuvée à l'unanimité
2025-63	VENDÉOPÔLE VENDÉE CENTRE – EXTENSION N° 2 – RAPPORT DE CONCESSION – OPÉRATION 5932 – COMPTE-RENDU FINANCIER ET RÉVISION DU BILAN AU 30 SEPTEMBRE 2024	Approuvée à l'unanimité
2025-64	VOTE DES TARIFS DES ANIMATIONS TOURISTIQUES 2025	Approuvée à l'unanimité
2025-65	VOTE DU TARIF DU JEU DE PISTE « LE MYSTÈRE DE LA VILLA ROMAINE »	Approuvée à l'unanimité
2025-66	DÉLÉGATION DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA VILLE DE CHANTONNAY ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE L'ESPACE JEUNESSE DE LA VILLE, DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA MÉDIATHÈQUE INTERCOMMUNALE	Approuvée à l'unanimité
2025-67	COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF DES EAUX USÉES – APPROBATION DE LA MISE À DISPOSITION DES BIENS COMMUNAUX AFFÉRENTS À L'EXERCICE DE LA COMPÉTENCE AU PROFIT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ET AUTORISATION DE SIGNER LES PROCÈS-VERBAUX	Approuvée à l'unanimité
2025-68	COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF DES EAUX USÉES – APPROBATION DE LA MISE À DISPOSITION DES BIENS AFFÉRENTS À L'EXERCICE DE LA COMPÉTENCE AU PROFIT DU SYNDICAT MIXTE VENDÉE EAU ET AUTORISATION DE SIGNER LES PROCÈS-VERBAUX	Approuvée à l'unanimité
2025-69	ÉNERGIES RENOUVELABLES - RÉSOLUTION CONTRE LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRIVOLTAÏSME	Approuvée à la majorité (1 abstention : Ch. GOURAUD)

La Présidente  
Isabelle MOINET



Le Secrétaire de séance  
Valérie MARTINEAU

